

A.I.T.



ORGANE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
Association Internationale des Travailleurs — Associazione Internazionale dei Lavoratori — Internationella
Arbetar Associationen — International Working Men's Association — Internacia Laborista Asocio

ADMINISTRATION ET CORRESPONDANCE :
Esgleas, Joseph—A.I.T.-C.N.T.—4, rue Belfort.
C. C. P. 934-56 — TOULOUSE (H. G.)

Mensuel bilingue (Nouvelle Série) ★ 32 Année ★ Num. 31
PRIX: 0,30 N. F. MAI 1960
Abonnement: 6 nos. 4 NF. — 12 nos.: 7 NF.
Prix du num. spécial: 1 N. F. Supplément: 0,70 NF

Rédaction: A.I.T.-C.N.T.
Bourse du Travail
— Place St Sernin —
TOULOUSE (H. G.)

Les « Grands » encore?

Lorsque paraîtront ces lignes à la lumière publique la Conférence au Sommet — nous les écrivons avant son ouverture — aura commencé et, peut-être, sera-t-elle déjà terminée. Le climat international s'est chargé lourdement au cours de ces dernières semaines. Nous sommes loin des espoirs qu'avaient fait naître les conversations du Camp David. On dirait qu'on revient de nouveau aux jours de la guerre froide. Les bonnes paroles des chefs d'Etat pâlisent en présence des âpres réalités. L'incident de l'avion espion («U-2»), abattu en U.R.S.S. le premier mai, a été un motif, cherché ou non comme prétexte, pour augmenter la tension internationale. Le langage de M. Herter, ressemble à celui du défunt Forster Dulles: «Les vols de reconnaissance au-dessus de l'URSS continueront. Et le langage de «K» n'a rien à envier celui d'un Molotov: «Si vous continuez nous détruirons vos bases de départ». Le Pakistan, l'Iran, la Turquie, la Norvège ressentent déjà quelques frissons. Que la menace s'accomplisse ou non, n'en existe pas moins. Derrière les deux grandes puissances mondiales, les petites vont être les premières victimes. La menace peut paraître un bluff. Mais comme la folie des Etats existe — et surtout chez les Etats-Majors de chaque nation, toujours portés au bellicisme par déformation professionnelle et par éducation de caste — cette menace ne peut pas être prise à la légère par l'Humanité.

Sera-ce la guerre ou sera-ce la paix? Personne ne peut le savoir de science certaine. Et le terrible c'est que personne ne le sache d'une façon sûre. Parce que c'est une question de vie ou de mort pour les peuples en raison du perfectionnement technique des armes destructives auquel on est arrivé. De l'usage ou du non usage qu'en sera fait dépend l'anéantissement du monde, la destruction massive des peuples, l'extermination des êtres humains, l'extinction des sources de vie... La menace de ce suicide collectif existe. Et on n'aperçoit aucune réaction énergique contre les causes du mal de la part des peuples, des travailleurs, des minorités qui ont conscience de la situation créée.

Il faut déclarer une guerre implacable à la guerre, pour détruire ce péril terrible. Mais, pour cela, il est indispensable de la déclarer aux Etats eux-mêmes. Ceci incombe, en premier lieu, aux citoyens de chaque pays. Dans chacun d'eux on

devrait sentir puissante et indomptable, la pression populaire condamnant toute politique belliqueuse et d'armements; toute politique d'agression et d'ingérence d'un pays dans les affaires des autres pays pour leur imposer d'autres intérêts ou une autre volonté.

La conférence du désarmement, commencée avec un certain optimisme, n'est pas sortie de son engourdissement. A mesure que les jours passaient elle s'embrouillait d'avantage dans des questions insidieuses sans jamais apporter de solutions positives, les représentants de chaque Etat éliminant leurs responsabilités à la façon de vulgaires procéduriers. Nous sommes loin d'un désarmement total et effectif. Naturellement, politiciens et gouvernants se demandent perplexes: Que ferions-nous des militaires? Ils ne sont pas faciles à s'adapter ni à être adaptés à autre chose. Au contraire: dans chaque pays ils nourrissent les plus grandes aspirations. D'autre part, l'éventualité d'un désarmement réel met la panique dans le camp des requins des grandes industries lourdes, dans les entreprises qui en dépendent, dans les gouvernements et même dans le monde ouvrier. La perspective de paralysie dans les affaires de crack économique, de crise, enfin, avec ses conséquences inévitables, le spectre d'un arrêt forcé du travail s'étendant sur des vastes zones dans chaque pays, outre la volonté de puissance de domination de chaque Etat, tout cela est un frein pour la cause d'un véritable et rapide désarmement. Au fond, c'est la lâcheté et l'indécision des peuples eux-mêmes qui font que la mal s'aggrave et que la situation dégénère et empire.

La guerre ou la paix dépend de la volonté et de l'attitude des peuples. S'ils ne savent pas réagir à temps et avec énergie, se seront eux, et nous seront tous, les victimes expiatoires.

P. S. — A la dernière minute nous apprenons que la Conférence au Sommet s'est achevée brusquement. «K» n'a pas jugé la situation favorable à la réussite de ses plans et l'a torpillée bruyamment. Soixante-trois minutes ont suffi pour que la rencontre échoue. A quand le jour de la convocation d'une nouvelle Conférence au Sommet? Plus tard... ou jamais? Et, cependant, il faudra bien parler et chercher les accords avant que les armes nucléaires ne vomissent la mort partout. Cela, ou bien le risque de nouvelles et encore plus terribles Apocalypses...

Franco fait mettre au secret cent trente détenus politiques

MADRID. — Les 130 détenus politiques de la prison de Carabanchel, qui avait fait une grève de la faim d'une semaine le mois dernier, ont été mis au secret. Cette sanction ne sera vraisemblablement pas levée avant une dizaine de jours.

On apprend, d'autre part, que quatre jeunes gens qui, vêtus de l'uniforme carliste, distribuaient dans les rues de Saragosse la revue «El Requeté» — selon laquelle le trône d'Espagne revient de droit au prince Xavier de Bourbon-Parme — ont été arrêtés.

Il semble que l'on puisse trouver l'explication de cette mesure dans les entretiens qu'ont eu récemment le caudillo et le comte de Barcelone. En effet, avant cette rencontre — qui tendrait à

prouver que si le général Franco envisage le retour à la monarchie ce n'est que sous forme d'une restauration de la branche alphonseine — les carlistes, nombreux surtout en Navarre et en Catalogne, étaient sinon encouragés, du moins tolérés.

Un premier signe de cette nouvelle tendance s'était déjà manifesté lorsque le 8 mai, à l'occasion de la réunion annuelle des carlistes à Montejurra, la presse, avait, semble-t-il, considérablement. En effet, les journaux avaient parlé de la présence de 25.000 carlistes alors que dans les milieux carlistes on déclarait qu'il y avait au moins cent mille personnes présentes à Montejurra.

(De la «Dépêche du Midi», édition du 15 Mai 1960)

L'ACTUALITE COMMENTEE

NEHRU, SA VISITE ET SES PREOCCUPATIONS

Pour l'homme qui a recueilli l'héritage spirituel de Ghandi et la grave responsabilité de diriger, avec la majorité de son Parti du Congrès la tentative de rénovation modérée de son pays, sans recourir à des procédés dictatoriaux, rien de ce qui se traite sur le plan de la politique mondiale ne doit lui être indifférent. Il sait bien les conséquences que peuvent avoir, non seulement pour l'Humanité, mais pour son propre peuple, dont il vit la tragédie et qu'il connaît à fond, certaines résolutions qui peuvent être prises, notamment celles qui concernent l'aide aux pays sous-développés, sur la question du désarmement ou de la guerre froide, de l'aggravation de la tension entre les deux grands blocs qui s'affrontent dans une compétition de prédominance dans tous les domaines.

Nehru n'ignore pas que De Gaulle et la France doivent jouer dans la prochaine Conférence au sommet, et dans celles qui suivront probablement, un rôle important. Il craint, sans doute, que la politique d'aller en laissant passer le temps pour le «gagner», qui semble inspirer De Gaulle, Adenauer et même Eisenhower, en un mot le bloc Atlantique ne se retourne contre ce même Bloc et, par contre-coup, contre l'Inde, où la situation intérieure, au lieu de s'améliorer, empire de jour en jour. L'essai démocratique qui a été fait là-bas, faute de moyens économiques et en raison de la mentalité spéciale des Hindous trop peu évolués, n'a pas donné les résultats espérés par ses organisateurs. Si les hindous avaient un peu plus d'énergie révolutionnaire, le sort de ce spécimen de Kerensky, sauf les distances morales respectives quant à la formation et la condition de l'être humain, il y aurait longtemps qu'il serait joué. Pour l'Inde, aujourd'hui le danger c'est une réaction persistante de prédominance des an-

ciennes castes dominantes, de la partie réactionnaire, hostile au système démocratique. Plutôt que vers la révolution en ce moment elle va vers la réaction. Plus tard, peut être, dans cette alternance de hauts et de bas dans les cycles historiques, il est possible que les choses aillent à l'inverse.

Pour le moment, les Chinois, dans l'ordre du développement de leur propre économie, ont pu et su devancer les hindous sur bien des points.

Dans ce sens, ce que la Chine a obtenu en un an, l'Inde a mis dix ans pour l'obtenir. Il y a dans l'Inde 40 millions de sans travail qui constituent des légions de gens sans emploi ou partiellement occupés. Si les choses vont au même rythme que jusqu'à présent, avec l'augmentation croissante de la population, dans cinq ans l'Inde aura un déficit alimentaire de 25 pour %. D'autre part, malgré l'effort de Nehru et de ses amis, il n'a pas été possible de créer, avec des repercussions profondes dans les masses, si attaches à leurs préjugés millénaires, une nouvelle mystique de rénovation. En dix ans, de 1948 à 1958, l'Inde, c'est certain, a réussi à augmenter sa production industrielle de 48 pour % et l'agricole de 25 pour %. Mais ceci ne suffit pas, bien loin de là: la démographie compte avec ses inexorables conséquences, surtout lorsque l'économie ne va pas, sur un rythme et accéléré indispensable.

Si l'Inde tombe dans l'orbite de la Chine, ce qui ne paraît pas probable, pour le moment, car les partisans de Mao-Tse-Toung attendent prudemment l'arrivée de son heure interventioniste, ou dans celle des castes réactionnaires revenues de nouveau un pouvoir et, par conséquent, dans l'orbite d'une Amérique du Nord belliqueuse dominée par les stratèges du Pentagone, les problèmes de la politique internationale se compliquent.

(Suite en page 2)



Les trompettes de la mort.

F0 2 2893

Les vertus de l'action directe

Il y a quelques années, dans un article intitulé «Ni l'un ni l'autre», le camarade Germinal Esgeles définissait le peu de consistance des décisions de l'O.N.U. et les faibles espoirs que nous pouvions fonder sur elles, pour la simple raison que les intérêts qu'on y débattait étaient diamétralement opposés aux intérêts logiques, humains et vitaux des peuples.

L'affirmation de Germinal n'a rien perdu de son actualité. Je la reprends, non pour établir, ici, le bilan des contradictions de l'O.N.U., dont la liste en serait trop longue, mais pour me reporter au cas, tout récent, d'action directe employé par les ouvriers du port de New York.

Quatre-vingt nations «unies» n'ont pu, jusqu'à ce jour, faire exécuter leur propre décision au sujet du droit de libre navigation dans le Canal de Suez par des navires de toutes nationalités, y compris les navires israéliens. Tout l'appareil organique des Nations Unies n'a pu mettre un terme aux ambitions de Nasser, qui, appuyé tantôt par les Russes, tantôt soutenu par les yankees lui font croire qu'il est un César dans ses délires de grandeur jusqu'à se permettre le luxe d'établir «des listes noires» pour les navires, même non israéliens transportant des marchandises d'Israël, ainsi que nous l'avons vu der-

nièrement avec le bateau danois «Inga Toft» et le grec «Stéfalia».

L'obstruction du Canal pour Israël n'est pas d'aujourd'hui, elle date déjà de nombreuses années. La quantité de réclamations adressées à l'O.N.U. et les innombrables interventions en tous genres effectuées auprès de ce organisme, afin d'obtenir par des voies pacifiques et légales le droit d'utiliser cette importante route maritime comme tout autre pays, n'apportèrent d'autres fruits que certaines recommandations et décisions vagues, sans sérieuse ni effet. Et Israël, en tant que peuple, se vit dans l'obligation de se servir de l'action directe comme unique moyen capable d'en finir avec une ignominie telle, comme nous pûmes le constater en 1956, par l'action appelée «campagne de Suez», campagne appuyée par la France et l'Angleterre et étouffée par l'Amérique et l'O.N.U. (Bien que l'intervention de la France et de l'Angleterre ne se circonscrivit pas totalement à la question concrète qui se traitait entre l'Égypte et Israël).

On pourra discuter si l'objectif qu'Israël se proposait d'atteindre, justifiait la nature des moyens employés, étant donné que ceux-ci impliquaient le sacrifice de vies humaines, ce qui est toujours déplorable. Ce que je veux souligner c'est que la différence des intérêts de l'O.N.U. par rapport à ceux d'Israël en tant que peuple, fut manifestement déconstruite. L'O.N.U. ne peut, tant à cause de son origine que de sa structure et de ses buts, défendre des intérêts moraux. Nous l'avons vu avec l'Espagne et nous le voyons au Moyen Orient. Là ce sont les bases militaires qui comptent; ici les hégémonies politiques et les puits de pétrole. Mais les souffrances et l'esclavage du peuple espagnol, avec l'ignorance, la misère et le retard des peuples arabes, ne les intéressent nullement.

Quels que soient les motifs réels de l'action des ouvriers du port de New York, en refusant de décharger le navire égyptien «Cléopatra», comme protestation contre l'attitude arbitraire de Nasser et la passivité de l'O.N.U. et que les résultats soient ou non positifs (cela ne pourra dépendre que de la solidarité ouvrière internationale), le fait en lui-même est magnifique et mérite d'être appuyé. Des attitudes similaires, sur une grande échelle résoudraient non seulement le problème du Canal de Suez, mais aussi la majorité des problèmes internationaux actuels, considérés comme insolubles.

Pourquoi devons-nous attendre, nous, les travailleurs du monde, que «d'autres» résolvent nos affaires (qu'en réalité ils ne résoudreont pas) lorsque nous avons entre nos mains le moyen efficace et infallible de la faire?

J. RIBAS

A NOS AMIS ET LECTEURS

«AIT» et son «SUPPLEMENT», pour consolider leur existence, ont besoin soit de 500 abonnements en plus soit de l'aide de 50 camarades qui s'engageraient à faire un don de 50 N.F.

A partir du prochain numéro nous publierons les listes des dons volontaires reçus.

CAMARADES: AIDEZ «AIT» et son «SUPPLEMENT». PROPAGEZ-LES!

A NUESTROS LECTORES Y AMIGOS

«AIT» y su «SUPLEMENTO», para consolidar su existencia, precisando de 500 nuevos suscriptores o bien de una ayuda de 50 compañeros que se comprometan a hacer un donativo de 50 NF.

A partir del próximo número publicaremos las listas de los donativos voluntarios recibidos.

COMPANEROS: A Y U D A D A «AIT» Y A SU «SUPLEMENTO». PROPAGADLOS.

L'actualité commentée

(Suite de la page 1)

ront et s'aggraveront beaucoup plus et la paix courra de nouveaux et sérieux dangers.

UNION SUD-AFRICAIN

Après la phrase agitée des derniers événements qui ont eu lieu en Afrique du Sud l'attention de l'opinion internationale a décliné et s'est portée vers de nouvelles d'actualité. Mais le drame des victimes de la politique raciale ne saurait être oublié dans le monde. Il est très probable que le boycott partiel et débilement appliqué en maints endroits, en guise de protestation contre la politique raciste des Vorwaerds, n'ait que quelques effets moraux et très limités. Les grandes Centrales Syndicales sont incapables de vibrer et d'agir avec énergie pour la défense des principes qui devraient être sacrés pour des hommes qui se disent partisans du respect de la personne humaine, lorsque survient une action positive dans ce sens. Nous l'avons vu, à propos de l'Espagne franquiste et même avec les événements de Hongrie. Et la solution de certains problèmes, cependant, dépend moins des gouvernements, que de l'attitude des peuples eux-mêmes et des travailleurs organisés internationalement. Ici, le rôle principal

doit être joué par la solidarité internationale. Si elle fait défaut ou si elle ne se montre pas diligente et attentive, elle laisse les crimes collectifs se consommer; le mal s'étend et le danger se perpétue.

La réaction en Afrique du Sud est terrible. Elle atteint des centaines de personnes. Elle se poursuit d'une manière systématique. La «lessive» atteint des proportions inconcevables. Worwaerds malgré le message de «direct avis» du blanc David Pratt, ne semble pas s'amender. Il agit avec une main dure. Mais le peuple de couleur n'est pas vaincu, tant s'en faut. Et de nouvelles colères seront déchaînées par les vents que se sèment aujourd'hui. Les tempêtes sanglantes renaitront et acquerront sûrement de plus grandes proportions.

Le pire de tout, dans l'Union Sud-Africaine c'est la mentalité «Afrikander». Un esprit raciste susceptible de tous les développements et surtout s'il se sentait appuyé par d'autres «Ultras» partisans d'outrance de la supériorité directive des blancs, comme classe privilégiée dominante et désireux de s'imposer avec qui cherche à étendre ses filets dans le monde entier, dans l'espoir de ressusciter de nouvelles vagues du totalitarisme et imposer au monde la domination de ses nouveaux «Gauléters». Espérons, cependant, que le monde saura faire face à ces dangers, comme il se doit et sans s'endormir en se laissant bercer dans les confiances excessives de ceux qui ne croient pas au retour du passé.

PALAFOX

Le Gérant: Etienne Guillemau

IMPRIMERIE DES GONDOLES

4 et 6, rue Chevreuil
CHOISY-LE-ROI (Seine)

Petites nouvelles du Monde

FRANCE

La Conférence au Sommet s'est ouverte lundi dans le bureau du général de Gaulle, à l'Élysée.

Le général a tous les «grands» chez lui.

Quelle honneur et quelle «grandeur» pour la France!

Les médecins de la Seine en grève le 17 Mai pour protester contre les nouveaux tarifs proposés par le gouvernement. La grève des médecins deviendra-t-elle nationale?

Si les messieurs du Sommet tombent malades, devront aller ailleurs pour se faire soigner...

Cheminots de Marseille en grève. Grèves tournantes à Nice et Tours. Les postiers prêts à la grève.

Grèves tournantes dans la métallurgie.

Licenciements à Saint Didier (Haute Vienne). C.I.M.A.-Maccormick-France, à Vertbois, à Lyon, Berliet menace de fermer plusieurs ateliers.

Malchance?

Le prince Ali-Khan s'est tué dans un accident de route.

La fortune du prince s'éleverait à 30 milliards.

De quoi vivre!

CONGO BELGE

Ces jours-ci: violentes bagarres à Leopoldville, Goma et Stanleyville.

Bilan: cinq morts, dix blessés graves. Et ce n'est pas encore fini au Congo Belge.

ESPAGNE

Le régime du caudillo n'est-il pas totalitaire!

Confédération Nationale du Travail

LA V REPUBLIQUE EST PIRE QUE LES PRECEDENTES

La guerre d'Algérie continue! Il n'est plus question de dernier quart d'heure, ni d'autodétermination, mais d'intégration et de victoire totale des armes françaises;

Sous le signe de la liberté, le gouvernement interdit nos journaux; il a déporté nos militants par crainte que l'un d'eux détériore la précieuse peau de Krouchtchev, pendant sa visite en France. Au cours de celle-ci, Guy Mollet, Mendès-France, etc..., ont serré la main du despote moscovite qui reconnaît «un ami» en Marcel Boussac, multimilliardaire, roi des affameurs!

A QUAND LA RECEPTION DE FRANCO A PARIS?

De festin en gueuleton, nos dirigeants bafrent des mets succulents arrosés des plus fines bouteilles, pendant que les économiquement faibles disposent toujours de 175 francs par jour pour subsister et qu'en Algérie, dans les camps de regroupement, des Français à part entière sont réduits à manger de l'herbe (cardinal Gerlier).

De Gaulle «Chef des miracles», d'après monseigneur Sembel, est, selon la presse américaine, un «Chef au cœur de lion». Les sans-logis, les chômeurs, réduits à la portion congrue, préféreraient, au lieu d'un «Grand sorcier», posséder comme dirigeant un homme normal, au cœur humain, qui satisferait leurs besoins.

TRAVAILLEURS

Vous avez compris le général, mais pas dans le sens qu'il espérait!

Vous avez compris que vous ne pouvez compter que sur vous-mêmes!

Tous les politiciens, de Duchet à Thorez, tous les soi-disant syndicalistes, de la C.G.S.I. à la C.G.T., qui, comme en 1914, ont réalisé le premier février une nouvelle «Union sacrée» en cautionnant votre ennemi de classe, VOUS ONT TRAHIS!

Seule, la Confédération Nationale du Travail, anarcho-syndicaliste, antipolitique, antiétatique, toujours fidèle à sa doctrine, continue à lutter pour l'égalité économique et sociale et contre tout despotisme.

La C.N.T. vous invite à venir grossir ses rangs pour faire triompher la noble cause qu'elle défend, qui est la vôtre.

(Du Manifeste du 1er. Mai de la Confédération Nationale du Travail — 39, rue de la Tour d'Auvergne - Paris (9^e).

Et il est le «champion de la chrétienté». Pour cela on met les grévistes de la faim de la prison de Carabanchel (Madrid) aux cachots secrets... De quoi tuer!

Si ces hommes pouvaient parler! Les protestations passives des Internationales mastodontes servent-elle à quelque chose?

U.S.A. - U.R.S.S.

Des jeux dangereux avec ces espions ultra-rapides et secrets...

Allen Dulles et ses services de renseignements et les «U.-2» font de sensationnelles découvertes en U.R.S.S.-land.

Ni plus ni moins que des fusées soviétiques de 60 mètres!

De quoi frémir!

Les américains hantés pour la peur d'une attaque surprise russe.

NORVEGE

Au sujet de l'affaire de l'avion américain «U.-2», la démission du ministre de la Défense norvégien semble inévitable.

L'avion américain devait-il se poser sur l'aérodrome de Bodoe, au Nord de la Norvège?

C'est bien possible, mais ce qui est sûr c'est que le Pentagone américain et les Services du Kremlin ne cesseront pas d'espionner. A quoi serviraient les fonds secrets destinés à cette besogne?

LES ATTRACTION DANGEREUSES

«K» aura eu 6 minutes d'avance sur Ike en arrivant à l'Élysée.

Les premiers seront-ils les derniers? «K» a contemplé Paris étendu à ses pieds — écrit un grand journal parisien.

«C'est bien dommage que Paris ne puisse devenir un satellite de l'URSS», peut-être pensait «K» à ce moment...

Mais tout peut arriver au monde. Hitler et les nazis foulèrent les Champs Élysées et l'Arc du Triomphe avec leurs bottes...

S.F.I.O.

Guy Mollet s'est-il décroché de la politique du général sous la pression du Comité National S.F.I.O. et de ses troupes?

De Gaulle n'a pas daigné s'expliquer devant Guy, très vexé d'ailleurs.

A quand la nouvelle remise en selle?

ETATS-UNIS

Cheryll Chessman a été enfin exécuté... On a retardé cette exécution tout ce temps avec des moyens de procédure judiciaire.

Mais la loi c'est la loi. Une victime de plus, quelle importance pour l'Amérique, qui a déjà exécuté les Parsons, les Fischer, les Spies, les Engel, les Sacco et Vanzetti, les Rosenberg...

Les honnêtes gens de l'Etat de Californie pourront dormir tranquilles.

A qui le tour maintenant? Ku-Klux-Klan, lynchages ne suffisent pas.

La peine de mort? «Quelle indécence», s'écriait il y a peu des jours un éminent avocat du barreau français.

Mais les Etats-Unis n'ont pas eu honte cette fois-ci non plus.

ALLEMAGNE DE BONN

Adenauer est venu à Paris pour quarante huit heures faire ses recommandations aux Trois. L'écouteront-ils? En tout cas Konrad n'est pas trop rassuré.

CUBA

Des sous-marins américains près de la côte cubaine.

Ce n'est pas de l'espionnage! C'est de la «diversion»... pas amusante.

Et le fameux sous-marin qui hantait les services de la Marine argentine il n'y a pas si longtemps était-il russe ou américain ou bien pure fantaisie des argentins?

Chi so sa!

CHINE

Des bombes atomiques miniature fabriquées par la Chine seront mises à la disposition du F.L.N.? — se demande la presse.

C'est bien possible. Les foyers de guerre sont toujours dangereux et il y a au monde trop d'intérêts susceptibles de les allumer et de les éteindre.

U.R.S.S.

Préludes à la Conférence au Sommet: Le «Vaisseau-Spoutnik» IV, d'un poids de quatre tonnes et demi placé sur orbite à 3.200 km. de la terre.

Combien d'années d'avance de russes sur les américains dans les conquêtes spatiales?

ZEDA



NOTICIAS DEL MUNDO

BRASIL

La huelga de ferroviarios del Estado de Sao Paulo, ha tenido una duración de 138 horas.

Los huelguistas han aceptado un aumento de salario del 10 %. Habían iniciado el conflicto pidiendo el 45 %. Canadá

La fábrica Chrysler, de Windsor, Ontario, ha echado a la calle a 3550 obreros.

La Compañía amenaza con paralizar temporalmente la fabricación de automóviles, afirmando que el número de vehículos existentes en las casas reventadoras permitía prolongar tal medida.

Elias Allard, organizador sindical, que trabaja independientemente de toda central, y que desde hace dos años intenta formar un sindicato entre los obreros del transporte, ha sido víctima de una salvaje agresión, a consecuencia de la cual ha debido ingresar en un clínica. Sacado a viva fuerza de su domicilio, a altas horas de la madrugada, y habiéndole metido en un auto, con los ojos vendados, fué transportado a las afueras de la ciudad, donde los agresores se ensañaron con él. El objetivo, sin duda, era intimidarle.

Casos parecidos de agresiones en los medios sindicales del Canadá, Estados Unidos y México, no son raros.

NUEVA ESCOCIA

La Dominion Coal Company se verá forzada a cerrar tres hulleras de Cap Breton, dejando más de 2.500 obreros en la calle.

Alega que el precio de coste del car-

Meditaciones sobre la marcha

Sólo hay un remedio eficaz contra la impureza: la constante ocupación en tareas útiles y amenas o en honestas diversiones sin violentas porfias, que favorecerán el recto pensar y el noble sentir. Las arañas de la discordia, de la ponzoñosa tardan en tender sus telas en los rincones del ocio y de lo inhumano.

Se olvida fácilmente la finalidad de la vida, que cuando se armoniza con la justicia humana, realza al hombre hasta la cumbre de la propia estimación y entraña todas las penas del pasado y las esperanzas del futuro.

Hay que sostener la resuelta determinación de rechazar la embestida de contaminadores y destructivos males, hay que rechazar todo cuanto tienda a incubar impuros pensamientos.

Hay que contraer honestas y puras amistades. Nunca tomemos por compañeros y amigos a quienes se mofan de la virtud y carezcan de nobles aspiraciones. Nuestros amigos no pueden ser más que aquellos que todo lo sacrifican en pro de nuestro caro y bello ideal, y en cualquier momento y lugar sólo les preocupa liberar al ser humano de las oprobiosas cadenas que le oprimen.

No tengamos por compañeros y amigos, a quienes no puedan presentarse con la frente muy alta ante su propia conciencia. Los escritos más peligrosos son los que con artificiosas insinuaciones y falaces amenidades reflejan sobre la mente del incauto lector la imagen de la impureza sin presentarla a sus ojos. Comprenden que la descarnada obscenidad de un autor es su propio antidoto, y por lo mismo cuidan de dorar la ponzoñosa píldora. La pluma o el lápiz pornográficos son como enemigos que atacan de frente y dan tiempo y ocasión para la defensa. Pero la impureza disfrazada con hermosas galas, es como traidor amigo que nos lleva a un jardín de ponzoñosas flores. Rechacemos los libros de malsana lectura; ellos son como alcantarillas por donde viscosamente fluye el concentrado cieno el cual con su olor hediondo trata de putrefactar nuestra marcha; nuestro caminar bello y humano, base fundamental de la solidaridad moral, y del amor puro y sincero entre todos los seres del mundo.

¡Oh, bello jardín anárquico! El olor de tus lozanas flores vigoriza los corazones abatidos y llevan el aliento a los desheredados de la fortuna, sumidos en el lecho del dolor.

PEREZ GUZMAN

bón extraído le resulta demasiado elevado y que la imposibilidad de rebajarlo le obliga a paralizar los trabajos.

UNO QUE NO VIVIRA TRANQUILO

«Jacques Mornard» (¿Mercader?), que asesinó a Trotsky, el 20 de agosto de 1941, después de haber cumplido varios años de cárcel, ha salido en libertad. ¿Va a recibir nuevas órdenes y a liquidar a alguien más, o bien el turno va a llegarle a él?

ALEMANIA

En Alemania de Bonn el pleno empleo bate su record.

En quince años la República alemana ha absorbido 10 millones de refugiados y ha creado millones de empleos.

Los Sindicatos reivindican la semana de 40 horas.

El índice de la producción ha triplicado casi.

Y sin embargo, todo eso se puede y abajo el día menos pensado, pues más del 60 por ciento de la actividad industrial alemana se basa en la exportación.

Norteamérica también conoció períodos de gran prosperidad comercial, industrial y económica, como ahora todavía disfruta de ella, aunque la Alemania de Bonn le aventaja, lo que no impidió su caída vertical durante la crisis de 1929. El mismo desequilibrio del sistema capitalista lleva a tales resultados.

MARRUECOS

Las negociaciones hispano-marroquíes sobre la evacuación de las tropas españolas estacionadas en territorio marroquí han fracasado, no habiendo podido llegar ambas partes a un acuerdo.

El Cauddillo, que a veces se ha ofrecido como mediador en los conflictos de África, con la pretensión de ser un gran amigo de los «pueblos africanos», no puede vanagloriarse esta vez de sus «éxitos» diplomáticos. Deberá esperar mejor ocasión. Pero los finos negociadores de Mohamed V son suficientes linces para distinguir entre las buenas y las malas amistades. Y también en las hábiles intenciones...

CUBA

Un gran mitin ha sido celebrado en La Habana protestando de la actitud de los Estados Unidos, que consideran trabajan para hundir el régimen de Fidel Castro.

Seguramente que no andan los cubanos desencaminados ya que los yanquis preferirían a un Batista o persona de su hechura.

INGLATERRA

Los conservadores, como antes en las legislativas, salen vencedores en la contienda de las elecciones municipales.

El Labour Party no tiene suerte. Seguramente paga sus yerros y los de su política. Y no piensa en radicalizarse, sino en volverse más reformista. Para ello pagan sus cuotas los miembros de las Trade Unions, que le ayudan financieramente.

Sobre 3.511 puestos, los conservadores y los independentes han ganado 2.333 contra 1.162 que obtienen los laboristas. Los «Torys» sacan 403 puestos más, habiendo perdido 20, y los laboristas han ganado 23 perdiendo 486.

Es la primera vez, después de 20 años, que los conservadores alcanzan tal ventaja en unas elecciones municipales.

Gaitskell y su equipo no estarán muy contentos. ¿Va a cambiar el Labour de dirección?

EKIS

COREA

Doce años de poder absoluto han tenido fin. El viejo tirano Syngman Rhee, el hombre de los norteamericanos, ha caído bajo el peso de sus propios errores. Engreído por el Poder, eliminando uno tras otro a sus adversarios — a Bong Ham Cho, Pyung Ok, Shinck, ¿quién los había llevado a la muerte? — creyó que podía desafiarse todo. Sus hombres de confianza; Ki Pong Lee y Kan Suk Lee le incapaz estudiando, moldeado en para por los americanos también, y consagrado del fin por el «patriarca».

Corea del Sur, con sus 22 millones de habitantes, país pobre y sin las fuentes de energía de la Corea del Norte; país en el que la guerra y el militarismo, con sus secuelas, han dejado honda huella, durante los años en que ha estado sometida a Singman y a su equipo ha visto la corrupción acrecerse, la miseria aumentar, a pesar de la ayuda norteamericana. El Estado policiaco no ha dado más pan al pueblo, ni más traba-

jo. Al contrario. La democracia en la República coreana brillaba por su ausencia. Se llamaba república como se llama «república» el régimen de Trujillo en Santo Domingo, y si república quiere significar régimen de elección democrática y popular, régimen político no instaurado por la gracia divina, la ironía no puede ser mayor.

Los estudiantes, las fuerzas universitarias, que suman cerca de un millón sólo en Seul, cansadas de soportar corruptelas y del estado de cosas existente en el país, han tenido la gallardía de levantar cabeza. La respuesta de Syngman Rhee y de Ki Pong Lee, no se hace esperar: los fusiles de la policía y de la fuerza represiva vomitan sus balas, al cundir la protesta. El 19 de abril se cuentan 130 cadáveres y más de mil heridos. ¿El régimen de Syngman está salvado? No. Toda Corea del Sur se emociona. Norteamérica, que huele el peligro, conmina a Rhee a despedir su favorito King Pong, lo que no impide que antes, una de las divisiones coreanas bajo control de las Naciones Unidas, haya sido despachada a Seul, para hacer acto de presencia. Pero, moralmente, hasta esos soldados están al lado de los estudiantes. Hay todavía en Corea dos divisiones americanas, una brigada turca, 18 divisiones coreanas... Y mientras, el pueblo pasa hambre y privaciones.

Bajo el ukase de Washington, Singman se resigna a despedir Ki Pong. Su mujer, austriaca, se opone y la de Lee, desesperada y sin remordimiento ante los 130 cadáveres le incita a no ceder. Pero Singman se inclina, obedeciendo al Tío Sam. Y ante la estupefacción general, no sólo despide a Lee, sino que dimite él también, para dar paso a otro Gobierno...

La familia de Lee, se suicida colectivamente. Kan Suk es el encargado de ejecutar tal decisión. Y lo hace friamente, cuidando del propio turno.

A pesar de todo, el obrero pensionado recibirá ayuda médica

(Viene de la pág. 4)

ser discutido allí y finalmente aprobado, lo vetaría al ser presentado al presidente Eisenhower para finalmente firmarlo y darle así legalidad vigente.

Decía asimismo entonces, entre otras cosas más, que lo vetaría porque dicho proyecto de ley era de tendencia socializante. Esa expresión de socializante, tan continuamente en boca de la reacción, es la cortina de humo que audaz y meditadamente se extiende por esa misma reacción plutócrata para negarle al obrero, activo o no, aun los auxilios más elementales en los últimos días de su existencia. Y a esa actitud negativa, movida por bien marcado y elocuente antagonismo de clase, se ha sumado infinidad de veces el presidente Eisenhower.

Esta vez, sin embargo, esa clase de audacia clasista plutocrática y que en el pasado tantos éxitos ha tenido, no ha conseguido confundir la opinión pública nacional y mucho menos a los propios interesados, que en este caso singular son los obreros ancianos retirados o forzados por los barones de la industria a retirarse, muchas veces a pesar de su voluntad.

Apenas se dió a la publicidad la noticia de que el Comité de la Cámara había decidido por mayoría no presentar dicho proyecto para su debida discusión, llegaron a las secretarías de los diputados miles y miles de cartas de protesta. A un principio, aunque la correspondencia se componía de miles y miles de cartas, venía casi exclusivamente de los obreros y familias de esos obreros retirados.

No tardó, sin embargo, en generalizarse la protesta nacionalmente. De los propios interesados pasó la expresión de la protesta a los programas de radio y de televisión, y de ella se hace eco a los pocos días la prensa nacional, tanto para darla como noticia como para comentarla editorial y favorablemente.

Estando como se está en año de elecciones generales y viendo los políticos la enorme popularidad que adquiría lo mismo la protesta que la idea de ayuda médica al obrero retirado y sus dependientes, los futuros candidatos han hecho suyo en general el tan discutido proyecto de ley.



El drama de Corea está lejos de terminar. Norte y Sur se miran como hermanos enemigos. Comunismo y yanquismo atizan el fuego de los odios. ¿Podrá levantar cabeza una verdadera democracia en Corea del Sur? Lo dudamos. Tampoco resolvería los males de un país que precisa de una honda revolución política y social, y que sería un gran bien para ella y para la Humanidad si pudiera hacerla sin caer en el totalitarismo.

En fin, la moraleja que se desprende de los hechos de Corea, es que a cada tirano le llega su hora. Un motivo de esperanza para todos los pueblos oprimidos. Pero no debe olvidarse nunca que, sin pasar los estudiantes a la acción, el régimen corrompido y despótico de Singman Rhee seguiría todavía en pie.

P. A.

La misma asociación nacional de médicos, que es la que fundamentalmente había iniciado la ofensiva contra el proyecto de ley en pro de la ayuda médica a los retirados pensionados, en vista de la otra gran ofensiva en pro de dicha ley, invitó a la American Federation y al C.I.O. para que mandara una delegación obrera a la Convención nacional de la asociación de médicos, que está para celebrarse en breve, y allí discutir los pro y los contra del proyecto de ley y buscarle de esa forma una solución amistosa entre la Asociación de médicos y las dos sindicales obreras.

Oficialmente ha declarado la sindical central que a dicha Convención mandaría esa delegación, sin que por ello fuera muy optimista en cuanto a resultados finales.

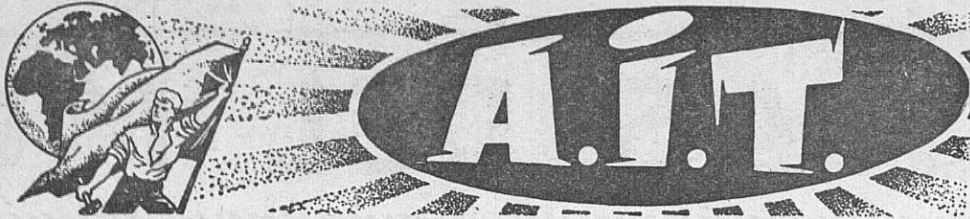
De la misma forma, la administración Eisenhower se ha visto obligada a idear su propio plan de ayuda médica a los retirados y pensionados, con el fin precisamente de que al mismo tiempo que contrarrestaba el plan de asistencia médica, proyectada en la Cámara de diputados, presentar el propio suyo.

El hecho importante, el verdaderamente importante, es que, fuere por las razones que fuere, ya nadie en principio hoy se opone a la idea básica de ayuda médica a los obreros retirados o forzados a retirarse. La plutocracia, la verdadera reacción, claro está, ante lo ya inevitable, busca no obstante canalizar hacia las empresas privadas de seguros los 400 millones que el gobierno federal tendrá que aportar como subsidio de ese plan de seguro social médico, además del aporte del obrero que trabaja y el de la respectiva empresa que le emplea.

La burocracia legislativa por una parte y la gran plutocracia y la administración Eisenhower por la otra, mantendrán, por sus bien particulares razones, las de los unos diversas a las de los otros, todavía y durante relativo tiempo, el que dicho proyecto de ley en pro de ayuda médica al obrero pensionado no se someta a su discusión y finalmente aprobación. Pero de que finalmente esto se hará, ya nadie actualmente lo duda.

Marc ELLIN

POR ENCIMA DE
ESTADOS Y FRONTERAS
SOLIDARIDAD
INTERNACIONAL DE LOS
TRABAJADORES



LA EMANCIPACION
DE LOS TRABAJADORES
DEBE SER OBRA DE
LOS TRABAJADORES
MISMOS

ORGANO DE LA ASOCIACION INTERNACIONAL DE LOS TRABAJADORES
Association Internationale des Travailleurs — Associazione Internazionale dei Lavoratori — Internationella Arbetar Associationen
International Working Men's Association — Internacia Laborista Asocio

REDACCION : A. I. T. - C. N. T.
Bourse du Travail - Place St Sernin
TOULOUSE (H. G.)

Mensual bilingüe (Nueva Serie) ★ Año 32 ★ Núm. 31
PRECIO: 0,30 N. F. MAYO 1960
Suscripción: 6 nos.: 4 NF. — 12 nos.: 7 NF.
Precio del núm. especial: 1 N.F. Suplemento : 0,70 NF

ADMINISTRACION Y CORRESPONDENCIA
Esgleas, Joseph—A.I.T.-C.N.T.—4, rue Belfort
C. C. P. 934-56 — TOULOUSE (H. G.)

Acción contra las dictaduras y la segregación racial

Sólo saliendo de su pasividad los pueblos avanzan y rompen sus cadenas. No hay otro camino eficaz que el de la acción, de la acción directa. Ella es el motor de la Historia y su fuente de energía es el hombre: el hombre que se rebela contra los yugos y la opresión, contra la injusticia y que no vacila en elevar su protesta al terreno del más puro heroísmo. Así se abren camino en la tierra la Justicia y la Libertad. Esta lección aún no la han aprendido suficientemente los pueblos. Están muchos adormecidos o acobardados. Se soportan las mayores ignominias, las más abominables tiranías. En lugar de erguirse virilmente, doblan la cerviz en muchos lugares. Pero que no se regocijen demasiado pronto los tiranos: los pueblos también despiertan y tienen reacciones formidables. Y cuando llegan esas horas y pasan a la acción, nada resiste a su empuje. Arrojan todos los obstáculos y gobiernos y dictaduras caen. La protesta viril y la acción de los pueblos no debe ser demasiado tardía, sin embargo. Siempre tiene y tendrá su valor. Pero no hay que dejar que las situaciones pestilenciales perduren, que los regímenes corrompidos se pudran por sí mismos. Cuanto antes, hay que darles el empujón decisivo. Para la Humanidad es una vergüenza que dictaduras como la de Trujillo, de un Stroesner, de un Salazar o del «Caudillo» se prolonguen año tras año. Lo es igualmente que, tras el telón de acero, perduren regímenes sedicentes populares, sin modificar sus estructuras totalitarias. Mas esos regímenes de fuerza continuarán si cada pueblo respectivo no concentra sus energías revolucionarias, no coordina sus rebeldías y no pasa a la acción.

Un ejemplo de lo que puede la voluntad popular pasando del estado de sumisión al de rebeldía abierta nos lo han dado recientemente

DESDE ESTADOS UNIDOS

A pesar de todo, el obrero pensionado recibirá ayuda médica

En mi crónica pasada, hablaba en su parte inicial sobre cómo el Comité de la Cámara de diputados, encargado de estudiar y, luego de esto, de recomendar o no cualquier proyecto de ley sometido a su consideración, rehusó por mayoría de votos presentar ante la Cámara y para ser discutido allí el proyecto de ley tendente a prestarle ayuda médica, hospitalización y medicinas a los quince

millones de retirados por ancianidad, los cuales, al contrario del obrero activo, no gozan de ese seguro social.

Una vez conocida esa decisión del Comité, compuesto en su mayoría por republicanos, el mismo Eisenhower aplaudió tal decisión. No solamente hizo eso. Se recordará que dije entonces que en caso de ser presentado a la Cámara y

(Continúa en pág. 3)

Argentina bajo el despotismo de los Frondizi

Se derribó a Perón en Argentina, pero en ella han quedado los peronistas.

Lo peor de todo es que los métodos draconianos y despóticos son empleados por Frondizi y su gobierno y van dirigidos contra los trabajadores y contra los trabajadores no peronistas precisamente.

Los gobernantes argentinos actuales se han propuesto destruir a las organizaciones obreras que han guardado su independencia, que no se pliegan a las órdenes del Ministerio de Trabajo. Y los golpes van dirigidos principal y arteramente contra la F.O.R.A. en la Argentina, la organización de limpia y consecuente tradición revolucionaria anárquica. Se la ataca con saña, después de haber pretendido corromperla, sin conseguirla.

Decenas de presos obreros, de militantes foristas y libertarios se hallan en las cárceles argentinas. Las prisiones de Santa Rosa (La Pampa), la cárcel de Rawson (Río Negro), la de Enquel (Chubut), la de Caserón, rebotan de detenidos, víctimas del frondizismo.

La solidaridad internacional es una necesidad urgente para protestar con energía contra las arbitrariedades del Gobierno argentino.

Si Perón fué echado abajo, no debía ser para que tomara pie el despotismo frondizista. El pueblo argentino merece y es digno de otro trato.

La campaña contra el despotismo frondizista no debe cejar internacionalmente hasta que tales ignominias tengan fin.

ACTUALIDAD

EL GOLPE DE CASTRO DE LEON EN VENEZUELA

El golpe del «generalote» Castro de León no ha podido sorprender a ningún venezolano ni a nadie en América del Norte, del Centro o del Sur del Nuevo continente. Estaba previsto, y el mismo interesado se anticipaba anunciándolo, cuando en el mes de noviembre del año pasado, en una carta insolente, dirigida al presidente Rómulo Betancourt, declaraba que se proponía bombardear Caracas. Si no lo ha hecho, es porque no ha podido o porque su intención ha fracasado de buenas a primeras no habiendo encontrado eco en el país, en el que las masas campesinas y los trabajadores sobre todo, han sabido movilizarse prestamente. Los «golpistas» del fuerte de San Cristóbal han tenido que rendirse a los leales del nuevo régimen que se instauró después de la caída de Pérez Jiménez y en el que el mismo Castro de León ocupó un alto cargo, y todavía seguía pensionado por su graduación militar, aunque se había ido a buscar refugio en Inglaterra, al ser despedido del Gobierno. El general conspirador ha caído en manos de los campesinos antes de poder ganar la frontera colombiana. Deportado a una isla, alto honor y consideración que Betancourt y su equipo aún le ha tenido, ahora no dejará de rumiar sobre su suerte y la lección recibida. Lo que no le impedirá de soñar, sin duda, como nuevo Napoleón en ciernes, en el retorno triunfal, aunque sea de los Cien Días.

Los militares venezolanos no han secundado a Castro León, que sigue teniendo en esos medios algunas calladas y disimuladas simpatías. Y no cabe duda de que en otros medios financieros y bancarios, entre los tiburones de las empresas petroleras, en las compañías extranjeras que tienen grandes intereses en Venezuela y que temen el desarrollo de la economía propia del país y su industrialización, así como en los feudos territoriales, donde los grandes propietarios barruntan una amenaza directa o indirecta para ellos ante una tímida y lenta Reforma Agraria. Castro de León tiene seguramente sus secretos aliados y elementos que le apoyan, o bien puede encontrarlos en esos medios el día menos pensado un aventurero cualquiera.

Venezuela debe seguir extremadamente vigilante. Trujillo le ha jurado guerra a muerte, como a Cuba, y los yanquis estarían más que satisfechos de que el régimen actual del presidente Betancourt se fuera abajo.

Por el momento, las fuerzas que contribuyeron a derribar la dictadura pérez-jimenista saben marchar unidas y hacer frente mancomunadamente a la reacción. Y entre ellas, hay las de los obreros industriales y campesinos, que han dado vida a la Confederación de Trabajadores de Venezuela, organización que hoy une y coordina la acción de las masas laboriosas.

Pero el mayor peligro para Venezuela no es Castro de León. El peligro mayor se halla en las reacciones posibles del propio pueblo venezolano, si el régimen del presidente Betancourt no sabe animar una política ágil, inteligente y audaz, de verdadera renovación social, que más que en las buenas palabras y en las buenas intenciones, se apoye en los hechos y en una eficaz transformación, mejorando la suerte de los obreros y campesinos y del pueblo en general. Dar pie al descontento popular en Venezuela, confiar excesivamente en la paciencia del pueblo para que acepte sacrificios sobre promesas de futuras mejoras, sería fatal a Betancourt y al equipo de hombres de buena voluntad que se han propuesto que la dictadura no levante de nuevo cabeza en tierra venezolana.

TURQUIA

Turquía efectuó hace años su revolución. El gran Kemal Atatürk y su equipo de jóvenes inquietos se propuso renovarla, europeizarla, darle nuevos aires que rompieran con ancestrales atavismos, liberar a los hombres y a las mujeres, al menos civilmente, cuando gran parte de éstas estaban reducidas a la condición de siervas de los serrallos. No hay revolución política que perdure si al mismo tiempo no se realiza una profunda revolución económica, no se lleva a cabo la revolución social. Esta orientación social no podían darla Atatürk ni sus hombres, por muy avanzado que fuese su credo político ni menos podían suscribir ellos tal premisa. Sin duda, Turquía dió bajo el impulso referido un gran paso hacia adelante. Sin embargo, el tiempo ha ido transcurriendo. Y con el tiempo la mayoría de los regímenes políticos se gastan, se pudren y corrompen, hasta aquéllos que participan en su fase inicial de cierto carácter revolucionario. Parece ser éste un proceso ineluctable.

Turquía, después de haber proclamado su República, ha pasado por muchas fases. La condición social de hombres y de las mujeres, en su inmensa mayoría, no es nada envidiable. Tampoco lo son las condiciones de vida del pueblo.

El medio político turco se ha ido deteriorando, corrompiendo. El barniz democrático se ha diluido de tal manera que ni podría identificarse. Y por eso un Menderés ha podido coger las riendas del Poder, instalarse en él, jugar al «hombre fuerte», y recibir las carantoñas de los solicitos norteamericanos, también interesados en contar con sólidas bases estratégicas en esa parte neurálgica del mundo.

Los estudiantes turcos, los hombres que en Turquía sienten ansias de libertad y de verdadera renovación, y que están cansados de soportar las tiranías y las inmundicias de los Menderés y compañía, han manifestado ruidosa y bravamente su hostilidad contra tal mandarínato.

La represión dura, feroz, no se ha hecho esperar. Hay también centenares de encarcelados en Turquía, de hombres que serán juzgados severamente.

El régimen de Menderés, a pesar de todo, está condenado. La nueva generación turca lo echará abajo.

EL CAUDILLO EN BARCELONA

La visita del caudillo a la capital catalana no ha sido una visita de cortesía... Se ha presentado ante Cataluña como país conquistado. Un nuevo émulo de Felipe V con pretensiones de consolidar su trono. No ignora que ni el pueblo catalán ni España entera tragan su régimen. Y es suficientemente sagaz para comprender que toda manifestación de buena y preparada acogida aparatosa, no responde a la realidad del estado de ánimo popular, y que es ficticia cualquiera interpretación de simpatía hacia su persona o lo que pretende representar, hasta, en aquellos elementos que le son aparentemente más adictos. Franco no tiene amigos en Cataluña ni los tiene en el pueblo español. De poder recurrirse a un plebiscito libre, cosa impensable en España mientras el Caudillo y su equipo se mantienen en el Poder, quedaría demostrado palpablemente.

El dictador no ignora, como no lo ignoraron sus consejeros tampoco, que el malestar cunde y aumenta en el pueblo. Que la situación creada va empeorando cada día; que la economía española no puede enderezarla el actual régimen y que éste, obligadamente, debe dejar paso a nuevas fuerzas. Que la transición política sea sangrienta o no, dependerá en mucho de la actitud del propio Franco, de la del ejército y de la Iglesia. Pero es inevitable. Y el chispazo puede partir el día menos pensado de Cataluña mismo o de cualquier parte de la Península. PALAFOLLS



SANS
LIBERTÉ
TOUTE
JUSTICE
EST
IMPOSSIBLE

BDIC

AIT SUPPLEMENT

MAI 1960 ★ SUPPLEMENT «AIT» NUM. 31 — I — ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ★ Prix du Supplément: 0,70 NF.

Revalorisation de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière

LIMINAIRE

La condition ouvrière, la situation économique et sociale des travailleurs de nos jours, dans les pays industrialisés n'est pas comparable à celle que le prolétariat connaissait à l'heure de son éveil il y a presque un siècle et demi. La journée de travail est aujourd'hui beaucoup plus réduite, les salaires sont plus élevés, les conditions d'hygiène et de protection du travail meilleurs et le niveau de vie supérieur. Il y a aussi une législation dite sociale qui garantit plus ou moins l'existence des ouvriers et de leurs familles: Sécurité Sociale, fonds de chômage, allocations familiales, congés payés et toutes sortes de mesures de caractère légal présentent un progrès incontestable par rapport à l'arbitraire patronal qui régnait au cours du XIX^e siècle et pesait sur le sort des prolétaires comme une menace permanente.

Après une longue période de résistance farouche à toute revendication ouvrière et à toute tentative d'organisation professionnelle de la part des capitalistes et de leur pouvoir politique, représenté par l'Etat, le droit à l'organisation est reconnu aujourd'hui, et les parlements de tous les pays dits démocratiques prennent presque comme obligation la promulgation des lois visant la protection du travail.

Les réformistes de toute espèce se félicitent de ces «grandes» réalisations, en s'attribuant tous les mérites, pour les vraies conquêtes ouvrières, présentées comme simple résultat de l'action parlementaire de la politique bienveillante des hommes d'Etat lucides et d'un progrès inéluctable et presque automatique.

L'idée que l'action réformiste et parlementaire, que toute revendication ouvrière pacifique est largement suffisante dans le cadre de la législation sociale des pays démocratiques s'étend de plus en plus et gagne tous les hommes qui se considèrent «civilisés». L'action révolutionnaire n'est réservée, le cas échéant, affirment-ils, qu'aux pays sous-développés, ayant une structure sociale et économique semi-coloniale et féodale, par le fait même de leur retard, du manque d'institutions sociales appropriées, de l'insuffisance d'instruction populaire et à cause d'une misère extrême qui pousse souvent les masses affamées au désespoir. C'est ainsi, que le syndicalisme, au dire de ces hommes «civilisés», ne présente plus, à l'heure actuelle qu'un attribut caractéristique des «peaux rouges» de la société moderne. Donc: Adieu l'action révolutionnaire démodée, largement dépassée et rendue superflue par le progrès général: vive le réformisme ouvrier et social — signe distinctif des temps modernes, le seul moyen de lutte, suffisamment efficace et digne de l'homme réfléchi de notre époque.

Toutes ces affirmations gratuites méritent un examen attentif de la réalité, à la lumière des faits, historiques bien établis. Les lignes qui suivent se proposent justement d'aborder ce sujet. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'exposer l'histoire du mouvement ouvrier dans le monde, ni même celle du syndicalisme révolutionnaire. Nous allons simplement examiner des exemples parmi les faits les plus marquants de l'action directe des travailleurs, de leurs luttes revendicatives de certains pays pris aussi à titre d'exemple.

EVEIL

La machine à vapeur provoque vers la fin du XVIII^e siècle la première révolution industrielle et marque ainsi la ruine rapide de l'artisanat et l'apparition massive du prolétariat en Grande Bre-

tagne, d'abord et en France, ensuite, pour s'étendre, enfin, sur toute l'Europe occidentale. Une époque sombre et cruelle jette son ombre sur le monde. Dépossession du travailleur, déséquilibre permanent du budget familial, abrutissement et déshumanisation de l'ouvrier par l'extrême division et la mécanisation du travail, labeur pénible d'une journée de travail de 14, 15 et 16 heures sans loisirs, menace d'une vieillesse préma-

turée sans pain, main-d'œuvre infantile, maladies et chômage, mortalité, surtout infantile, surélevée, misère et insécurité continue, confinant au désespoir — telle est la condition ouvrière au début du XIX^e siècle.

Mais la misère et le désespoir poussent aussi bien au suicide qu'à l'action, à la révolte. Individuellement, le suicide pourrait, à la rigueur, apporter le «salut suprême», mais toute une classe ne peut

par Gr. BALKANSKI

PRESENTATION

Nouveau pas en avant

Le premier numéro du Supplément d'«A.I.T.» paraît aujourd'hui. Ainsi l'avions-nous promis à nos camarades et à nos amis lecteurs de notre organe international et ainsi s'accomplit notre promesse. C'est pour nous une grande satisfaction, qui sera sans doute partagée par tous ceux qui aiment vraiment l'Association Internationale des Travailleurs. Devant le Supplément nous espérons que les lecteurs éprouveront une joie qu'ira croissant à la lecture de ses pages.

Nous faisons aujourd'hui un nouveau pas en avant, dans l'œuvre positive réalisée par notre Internationales, nous lançons dans la rue un nouveau véhicule de culture sociologique, de l'expression et de la pensée de l'A.I.T., syndicaliste révolutionnaire et essentiellement libertaire. Et nous le faisons avec confiance, convaincus que nos publications arriveront à s'enraciner, à s'affirmer et à durer de longues années.

Des simples bulletins ronéotypés, des imprimés de présentation modeste, toujours intéressants, nous passons à des publications plus importantes. Nous le répétons modestement, car beaucoup de camarades nous l'affirment et même des personnes étrangères à nos milieux, elles accroissent le prestige de notre Internationale et nous apportent des sympathies nouvelles.

Il n'est pas d'œuvre qui n'exige quelque effort, de la persévérance. Notre volonté tenace ne faillit point en face des difficultés. Avec des ressources faibles nous entreprenons la mise en marche du Supplément. Celui-ci paraîtra périodiquement au moins chaque trois mois, soit quatre fois dans l'année. Et chaque fois nous nous efforcerons de l'améliorer. Pour cela il est indispensable que les camarades nous aident. Qu'ils s'intéressent véritablement à lui pour lui assurer une longue existence. Qu'ils acquièrent, propagent, et diffusent l'organe de l'A.I.T. et sa nouvelle publication. Celle-ci complète et amplifie la propagande, œuvre plus large le sillon vers la véritable pensée internationale, fidèle aux principes de la Première Internationale des Travailleurs. Elle vient semer et répandre partout et sur tous les terrains du monde, la semence du syndicalisme révolutionnaire, du mouvement libertaire, à ceux que l'action consciente des travailleurs doit donner à tout moment l'impulsion décisive.

Il dépend de tous et de chacun de nous que cette tâche soit féconde et que le Supplément «A.I.T.» ait le succès qu'il mérite dès le principe. Nous avons confiance en vous autant qu'en nous-mêmes, camarades et amis de l'A.I.T. pour assurer le succès de l'œuvre de l'Internationale.



nale, avec le concours de tous nos camarades et sympathisants et grâce à la coopération commune.

Au cours de son existence, de 1922 à cette date, l'A.I.T. n'était pas arrivée à présenter des publications issues directement de l'Organisation Internationale des Travailleurs. Ce n'est pas qu'elle n'eût pas plus de moyens qu'en ce moment à certaines époques, notamment lorsque l'A.I.T. avait dépassé le million d'affiliés. Peut-être, sous certains aspects manquait-il d'initiative et d'audace? Aujourd'hui, avec des moyens moins

pas se suicider. Donc, il ne reste aux travailleurs en tant que classe que l'action, et avec elle l'éveil de la pensée, qui à son tour influence et dirige l'action.

Cet éveil de la pensée du prolétariat s'est produit en France et en Grande Bretagne entre 1830 et 1834 et il se poursuit avec de sourds grondements, transformés souvent en tremblements profonds, en irrptions éclatantes tout le long des quarante années, de 1830 à 1870.

Au commencement ce fut toujours l'action spontanée et presque instinctive des masses anonymes et obscures, guidées par leur besoin de défense; venait ensuite, le rôle des théoriciens, des créateurs de systèmes; enfin, c'était le tour des militants éclairés qui, partant des faits, élaboraient les idées en leur donnant des formes précises. Ainsi se formaient et se modifiaient, comme le démontre magistralement Edouard Doleans dans son «Histoire du mouvement ouvrier» les conceptions des travailleurs. Parmi les théoriciens, le rôle de Robert Owen, de Marx, de Proudhon et de Bakounine fut déterminant. Le développement ultérieur du mouvement ouvrier mondial portera l'empreinte de l'idéologie de ces théoriciens et des différences de principe et de tactique qui les distinguaient et les opposaient. L'apport pratique de l'action prolétarienne dans la lutte quotidienne, avec ses multiples manifestations directes enrichira continuellement la pensée des éclaireurs de cette action — les militants ouvriers.

En Grande Bretagne la révolution industrielle est déjà achevée vers 1830-1834, tandis qu'elle est à son début en France. L'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie industrielle et commerciale en France, en 1830 et, en Angleterre, en 1832, coïncide avec une crise économique qui dure depuis 1825 et se prolongera jusqu'en 1848. La structure économique est différente et les réactions sont aussi différentes. En Grande Bretagne un prolétariat industriel déjà formé réagit par une série de mouvements corporatifs contre le machinisme, contre l'industrialisation elle-même qui provoque chroniquement le chômage. En France, la classe ouvrière touchée par l'industrialisation est représentée surtout par les artisans et les ouvriers à domicile.

En 1833 est formée en Grande Bretagne la Grande Union Consolidée des Métiers et un an plus tard se réalise



PROUDHON (1809-1865)

F° P 2893 suppl



une tentative de grève générale en faveur de la journée de travail de huit heures. L'initiative de ce mouvement appartient à trois hommes dont l'un est très connu — Robert Owen; les deux autres sont l'ouvrier John Doherty, qui fut le premier animateur syndicaliste de son temps et le député John Fildes dont le nom reste attaché à la méthode de grève générale. Dans une lettre du 16 novembre 1833 Fildes s'exprime ainsi «Le parlement est trop lent pour le peuple, et les classes laborieuses doivent prendre en main leurs propres affaires» et détermine, ensuite, le rôle de la grève générale de la façon suivante: «Les ouvriers doivent se donner à eux-mêmes leur loi de huit heures».

La première tentative de grève générale échoue. Une seconde tentative lancée la même année avait également échoué. Mais les idées mûrissent. En 1834, il est déjà question d'une grève générale d'expropriation, déterminée ainsi: Pour les ouvriers, il ne s'agit pas de s'entendre avec les maîtres de la production, de la richesse et de la science, sur de piétreuses améliorations évaluées sur la base d'une monnaie artificielle et en

échange de leur travail, de leur santé, de leur liberté, de leurs joies et de leur vie, mais d'assurer à chacun de la meilleure culture de toutes ses facultés et l'exercice le plus avantageux de toutes ses possibilités».

Les «maîtres de la production» réagissent violemment contre la Grande Union Consolidée des Métiers exigeant des ouvriers de renoncer à leur affiliation. En conséquence, des grèves éclatent un peu partout: grève des bonnetiers de Leicester, celle des ouvriers du bâtiment à Glasgow, suivie par les imprimeurs sur étoffes, les mécaniciens, les ébénistes, les gaziers de Londres.

Les ouvriers agricoles du Sud adhèrent aussi en grand nombre à la Grande Union Consolidée des Métiers.

Ainsi prend son départ en Grande Bretagne le mouvement ouvrier organisé qui donna la préférence dès le début à la lutte économique au moyen de l'action directe: la grève, la grève générale et la solidarité ouvrière.

En France à la même époque, le mouvement prend une plus grande ampleur encore.

FRANCE: Vivre libres en travaillant ou mourir en combattant

L'éveil des travailleurs français est dû plus à des facteurs psychologiques qu'aux conditions économiques, ou plutôt, les causes d'ordre psychologique ont ranimé leur conscience de classe et leur firent sentir l'injustice sociale. Leur déception de la bourgeoisie montante après la révolution de juillet 1830 dont la victoire fut assurée grâce aux travailleurs pousse ces derniers à réclamer leurs propres droits d'exploités et d'opprimés.

Après plusieurs manifestations paisibles et modérées qui n'aboutirent à aucun résultat, le premier acte de caractère combatif fut la grève des fileurs de Rouen éclatant le 27 août 1830. Ils réclamèrent la journée de 12 heures, celle-ci étant fréquemment de 14, 16 et 17 heures avec un repos d'une heure et demie, la suppression, dans les règlements d'atelier, de l'article punissant toute absence d'une amende égale au double du salaire correspondant au temps perdu, la suppression de la retenue sur la paye pour le non-achèvement d'une tâche, fut-elle au-dessus des forces de l'ouvrier. La force publique intervint pour la défense de «l'ordre». Bilan: 24 emprisonnements, aucune amélioration.

Mais le mouvement amorcé se poursuit. En septembre, à Paris, grève des ouvriers imprimeurs. Succès partiel mais en décembre le parlement commente défavorablement le comportement des ouvriers imprimeurs.

Des manifestations semblables de la part des ouvriers terrassiers à la Villette, des ouvriers décatisseurs et apprêteurs de drap, à Paris, avec revendications: suppression du travail de nuit. Les ouvriers serruriers et mécaniciens réclament de même la réduction de la journée de travail de 12 à 11 heures. Partout et toujours refus. En conséquence, les ouvriers commencent à rendre compte qu'ils n'ont rien à espérer en dehors d'eux-mêmes, de leur organisation, de leur union.

Ainsi le mouvement tendant de plus en plus à se généraliser, aboutit à des manifestations et à des démonstrations menaçantes. A Lyon, 800 travailleurs manifestent, en 1831, aux cris de: «Du travail et du pain». Le 1er et le 2 mars, des démonstrations ouvrières sont dissimulées par la force armée; les manifestants poussent les cris de: «Vive le roi! Vive la liberté! Du travail, du pain ou la mort!»

Le 3 mars 1831, 2.000 ouvriers de Saint-Etienne se jettent sur l'usine de Rives pour démolir les machines. Le 1er mai, les ouvriers scieurs de long, à Bordeaux, pénètrent dans les ateliers pour briser les scies mécaniques. D'autres démonstrations semblables à Paris, se terminent par les cris de: «plus de mécaniques!» Charge par la cavalerie. L'ordre n'est rétabli qu'au bout de cinq jours.

L'acte le plus marquant de cette époque reste cependant la révolte ouvrière à Lyon en 1831. Après des péripéties longues et compliquées, le matin du 22 novembre 1831, les canuts de la Croix-Rousse, décidés à descendre dans la ville, inscrivent sur leur drapeau le mot d'ordre historique qui deviendra tout un programme: «Vivre libres en travaillant ou mourir en combattant!» Des milliers d'ouvriers sous les armes, un combat s'engage. L'insurrection dure plusieurs jours. Epilogue: écrasement, 90 arrestations et un procès contre 11 accusés. Mais encore une fois les travailleurs se convainquent qu'ils ne doivent compter que sur eux mêmes.

Et le regroupement commence. Le 14

octobre 1832, les ouvriers tisseurs de Paris fondent la Société d'Union fraternelle philanthropique. Le 1er décembre 1832, ce sont les ouvriers tailleurs de Paris qui donnent à leur Association philanthropique déjà existante une nouvelle constitution destinée à camoufler le caractère d'organisme de défense économique qu'elle revêt.

Le mouvement se poursuit sans trêve, et ainsi se fit l'histoire du monde travailleur en France. Parmi les militants obscurs de cette époque se détacha la noble figure de l'ouvrier cordonnier Efrahem en tant que véritable artisan de ce mouvement. C'est lui qui lança le premier l'idée d'une association des ouvriers de tous les métiers.

En avril Lyon devient de nouveau le théâtre d'une insurrection qui dure six jours, à la suite de la grève générale déclarée contre la Loi des Associations et pour la liberté de réunion. Les événements bouleversent toute la France républicaine et ouvrière. A peine terminée à Lyon, l'insurrection éclate à Paris et se termine, elle aussi, par des massacres ordonnés par le gouvernement.

Mais le mouvement, toujours subjugué et enchaîné ne s'arrête plus. Entre 1835 et 1840, l'activité ouvrière a son foyer parmi les sociétés secrètes et elle prend une forme révolutionnaire. Les liens qui existent entre ces sociétés font apparaître déjà la tendance internationale du mouvement ouvrier. Ainsi l'esprit de révolte se conserve au sein des minorités révolutionnaires pour se manifester de nouveau par un mouvement corporatif de grèves à Paris, en 1840. Ce mouvement prend une grande envergure. La première grève est celle des tailleurs, de juillet à août. Trois mille garçons tailleurs y participent, soutenus par des cotisations des ouvriers tailleurs de certaines villes de province et par les ouvriers typographes de Paris. La grève se termine victorieusement.

En juillet les ouvriers cordonniers se mettent en grève, réclamant une augmentation de salaires. Succès également.

Les ouvriers menuisiers, les cloutiers, les maçons, les fileurs de coton les suivent dans le mouvement généralisé de grèves ayant toujours pour objectif les revendications corporatives. Il est impossible même d'énumérer toutes les grèves qui éclatèrent à cette époque. Ce mouvement aboutit à la mise en œuvre de la solidarité ouvrière par l'organisation d'une Union générale recommandée déjà par Efrahem et proclamée de nouveau avec une force particulière, en 1843, par Flora Tristan qui lui donne même un caractère international.

Après vient la révolution de 1848, où leurs forces lui impriment un sens social, suivie d'une longue période de préparation, d'expérience de solidarité organisée, de réunification des groupements ouvriers. C'est ainsi que la recherche de nouvelles voies de la classe ouvrière arrive en 1863 et 1864, à la fondation de l'Internationale qui, donnant une poussée particulièrement vigoureuse à l'action directe des masses travailleuses, atteint son apogée dans la Commune de Paris — la plus haute expression du pouvoir combatif et de la capacité créatrice du monde ouvrier.

Les grèves ne cessent jamais de se manifester et de démontrer la force de la solidarité ouvrière. Entre autres, la grève du bâtiment à Paris, en 1845, est à signaler. Nombreuses sont les coalitions et les grèves surtout pendant les années 1862, 1863 et 1864, d'abord parmi les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais et ensuite les grèves partielles à

Carvin, à Lourches, à Frasnès, à Anzin (mineurs), à Paris, à Lyon, à Marseille. Mais le mouvement le plus important de ces années est certainement celui de la typographie parisienne, où le conflit dure plus de deux ans.

La première grève importante, soutenue par l'Internationale est celle des fileurs et tisseurs de Roubaix, en 1867. Pendant cette période se distingue la plus belle figure de la classe ouvrière française, Eugène Varlin, ami personnel et disciple de Bakounine, qui trouve sa mort de martyr lors de l'écrasement de la Commune.

Les grèves qui marquent le grand élan dans la montée ouvrière de cette époque sont innombrables aussi bien en France qu'ailleurs — Suisse, Belgique, Angleterre. La solidarité se manifeste déjà grâce à l'Association Internationale des Travailleurs sur le plan international. En mars 1870, la police effectue une enquête dans toute la France et évalue à 400.000 les membres de la section française de l'Internationale, chiffre un peu exagéré (en réalité les membres inscrits s'élevaient à 245 mille au 20 avril 1870), mais le fait même de cette exagération témoigne de la grande influence de l'Internationale qui se fait sentir partout à travers les conflits ouvriers.

L'organisation syndicale bien que non reconnue encore s'impose et devient une réalité incontestable. Elle s'affirme même chez les femmes. La naissance de véritables syndicats féminins date de 1868-1869. Ils ont même déclaré une grève, en juillet 1869, et obtenu gain de cause. Les femmes vont constituer une section de l'Internationale.

La défaite de la Commune rompt cet élan. C'est la réaction qui s'installe en France après les terribles massacres de mai 1871, et pour une longue période.

Mais l'idée que les travailleurs ne doivent compter pour leur libération sociale que sur eux-mêmes étant née dans l'action et par l'action et ayant déjà trouvé son expression dans la célèbre formule de la Première Internationale: «L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes» fait son chemin. Bien développée par Proudhon et ensuite par Bakounine, elle prend le corps d'une doctrine, celle du socialisme anti-autoritaire qui sur le plan de la lutte de classes et de l'action revendicative, se traduit par le syndicalisme révolutionnaire. De nouveau le rôle des militants obscurs vient pour éclairer l'action des masses et pour réaliser sous une forme concrète les grands rêves des idéologues. Cette fois



FERNAND PELLOUTIER (1er octobre 1867-13 mars 1901)

Fondateur et secrétaire général de la Fédération des Bourses du Travail, auteur de «Méthode pour la création et le fonctionnement des Bourses du Travail», «L'Organisation corporative et L'Anarchie», «La vie ouvrière en France», «L'histoire des Bourses du Travail». Mort à 33 ans

ce sont les Pelloutier, les Pouget, les Griffuelhes, les Mersheim à qui revient la mission de poser les bases du syndicalisme révolutionnaire en France et, par répercussion, dans le monde entier, en créant et développant les Bourses du Travail et la Confédération Générale du Travail.

Le syndicalisme révolutionnaire qui, entre 1892 et 1914, joua un rôle décisif dans le développement du mouvement ouvrier se définit dès sa naissance en

opposition irréductible aux partis politiques, à l'Etat et aux gouvernements opportunistes et radicaux. Il a ses origines directes dans la période de 1884 à 1892, lorsque les syndicats paraissent subordonnés à la politique des partis qui se disputent entre eux et menacent ainsi l'unité de la classe ouvrière et la cohésion de ses luttes revendicatrices. Cette période se caractérise par le dé-



EMILE POUGET
Secrétaire adjoint de la C.G.T. Mort en 1932

veloppement assez lent des organisations ouvrières. Cependant, après l'expérience vécue pendant la période précédant la Commune, la reconstitution des rapports entre les ouvriers et la reprise de leur activité syndicale sont plus faciles.

Dès 1886, les chambres syndicales cherchent à échapper à la tutelle des partis politiques et à reprendre leur combat indépendant. La même année, un obscur militant, l'ouvrier Joseph Torteiller lance le premier, dans les réunions ouvrières, l'idée d'une grève générale de tous les ouvriers dans tous les métiers.

L'ACTION DIRECTE DEFINIE PAR GRIFFUELHES

Action directe veut dire action des ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire action directement exercée par les intéressés. C'est le travailleur qui accomplit lui-même son effort; il l'exerce personnellement sur les puissances qui le dominent pour obtenir d'elles les avantages réclamés. Par l'action directe, l'ouvrier crée lui-même sa lutte; c'est lui qui la conduit, décidé à ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même du soin de se libérer.

Le 11 octobre 1886 est fondée à Lyon la Fédération des Syndicats et groupes corporatifs. A son troisième congrès, en 1888, cette Fédération se déclare pour l'autonomie, pour la grève générale. Les Bourses de Travail de Nantes et de Saint-Nazaire proclament, en 1892, à leur tour, la nécessité de la grève générale comme moyen de lutte révolutionnaire. Le 7 février la même année, 14 Bourses du Travail réunies à Saint-Etienne créent la Fédération des Bourses du Travail en France. La Confédération Générale du Travail se constitue en 1895; à son deuxième congrès, en 1896, elle accepte le principe de la grève générale.

A partir de ce moment commencent d'un côté le travail éducatif et constructeur et de l'autre, la série des luttes revendicatives et révolutionnaires auxquelles reviennent tous les mérites des conquêtes ultérieures dont les travailleurs français jouissent encore jusqu'à nos jours.

La C.G.T. fixe dès 1898 son programme précis de revendications immédiates et s'emploie à les conquérir: retraite pour tous les travailleurs âgés ou infirmes, journée de huit heures, fixation d'un minimum de salaire, suppression du marchandage, suppression des amendes, réforme des prud'hommes.

L'action directe pratiquée par le syndicalisme révolutionnaire en France, ses luttes courageuses gagnaient de plus en plus les sympathies de tous les ouvriers: les effectifs de la C.G.T. augmentaient continuellement: 715.576, en 1904, 836.144, en 1906, 957.102, en 1908, 977.350, en 1909. Cependant ce n'est pas tellement par le nombre de ses adhérents, mais par son programme révolutionnaire, par ses méthodes de lutte et d'organisation, par

sa combativité et par sa capacité de mobiliser les énergies ouvrières, dans le respect de l'indépendance, de l'initiative et de la liberté d'expression de chacun que se manifestait la puissance et la vitalité du syndicalisme révolutionnaire pendant son époque héroïque, jusqu'à la guerre de 1914 qui marqua la rupture de cet élan par la trahison de certains militants responsables dont Jouhaux en premier lieu.

L'ANTIMILITARISME ET L'INTERNATIONALISME DE LA C. G. T.

«Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale: «Les travailleurs n'ont pas de patrie; qu'en conséquence toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications.»

«Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.»

(Résolution du Congrès de Marseille de 1908)

ETATS-UNIS : Brutalité et cruauté

La première révolution industrielle en tant qu'accumulation d'inventions techniques et leur application sur une large échelle intervient aux Etats-Unis non au début, comme en France, mais dans la seconde moitié de XIX^e siècle. De 957.059 ouvriers dont la production totale atteignait 1.019.106.616 dollars, en 1850, le nombre total des ouvriers industriels employés seulement dans les entreprises produisant plus de 500 dollars de marchandises par an passe à 9.096.772, en 1919, jetant sur le marché 63.418.078.773 dollars de produits. Entre 1860 et 1890 le nombre des entreprises industrielles passe de 253.852 à 355.405, le nombre des ouvriers de 2.732.595 à 4.251.613, la valeur de la production de 5.369.579.000 à 9.372.437.000 dollars. (1) Deux phénomènes essentiels caractérisent ce rapide développement: la division du travail et la formation d'une armée ouvrière nombreuse et hétérogène.

L'introduction de la machine affecte profondément les conditions du travail aux environs de 1880. Dans les industries qui se mettent en tête de cette croissance rapide la journée de travail est longue, les salaires sont bas et la vie malsaine. Dans la sidérurgie, par exemple, les ouvriers, répartis en équi-

«Les Bourses du Travail réclament la réduction de la durée du travail, la fixation d'un minimum de salaire, le respect du droit de résistance à l'exploitation patronale, la concession gratuite de choses indispensables à l'existence: pain, logement, instruction, remèdes; elles s'efforceront de soustraire leurs membres aux angoisses du chômage et aux inquiétudes de la vieillesse en arrachant au capital la dîme qu'il prélève sur le travail.

«Mais elles savent que rien de tout cela n'est capable de résoudre le problème social; que jamais le prolétariat ne sortirait triomphant de luttes où il n'opposerait à la formidable puissance de l'argent que l'endurance acquise, hélas! par des siècles de privations et de servitude. Aussi adjurent-elles les travailleurs demeurés jusqu'à ce jour isolés, de venir à elles, de leur apporter l'appoint de leur nombre et de leurs énergies. Le jour, et il n'est pas éloigné, où le prolétariat aura constitué une gigantesque association consciente de ses intérêts et du moyen d'en assurer le triomphe, ce jour-là il n'y aura plus de capital, plus de misère, plus de classes, plus de haines. La Révolution sociale sera accomplie.»

Fernand Pelloutier (De «L'Appel pour le Premier Mai 1896»)

pes de nuit et de jour, travaillent 12 heures de suite et au moment du changement d'équipe, c'est-à-dire tous les huit jours, vingt-quatre heures.

Les patrons, sortis souvent de la classe ouvrière, après un effort prolongé et

(1) Marjolin Robert. — L'Evolution du Syndicalisme aux Etats-Unis, de Washington à Roosevelt, Paris, 1936, Félix Alcan, 256 pp.



LOUISE MICHEL (1833-1905)

La célèbre communarde («vierge rouge»), grand orateur et militant anarchiste qui participa activement au mouvement ouvrier et contribua avec Poujet à lui donner un puissant élan révolutionnaire.

née du Premier Mai comme jour de manifestation de la solidarité ouvrière.

Pour mieux saisir la genèse et la portée de ces événements, il convient d'analyser brièvement la situation qui les précède. Le retour de la prospérité économique, en 1879, est accompagnée, comme toujours sous le régime actuel, des phénomènes habituels au capitalisme en expansion: hausse des prix, hausse beaucoup plus lente des salaires, combativité accrue des ouvriers industriels. Les effectifs des Chevaliers du Travail montent de 20 mille, en 1879, à 50 mille en 1883. Au début cette organisation est défiante à l'égard de la grève, mais au cours des événements, elle se voit contrainte de faire des concessions à la méthode de grève.

Le premier conflit industriel, le plus important dont les Chevaliers du Travail prennent la direction pendant cette période est la grève des télégraphistes de 1883.

Une dépression économique de court délai se manifeste en 1884 et en 1885. Les Chevaliers du Travail modifient leurs méthodes, en abandonnant la grève pour le boycottage. La plupart des grèves de 1884 qui éclatent nombreuses dans l'industrie de la houille, de l'acier, du cigare, dans l'imprimerie, dans le textile, chez les débardeurs, les ouvriers des ateliers de réparation, des chemins de fer, sont perdues. Mais l'année suivante des grèves victorieuses dans les chemins de fer exaltent l'enthousiasme des travailleurs et portent les Chevaliers du Travail à l'apogée de leur puissance: de 110.000, en 1885, leurs membres s'élèvent à 729.000 en 1886. Les Chevaliers du Travail reprennent la campagne d'agitation à travers le pays pour la journée de huit heures, lancée par la Fédération of Organised Trades and Labour Unions. Le premier mai 1886, une multitude de conflits locaux, provoqués par la demande d'une réduction de la journée de travail, dont celui de l'Usine de Mac-Cormick, aboutissent à une grève générale qui se termine par un succès éclatant des organisations syndicales, près de 100 mille ouvriers obtenant gain de cause.

Depuis, le mouvement ouvrier des Etats-Unis accuse un recul sur le plan idéologique et révolutionnaire, recul qui coïncide avec la création, le 8 décembre 1886, de la Fédération Américaine du Travail qui augmente continuellement et devient une organisation mastodonte, groupant aujourd'hui, après la fusion avec C.I.O., 15.500.000 adhérents en chiffre ronds. Mais d'un caractère nettement conservateur, ne se proposant aucune transformation du système capitaliste, elle est dominée par quelques princes syndicaux, dirigeants à vie, qui soutiennent la politique officielle de l'Etat.



ENRICO MALATESTA (1853-1932)

L'un des plus fidèles continuateurs de l'œuvre de Bakounine dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial

Cependant, malgré les principes modérés de la Fédération Américaine du Travail, le mouvement ouvrier américain, en général, ne perd pas totalement son caractère révolutionnaire qui s'exprime chaque fois que les ouvriers ont recours à la grève. D'ailleurs, toute son histoire jusqu'à nos jours ne cesse pas d'être marquée par une violence particulière suivie de scènes extrêmement meurtrières. Les rencontres entre les ouvriers en grève et la garde privée des employeurs ou les forces de police ont été nombreuses et souvent sanglantes. Après les événements de Haymarket Square pendant la grève générale de 1886, des scènes d'une violence



JOHAN MOST (1846-1906)

Grand orateur anarchiste qui exerça une influence décisive aux Etats-Unis lors de la naissance du mouvement syndical ouvrier

ce extrêmement grave, ne trouvant leur équivalent dans aucun pays, se sont déroulées à Baltimore et à Pittsburg, lors de la grève des chemins de fer de 1887, à Homestead (Pennsylvanie) pendant celle des métallurgistes de 1892, à Ludlow (Colorado) chez les mineurs, en 1912, pour ne citer que ces quelques cas, à titre d'exemple.

Le pays du dollar est aussi le pays par excellence de la grève ouvrière souvent très prolongée, dure et violente. La grève comme instrument de résistance, de lutte et de conquête précède de loin les événements de 1886, les plus connus, persista plus tard et ne paraît pas devoir disparaître même à nos jours, malgré le caractère conservateur du syndicalisme officiel des Etats-Unis.

Nous allons passer en revue, toujours à titre d'exemple, quelques grèves relativement récentes dans les différentes branches industrielles, qui même lorsqu'elles durent se solder par un échec, contribuèrent aux conquêtes de la classe ouvrière plus que toute autre mesure de caractère législatif et que les méthodes réformistes, objet de tant d'éloges de la part des politiciens intéressés et des syndicalistes dérouterés ou défaitistes.

D'une façon générale, les chefs de la Fédération Américaine du Travail et des Syndicats affiliés placent toujours tous leurs espoirs dans le gouvernement, mais les militants ne pensent qu'à l'action directe. Les syndicats freinent, toute la poussée vers la bataille vient des ouvriers. Les chefs de presque tous les syndicats, surtout de ceux qui ne recrutent que parmi un petit nombre



Le timbalier des batailles. (Daumier)

d'ouvriers hautement spécialisés, chefs qui exercent souvent leurs fonctions depuis très longtemps, considèrent le mouvement dont ils ont la direction, non comme un instrument d'émancipation, mais comme une espèce de société de secours mutuel. Mais l'initiative des ouvriers surmonte souvent toutes les entraves et se développe presque dans la même atmosphère de colère qu'autrefois, à l'époque des violentes luttes de classe. Prenons quelques exemples parmi les grandes grèves de 1934.

LA GREVE LE L'ELECTRIC-AUTOLITE
C° A TOLEDO

Revendications: augmentation de salaires de 10 % et reconnaissance du syndicat. La Compagnie capitule vite et les salaires sont augmentés de 5 %. La reconnaissance du syndicat reste à débattre pour plus tard. Par la suite, la direction de l'entreprise refuse de discuter sur ce sujet. Nouvelle grève. Le 23 mai rencontre entre la police et les gardes payés par la société, d'une part, et les grévistes, de l'autre. Emploi de gaz lacrymogènes par les gardes. 10 mille ouvriers livrent assaut à l'usine. La bataille se poursuit toute une nuit. La garde nationale intervient le lendemain: 20 ouvriers tués et plusieurs dizaines blessés. Des arrestations en masse sont effectuées. Les ouvriers ne cèdent pas. La grève se termine par une victoire presque complète, au début de juin.

GREVE A MINNEAPOLIS (ETAT DE MINNESOTA) EN MAI POUR LA RECONNAISSANCE PAR LES EMPLOYEURS DE LEUR SYNDICAT

Première phase: rencontres brutales entre les grévistes, d'une part, la police régulière et la police spéciale recrutée par les patrons, de l'autre; grèves de sympathie des employés des stations d'essence, de chauffeurs de taxi et des ouvriers du bâtiment. Résultat: victoire. Mais la Fédération Américaine du Travail désavoue cette grève. Deuxième phase: les employeurs faisant des difficultés pour appliquer l'accord, la grève rebondit le 17 juillet. Cinq mille camions restent dans les garages. Les chômeurs aident les ouvriers en grève. Résultat: victoire.

GREVE DE LA MILWAUKE ELECTRIC RAILWAY AND LIGHT C° A MILWAUKE (WISCONSIN)

Elle éclate à la fin de juin 1934. Aide des chômeurs encore, et encore des grèves de sympathie, cette fois par les ouvriers du bâtiment qui poussent l'organisation centrale des syndicats à décréter une grève générale. Quatre jours plus tard, victoire complète: la Compagnie reconnaît le syndicat libre.

GREVE DES DOCKERS ET GREVE GENERALE DE SAN FRANCISCO

L'initiative appartient aux ouvriers qui quittent une première fois leur travail, au début de mars, avec pour revendication principale: le droit de contrôler les bureaux d'embauchage. Le président Roosevelt intervient en personne et obtient que la grève cesse. Six semaines de pénibles négociations conduisent à une nouvelle grève où participent 30 mille dockers. Elle s'étend sur toute la navigation de la Côte du Pacifique. Résistance farouche, arrestations massives, briseurs de grèves et tous les moyens habituels aux capitalistes du pays du dollar sont employés. Les 3 et 5 juillet violents combats. La grève générale continue jusqu'au 16 juillet. Terreur épouvantable. Le président de la Fédération Américaine du Travail se rend sur place pour désavouer cette grève. Elle finit dans la confusion, mais le mouvement ne s'éteint pas et en septembre d'autres grèves éclatent dans la région, dont la grève générale des ouvriers du textile, notamment.

La poussée vient aussi de la base et entraîne, malgré leur résistance, les vieux chefs du syndicat. En réalité, c'est le 17 juillet que 24 mille ouvriers du textile du nord de l'Alabama abandonnent leur travail; le premier septembre y participent déjà 300 mille ouvriers du coton. Les revendications principales sont: la réduction de la semaine de travail de 40 à 30 heures, sans diminution de salaires, une intensité de travail réduite et la reconnaissance du syndicat. Le mouvement affecte rapidement toutes les branches de l'industrie textile et les grévistes sont évalués entre 375 et 475 mille. Les scènes de violence habituelles se reproduisent inégalement et se multiplient. Et ainsi de suite — la même histoire se répète, les échecs sont plus fréquents que les victoires, mais la lutte ne s'arrête pas et se présente sous les mêmes aspects: initiatives venant

toujours de la base, réprobation ou trahison de la part des chefs, brutalités policières, etc. etc. Mais l'action directe ne perd jamais son efficacité et sa valeur réelle, même lorsque les résultats viennent plus tard et se présentent sous forme de replis stratégiques de la part des patrons ou des autorités officielles.

La plus émouvante, la plus glorieuse et la plus instructive est cependant l'histoire de l'Industrial Workers of the World (I.W.W.), expression authentique du syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis. Fondée en 1905, elle existe toujours, bien que très affaiblie aujourd'hui; pour des raisons faciles à comprendre même après la lecture de ces lignes. I.W.W. groupait autrefois surtout les ouvriers migrants et avait son centre principal d'opérations dans l'industrie du bois. Elle a mené plusieurs grèves, dures et violentes le plus souvent. La plus prolongée, la plus pénible, mais aussi la plus célèbre fut celle de 1917 où les ouvriers appliquèrent intensivement le sabotage, moyen qui s'avéra particulièrement efficace. Grâce à la tactique révolutionnaire de l'I.W.W. la moitié des entreprises cédèrent et introduisirent, au début de 1918, la journée de huit heures, objectif principal de cette grève.

I.W.W. connut les plus féroces répressions que le mouvement ouvrier rencontra aux Etats-Unis. André Philip en donne un bref récit dans son livre: «Le problème ouvrier aux Etats-Unis» (Paris, 1927, Félix Alcan, 559 pp). En voici quelques extraits:

«L'I.W.W. étant l'organisation la plus révolutionnaire du pays, fut particulièrement attaquée et la plupart des Etats votèrent des lois spéciales contre le «syndicalisme criminel». La Loi de Californie, votée le 30 avril 1919 est ainsi conçue:

«§1. — Le terme de syndicalisme criminel est défini comme toute doctrine minel est défini comme toute doctrine qui encourage et enseigne des actes illégaux de force et de violence comme moyen de transformer le régime de la propriété.

«§2. — Toute personne qui, par des paroles, écrits ou conduite personnelle, défend ou aide le syndicalisme criminel... ou tente délibérément de justifier ses crimes... est coupable de félonie et punissable de 1 à 28 ans de travaux forcés.

«... Des arrestations en masse furent opérées et des centaines d'hommes et de femmes condamnés; la procédure était en général, la suivante: on prouvait d'abord que les accusés étaient membres de l'I.W.W.; on introduisait



RUDOLF ROCKER (1873-1958)

Théoricien et militant du mouvement anarchiste et syndicaliste mondial; véritable internationaliste, il contribua grandement au développement du mouvement syndicaliste aux Etats-Unis (I.W.W.)

ensuite les témoins à charge; ceux-ci, anciens criminels, soldats déserteurs, etc., déclaraient avoir été membres de l'I.W.W. et avoir commis des crimes qu'ils attribuaient à l'influence pernicieuse exercée sur eux par cette organisation; l'un d'eux affirma même, au cours d'un procès que l'I.W.W. avait empoisonné tout le corned beef envoyé aux soldats américains en France, et malgré l'affirmation du gouvernement fédéral que le corned beef avait toujours été d'excellente qualité, cette déposition entraîna une condamnation. Les témoins à décharge ne purent jamais être entendus, car ceux qui s'efforçaient de prouver que la doctrine de l'I.W.W. ne poussait pas à la violence étaient aussitôt arrêtés pour avoir «tenté délibérément de justifier des actes criminels». Un cas typique et qui fut beaucoup de bruit à cause du rang social des accusés, fut l'arrestation, en mai 1922, de l'ingénieur R. Griffin et de neuf autres intellectuels; tous les accusés furent condamnés à 28 ans de travaux forcés; le 7 mai 1927, après avoir fait 2 ans de prison, ils furent fi-

nalement acquittés, la Cour d'Appel déclarant qu'il n'y avait pas une parcelle de preuve pour appuyer l'accusation.

«En dehors des lois sur le syndicalisme révolutionnaire, les autorités locales usèrent de leur pouvoir de police pour détruire les grèves des I.W.W. et favoriser les actes de brutalité des patrons; en décembre 1922, une grève ayant éclaté à Fresno, des piquets furent établis devant les bureaux de placement de Los

Angeles; 300 hommes furent arrêtés pour refus de circuler et relâchés seulement après plusieurs semaines. En mai 1923, au cours d'une grève des dockers à San Pedro, 600 hommes furent emprisonnés, etc., etc...

L'Amérique du dollar est fidèle à elle-même, à celle de Haymarket de 1886 et des martyrs de Chicago en 1887, à celle qui, en 1927, électrocuta Sacco et Vanzetti.



SACCO et VANZETTI

Militants anarchistes et ouvriers italiens, électrocutés en 1927 à Boston à la suite d'un procès monté de toutes pièces à la manière de la démocratie du dollar

L'action directe demeure toujours d'une valeur irremplaçable

Cet aperçu très incomplet sur l'emploi de l'action directe dans les luttes revendicatives de la classe ouvrière s'étendant, depuis la naissance de celle-ci, sur une période de presque un siècle et demi permet de tirer quelques enseignements instructifs.

D'abord, il convient de constater que, bien que le progrès social soit incontestable et que la situation des travailleurs ait été sensiblement améliorée durant ces 130 ans écoulés, certains aspects de la réalité ouvrière et de la jouissance des conquêtes qui ont coûté tant de sang, de souffrance et de sacrifices, ne donnent aucune raison aux travailleurs d'aujourd'hui de se sentir fiers en tant qu'héritiers d'un tel passé glorieux et héroïque.

Ainsi, certaines revendications des fileurs de Rouen de 1830 sont toujours à l'ordre du jour, non seulement dans les pays du capitalisme classique, mais également dans les pays soi-disant socialistes; la nécessité de réclamer «la suppression des punitions de toute absence d'une amende égale au double du salaire correspondant au temps perdu», ainsi de la «retenue sur la paye pour le non-achèvement d'une tâche, fut-elle au-dessus des forces de l'ouvrier» est toujours valable. Car cette abominable pratique existe encore complétée et perfectionnée par les punitions au travail forcé et les camps de travail «rééducatif».

La journée de huit heures est légalement reconnue — et c'est un progrès — même dans les pays de dictature tant fasciste que marxiste, mais les heures supplémentaires sont une réalité qui fausse entièrement cette précieuse conquête ouvrière et humaine aussi bien dans le monde capitaliste que sous le régime «socialiste». Ici, à l'Occident, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui voyant insatisfaits leurs besoins accrus et toujours croissants, acceptent volontairement de fournir aux capitalistes des heures de travail supplémentaires, afin de pouvoir augmenter de cette façon leurs salaires, au lieu d'exiger et d'imposer par la force de l'action directe à la fois la réduction de la journée de travail et le relèvement des salaires. En U.R.S.S. et dans ses satellites, où l'on parle déjà même de l'introduction générale de la journée de sept heures, le travail supplémentaire est régulièrement imposé, soit par la nécessité d'accomplir les normes trop élevées et constamment relevées, soit sous forme d'un apport «volontaire», souvent gratuit, en l'honneur de telle et telle occasion dont la fréquence rend ce système d'esclavage habituel et normal. Et pour conquérir leurs droits élémentaires, les travailleurs même dans les pays «socialistes», où la grève est légalement exclue et interdite, n'ont à leur choix d'autre moyen efficace de lutte que l'action directe, par le sabotage et par l'abandon, sous une forme ou sous une autre, de leur

travail et que le recours parfois malgré tous les risques et toutes les conséquences désastreuses, à l'emploi des armes.

Il est indéniable aussi que les capitalistes, sur les hommes d'Etat et les politiciens de nos jours ont beaucoup changé d'attitude et de technique par rapport à leurs prédécesseurs d'il y a plus d'un siècle; ils sont devenus plus souples, plus habiles, plus astucieux et peut-être plus intelligents. Au lieu d'interdire les syndicats et de poursuivre légalement leurs activités publiques, ils les reconnaissent officiellement (bien conditionnellement quelquefois) pour pouvoir les soumettre à leur contrôle, en les transformant en rouages intégrants de la machine étatique. En conséquence, certains droits contestés autrefois aux ouvriers et aux organismes syndicaux, sont reconnus aujourd'hui, afin de pouvoir en profiter pour la stabilisation, dans son essence du système social en vigueur. Au lieu de contrecarrer — contrôler et canaliser l'activité par l'intermédiaire des agents introduits au sein de la classe ouvrière pour devier et étouffer, afin d'assurer le maintien de l'exploitation des travailleurs — c'est une politique plus intelligente, plus utile et moins dangereuse, comportant moins de surprises.

C'est ainsi que certaines revendications qui exigeaient autrefois de durs combats pour les conquérir sont aujourd'hui présentées comme des cadeaux offerts généreusement au monde travailleur par les Etats, par les parlements et leurs appendices et serviteurs — les syndicats réformistes.

On affirme sérieusement et quelquefois avec bonne foi que les méthodes révolutionnaires ont vécu leur temps et qu'elles ne sont plus nécessaires; les pays nordiques de l'Europe sont indiqués à titre de preuve. Mais ces gens de bonne foi sont trop aveugles pour ne pas voir que même les soi-disant «cadeaux» ne sont que fruit indirect des luttes révolutionnaires dans les autres pays et de tout un passé héroïque des travailleurs ou un simple repli stratégique du système en vigueur devant les dangers éventuels des manifestations révolutionnaires que l'on veut prévenir. Ces gens-là — ne parlons pas de démagogues, des traitres conscients et des agents à la solde du capitalisme et de l'Etat — ne veulent pas se rendre compte que même dans les pays champions de la grande démocratie — l'Angleterre, les Etats-Unis, etc. — la conquête d'une revendication ressentie et la sauvegarde des positions déjà acquises ne sont possibles que grâce à l'action directe des travailleurs conscients de leurs droits et de leur force.

L'examen des expériences historiques et de la réalité actuelle des luttes revendicatives des travailleurs confirment entièrement la tactique de l'action directe et révolutionnaire et donnent rai-

Influence de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier espagnol

BREF RESUME

Il ne sera pas inutile d'esquisser un bref résumé du panorama que présentait l'Espagne à partir du dernier quart du siècle dernier et d'une partie du siècle actuel, car cela montrera quelques aspects de la situation désespérée dans laquelle se trouvait le peuple espagnol et aussi à cause de cela, son inclination à rechercher des solutions radicales, ce qui contribua à faire enracciner les idéaux anarchistes dans les classes populaires et malheureuses.

Voici donc quelques tableaux qui jetteront un jour éclatant sur la situation au cours des dites années :

Luttes politiques, querelles civiles stériles, épuisantes absurdes guerres de suicide à l'extérieur par prurit de conserver un empire qui n'existait que sur papier timbré et qui enfouissent le peuple dans la ruine. Coups d'Etat où les leaders montent et descendent du pouvoir sans autre bénéfice pour la collectivité que leur enrichissement personnel et celui de leurs camarillas. Un clergé vorace, sauvage et absorbent, qui, non seulement étouffe tout sentiment libéral et humain, mais dévore à la fois tout le plus productif, de ses biens en terres s'élevant à plus de 50 % de la puissance économique nationale. Et à côté de cela, dans les masses humbles, un idéal républicain diffus, mais sans dirigeants capables de la défendre. Tout cet antre où se mélangent la brutalité, la rapine, la superstition et l'ignorance a été parfaitement dépeint par cette phrase d'un de ses hommes le plus représentatif Francisco Silvela quand il a dit : « L'Espagne est un peuple dont le pouls a cessé de battre ».

Cet état chaotique, dans lequel l'élément producteur ne compte pour rien, atteint son point culminant dans les faits mentionnés ci-après :

Lutte sanglante, stupide et primitive entre carlistes et isabelliens pour la succession du pervers et fatidique Ferdinand VII.

Règne de la plus que frivole et légère Isabelle II, au sujet de qui, lorsque elle mourut, Louis Bonafoux, dit dans une de ses chroniques, qu'on pourrait lui mettre comme épitaphe l'inscription suivante :

« C'est la première fois qu'elle dort les pieds joints ».

Proclamation de la première République. Lutte stérile entre ses dirigeants, Pi y Margall, Figueras, Castelar, Salmerón, chacun travaillant pour son compte tandis que les cantonnaires de Cartagène luttaient faisant front contre le gouvernement central pour installer le fédéralisme... Résultat : les généraux Pavia et Martínez-Campos leur brûlèrent la politesse) Sagonte (1874) en rétablissant la monarchie bourbonnienne.

son à la classe ouvrière dans le monde de demeurer fidèle au syndicalisme révolutionnaire, si elle désire maintenir l'efficacité réelle de ses luttes. Cela ne veut nullement dire — à moins de la croire privée de tout bon sens — qu'elle refusera de jouer de certaines conquêtes parce qu'elles sont officiellement reconnues ou de profiter des conquêtes pacifiques chaque fois que de telles occasions se présentent pour la simple raison qu'elle est partisane des méthodes révolutionnaires. Ce qui demeure essentiel — là-dessus aucun changement n'est intervenu et n'interviendra jamais — c'est qu'en dernier ressort toute efficacité dépend de l'initiative libre et active des masses travailleuses, prises individuellement et collectivement, de la conscience de leur force et de la décision constante qu'elles mettent et sont toujours prêtes à mettre en action directe, sans intermédiaires d'aucune sorte, toutes les fois que la nécessité s'en fait sentir et que l'occasion favorable se présente. Car elle seule et rien qu'elle est foncièrement efficace.

Nous pourrions nous étendre sur d'autres pays, toujours à titre d'exemple, mais l'Espagne, le pays classique des grèves ouvrières et des luttes révolutionnaires, en général, suffirait largement pour démontrer la valeur de l'action directe des travailleurs. (1)

(1) Le chapitre consacré à l'Espagne, faisant partie de cette même étude, est donné à part, en espagnol. Il sera reproduit en français dans un prochain numéro de « A.I.T. ».

Rétablissement des partis, tour-à-tour, conservateurs et libéraux, Sagasta et Cánovas, disputes pour l'hégémonie partisane sans s'occuper le moins du monde de la situation désespérée du peuple crouissant dans la plus profonde misère, dans le plus tragique des abandons.

Guerres à Cavite (Philippines) déroute de la Flotte espagnole par la Nort-Américaine (1898). Santiago de Cuba ; perte des colonies, nouvelles guerres au Maroc...

Dispute des généraux pour s'emparer du pouvoir Narvaez, précurseur et maître de Franco en criminalité ; le gélatineux Duc de la Torre, qui alla jusqu'à l'assassinat de Prim, pour paiement de ses tendances libérales...

buèrent également. Les grandes convulsions sociales qui se produisaient un peu partout mettaient en évidence que le prolétariat était saturé de tolérer les grandes inégalités économiques impéranes, l'éternelle domination de la brutalité autoritaire, l'interminable empire de l'abus, de la bousculade et de l'injustice.

Il est très difficile de montrer comment naissent les idées dans la conscience des hommes et des peuples et comment elles s'y développent. Nous croyons que le facteur essentiel est dans l'ambiance, dans le contenu de ces idées. Nous imaginons comment tomberait la semence de l'idéal anarchiste, sa conception de lutte libertaire, parmi les campagnards castillans, aragonais, andalous ou de l'Extremadure... ; parmi les travailleurs

les bakouniniennes et dont nous extrayons les termes suivants :

« Considérant :
« Que les apports des peuples vers le bien-être, en se basant sur la conservation de l'Etat non seulement n'ont pas pu se réaliser, mais que ce pouvoir a été la cause de sa mort.

« Que l'autorité et le privilège sont les colonnes les plus fermes sur lesquelles s'appuie cette société injuste dont la reconstruction, fondée sur l'égalité et la liberté, se trouve confiée, de droit à nous mêmes.

« Que l'organisation de l'exploitation du capital, favorisée par le gouvernement ou Etat politique, n'est pas autre chose que l'exploitation continuelle et toujours croissante, dont la soumission forcée à la libre concurrence bourgeoise, s'appelle le droit légal ou juridique et, par conséquent, obligatoire.

« Que toute participation de la classe ouvrière à la politique gouvernementale de la classe moyenne ne pourrait produire d'autres résultats que la consolidation de l'ordre de choses existantes ce qui paralyserait nécessairement l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat.

« Le congrès recommande à toutes les sections de l'Association Internationale des Travailleurs, de renoncer à toute action coopérative qui ait pour objet d'effectuer la transformation sociale par le moyen des réformes politiques nationales et les invite à employer toute leur activité dans la constitution fédérative des corps et métiers, moyen unique pour assurer le succès de la révolution sociale.

« Cette fédération est la représentation véritable du travail et doit l'effectuer en dehors des gouvernements politiques. »

Ces accords expriment déjà la maturité libertaire et une orientation parfaitement définie. Les congrès se succèdent et les objectifs se perfectionnent et se polissent ainsi que les tactiques jusqu'à arriver au Congrès de la constitution de la C.N.T. où on déclara que :

« Le syndicalisme constituant l'association de la classe ouvrière pour contrebalancer la puissance des diverses classes possédantes associées, ne doit pas être considéré comme une finalité sociale, ne doit pas être interprété comme un idéal, mais comme un moyen de lutte entre les intérêts opposés au capital et du travail, comme une force pour recevoir momentanément tous les avantages qui permettent aux travailleurs de pouvoir intensifier cette lutte dans le présent état de choses, afin d'obtenir, par cette lutte intensifiée l'émancipation économique intégrale de toute la classe ouvrière, moyennant l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie dès que le syndicalisme, ou soit l'association ouvrière, sera considérée comme étant assez forte numériquement et assez capable intellectuellement, pour mener à bien l'expropriation de ces richesses sociales détenues arbitrairement par la bourgeoisie et la conséquente direction de la production. »

Avec ces racines idéologiques, avec un mouvement syndical orienté dans un sens libertaire défendu en diverses nations européennes et d'autre part avec les apports de Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Rocker... et théoriciens français Guillaume, Pelloutier, Ivetot... les théories et les pratiques se formèrent qui donnèrent lieu à l'éclosion d'un grand mouvement ouvrier qui cadrait

(La fin à la page 6)

par José VIADIU

Règne amorphe d'Alphonse XII, suivi de la régence de l'Autrichienne, pour en arriver à l'intronisation de « l'Africain », roi félon, parjure, immoral et absolutiste, jusqu'à arriver à la dictature de Primo de Rivera, autre petit général beau et fringant, dont la carrière militaire et politique était imprégnée des odeurs de cabarets et autres lieux de basse classe.

Proclamation de la seconde République. Une république à grand éclat, démagogique, stupide, qui, pendant qu'elle favorisait ses ennemis, les militaires de tous grades, avec une retraite égale à leur solde, hypothéquant ainsi l'économie du pays, se comporte rageusement avec une violence inusitée contre le prolétariat organisé en étouffant dans le sang toute tentative de grève ou déportant à Bata (Guinée espagnole) les militants les plus marquants du mouvement libertaire sans parler des assassinats de Casas-Viejas.

Ainsi est allé en se développant ce qu'on appelle l'histoire dans le circuit ibérien où tourne la noria et ce n'est pas terminé. En ce temps là les choses se passèrent ainsi.

Luttes entre camarillas parvenues au pouvoir. Protagonistes : militaires, clergé, ploutocrates, oligarchies, avec un régime féodal jouissant de la possession du sol, tandis que le peuple était absent serrant sa ceinture et les poings, décimé par les maladies, corrodé par l'ignorance avec 75 % d'illettrés, le tout symbolisant l'incurie, le retard et les ciments de révoltes futures.

LE PEUPLE ENTRE EN LICE

En ces jours là les veilles sociétés de la résistance se formaient. Elles avaient leur base dans des principes sociaux et humains, mélange de protection familiale, de défense contre l'abus patronal et des autorités, d'aide mutuelle et aussi de possession complète du métier. Ces sociétés, à la fin du siècle dernier abondaient dans les capitales et dans les petites villes espagnoles. Habituellement elles étaient régies par les éléments les plus inquiets et que connaissaient le mieux leur profession. Quant à leurs idéaux ils peuvent se synthétiser dans un violent désir de libération et d'en finir avec la misère.

Le processus était plus lent à la campagne. Les paysans s'organisaient sous des formes syndicales et coopératives pour travailler en commun des fermes municipales. Ils avaient aussi à cœur de cultiver les terres des associés malades et vieux comme cela se fait dans les sociétés de secours mutuels. Mais au fond de chacun l'idée de lutte, contre le despotisme des voisins, face aux abus du « latifundisme » clérical séculaire, était en incubation, comme le révèlent certains commencements de révolte en Andalousie, en Catalogne, à Valence, etc.

A grands traits, ceci est le tableau qu'offrait l'Espagne lorsque commencèrent à se répandre les idéaux anarchistes. Les conditions pour leur acceptation et leur développement nous pouvons les trouver dans l'idiosyncrasie ou tempérament du peuple espagnol ; dans son insubornable individualisme, dans le contraste criard entre l'opulence de quelques minorités et la grande misère des masses. On peut les trouver, enfin, dans le contenu idéologique de l'anarchisme et dans la floraison des grandes figures qui, en ces jours là, propageaient et défendaient les idéaux d'amélioration humaine. Certains événements internationaux comme la Commune de Paris, les luttes des décembristes russes y contri-



SALVADOR SEGUI (1890-1923)

catalans, des Asturies, de la Biscaye ou de Valence... Ces oreilles accoutumées à entendre les trompées cléricales, la propagande mystificatrice, qui ne résolvait aucun de ses multiples désirs en perpétuel contraste avec le langage anarchiste clair, précis et direct exprimé en phrase comme les suivantes : La terre est pour celui qui la travaille. « L'Etat est un instrument au service des riches. » « La propriété est un vol. » « Le salaire est un moyen d'esclavage. » « La religion est un recours pour abrutir le peuple » — la religion est l'opium du peuple a dit un autre grand penseur — « La guerre est faite par les pauvres au profit des riches ». Ces vérités premières devraient s'incruster dans l'esprit des travailleurs espagnols, puisque, en fait de religion, en dehors des prières, ils ne connaissent pas autre chose que le paiement des dixièmes ; et de l'Etat l'imposition des gabelles et contributions, la visite ingrate de la garde civile quand elle vient leur prendre leur fils pour « aller servir le roi » au moment où ils pouvaient le plus compter sur lui pour terminer leurs privations et leurs misères.

L'ANARCHISME DANS LE MILIEU PROLETARIEN

Mais le grand développement de l'anarchisme et de son influence dans le mouvement ouvrier espagnol est à son point culminant au congrès constitutif de la C.N.T. en 1910. Jusqu'à ce moment là, on peut dire que, dans la lutte sociale on trouve comme un mélange idéologique confus qui confond le socialisme avec le républicanisme électoral, les désirs d'améliorations morales et économiques et les théories évangéliques. A telles enseignes que nous nous rappelons, dans notre jeune âge, dans un village du haut Aragon, après avoir donné un meeting enflammé de théories libertaires, le maire qui le présidait, termina son résumé en disant :

« Après avoir entendu les orateurs nous devons convenir que l'anarchie arrivera, si Dieu le veut ».

Tout cet amalgame de franche dispute, avec l'influence anarchiste, chaque jour plus diffusée et plus enracinée dans les milieux prolétaires affirme son idéologie et ses principes. Une grande preuve de cette influence nous la trouvons déjà au premier Congrès ouvrier, inauguré le 19 juin 1870 au théâtre Circo Barcelonés où dans ses conclusions on trouve déjà



JUAN PEIRO (fusillé en 1942)



MICHEL BAKOUNINE (1814 - 1876)

Eloge de la Commune

Cette fin de mai 1960 marque 89^e anniversaire de l'écrasement de la Commune de Paris, l'événement le plus significatif de l'histoire révolutionnaire de la classe ouvrière. A cette occasion nous reproduisons une page de l'éloge de Bakounine, tirée du «Préambule pour la seconde livraison de l'Empire Knouto-Germanique» :

«Je suis un partisan de la Commune de Paris qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale,

Influence de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier espagnol

(De la page 5)

parfaitement avec un désir véhément d'obtenir plus de bien être, si profondément senti par le prolétariat espagnol. Ensuite, dans le circuit national, nous eûmes la chance d'avoir trois grandes figures, d'une haute valeur morale et intellectuelle, qui contribuèrent pour beaucoup au développement du mouvement : Fermin Salvochea, en Andalousie, Anselmo Lorenzo, en Catalogne, et Ricardo Mella en Galice et aux Asturies. Autour de ces hommes idéalistes de leur enseignement, de leur œuvre de divulgation, des groupes de grande valeur se formèrent qui donnèrent vigueur et impulsion à la C.N.T., l'instrument actif et rebelle qui travailla le plus pour que les ouvriers espagnols aient conscience de leur personnalité et qui contribua le plus et le mieux à son ascension intégrale.

Et nous terminons ici, vu que les gestes et les épisodes au compte de la C. N.T. n'ont à voir avec son influence. Ceci appartient désormais à l'Histoire.

Il faut former de nouveaux groupes des amis de l'A.I.T.

Constituer des Groupes de l'A.I.T. là où il n'y a pas encore des Sections formées, c'est pratiquement contribuer à donner une impulsion à notre Internationale.

Il n'est pas difficile de les former en un pays quelconque. Il suffit que les camarades, que les amis internationalistes le désirent et y mettent de la bonne volonté.

Il n'est pas indispensable que les « Groupes d'Amis » de l'A.I.T. soient nombreux au début : cinq, dix, vingt camarades ou sympathisants peuvent entreprendre cette tâche et la mener à bien. Mais ce qu'importe principalement et avant tout c'est intéresser les travailleurs autochtones. Introduire l'idéal de l'A.I.T. dans le monde du travail dans tous les pays et faire en sorte que cette œuvre ait un esprit de continuité.

n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe. J'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse bien prononcée de l'Etat.

C'est un fait historique immense que cette négation de l'Etat se soit manifestée précisément en France, qui a été jusqu'ici par excellence le pays de la centralisation politique, et que ce soit précisément Paris, la tête et le créateur historique de cette grande civilisation française qui en aie pris l'initiative.

Paris se découvrant et proclamant avec enthousiasme sa propre déchéance pour donner la liberté et la vie à la France, à l'Europe, au monde entier. Paris affirmant de nouveau sa puissance historique d'initiative en montrant à tous les peuples esclaves (et quelles sont les masses populaires qui ne soient esclaves?) l'unique voie d'émancipation et de salut. Paris portant un coup mortel aux traditions politiques du radicalisme bourgeois et donnant une base réelle au socialisme révolutionnaire! Paris méritant à nouveau les malédictions de toute la gent réactionnaire de la France et de l'Europe! Paris s'ensevelissant dans les ruines pour donner un solennel démenti à la réaction triomphante; sauvant par son désastre l'honneur et l'avenir de la France et prouvant à l'humanité consolée que si la vie, l'intelligence, la puissance morale se sont retirées des classes supérieures, elles se sont conservées énergiques et pleines d'avenir dans le prolétariat! Paris inaugurant l'ère nouvelle, celle de l'émancipation définitive et complète des masses populaires et de leur solidarité, désormais toute réelle, à travers et malgré les frontières des Etats. Paris tuant le patriotisme et fondant sur ses ruines la religion de l'humanité. Paris se proclamant humanitaire et athée et remplaçant les fictions divines par les grandes réalités de la vie sociale et la foi dans la science; les mensonges et les iniquités de la morale religieuse, politique et juridique, par les principes de la liberté, de la justice, de l'égalité et de la fraternité, ces fondements éternels de toute morale humaine! Paris héroïque, rationnel et croyant, confirmant sa foi énergique dans les destinées de l'humanité par sa chute glorieuse, par sa mort et la légua beaucoup plus énergique et vivante aux générations à venir. Paris, noyé dans le sang de ses enfants les plus généreux, c'est l'humanité crucifiée par la réaction immédiate de toutes les Eglises chrétiennes et du Grand Prêtre de l'iniquité: le Pape; mais la prochaine révolution internationale et solidaire des peuples sera la résurrection de Paris.

M. BAKOUNINE

Le Gérant: Etienne Guillemau

IMPRIMERIE DES GONDOLES
4 et 6, rue Chevreul
CHOISY-LE-ROI (Seine)

Résumé biographique des martyrs de Chicago

AUGUST SPIES

Spies naquit le 10 décembre 1855, au Friedwald (Hesse-Kassel) Allemagne. Ses parents le firent baptiser et lui donnèrent les prénoms d'Auguste Vincent Théodore SPIES. Son père était employé forestier à Kurbesse. L'enfant fut élevé par les maîtres de céans jusqu'à ce qu'il pût se rendre au Gymnase (Lycée). Ensuite il fut envoyé à Kassel où il entra à polytechnique afin de se préparer à la profession de Forestier. A l'âge de 16 ans il était déjà géomètre.

Le jeune homme était studieux et appliqué et, parallèlement à ses études professionnelles il lisait les classiques Allemands les œuvres de Kant, de Feuerbach, de Moleschott, etc., etc.

A 17 ans, il était déjà libre penseur. Après une année d'études à Kassel il eut le malheur de perdre son père et conséquemment, il fut obligé d'interrompre ses études.

August résolut d'émigrer en Amérique où il avait déjà des parents du côté de sa mère en bonne situation. En 1872 il arriva à New-York. Sur le conseil d'un oncle qui habitait là-bas il apprit le métier de tapissier. En ce moment là il était encore un admirateur enthousiaste de Bismarck et de l'empereur Allemand. Au sujet du socialisme, il ne savait rien. Il avait vaguement lu dans les journaux des articles sur la Commune de Paris et il croyait que les socialistes et les communistes de ce temps là voulaient détruire la propriété en général, toute propriété. Spies considérait cela comme une pure absurdité.

Après avoir appris son métier il se dirigea vers l'ouest, mais comme il ne trouva dans cette contrée aucun travail qui lui convienne il se mit dans le commerce. Il devint comptable, puis agent commercial.

En 1877 il adhéra au mouvement ouvrier, après avoir lu une partie de la littérature socialiste. Il devint membre de la section de Chicago du parti ouvrier socialiste où il fut extrêmement actif durant la campagne électorale de 1878, lorsque le Dr. Smith fut présenté comme candidat à l'intendance par les socialistes. En 1879 et jusqu'en 1881 il prit part aux fonctions politiques de la législature. En 1880 il avait accepté le poste d'Administrateur de l'«Arbeiterzeitung» (Journal des travailleurs) qui était au bord de la faillite et que par son zèle et son travail infatigable il remit à la prospérité. La rédaction s'intéressait surtout à l'agitation politique, mais, ensuite, une rupture se produisit entre les membres de la section socialiste et Spies et les rédacteurs de l'«Arbeiter-Zeitung»

se tournèrent vers l'aile social-révolutionnaire orientée par Most.

Au congrès socialiste de 1882 à Pittsburg (Pensylvanie) Spies défendit la propagande social-révolutionnaire en déclarant que les travailleurs n'obtiendraient jamais leurs droits à la vie par les urnes ni le suffrage universel.

Depuis cette époque il fut considéré comme anarchiste ce à quoi l'avait conduit l'étude de Proudhon et de Bakounine.

«Mais je ne suis en aucune façon partisan des séditions comme on les comprend d'ordinaire et je les considère comme de simples faits divers produits par les conditions actuelles» — dit-il, au moment de son procès, en juillet 1886, quand il fut interrogé dans la prison. Et dans sa biographie, publiée par Nina Van Zandt, on peut lire: «Ma philosophie a toujours été que l'objet de la vie consiste uniquement dans sa jouissance et que l'application rationnelle de ce principe est la véritable morale.»

«Le socialisme peut être défini comme une science qui a pour rayon une forme concrète déterminée d'organisation sociale, tandis que l'anarchisme (la négation de toute autorité) c'est le courant qui anime toutes les époques de l'évolution sociale humaine; c'est la lutte pour la souveraineté de l'individu. Bien que, dans le concept général, je sois anarchiste, je suis, aussi, pratiquement et spécifiquement socialiste.»

Voici une autre pensée de Spies: «Non, je n'exige pas la terre entière, je veux que tous soient en possession de la terre! Est-ce que ceci serait un peu ridicule? L'anarchisme enseigne que dans une forme social-collectiviste, dans une égalité économique et dans l'indépendance individuelle, l'Etat — le pouvoir politique — doit être jeté dans la remise aux vieux restes de la barbarie. L'anarchie ne veut pas dire effusion de sang, ni vol, ni incendie, etc. Ces monstruosités, au contraire, sont les propriétés qui caractérisent le capitalisme. L'anarchisme signifie la paix et le bonheur pour tous. L'anarchisme et le socialisme signifient la réorganisation de la société sur des bases scientifiques et l'abolition des causes qui produisent les vices et les crimes. Le capitalisme apporte d'abord les maladies et ensuite il s'efforce de les guérir par la violence.»

ALBERT R. PARSONS

Parsons relata sa vie dans la prison de Cook County à un reporter, lequel publia sa biographie comme suit:

«Je suis né le 20 juin 1848, à Montgomery (Alabama) Etats-Unis. Mes ancêtres étaient venus d'Angleterre en Amérique en 1632 et s'établirent aux en-



virus de Narraganset-Bay. Ils étaient puritains. Mon père naquit dans l'Etat du Maine et ma mère dans celui de New-Jersey. Quelques années avant ma naissance ils allèrent dans l'Alabama. Lorsque j'avais approximativement cinq ans ma mère mourut. Je fus envoyé chez un frère marié au Texas. En 1856, je fus, avec lui à Johnson County, près de Buffalo-Creek où nous restâmes deux ans. De là nous allâmes à Hill-County, près du fleuve Brazo. Ensuite je fus envoyé chez une sœur mariée à Waco (Texas). En 1859 j'entraî comme apprenti typographe dans l'imprimerie du «Galveston Daily News» (Journal de Nouveaux de Galveston) où je restai sept ans. Lorsque se déclara la guerre en 1861, contre le Sud, je m'engageai dans une compagnie de volontaires appelée «Lone Star Rifles». Mes premières expériences comme soldat se firent rapidement au cours d'un voyage que je fis sur paquebot de passagers «Morgan» transformé en bateau de guerre pour capturer le bateau fédéré «Star of the West». Après être resté une semaine dans le golfe du Mexique, nous arrivâmes à Corpus Christi où nous trouvâmes l'armée du général Tmigg qui avait évacué les forts de la frontière du Texas. Nous revînmes à Galveston où ma compagnie fit de longues marches par voie de terre pour se réunir avec l'armée du général Lee en Virginie. Comme j'étais trop jeune et trop faible pour supporter la fatigue je fus laissé en chemin. Quelques mois après j'arrivai au «pas» de Sabine où je m'engageai dans un escadron d'artillerie. J'y restai jusqu'à notre nouvelle réformation approximativement un an plus tard par la loi de conscription. C'est alors que je fus incorporé au 12^{me} régiment de cavalerie du Texas qui appartenait à la Brigade du général Parsons, dans l'armée du Trans-Mississippi. Je restai là jusqu'à la fin de la guerre en 1865. Ensuite je revins à Waco (Texas). En 1868 je fus six mois à l'école et je me fis professeur. Puis je fondai un journal intitulé «The Spectator». Je le publiai et le rédigeai dans le sens de la reconstruction du Sud par le Nord. J'entraî dans le parti républicain qui, en ce temps là, défendait la race noire libérée de son esclavage. Ma défense des droits des noirs, m'attira, à peu d'exceptions près, l'inimitié de mes parents et de mes connaissances. Les négriers étaient si furieux contre moi que plusieurs fois je fus menacé même de mort. Et un banquier à Waco lança sur moi un morceau de fer parce que je venais de déclarer devant lui que je ne cesserais pas de défendre les droits de mes frères de couleur. A cette époque je prononçai également des discours politiques que les esclavagistes qualifièrent d'incendiaires.

»En 1871 je fus élu lecteur du Sénat de l'Etat du Texas. Le gouverneur de cette époque me nomma aussi colonel dans la milice. Comme tel je rendis quelques services, à l'occasion des élections pour protéger les noirs dans leur droit civil alors qu'ils étaient poursuivis et assassinés par les membres du Klux. En 1873 je vins à Chicago où je restai à partir de ce moment-là. Tout de suite j'adhérai à l'Union de Typographes dont je suis encore membre. Le premier emploi, comme typographe, je le trouvai à «Inter-Océan» et trois ans après, avec autorisation de l'Union, au «Chicago Times». En 1875 j'entraî au Parti Ouvrier Socialiste et en 1876 j'adhérai aux «Chevaliers du Travail» dont je fais encore partie actuellement. La même année les socialistes me désignèrent comme candidat au Conseil et en 1877 je fus renvoyé du «Times» pour avoir pris part à une grève typographique au mois de juillet de ladite année. En décembre 1877 je fus élu délégué au congrès du «Parti Ouvrier Socialiste des Etats-Unis» qui eut lieu à Newark (New Jersey) qui changea le nom du parti contre celui de «Parti Ouvrier Socialiste». De retour à Chicago je fus nommé par les camarades de County Clerk deux fois consécutives conseiller aux congrès. En 1879 la Section de Chicago me choisit comme délégué au congrès du Parti Ouvrier Socialiste à Alleghany City et en 1880 je laissai le parti pour me réunir avec les socialistes révolutionnaires dont j'avais été également le délégué au dit congrès de Chicago. Je fus aussi délégué au congrès de Pittsburg où fut organisée l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) à laquelle j'appartiens encore. Comme propagandiste et orateur socialiste j'ai traversé 16 Etats de notre pays et j'ai parlé, durant les onze dernières années dans plus de mille meetings divers sur les principes du socialisme. Je suis père de famille et j'ai deux enfants: un fils de huit ans et une fille de six ans.»

Depuis 1884 Parsons était rédacteur à «Alarm» journal fondé à Chicago par les internationalistes, supprimé après l'affaire de Haymarket par la police. Il s'unît à une campagne en 1872 à Aus-

La pensée des martyrs de Chicago

L'Anarchie tend à détruire l'empire de la force et à établir le règne de la paix et de la prospérité. — PARSONS.

Ecrasez-nous comme il vous plaira; sacrifiez-nous à votre goût, quant à nous, nous crierons toujours: En avant! — SPIES.

Un anarchiste convaincu préfère ses idées à sa vie. — FISCHER.

Le premier homme qui entreprit la lutte contre cette ignominie qui s'appelle l'esclavage fut pendu comme vous allez nous pendre demain nous-même. — ENGEL.

Laissez-moi prendre part au sort de mes camarades: pendez-moi avec eux! — NEEBE.

Je déclare être prêt à mourir pour mes convictions. — SCHWAB.

Ce procès, en tous lieux, n'est qu'une comédie ridicule et un crime froidement combiné et préparé par la haine. — FIELDEN.

GIBETS, FLAMMES, GUILLOTINES, PELOTONS D'EXECUTION, TORTURES, VIOLENCES, MASSACRES, TERRORISME ET TOTALITARISME NE POURRONT JAMAIS ETOUFFER LES IDEaux DE LIBERTE NI ARRETER LA MARCHE DU MONDE VERS UNE TRANSFORMATION SOCIALE JUSTE

tin (Texas) qu'il avait connue dans son enfance tandis qu'elle était esclave de ses parents. Pendant toute sa vie elle fut sa compagne et une active propagandiste de l'anarchisme.

ADOLF FISCHER

«Je suis typographe de profession et j'ai 25 ans. Je suis né à Brême, Allemagne. A l'âge de 15 ans je vins en Amérique. A Little-Rock (Arkansas) où mon frère Wilhelm (Guillaume) publiait l'«Arkansas Staats Zeitung» (Journal de la Cité l'Arkansas) où j'apprenis mon métier. Ensuite je travaillai à la «Voz del pueblo del Este» («La Voix du peuple de l'Est») à Saint-Louis depuis 1879. Je suis membre de l'Union des typographes. Les principes du socialisme ont été appréciés par moi dès ma plus tendre jeunesse. En 1871 je me mariai et me rendis à Nashville (Tennessee). Quelques mois après je partis pour Cincinnati où j'entraî au parti socialiste ouvrier. Je travaillai quelque temps à la «Presse libre

de Cincinnati», à l'«Ami du Peuple» et autres journaux; mais je me vis bientôt inscrit dans la liste noire à cause de mon agitation. Comme conséquence de cela j'eus de lourds ennuis avec ma famille jusqu'au jour où j'allai à Chicago. Tout d'abord j'appartiens à la «Presse Libre de Chicago», puis à l'«Arbeiter Zeitung» où je devins chef de la typographie».

Au sujet de sa participation à la supposée conspiration qui devait être à l'origine des événements de Haymarket, déclara Fischer devant le tribunal: «J'eus aussi peu à voir, malgré que je fusse à Haymarket avec la bombe, que sans aucun doute M. le procureur Grinnell. Je ne nie pas que je fus un de ceux qui convoquèrent le meeting, mais le meeting n'avait pas pour objet l'application ni la perpétuation de crimes. Non, le meeting avait été convoqué pour protester contre les violences et les crimes exercés par la police au cours des jours antérieurs dans les établissements de

l'usine Mac-Cormick. Je ne nie pas que dans le manuscrit original du manifeste il y eut les paroles suivantes: «Travailleurs venez armés» et j'avais des raisons d'écrire cela, car je ne voulais pas que les ouvriers fussent fusillés dans le meeting comme en d'autres occasions. Lorsque les circulaires étaient imprimées, le camarade Spies en vit une. Je l'avais invitée auparavant à prendre la parole à la réunion. Il me signala la circulaire et dit «Fischer, si cette circulaire est distribuée, moi je ne parle pas.» Je compris que valait mieux laisser ces lignes, dehors et le camarade Spies parla. C'est tout ce que j'ai à voir avec cette réunion. Le verdict prononcé contre moi n'a pas été dirigé contra un assassinat, mais contre l'anarchisme. J'ai la conviction que j'ai été condamné à mort parce que je suis anarchiste et non parce que je suis coupable. Moi, jamais je n'ai commis de crime de ma vie, je n'ai commis aucun délit. Mais je connais quelqu'un qui est sur la voie de devenir un criminel, un assassin — et cet homme c'est Grinnell, le procureur Grinnell, car il a fait comparaître ici des témoins qu'il savait fort bien qu'ils me porteraient préjudice. J'accuse le procureur Grinnell publiquement de coupable et d'assassin si je suis pendu. Cependant, si les classes dominantes croient qu'avec notre exécution l'anarchisme et les anarchistes seront détruits et extirpés, elles commettent une grave erreur, car pour les anarchistes le principe est plus précieux que leur propre vie. Un anarchiste est toujours prêt à mourir pour ses idées. Mais dans le cas présent je suis fausement accusé. Je suis condamné à mort parce que je suis anarchiste. C'est tout ce que j'ai à dire.»

GEORG ENGEL

Engel communiqua sa biographie de la manière suivante: «Je suis né le 15 avril 1836 à Kassel (Allemagne). Mon père était un pauvre maçon. Il mourut je n'ava's que huit ans. Je perdis ma mère à onze. Elle mourut du choléra. Mes frères furent envoyés à l'hospice et moi je fus confié à une famille pour vingt cinq marks par mois de pension. Ces gens là me faisaient mourir de faim et j'eus souvent recours aux voisins pour manger un morceau de pain. A l'âge de catorze ans je fus livré à moi-même. Je trouvai un cordonnier qui me prit comme apprenti. Mais il ne put me garder parce que j'étais en haillons. Je fus à pied jusqu'à Francfort où je me plaçai chez un plâtrier. En 1856 je me décidai à pratiquer la «Wanderschaft» et je parvins à Mainz, Cologne, Brême, Hambourg, Schlewig, Vienne, Budapest et Rome. De retour à Schewig en 1864, j'entraî dans un corps franc pour combattre contre le Danemark. Après la dissolution des corps francs je revins en Prusse et en Autriche pratiquant de nouveau la «Wanderschaft». Je fus à Berlin, Stettin, Mémel, Petersburg et en 1869 je retournai à Mecklembourg où je m'établiss comme plâtrier et je me mariai. Par suite de la loi sur la liberté de changer de domicile mon affaire fut ruinée et je partis en Angleterre où je trouvai une occupation à Winsford, près de Hastford. Là je restai approximativement un an, puis je partis en Amérique. A Philadelphie je contractai une maladie des yeux et je dus être hospitalisé. En 1874 je fus à Chicago où je montai un petit commerce de cigarettes, car, à cause de ma vue très faible je ne pouvais plus exercer mon métier. Le commerce ne marcha pas et j'équipai une cigarretterie que je possède encore. Je devins socialiste principalement en lisant les écrits de G. Conzett, le journaliste et écrivain qui habite la Suisse qui rédigeait alors le «Vorboten» de Chicago. Puis je devins membre actif de la «Lehr-und-Werkerem» et je pris part au mouvement du Parti Ouvrier Socialiste. Après avoir été trompé par les politiciens de Chicago aux urnes durant les élections, je revins d'abord vers la social démocratie radicale et ensuite vers l'anarchisme.»

LOUIS LINGG

Le confectionneur — mais non le lanceur — de bombes de dynamite, Louis Lingg, naquit le 9 septembre 1864 à Mannheim (Bade) Allemagne. Fils de gens pauvres — son père était journalier — il connut de très bonne heure la malediction de la pauvreté. A 13 ans un événement causa une profonde impression en lui. Son père qui travaillait chez un négociant en bois était occupé à remuer des pièces de charpente lorsqu'une de celles-ci tomba sur la glace du Rhin. Le père tentant de la rattraper fit rompre la glace et resta submergé. Il fut sauvé mais le froid qui l'avait saisi lui causa une maladie dont il ne se remit jamais. Son exploitateur en tira les conséquences habituelles: il commença par réduire son salaire, puis il le renvoya tout à fait (La fin en page 8)

Nina Van Zandt

por Federica MONTSENY

La figura moral de esta mujer adquiere singular relieve en el momento en que el drama de Chicago la proyecta sobre la pantalla de la Historia.

Nina Van Zandt era una joven americana, de origen holandés, perteneciente a la burguesía. Es decir, formaba parte de un mundo de comerciantes y de gentes adineradas, para las cuales la manifestación del 1º de mayo en Hyde Market y el proceso seguido contra los considerados cabezas dirigentes del naciente sindicalismo americano, mejor había de despertar hostilidad que simpatía.

Pero Nina, espíritu inquieto, alma mística y generosa, inmediatamente se sintió atraída por las nobles palabras pronunciadas ante sus jueces por aquellos cinco hombres, por las ideas por ellos expresadas y, de una forma particular, por la magnífica figura de Augusto Spies, director del diario obrero en alemán «Alarm», en cuyas páginas Spies había escrito muchos y muy bellos artículos.

Un amor desesperado y sin solución de continuidad, unió pronto a aquellos dos seres, que la muerta debía brutalmente separar. Pero la pasión de Nina no fué un capricho de niña mimada ni una exaltación de joven romántica, sino la integración profunda de una conciencia revelada a sí misma y que, de forma definitiva, despierta a un nuevo concepto del mundo, de los hombres, de la sociedad.

Para Spies, fué el consuelo y el terrible desgarró de sus últimos días. Haber encontrado un corazón y un espíritu de mujer realmente superior al borde de la muerte; saberse amado por un ser al cual no tuvo apenas el derecho de abrazar, fué, sin duda alguna, un suplicio más añadido a los muchos que física y moralmente le fueron infligidos.

Pero también un consuelo, sentir latir al unísono del suyo aquel corazón noble; saber que, con el sacrificio de su vida, ganaba para la causa a la que la había generosamente ofrendado, la simpatía y la adhesión ferviente de las almas superiores de su tiempo, encarnadas y simbolizadas en la de Nina Van Zandt.

Luchó ella desesperadamente por salvarles a Spies y a sus compañeros. Junto a Lucy Parsons, la abnegada compañera de Alberto, removieron cielo y tierra para arrancarles a la muerte.

Todo fué inútil. El capitalismo americano quería aquellas cinco cabezas y las obtuvo.

Muerto Augusto Spies, con sus compañeros, Nina continuó al lado de sus nuevos amigos, aportando a la defensa y organización de los obreros americanos, a la difusión de las ideas anarquistas en el Nuevo Mundo, todo el fervor que su desgraciada pasión había dejado vivo en ella.

La figura de Nina Van Zandt es una pura, una hermosa silueta de mujer ganada al ideal anarquista, como quería Bakunin ganar a las mujeres; por el sentimiento, por la conciencia, por el cerebro; por la canalización, hacia un ideal manumisor y revolucionario, del tesoro permanente de abnegación y de necesidad de prodigarse, de entregarse, que el propio instinto maternal, la misma naturaleza, desarrolla en el sexo femenino normal en grado superlativo.

Consideramos un acto de justicia evocar, para los jóvenes y las jóvenes de hoy, el recuerdo de esta mujer que, a los veinte años, por el amor de un hombre, hizo don de su vida a la humanidad entera.

La C.N.T. d'Espagne en exil

Le sentiment de solidarité qui a fait écrire tant de belles pages sur les luttes ouvrières a été réduit à sa plus simple expression. Les mouvements syndicalistes de type internationaliste vivent soumis à des intérêts. Ils se trouvent repartis en autant de groupes que d'Etats ou de nationalités qui les constituent sous le signe de sections. Et les actes de ces conglomérats de différentes conditions nationales (?) apparaissent comme la simple expression de propos doctrinaires communs, sans que les mêmes actes puissent converger vers des objectifs de lutte effectifs, pratiques et immédiats, car ces objectifs choquent inévitablement les intérêts des Etats, auxquels ils se doivent réellement, par dessus les affinités théoriques et véritablement syndicalistes.

Et chaque année qui passe accumule de nouveaux motifs, impose de nouveaux objectifs sur les déjà vieux survivants. C'est une accumulation de devoirs qui semblent nous séparer chaque jour davantage, des fins émancipatrices en vue desquelles furent créées les différentes Internationales. Cela s'explique par le simple fait qu'aucun objectif n'est atteint faute de lutte, de solidarité effective envers les travailleurs soumis à des régimes de tyrannie politique et économique.

A la portée du moins initié dans les pratiques de la lutte sociale, apparaît l'idée que si la solidarité internationale était d'un usage normal, une multitude de pays seraient libres, d'autres ne seraient pas tombés victimes de conjuration — aussi internationales — sous le joug d'un esclavage, indigne de pays civilisés. Il est triste de constater que le triomphe du capitalisme, sous ses multiples formes et couleurs, est la conséquence naturelle du déracinement du syndicalisme de ses origines de base.

★
Cependant la vie continue et, en face de la négation et du renoncement, la nécessité de vivre des hommes, surgit puissante, sans autre ambition que celle de vivre honnêtement de leur travail. La constatation d'un état de choses négatif dans ses résultats pratiques les pousse à étudier à rechercher une sortie à leurs inquiétudes justifiées, à fonder sur une réalité leurs espérances de paix, leurs aspirations de justice et de liberté.

Résumé biographique des martyrs de Chicago

(Suite de la page 7)

avec la phrase bien connue «mauvaises affaires», comme prétexte.

Louis Lingg se fit charpentier et, après l'apprentissage il fit la «Wanderschaft» (1) Il voyagea dans le sud de l'Allemagne et en Suisse. A Berne il entra en contact avec des anarchistes. Comme on sait le mouvement anarchiste était en ce moment là en Suisse en période de prospérité. C'était l'époque où émergeait la propagande par le fait, la période des attentats contre la police de Vienne; mais aussi celle des affaires de Merstallinger, Eisert, Cettinger et autres; l'époque où furent pendus à Vienne Karmerer, et Stellmacher. La Suisse était le centre des complots et il est probable que le jeune Lingg, qui n'avait pas encore 20 ans devait être attiré vers eux. Ce qui est certain c'est que Lingg connut Karmerer.

Les mesures du Conseil fédéral suisse contre les anarchistes étrangers et le désir d'échapper au service militaire poussèrent Lingg à émigrer en Amérique. Il arriva à Chicago en 1885 et se mit immédiatement avec les anarchistes. Il y avait à peine 10 mois qu'il était dans le pays lorsque se produisirent les événements de Haymarket. Son discours témoigne de son brillant comportement au procès.

Le 16 mars 1888 «Freiheit» journal de lutte et de culture de notre inoubliable camarade Johan Most, publia quelques pensées de Lingg qui furent trouvées dissimulées dans une cassette creuse prépa-

Ceux qui n'abandonnèrent pas, mais défendirent avec acharnement les principes Internationalistes, voient avec satisfaction combien le temps et le contradictions des systèmes sociaux en usage travaillent pour eux. Les hommes justes et réellement libres ont une perspective large et stimulante, dont la récompense doit consister essentiellement dans la satisfaction du devoir accompli et dans l'espérance qu'à la fin du chaos, que les structures sociales nous offrent, c'est seulement dans une société réellement basée sur la souveraineté de l'homme, dans l'égalité sociale et économique, dans la pratique de la fraternité humaine qu'il trouvera sa sauvegarde.

Animés de ces principes les hommes de la C.N.T. d'Espagne en Exil nous continuons fermes dans notre poste de combat, plus décidés que jamais à combattre pour la liberté de notre peuple et de tous les opprimés de la terre.

(Du Manifeste 1er Mai de la C.N.T. d'Espagne en exil.)

La marche ferme en avant est nécessaire

Le cercle de l'injustice et de l'esclavage doit être brisé. La marche décidée vers l'avant est une condition nécessaire de la rénovation. La nouvelle option appelle tous les hommes de bonne volonté, tous les combattants pour un monde réellement libre, à l'effort. Les Etats sous l'action consciente des travailleurs et des hommes rebelles doivent s'écrouler pour laisser le passage à la libre administration de la société et des choses directement par les travailleurs, par les citoyens eux-mêmes.

Les exigences du moment consistent à défendre les intérêts des travailleurs, les intérêts humains par-dessus l'Etat et par-dessus les classes dominantes. Il faut élargir les conquêtes de la classe ouvrière, celles à caractère revendicatif immédiat, sur l'augmentation des salaires, revalorisation du pouvoir d'achat, réduction des heures de la journée de travail, réclamer la journée de 6 ou de 5 heures et l'emploi des ouvriers en arrêt forcé de travail; vie économique et salaires adé-

quée dans la prison par celui-ci. Les voici:

«Qu'est-ce que l'anarchie?
»Une existence humaine digne pendant toute la durée de notre vie, car elle garantit à tous la parfaite liberté individuelle dans laquelle les besoins de l'homme sont satisfaits par la voie de la participation égale dans la jouissance de tous les biens de la communauté.

»La société libre (Anarchie) trouve ses limites dans les limites de la terre.

»Le but de l'anarchie consiste à garantir le plus de bonheur possible à tous.

»Cet objectif s'obtient par l'abolition totale de la domination.

»La domination est personnifiée par les exploités et les tyrans.

»Après l'abolition de la domination les travailleurs s'organiseront en conformité avec leur tempérament, les nécessités de la défense et de la consommation.

»La centralisation — c'est-à-dire la soumission des divers groupes de production et de consommation à un groupement d'individus dominateurs ou d'une majorité de gens également autoritaires — n'est pas recommandable car, de cette façon, il s'établit une domination nouvelle rendant illusoire les objectifs constatés de la société libre ou Anarchie.»

(1) Wanderschaft: signifie pérégrination professionnelle, comme chez nous le tour de France pour les charpentiers.

Liberté d'opinion

Chaque jour la presse des exilés politiques espagnols publiée en France voit son existence menacée.

Ce ne sont pas uniquement les journaux de tendance «communiste» que sont frappés d'interdiction.

«RUTA», organe des Jeunesses Libertaires espagnoles il y a longtemps fut suspendu. «NERVIO», une autre publication de l'exil l'a été aussi.

Maintenant, deux seuls mots dans une simple strophe d'une poésie — ceux de «criminel repent» — à la demande de Mr l'Ambassadeur d'Espagne à Paris, font comparaître devant le Tribunal de grande instance de Toulouse, Etienne Guillemau, français, directeur-gérant de la revue sociologique CENIT, une des revues culturelles qui honorent la presse des réfugiés espagnols, ouverte largement aux plus hautes expressions de la pensée universelle.

Voici ce qu'écrivit «La Dépêche du Midi» à ce sujet:

LE DIRECTEUR D'UNE REVUE EXILÉE ESPAGNOLE A TOULOUSE CONDAMNE POUR AVOIR INJURIE FRANCO

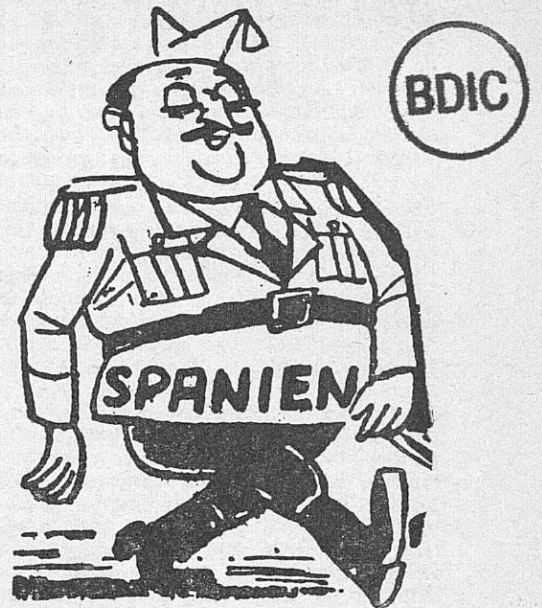
«Toulouse. — Ving et un ans se sont écoulés. Mais si, à l'intérieur, le gouvernement espagnol a su imposer — et à

quel prix — un semblant d'unité, au-delà des frontières rien n'a été oublié et la même impitoyable virulence dresse les uns contre les autres partisans aux ordres et adversaires exilés du régime franquiste.

Qu'on en juge plutôt par cet incident sans doute mineur, mais combien révélateur de l'irréductible barrière que trois années d'atroces souffrances ont dressé entre les fils d'une même nation.

La presse républicaine, dont on connaît la vitalité, éditée à Toulouse une revue littéraire intitulée «Cénit», qui répond au but louable de perpétuer la tradition culturelle libertaire. Le directeur en est un Français, sorte de don Quichotte moderne: Etienne Guillemau, comptable. Dans son numéro de mai 1959, on put y lire une poésie d'un poète ibérique, réfugié au Chili, Solano Palacio, qui sous le titre «Un criminel repent» vouait aux géomètres le caudillo et ses créatures. En des termes certes fleuris mais néanmoins injurieux, le général que l'on sait était assimilé à nombre d'oiseaux plus ou moins vilains, en un éloge qui n'avait rien de dithyrambique.

Or, le 23 juin 1959, M. Couve de Murville qui, ainsi que nul ne l'ignore, occupe les fonctions de ministre des affaires étrangères, recevait en son Quai d'Orsay une lettre de Son Excellence M. de Casas Rojas, ambassadeur de l'Etat espagnol en France, lui exposant en termes évidemment diplomatiques le chagrin qu'il avait ressenti à la lecture de cette œuvre vexatoire, et son étonnement qu'il existât encore des gouvernements à ce point démocratiques qu'ils tolérassent qu'un gaire intellectuel stygmatisé l'œuvre et la personne d'un dictateur. Or, M. de Casas Rojas, qui connaît la loi française, sait qu'elle punit ces faits qui constituent une offense à un chef d'Etat étranger. Il ne restait donc plus à M. Couve de Murville qu'à faire son devoir et de saisir la justice. Chose faite. Et Guillemau, assisté de Me Dutot, dut comparaître devant le tribunal de grande instance de Toulouse qui, en tant que responsable de la publication, lui a infligé une amende de 150 NF.»



Paroles de Pi y Margall

Nous voulons parler des associations. De ces associations nées spontanément au sein de nos sociétés industrielles, aujourd'hui nombreuses et importantes.

Ces associations commencèrent en Catalogne en 1841. Elles se propagèrent rapidement quelques années après. Bientôt elles se centralisèrent dans leur industrie respective et ensuite toutes ensemble, jusqu'à constituer, enfin, une organisation forte, puissante, habilement combinée, juste orgueil de ceux qui l'ont conduite à bon terme à travers mille obstacles et sous les coups incessants du capital et des pouvoirs publics.

Elles ont suscité contre elles de terribles haines ces nombreuses sociétés, mais injustement, très injustement. Les abus individuels ne doivent jamais peser sur toute une classe. De même que toute violation de la liberté d'autrui mérite une punition sévère, de même l'usage de la sienne propre est digne de protection et de respect. Si, les industriels, habitués à avoir à faire à des personnes faibles, comprennent qu'ils ont en face d'eux un adversaire dangereux, il ne leur reste qu'à soutenir la lutte et, s'ils ne le peuvent, qu'à s'incliner humblement. Cet adversaire était, comme eux-mêmes, sur le terrain du droit. Par les excès commis, ils n'avaient, en outre, pas lieu de se plaindre des associations, si ce n'est des autorités aussi insensées que lâches, qui les ont maintes fois provoqués pour se venger ensuite d'une façon inhumaine sur des têtes innocentes.

L'influence américaine sur le syndicalisme au Canada va en décroissant

La maîtrise des Etats-Unis sur le syndicalisme canadien va décroissant, alors que les Américains augmentent leur main-mise sur l'industrie canadienne, a dit M. Claude Jodoin, président du Congrès du Travail du Canada.

Parlant à la sixième conférence commerciale de Boston collégée, M. Jodoin a dit que 70 p. 100 des ouvriers syndiqués au Canada sont membres de syndicats internationaux, alors qu'en 1931, il y en avait 90 p. 100.

M. Jodoin a dit que l'industrie canadienne tombe de plus en plus sous la maîtrise des Etats-Unis: les Américains dirigent 41 p. 100 de l'industrie manufacturière canadienne; 73 p. 100 de l'industrie pétrolière et gazière; 52 p. 100 de l'industrie minière.

Le président du CTC a aussi déclaré que les syndicats internationaux laissent une autonomie de plus en plus grande à leurs membres canadiens.

Il y a une très bonne raison pour laquelle les travailleurs canadiens deviennent membres de syndicats internationaux, selon M. Jodoin.

« Leur association avec le syndicalisme des Etats-Unis leur a permis de s'organiser à un rythme qui aurait été autrement impossible. Même aujourd'hui, a ajouté M. Jodoin, les syndiqués canadiens ont avantage, tant au point de vue financier que sous d'autres rapports, à s'associer à leurs confrères du sud. »

ALLIANCE DE DEUX SYNDICATS

Deux syndicats ferroviaires rivaux ont décidé de conjuguer leurs efforts pour traiter de problèmes communs avec les employeurs canadiens.

Des instructions en ce sens ont été données aux Etats-Unis par la Fraternité des mécaniciens de locomotives, syndicat indépendant, et par la Fraternité de chauffeurs et mécaniciens de locomotives (CTC); deux organismes qui, depuis plusieurs années, se font la lutte. FIN D'UNE GREVE DE 32 SEMAINES

Une entente intervenue entre la compagnie Mastercraft Leathergoods et le Syndicat international des travailleurs de l'industrie de la sacoche a mis fin à une grève de 32 semaines.

Le syndicat a annoncé aujourd'hui que les parties se sont entendues sur les conditions du retour au travail et que les pourparlers se continuent en vue de la signature d'une convention collective.

A plusieurs reprises, au cours de cette longue grève, des négociations avaient été entreprises mais n'avaient pu aboutir.

PRESTATIONS AUX SANS-TRAVAIL

On comptait au Canada 805.195 personnes sans emploi, le 25 février dernier.

Toutes ces personnes avaient fait des demandes d'emploi aux bureaux du Service national de placement et aucune n'était placée.

Toutes cependant ne touchaient pas d'assurance-chômage. Les chiffres à cet égard s'obtiennent d'autre source et les plus récents ne correspondent pas nécessairement au nombre réel de chômeurs. Le 31 janvier cependant, le nombre global de personnes qui réclamaient des prestations d'assurance-chômage était de 782.542.

C. O.

BALCON MEXICAIN

Y-a-t-il crise chez les étudiants?

Dans la tribune libre de la jeunesse, Gustave Santaella, étudiant en Droit, a soutenu une conférence au sujet des problèmes de l'université autonome et de la mission de l'avocat.

Le débat a été véhément. Des questions dramatiques ont été posées. Existe-t-il une crise chez les étudiants?

Froids ou chauds, Dante chôtie les tièdes et avec raison. Il vaut mieux affronter une crise qu'avoir à faire avec l'aboulie de l'indifférence. Une crise est une mutation dans une maladie grave qui annonce la possibilité des extrêmes: fin ou guérison.

On a dit: la politique des étudiants est corrompue. C'est peut-être vrai — bien que pas entièrement —; mais la politique des étudiants ne pourrait pas être différente — pour la raison de l'exemple; — l'exemple est l'école de l'humanité — d'aucune façon la politique pratiquée par les respectables adultes y compris les professeurs et maîtres.

Au milieu des angoissantes désorientations au sujet des valeurs que nous vivons, il est nécessaire de revenir à quelques prémisses essentielles, les répéter, les triturer avec une patience inusitée.

Le problème n'est pas seulement chez les étudiants; c'est un problème social. La crise est vécue par la société sous toutes ses formes. Ce n'est pas un problème de jeunes étudiants — en quelque sorte privilégiés —; c'est la problème de la jeunesse en général: des étudiants de polytechnique, de ceux de l'Ecole Nationale de Maîtres, comme des jeunes paysans.

Ce n'est pas non plus un problème national, c'est celui de tout le monde. Il faut réviser les concepts fondamentaux qui, chaque fois, dégénèrent et dont la signification a changé en accord avec les intérêts des groupes ou des hommes en lutte.

Nous imaginons, par exemple, que jeunesse et liberté sont deux concepts qui vont la main dans la main. Nous ne voudrions pas imaginer les jeunes compromis avec des régimes où il n'y aurait pas de liberté et si l'exercice de formes absolutistes et, cependant, il y a des centaines, ou des milliers, le nombre importe peu, de jeunes gens qui ne comprennent pas que liberté et centralisation du pouvoir sont des termes antithétiques; que les jeunes n'ont rien à faire lorsqu'il s'agit d'une dictature quel que soit le prétexte qu'on invoque; car on n'arrive jamais à la liberté par les sentiers de la dictature.

Le monde contemporain ne laisse pas les jeunes vivre librement. Peut-être est-ce là le centre psychologique de ce problème des rebelles qui, en qualité d'effet destructeur, font sentir leur présence en réclamant impérieusement un bien qui leur soit adéquat. La première

Par José Muñoz Cot

des choses qu'a fait la jeunesse — toujours — c'est se lever pour lutter pour un bien dans le temps et dans l'espace de la génération qui les intéresse. Il y a en eux une sourde rébellion contre ceux qui ne leur fournissent pas l'opportunité de vivre amplement, dans toute leur magnifique extension, leur vie juvénile, la vie à laquelle ils ont droit.

Il y a des jeunes qui demandent communion entre les universitaires et le peuple. Ceci n'est pas nouveau sans doute; mais c'est toujours d'actualité. Il y a bien des années que le vieux prince Kropotkine, s'adressant aux jeunes étudiants qui, leur cours préparatoire terminé, allaient entrer dans les Facultés, leur demandait ce qu'ils allaient faire. Et il le leur demandait avec angoisse: «Se servir du titre comme d'un moyen d'enrichissement personnel?»

Dans cette lutte éternelle combien de fois le travailleur ne s'est-il pas demandé inutilement: «Où est donc cette jeunesse à qui un enseignement supérieur a été donné à nos dépens; où se trou-

Algunos datos estadísticos de España

POBLACION

1797	10.500.000	habitantes
1857	15.500.000	»
1900	18.500.000	»
1930	23.563.000	»
1950	28.000.000	»

— De 1930 a 1950 la población ha crecido el 23,8 %.

— El 55 % de la población es eminentemente rural.

— El 35 % puede considerarse de carácter urbano.

POBLACION ACTIVA (1954)

10.793.057	personas, o sea el 38,6 %.
Agricultores	5.271.037
Trabajos industriales (industrias, minas, construcción)	2.708.615
Comercio y transportes	1.118.979
Servicios	1.522.475

En 1864 había:

Campeños	2.390.000
Artesanos	600.000
Obreros industriales	150.000
Mineros	26.000

Médicos (1954): 20.198 (uno por cada mil habitantes).

1877 — Maestros: 20.721.

1877 — Escuelas: 18.439. — Población escolar: 3.270.696 niños de ambos sexos.

El aumento de escuelas (de 1855 a 1908) ha sido de 1009 en 50 años. ¡20 escuelas por año!

1954 — Escuelas: 60.708. — Población escolar: 4.761.385 niños y niñas.

EJERCITO ESPAÑOL

Año	Generales	Oficiales	Soldados
1898 ..	499	23.587	113.000
1906 ..	495	25.612	142.000
1931 ..	632	21.995	105.000
1946 ..	—	40.934	500.000

PARTIDAS DEL PRESUPUESTO (1954) (En millones de pesetas)

Guerra	4.183,2
Marina	1.453,2
Aire	1.868,6
Marruecos	992,2
Interior	3.367,1

DEUDA PUBLICA (En millones de pesetas)

1850	3.852,2
1899	8.121,6
1936	24.615,4
1945	43.977,9

— En 1955 rebasaba los 73.000 millones.

LA IGLESIA EN ESPAÑA

— En 1750, 200.000 eclesiásticos poseen casi la mitad de las tierras.

— En 1931, la Iglesia Católica Romana posee en España: 11.921 propiedades rurales; 7.828 propiedades urbanas, 4.192 terrenos.

El valor declarado de sus bienes alcanza 76 millones; se calcula que en realidad rebasa los 85 millones.

(En estas cifras no están comprendidas las propiedades de los jesuitas, bien disimuladas.)

— En 1931, hay en España: 2.919 conventos, 763 monasterios, 36.569 religiosas, 8.396 frailes, 35.000 curas seculares.

En total (no incluidos los jesuitas) 83.000 personas religiosas pagadas por el Estado.

1950: — La Iglesia percibe del Presupuesto del Estado 286 millones y pico de pesetas.

— La riqueza de los jesuitas y demás eclesiásticos está valorada en el tercio de la riqueza nacional.

— A la Compañía de Jesús y Congregaciones religiosas pertenece casi totalmente la compañía «La Trasatlántica».

— Participan jesuitas y otras Congregaciones en empresas navieras, de ferrocarriles, eléctricas, entre ellas «Unión Electro», «La Electra de Madrid», en industrias como el «Electrodo», en una cadena de emisiones de radio «Sociedad Española de Radio-difusión», en Editoriales y gran prensa; en los Bancos del grupo *Urquijo, Hispano-Americano, Banco Central*, etc.

SALARIOS

Indice de salarios	Coste de vida
1913	100
1930	95
1936	93
1939	290
1946	612

Publicaciones

libertarias y sindicalistas

«Le Combat Syndicaliste». — Francia. «CNT». — España (Exilio), Tolosa. «Solidaridad Obrera». — España (Exilio), París.

«Suplemento» de «Solidaridad Obrera». — Francia.

«Solidaridad Obrera». — México. «Tierra y Libertad». — México. «Solidaridad». — Uruguay.

«Organización Obrera». — Argentina. «Bolletino de Informazione della U.S.I.». — Italia.

«Solidarited». — Noruega. «Brand». — Suecia.

«Arbetaren». — Suecia. «El Sol». — Ecuador. «C.T.V.». — Venezuela.

«Semilla Libertaria». — Venezuela. «Presencia Anarquista». — Chile.

«Umanità Nova». — Italia. «Agitazione du Sud». — Italia. «Volontà». — Italia.

«World Labour News». — Inglaterra. «Wiews and Comments». — U.S.A.

«L'Adunata dei Refrattari». — U.S.A. «Juventud Libre». — Francia. «Boletín de la 4-5 Región» (Ródano-Alpes). — Francia.

«Nuestra Ruta». — Bulgaria (Exilio). «Tierra Vasca». — Argentina.

Algunas de las principales huelgas generales e insurrecciones obreras

1855 Huelga general en Barcelona. (Reivindica el derecho de asociación y va contra la dictadura del general Zapatero.)

1891 1º de Mayo. — Huelga general en Cataluña y Zaragoza por la jornada de 8 horas. (En 1890 el Congreso del Partido Obrero Socialista Español toma el acuerdo de combatir en el Congreso Internacional de Bruselas toda proposición aconsejando la huelga general. En 1891 se celebra el Congreso ampliado de Madrid, convocado por los Internacionalistas (libertarios) para determinar sobre la cuestión de la huelga general. Sobre 122 delegados, 9 se declaran partidarios de la acción política.)

1900 Huelga general en Barcelona.

1900. Huelga general en el Puerto de Bilbao.

1901 Huelga general de la Metalurgia en Barcelona.

1902 Huelga general en Barcelona por solidaridad con los metalúrgicos. (Movimiento insurreccional que asombra a los trabajadores del mundo.)

1903 Mayo. — Huelga general en Barcelona.

1906 Huelga general en Barcelona.

1909 Huelga general, decidida por *Solidaridad Obrera*. — Insurrección popular, conocida por *Semana Sangrienta*.

1917 Huelga general en todo el país. (Participan la U.G.T. y la C.N.T.)

1919 Huelga general derivada del conflicto conocido por *La Canadiense* (Riegos y Fuerzas del Ebro). La huelga más importante en Cataluña, dirigida con técnica de lucha admirable. A ella dedicaremos un capítulo de nuestro estudio.)

1923 Huelga general del transporte en Barcelona.

1918-23 Apartir de 1918 hasta 1923, las huelgas generales y parciales abundan. Nos ocuparemos también de ellas. (De 1923 a 1930, dictadura de Primo de Rivera.)

1930-36. — De 1930 a 1936, las huelgas (parciales y generales), los motines e insurrecciones son numerosas e importantes con las insurrecciones libertarias de Figols, las de diciembre 1932 y enero 1933, la campesina de Andalucía; la huelga general de trabajadores de la tierra, el movimiento revolucionario de Asturias en 1934. (Dedicaremos a estos hechos una parte de nuestro estudio.)



Desarrollo del movimiento obrero y social español

LA CORRIENTE LIBERTARIA Y SINDICALISTA REVOLUCIONARIA

- 1870 — Junio — Congreso constitutivo de la **Federación Regional Española** (Sección de la Primera Asociación Internacional de los Trabajadores).
Se celebra en el Teatro Circo de Barcelona. Están presentes 90 delegaciones, que representan más de 40.000 trabajadores.
- 1871 — Septiembre — Conferencia de Valencia, (clandestina) de la Sección Española de la Internacional. Decide dividir España en cinco regiones orgánicas de la Sección. Se pronuncia por las Federaciones de Oficio. Define su actitud declarando que la Federación «es la verdadera representación del Trabajo y debe verificarse fuera de los gobiernos políticos; que toda participación de la clase obrera en la política gubernamental, no podría producir otros resultados que la consolidación del estado del orden de cosas existente, lo cual necesariamente paralizaría la acción revolucionaria socialista del proletariado.»
- 1872 — 2º Congreso de la F.R.E., en Zaragoza. Cuenta con 102 Federaciones Locales, 60 Secciones, 284 Secciones de Oficio y 8 Uniones de Oficio.
- 1873 — 3er. Congreso de la F.R.E. en Córdoba. Forman parte de la F.R.E., 236 Federaciones Locales, 119 Secciones y 10 Uniones de Oficio.
- 1874 — 1881. — Epoca de clandestinidad después del golpe de Estado del general Pavia, que consuma la caída de la 1a. República Española, y del golpe del general Martínez Campos, que restaura la monarquía borbónica.
La Internacional en España es disuelta por decreto de Serrano y García Ruiz, gobernantes. Hay más de 2.000 trabajadores deportados a la Isla del Corregidor.
- 1874 — Junio — Congreso (clandestino) de la F.R.E., que se celebra en Madrid. Están presentes 47 Federaciones Locales. Decide que, a partir de dicha fecha, los Congresos serán reemplazados por **Conferencias Comarcales** (Regionales). La primera de éstas se celebra en 1875, en Barcelona.
- 1881 — Congreso de Septiembre de la F.T.R.E. Se celebra en Barcelona. Reconstituye la Sección Española de la Internacional bajo el nombre de **Federación de los Trabajadores de la Región Española**. Participan en él 136 delegados, representando a 140 organismos obreros.
Las delegaciones, excepto 8 de tendencia socialista autoritaria, en nombre de las entidades que representan, se declaran **anarquistas-colectivistas**.
- 1882 — 2º Congreso de la F.T.R.E. Tiene lugar en Sevilla. Asisten 216 delegados. Representan a 663 Secciones y 218 Federaciones Locales. Cuenta la F.T.R.E. con 59.000 afiliados. Ratifica su declaración anarquista-colectivista. Toma resoluciones sobre la huelga, la jornada de 8 horas y la Revolución Social.
- 1883 — 3er. Congreso de la F.T.R.E. en Valencia. Participan en él 152 delegados, 222 Federaciones Locales, 539 Secciones.
- 1884 — Congreso extraordinario de la F.T.R.E.
- 1887 — 4º Congreso de la F.T.R.E. en Madrid.
- 1888 — Congreso de Valencia — Septiembre — Reemplaza la F.T.R.E. por la **Organización Anarquista de la Región Española**, compuesta de grupos y personas a base de un centro de relación.
- 1889 — Congreso que constituye el «Pacto de Asistencia y Solidaridad» de los Trabajadores de la Región Española.
- 1896 — Ley de represión contra el anarquismo completada por la creación de un cuerpo de policía judicial especial.
- 1900 — Congreso de Madrid — Octubre — Constituye la **Federación de los Trabajadores de la Región Española**, sobre la base de un simple pacto o alianza. La Federación agrupa cerca de 52.000 miembros y reemprende la obra del **Pacto de Unión y Solidaridad**. Participan en el Congreso 150 Organizaciones.
- 1901 — Congreso de las **Organizaciones Obreras** no adheridas al reformismo. Adopta la táctica de la huelga general por la jornada de 8 horas y la liberación de los obreros encartados en cuestiones sociales.
- 1905 — La F.T.R.E. traslada su Comité Federal a La Coruña.
- 1907 — Constitución en Barcelona (agosto) de **Solidaridad Obrera**, con 57 Sociedades adheridas. En octubre aparece el periódico «Solidaridad Obrera».
- 1908 — 1er. Congreso de la Federación Regional **Solidaridad Obrera**. Ratifica principios, tácticas y finalidades de la Primera Internacional.
- 1910 — Congreso constitutivo de la **Confederación Nacional del Trabajo**. Están representadas 96 Uniones Locales y además 43 Secciones se han adherido. Se define en un sentido sindicalista revolucionario con finalidad libertaria.
- 1918 — Congreso de Sans, de la **Confederación Regional de Cataluña**. Adopta la modalidad de los **Sindicatos Únicos**. Asisten 164 delegados, que representan a más de 70.000 afiliados.
- 1919 — Congreso Nacional de la C.N.T. en Madrid. Se celebra en el Teatro de la Comedia. Asisten 414 delegados, que representan 714.028 trabajadores. Adopta las tácticas de acción directa y la declaración de principios del comunismo anárquico.
- 1927 — Conferencia Anarquista en Valencia. Se constituye la **Federación Anarquista Ibérica**.
- 1931 — Congreso Nacional Extraordinario de la C.N.T., en Madrid. Asisten 418 delegados, representando 511 Sindicatos con 535.665 miembros. Los adherentes a la C.N.T. son unos 800.000.
- 1932 — La C.N.T. tiene 1.400.000 afiliados.
- 1932 — Congreso constitutivo de las **Juventudes Libertarias**.
- 1936 — Mayo — Congreso extraordinario de la C.N.T. en Zaragoza. Reafirma principios y tácticas. Formula el concepto confederal del **Comunismo Libertario**. Adopta una proposición de Pacto de Alianza Revolucionaria con la U.G.T.

CORRIENTE MARXISTA

LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES

- 1888 — Primer Congreso de la U.G.T.: 29 Secciones, 3.355 afiliados.
- 1890 — 2º Congreso U.G.T.: 54 Secciones, 5.457 afiliados.
- 1892 — 3er. Congreso U.G.T.: 97 Secciones, 8.014 afiliados.
- 1894 — 4º Congreso U.G.T.: 97 Secciones, 8.553 afiliados.
- 1896 — 5º Congreso U.G.T.: 70 Secciones, 6.154 afiliados.
- 1899 — 6º Congreso U.G.T.: 66 Secciones, 15.267 afiliados.
- 1902 — 7º Congreso U.G.T.: 226 Secciones, 32.778 afiliados.
- 1905 — 8º Congreso U.G.T.: 351 Secciones, 56.905 afiliados.
- 1908 — 9º Congreso U.G.T.
- 1912 — 10º Congreso U.G.T.: 360 Secciones, 127.098 afiliados.
- 1914 — 11º Congreso U.G.T.
- 1916 — 12º Congreso U.G.T.
- 1920 — 13º Congreso U.G.T. (Por 110.902 votos contra 17.919, se adhiere a la Internacional Sindical de Amsterdam).
- 1922 — 15º Congreso de la U.G.T.
- 1930 — La U.G.T. cuenta con 277.011 afiliados.
- 1932 — 17º Congreso de la U.G.T. (La U.G.T., después de la proclamación de la segunda República, llega a contar en 1932 con 1.041.539 afiliados).

Las luchas sociales en España

(Viene de la pág. 12)

rasmo político, del desequilibrio económico. El pueblo, las clases humildes y menesterosas sufren de ese desbarajuste y de esa situación. Pero los trabajadores persisten en reagruparse, a pesar de las dificultades. Forman sus sociedades de resistencia. Hasta sin formarlas, se unen y luchan y ayudan espontáneamente, practicando el principio de lucha directa y de solidaridad. En 1855 reivindicaban virilmente en Barcelona el derecho de asociación. Hacen frente a la dictadura de Zapatero. Proclaman y sostienen la primera huelga general en la capital de Cataluña. Y Barcelona es bombardeada por la fuerza al servicio del orden y del despotismo. Se quiere someter a los trabajadores. Mas el proletariado militante se abrirá camino.

Antes ya se habían producido las primeras huelgas en Barcelona, a pesar de ciertas medidas liberales adoptadas para mejor consolidarse por la Regencia, en sus primeros años, de 1836 a 1840. En 1843 han surgido las rebeldías de los campesinos en las tierras del Sur, reprimidas salvajemente por el general Narváez. Fuerte de su autoridad represiva, entrenado en los medios despóticos y con sus adictos, instrumentos policíacos y complicidades que no faltan, da su golpe militar, e impone «paz» mientras hace reinar durante diez años su sistema de terror en la infelicitada España. Intrigas de Palacio, nuevos golpes militares con O'Donnell, Serrano y Prim; una reina y una corte disolutas; 53 ministerios de 1833 a 1853 solamente; paralización de trabajos, masas hambrientas, miseria general, hacienda pública en ruinas, motines que estallan en distintos lugares, descontento y malestar general creciendo intensamente dan idea de la situación real de España y de la incubación de una revolución indispensable y necesaria.

EL MOVIMIENTO OBRERO ESPAÑOL

En 1868 la Revolución llega... Desgraciadamente, es sólo política. No es social, aunque no hay revolución política que pueda eludir o soslayar el problema social, el más urgente y apremiante de todos los tiempos y de todas las épocas, en todas las latitudes, porque en él va ligada la vida del hombre, el ser y la libertad de su persona, su dignificación individual y humana. Esclavizar al hombre, explotarlo, ha sido siempre degradarlo. Reconocerle el derecho a ser el mismo, en igualdad de condiciones morales y sociales, constituye la mejor forma de elevarlo y de contribuir a la dignificación de la especie humana. Ya la Internacional, cuya aurora apuntaba en 1864, después del grandioso estallido de la Revolución francesa de 1879-93 y de la misma de 1848, respondía a este principio moral y sociológico.

Topete se subleva en Cartagena y Prim y los demás conjurados acuden, estallando el movimiento insurreccional triunfante. La reina Isabel II cae. No son los generales los que han derribado su trono: aparte intrigas y ambiciones, y hasta querellas y disputas políticas, es la realidad social de España la que exige el cambio. Cortes Constituyentes. Busca de un soberano para España en las Cortes de Europa. La rivalidad de los Estados, de Napoleón III y de Bismarck, interfiriéndose. Al fin, se encuentra y elige

a Amadeo de Savoya para rey de los españoles sin que sepa expresarse siquiera en la sonora lengua de Cervantes y de Lope de Vega. Prim, el llamado «liberal», cae asesinado en Madrid, antes de que el nuevo monarca, al que habían ofrecido él y las Cortes, con sus 171 votos, la Corona en suelo español. ¿Qué fuerzas oscuras trabajan en España y que con los más secretos y terribles procedimientos han tenido siempre a tenerla atada corta? El rey extranjero, desconocedor del país, se verá constreñido a abdicar pronto.

Mientras, el movimiento obrero español, con sus asociaciones dentro de la ley o al margen de ella, continuamente



ANSELMO LORENZO (1841-1914)

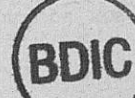
disueltas éstas y perseguidos los hombres que se distinguen en las luchas sociales, ha ido creciendo y adquiriendo pujanza. La acción y la voz de los anarquistas y de los internacionales se hace oír por primera vez en España con acentos nuevos y vigorosos, que recogen las aspiraciones milenarias del pueblo y en las que los ecos de las gestas de una corriente de rebeldías populares nunca extinguida infunde brio de puro abolenismo revolucionario, prestigios de resonancias históricas, proyectándose hacia el porvenir. Habla, se expresa el Movimiento obrero español con su propio acento, con su propia acción. Pero viene también enriquecido por el aporte de saber sociológico universal. Pi y Margall ha introducido a Proudhon en España, desde su Cataluña y de Madrid. Abreu, el exilado de 1823 a tierra gala, da a conocer a Fourier en Andalucía, donde las teorías de éste no tardarán en ponerse en práctica. Tierras abonadas las de la Península para el socialismo anárquico, para el federalismo integral, para las ideas del pacto entre iguales, respetando fundamentalmente la personalidad humana. Y si en Cataluña hay una masa obrera ya instruida y cultivada, las ideas de renovación encuentran eco, cosa sublime, como las de Galileo y los evangelistas de la leyenda en sus prédicas entre los pobres, en los campesinos de esa Andalucía maravillosa y reducido a un estado espantoso de miseria; entre esos rudos segadores alimentados con magra ración de gazpacho y habitando en viviendas-pocilgas, analfabetos la gran mayoría de ellos, pero con una dignidad de hombre que impone y con una inteligencia natural que asombra.

Ya Anselmo Lorenzo da a conocer también su palabra y consagra al proletariado militante, trazándose vía libre hacia

LA CORRIENTE MARXISTA

EL PARTIDO OBRERO SOCIALISTA ESPAÑOL

- 1888 — Primer Congreso del Partido Obrero Socialista Español, en Barcelona. Asisten 18 delegados, representando 20 grupos.
- 1890 — 2º Congreso del P.S.O.E. 12 delegados representan 20 grupos. Decide que el Partido participará en la lucha electoral. Toma el acuerdo de combatir la **huelga general** en el Congreso Internacional Socialista de Bruselas.
- 1892 — 3er Congreso del P.S.O.E., en Valencia. 25 delegados representan 32 de los 35 grupos del Partido. Elabora su programa municipal.
- 1894 — 4º Congreso del P.S.O.E. con 29 delegados y 34 grupos.
- 1898 — El P.S.O.E. presenta 2 candidatos en las elecciones legislativas. Obtiene cada uno 3.101 votos.
- 1899 — 5º Congreso del P.S.O.E., en Madrid. Asisten 31 delegados, que representan 44 grupos. Toma el acuerdo de publicar «El Socialista».
- 1901 — En las elecciones de diputados dos candidatos socialistas obtienen 4.400 y 3.458 votos respectivamente.
- 1902 — 6º Congreso del P.S.O.E. 48 delegados representan a 73 grupos.
- 1903 — El P.S.O.E. tiene 11 representantes en los Municipios.
- 1905 — 7º Congreso del P.S.O.E. Cuenta el partido con 150 grupos. Tiene 75 concejales en 30 Municipios (3 en el de Madrid).
- 1908 — 8º Congreso del P.S.O.E.
- 1910 — Por primera vez el P.S.O.E. saca un diputado a Cortes, por Madrid: Pablo Iglesias, que obtiene 40.599 votos en las elecciones legislativas.
- 1915 — Congreso del P.S.O.E. 125 delegados representan a 238 grupos.
- 1921 — Congreso Extraordinario del P.S.O.E. Rechaza la adhesión a la III Internacional por 8.808 contra 6.025. Esta decisión provoca la salida de la minoría, que funda el Partido Comunista Español, el 13 de abril de 1921.



su emancipación y conquistando su derecho a participar en el «banquete de la vida». Fanelli, el emisario de la Internacional y de Bakunin, de la Alianza, llega a su vez a Madrid. Los Lorenzo, los Borrel, los Sentinón, los Morago, los Farga-Pellicer, toda una pléyade de hombres inteligentes, dinámicos, con la luz del Ideal en la mente y el corazón henchido de bondades y esperanzas, de fe en la acción del proletariado y en el progreso de la Humanidad, aparecen. Con ellos, el benjamín, Pablo Iglesias Mora, Mesa y otros, más tarde descarriados hacia el socialismo reformista, contrario éste a la tendencia *libertaria* de España, en la que el mismo Pray Luis de León (Joaquín Costa *dixit*) ya era partidario de una sociedad sin Estado.

LA ORGANIZACION OBRERA SE CONSOLIDA

Un magno acontecimiento se produce: *Primer Congreso Obrero* celebrado en Barcelona en junio de 1870, con representaciones de toda España trabajadora, con la mirada fija en los problemas de Iberia y en los del mundo, con el pensamiento también orientado hacia la Internacional y a buscar soluciones positivas a la cuestión social, universalmente planteada. La España laboriosa unida planta bandera en ese Congreso más allá de la República y de los partidos políticos, aun de los llamados federales y socializantes, y proclama el colectivismo anárquico como finalidad y el federalismo integral, y da base federativa a la propia organización obrera. El proletariado militante español será ya para siempre más fuerza propia, fuerza con propios objetivos emancipadores, y la Internacional tendrá en España, en todo tiempo, uno de sus más fuertes y sólidos baluartes. Aparece «Solidaridad» en Madrid, la «Federación», órgano de las Sociedades obreras, en Barcelona, otras publicaciones proletarias y libertarias más. Aplastada sangrientamente la gloriosa Commune de París, 23 años más tarde de la Revolución de 1848, el yerno de Carlos Marx, Paul Lafargue, se presenta en la capital de España, exilado. Con él, Pablo Iglesias y su grupo de iniciados al socialismo marxista, reciben gran refuerzo. Y ya la escisión en el movimiento obrero español se perfila. La Internacional tendía a unir a los trabajadores del mundo. El marxismo los

producidos más que por otra cosa por el hambre y la miseria, por las injusticias de los amos, de los señoritos y de los caciques, cuyo argumento contundente son los fusiles de la guardia civil, de correa, cartuchera, tricordio y alma negros, no han dejado de producirse. El mismo Paul y Angulo, amigo de Prim, ha contribuido a incitarlos. El *cantonismo* se manifiesta con virulencia y se propaga, mezclado con la agitación social. Y la primera República española no vacila en dirigir contra él su ejército y sus cañones para aplastarlo, como el sanguinario Thiers, en 1871, tampoco vaciló en dirigirlos contra el pueblo de París para hundir la Commune. Aparece Fermín Salvochea, el apóstol



S. GUSTAVO (1865-1939)

de la Anarquía, en las tierras de Andalucía, llamadas también «tierras de María Santísima». Su palabra, como más tarde la de los José Sánchez Rosa, Dr. Vallina, Ojeda, Soledad Gustavo y tantos otros propagandistas ácratas e internacionalistas, es escuchada con fervor y entusiasmo; es comprendida por los hombres de alma clara y de corazón desbordante de sentimiento humanitario y lo es por las multitudes sedientas de pan y de justicia. Si la agitación es viva en el Sur, también gana terreno en muchas partes de España. De nuevo la sangre de los campesinos andaluces y de los trabajadores españoles, como después durante la Monarquía y también en el período de la Segunda República, riega generosa y abundante un suelo que ha sido teatro de tantas luchas. Cuba, la rica colonia española, perla de las Antillas, se subleva también contra el dominio hispano. Algunos años después, de aquel Continente que descubrió Colón, ofreciéndolo a los Reyes Católicos, cuyas riquezas sirvieron para mantener las castas de hijos ociosos del privilegio y de menguados feudales y oligarcas, mientras los hombres útiles eran mandados como soldados a los madereros lejanos; riquezas que, por otra parte, pasaban dilapidadas a las arcas de los banqueros de los Países Bajos y de otros pueblos, que las aprovechaban para su industria y su desarrollo comercial; de aquel Continente americano al cual se entonaron tantísimos líricos cánticos, para la infortunada España no quedará ya nada. En el Norte del mismo Yanquiandía elevará su potencia y la extenderá por todos lados en el curso de los años y tras el proceso de Independencia de los pueblos de las Américas.

DIVISION ENTRE INTERNACIONALES: LIBERTARIOS Y MARXISTAS

La Internacional es también puesta fuera de ley por la República. Después de la *Commune*, aunque aplastada y masacrados los federados insurgentes, la burguesía mundial es presa de íntimo pánico. La Internacional, la Verdad, el Socialismo, la Anarquía, el mundo del trabajo, el movimiento obrero que más tarde ha de transformarse en consciente y eficaz *Sindicalismo revolucionario*, superando la acción de los gremios y de las sociedades de resistencia, están en marcha. Representan el progreso. A éste es difícil detenerlo. La burguesía, el capitalismo tienen conciencia de ello, y temen. Por eso en todas partes cesi se ligan la manta a la cabeza y se preparan, llenos de odio y de soberbia, para impedir el avance de las nuevas fuerzas renovadoras que tienen por objetivo la transformación social.

En España, el general Pavia da su golpe, y la República ni resiste. Estaba ya caída. No supo ganar a su lado al pueblo, la única fuerza viril y de energías nuevas que podía defenderla. La Restauración de los Borbones, con el golpe de Martínez Campos, en 1874, es

un hecho. Alfonso XII queda proclamado rey. Siguen dominando en España la Iglesia, la aristocracia, la nobleza, las castas parasitarias, los grandes feudales terratenientes, el caciquismo, las oligarquías... Pero la burguesía va adquiriendo mayor fuerza de día en día, sin que llegue ni en mucho a contrabalancear la suya la de tal conglomerado. Algunas nuevas industrias se crean; se desarrolla algo la economía del país. Ha habido otros Congresos obreros en la Península. También nuevas persecuciones y desafueros de los gobernantes y de los poderosos. Cánovas del Castillo, sucediendo en el gobierno a Sagasta, impone su política draconiana. Congresos y reuniones obreras en la clandestinidad. Persecución continua y feroz, acentuada contra los internacionalistas y los anarquistas. La Federación Regional, Sección Española de la Internacional, la Federación de Trabajadores Regional Española, otras federaciones de distinto nombre que han ido manteniendo la continuidad de la tradición obrera libertaria militante, desde 1870 a final del siglo XIX, han tenido sus altas y sus bajas. Pero constituyen indiscutiblemente, unidos o dispersos sus efectivos, aun con discordancias internas y con sus cuadros y efectivos diezmados constantemente por la represión gubernamental, la fuerza mayoritaria del Movimiento Obrero español. Puede constatarse con estadísticas en la mano (1) que hacen referencia al desarrollo de los efectivos organizados de los trabajadores españoles. En 1888 se fundan el Partido Obrero Socialista Español y la Unión General de Trabajadores (UGT), de tendencia marxista. La U. G. T. cuenta, al fundarse, con 29 Secciones y 3.355 afiliados. El P.S.O.E., al celebrar su primer Congreso, tiene 20 grupos, representados por 18 delegados. En cambio, al Congreso constitutivo de la Federación Regional Española, en 1870, ya había 90 delegados, que representaban 40.000 trabajadores; en el III Congreso de la F.T.R.E., celebrado en 1881, en Sevilla, han estado representadas 663 Secciones, 218 Federaciones Locales, con 59.000 afiliados y el Congreso se declara anarquista-colectivista, se pronuncia por las huelgas y por la acción directa, por la jornada de 8 horas y por la Revolución Social. Hay que tener presente, además, que, de 1874 a 1881, el movimiento obrero y el anarquismo, en general toda la acción de la clase obrera en España, han tenido que desarrollarse en la clandestinidad. En 1880 ha habido seria lucha campesina en Andalucía, en Castilla, en las provincias vascas, en Valencia, en Tarragona... En Barcelona, huelgas, incendio de la fábrica de hilados Morell, destrucción de las máquinas; el estado de guerra ha sido proclamado por el Gobierno.

En 1883, hay, solamente en la cárcel de Jerez, 400 presos, que han pertenecido a 150 Federaciones Locales. Los Corbacho y 7 personas más son ejecutados en Andalucía, en 1884.

En el mismo 1888, hay agitaciones y atentados sociales en el campo y en los centros industriales, huelgas de las minas de Río Tinto, en Andalucía, en Barcelona, donde los obreros forman el «Pacto de unión y solidaridad» en el Congreso de Sociedades de Resistencia de la capital. Los mártires de Montjuich son consecuencia derivada de esas luchas. Molas, Borrás, etc., están entre los mártirizados. Federico Urales y Tarrida del Mármol se ven envueltos en el tristemente célebre proceso. Tarrida, libertado, gana Londres y, desde allí, contribuye a la campaña internacional contra los verdugos. Son fusilados en los fosos de la fortaleza Ascheri y cuatro de los encartados en este proceso, en mayo de 1897. En junio del mismo año, Angiolillo, atenta contra la vida de Cánovas del Castillo, jefe del Gobierno español y le mata. Alfonso XII había fallecido en 1885 de muerte natural, sucediéndole la Regencia de María Cristina, su esposa, en espera de la mayoría de edad del que había de ser proclamado Alfonso XIII, último rey de los Borbones en España. En Cuba el gran Martí proclamaba la independencia en 1895 y el 30 de diciembre de 1896 Rizal, que había luchado por la de las Islas Filipinas, era fusilado. En abril de 1898, los Estados Unidos rompían las hostilidades con España, a propósito de Cuba y de las Colonias españolas; y después del desastre naval de Cavite, con el tratado de París, en diciembre, quedaba liquidado el imperio colonial español, al que ya antes nos habíamos referido. Se completaba la liquidación con la venta a Alemania de las islas Marianas y de las Carolinas. Así terminaba el siglo XIX español y empezaba el siglo XX con la huelga general en el puerto de Bilbao y con insurrecciones campesinas en Cádiz y otros lugares.

EL IMPULSO RENOVADOR

El anhelo renovador, al margen de la clase obrera y de sus luchas, lo expresaban unos pocos intelectuales de ácido acento pesimista: Ganivet, Baroja, Unamuno, Azorín... En el campo socialista habían dejado oír su voz Vera y algunos otros intelectuales de prestigio.

En el campo anarquista la pluma recia y culta de Ricardo Mella proclamaba la bancarrota de todas las creencias y el más allá del ideal... Francisco Giner de los Ríos, Cossío y la Institución Libre de Enseñanza libraban batalla contra el obscurantismo religioso en materia de educación. Joaquín Costa, el «león de Graus» había dejado oír sus airados rugidos justicieros, combatiendo «la chusma parasitaria de chaqueta y levita, la inmensa falange de tuberculosos de es-



RICARDO MELLA 1861-1925)

piritu», la plaga de caciques y oligarcas y, proclamando que España «había fracasado como Estado guerrero, echaba doble llave al sepulcro del Cid.»

La crisis y la decadencia de la Monarquía, de las clases dominantes, de los partidos políticos tradicionales; el caos en que habían sumido a la nación, llevándola de desastre en desastre, era bien notorio y evidente. España seguía en la necesidad de renovarse, de hacer su Revolución, de echar por la borda los obstáculos tradicionales que se oponían a su libertad y progreso. La burguesía, faltada de visión, de empuje y de un moral elevada, no podía dar serio impulso siquiera a un movimiento de liberalismo que recogiera algo de esa necesidad renovadora hondamente sentida por el pueblo español. La intelectualidad, despegada del pueblo y aún sumisa a las pragmáticas religiosas y a la autosubordinación castradora para no topar con los intereses creados, salvo raras excepciones individuales, tampoco podía asumir tarea renovadora efectiva. La juventud carecía de vibración espiritual, de verdaderas inquietudes, de energías rebeldes por lo general. Los partidos políticos nuevos no contaban con fuerza. Sólo la clase obrera consciente, confiando en sí misma y en su propio esfuerzo, saturada de sano idealismo libertario; esta clase en la que el espíritu de libertad y de justicia prende hasta elevar a sus hijos, a los hijos del pueblo, hasta las cumbres del sacrificio y del heroísmo; esta clase que iba a dar vida al *Sindicalismo revolucionario* y a la *Confederación Nacional del Trabajo* en el siglo XX, era capaz de llevar adelante tal misión regeneradora, renovadora y revolucionaria. Y a su esfuerzo podían contribuir —muy pocos lo han hecho en los tiempos difíciles— todos los hombres de buena voluntad que, ocupando esfera social más elevada, tenían plaza en la lucha para afirmar también la libertad y la justicia en tierra ibérica.

Tal es nuestro resumen del siglo XIX español. Y la Historia de España, de las luchas sociales y del movimiento obrero español continúa (2).

(Este estudio terminará en el próximo número del Suplemento «AIT».)

(1) y (2) Véanse los resúmenes cronológicos: Luchas sociales y políticas en España. — Huelgas generales. — Desarrollo de la corriente marxista. — Desarrollo de la corriente libertaria, etc. — Para completar estos datos: consultar el libro de la culta profesora y compañera Renée Lamberet «*Les Mouvements Socialistes - L'Espagne*».

Ver igualmente, en las páginas del Suplemento «AIT», el resumen del compañero José Viadiu, antiguo director de la revista «Estudios Sociales» sobre el Movimiento Anarquista en España.



F. SALVOCHEA (1842-1907)

dividirá tres veces: al provocar el divorcio dentro de la Primera Internacional de Trabajadores; al crear los partidos socialistas; al fundar la III Internacional y los partidos comunistas en el mundo. La disociación de los obreros y de las fuerzas que han abrazado el marxismo de las corrientes libertaria y sindicalista revolucionaria, ha sido de pesadas y funestas consecuencias para el proletariado mundial y para los pueblos de toda la Tierra. Y sin embargo —históricamente los hechos lo vienen confirmando— no hay soluciones más viables que las libertarias para resolver el problema social y contribuir a crear un sistema armónico de convivencia humana dentro de la libertad, del respeto mutuo y de la solidaridad, valores eternos y necesarios.

Volviendo al hilo de nuestra referencia histórica, tras esta breve digestión, en España el rey Amadeo abdica. El II de febrero de 1873, se proclama la primera República, más tímida y miedosa que la del 1792 en Francia. Ministerios Figueras, Pi y Margall, Salmerón y Castelar, que no duran más que unos pocos días. Castelar, espíritu aburguesado, gran tribuno, enemigo acérrimo de la Internacional... En Andalucía y otras provincias lindantes, los motines y disturbios,

El movimiento obrero español

por Germinal ESGLEAS

INTRODUCCION

El pueblo español, mosaico de pueblos de típicas e inconfundibles características: de castellanos, de aragoneses, de catalanes, de valencianos, de vascos, de gallegos, de andaluces, bautizado SPANIAM por los fenicios, no nació para ser esclavo.

Las tribus del Norte, que lo arrancaron a la dominación romana, los alanos y los vándalos que atravesaron Iberia; los suevos, los godos y visigodos; los mahometanos que, conducidos por Tarick, a través del mar, la invadieron y se extendieron en casi todo el suelo, permaneciendo plantados en él durante más de ocho siglos, no absorbieron a los autóctonos, ni dominaron su espíritu indómito y rebelde. Tampoco lo consiguió la Reconquista y los Reyes Católicos, al rechazar hacia tierras africanas a los árabes y al echar a los judíos, dando pie al apogeo del fanatismo católico e inquisitorial, entronizando la Monarquía absoluta y centralizadora, con los Carlos V y Felipe II, combatiendo encarnizadamente para que en el mundo ganara la batalla la Contra-Reforma.

No han sido en España los indomables los reyes, sino los hijos de la tierra ibérica, a los que ni la Inquisición ni el despotismo, aun ejerciendo poder omnimodo, han podido doblegar ni menos vencer.

La tierra de los Viriato, de los Comeneros de Castilla, de los Padilla, y Maldonado; la de las «Germanias» de Valencia y de Mallorca; la de los «nyerros», de los payeses de remensa y de las libertades catalanas; la del Fuero Juzgo y de los Justicias de Aragón, de los Lanuza y del tercer Estado plantando con dignidad y entereza cara al soberano; la de los Fueros Vascos; la de los Riego, Mariana Pineda y Torrijos; la de Agustina de Aragón, la del Dos de Mayo, del Empecinado, de las «guerrillas»; la de los Fermín Salvochea, de los Francisco Ferrer, de los «Tero», de los Pey, de los Archs, de los Boal, de los Teixido, de los Seguí, de los Layret, de los Ascaso, de los Durruti; la de los Galán y García Hernández; de los José María Martínez, de los Luis Companys, de los Zugazagoitia, de los Peiró, de los Acín, de los Alcrudo, de los Isaac Puente, de los Villaverde, de los Mauro Bajatierra, de los Ballester, de los Raúl Carballeira, de los Amador Franco; la de la Revolución de julio, de la España heroica, insumisa e invicta; la de tantos centenares de luchadores anónimos y de tantísimos oscuros mártires por la causa de la libertad y de la justicia social, no se hizo para que en ella imperara la servidumbre y la tiranía.

La tiranía se la han impuesto con violencia persistente y continuada fuerzas extrañas a ella; regimenes que no concuerdan con su naturaleza, con su espíritu, con su alma rica y compleja, con su psicología, con su mentalidad y su propio, digno y elevado sentido de la vida. Se la han impuesto monarcas extranjeros, Austrias y Borbones, y sobre todo, la inmensa araña negra vaticana extendiendo sobre ella sus asquerosas patas e impidiendo con sus sutiles telarañas, cuando no ha podido con los tormentos de un Torquemada o de un Arbués o con sus legiones de dominicos y jesuitas a su servicio, su voluntad omnipotente, nunca aceptada por el pueblo, aunque a veces se hayan proferido por fanatizadas y castradas multitudes gritos de «Vivan las caenas».

España — las Españas — es un pueblo que tiene vocación de libertad. Que la necesita como respirar del propio aire y disfrutar de su espléndido sol. Que suspira por ella, la anhela, la sueña, aunque todo el mundo se coaligue para negársela; que sabe luchar y morir heroicamente defendiendo las causas justas y libres. Que siente la vocación y la necesidad de la libertad, imprescriptible e inalienable, integral; que

sabe luchar y morir por ella y que la conquistará al fin, porque al final de su lucha empecinada y de su constancia, bajo el impulso de su indomable espíritu y de su tenaz rebeldía, está la victoria.

PANORAMA GENERAL

A partir de 1840 el movimiento obrero español empieza a manifestar su vitalidad con mayor brío. Está iniciado ya, paralelamente, el desarrollo industrial, lento, que da nacimiento a una clase burguesa de no muy poderosos medios financieros y que no consigue arrinconar a la artesana y media. En Cataluña es la industria fabril y textil, sobre todo, la que adquiere importancia. Sigue siendo España, país de predominio latifundista, de grandes terratenientes, de economía agrícola predominante y de cultivo descuidado y atrasado, por incuria de una nobleza y aristocracia que es propietaria de inmensas partidas de su suelo, de grandes hacendados, de más de doscientos mil clérigos que, con sus cofradías y conventos, disfrutaban de inmensas regalías. Esas gentes ni trabajan ni cultivan las tierras; no las dejan explotar y condenan al hambre crónica a los habitantes de las villas, de las aldeas,

de las mismas ciudades. Atraso en el agro, cultivo del fanatismo y de la ignorancia por los gobernantes y las gentes de la Iglesia, en lugar de facilitar el desarrollo de la economía del país, la extensión de riqueza y medios de vida, bajo el esfuerzo del trabajo de los campesinos —más de dos millones de familias sin tierra (la mitad de la población activa, condenada al ocio forzado y al hambre). Fuentes de energía sin explotar, riquezas naturales inexploradas, minas como las de Río Tinto, vendidas al extranjero para que el Estado, exhausto en sus cajas más que mal administradas, pueda hacer frente a sus deudas, a sus gastos, que van en aumento creciente, a un ritmo alarmante. Una industria tímida y raquítica, con casi dos siglos de retraso sobre la marcha de la de otros países, Inglaterra y Francia y hasta la misma Holanda, sin hablar de la que más recientemente había adquirido desarrollo en la América del Norte.

El siglo XIX ha sido en España pródigo en acontecimientos de importancia y trascendencia. La invasión napoleónica en 1808. Un rey — Carlos IV —, y una Corte que, cobarde, indignamente se plegan. Un pueblo que con fiera altivez levanta la cabeza —el 2 de mayo

en Madrid— y que hace frente al invasor, organizando sus valerosas guerrillas. Un pueblo que, con su Resistencia, con sus combatientes no militarizados, bate a las veteranas y aguerridas huestes del emperador que había soñado apoderarse del mundo y contribuye a eclipsar la buena estrella de Napoleón I.

El liberalismo asoma en el país en 1812. El fruto viene de abajo; lo ha hecho fermentar el heroico sacrificio popular. Desde arriba se intenta canalizarlo, darle forma, cuerpo y doctrina, introducirlo como una política de gobierno. La Constitución de 1812 queda impregnada de esos aires nuevos, España quiere vivir, y vivir en libertad. Quiere terminar con el absolutismo. Acabar con la Inquisición... Promesas y felonías reales... Fernando VII. Las potencias europeas vencedoras de las armas napoleónicas, fuerzan al pueblo español hacia ajeno destino. Riego y los suyos se insurreccionan y son fusilados. Los Cien Mil Hijos de San Luis, apuntalan y consolidan de nuevo el absolutismo, mantenido en la persona de Fernando VII hasta su muerte, acaecida en 1833. La Inquisición ha sido abolida oficialmente en 1820, pero los elementos, actuando bajo la capa del Angel Exterminador, especie de Ku-Klux-Klan, dedicado a la exterminación física, civil y moral de los hombres de tendencia liberal y avanzada de la Península, han ido haciendo su obra.

España cuenta con el 80 por 100 de analfabetos en la época. La Iglesia tiene máximo interés en que se conserve la ignorancia del pueblo, pues así tendrá más campo abonado a la superstición, y las ideas «demoniacas» — las de tendencia liberal avanzada, las de los enciclopedistas, la luz de la ciencia y de la verdad — tardarán más tiempo en poder propagarse entre el pueblo, en poder penetrar en él.

España cuenta en esa época con 14 millones de habitantes. En tiempos de los Reyes Católicos (1479) contaba con unos 10 millones. Con la expulsión de árabes y judíos, descendió su población, de la misma manera que se empobreció económica e intelectualmente. En 1700, la población española era de 6 millones de habitantes. En 1857 rebasa los 15 millones. En 1900, llega a los 18 millones. En 1950, a los 28. En 1960 alcanza los 30. En 100 años ha habido un aumento de más del 80 por 100. Es la sexta nación europea por su población absoluta. De 1930 a 1950 ha habido rápido ascenso de la población, alcanzando el 23 % en dichos años. Ese ritmo de crecimiento demográfico aún se acelera en los últimos años transcurridos hasta nuestros días. Y no lleva trazas de disminuir.

En 1864 se cuentan 2.390.000 campesinos en la población española. 150.000 obreros industriales, 26.000 mineros, 600.000 artesanos. En 1950 la población activa es de 10.793.057 personas, o sea el 38'6 por 100. Dedicados a la agricultura, 5.250.000 (el 48 por 100 de la población activa); a trabajos industriales, el 17'4 por 100; a servicios, el 16 por 100; al comercio y trasportes el 10 por 100.

La desaparición de Fernando VII no termina con los males de España. La Regencia de María Cristina y la entronización de Isabel II vienen a complicar aún más las cosas. Estallan las guerras carlistas, éstos levantándose contra los constitucionales. El Vaticano atiza el fuego, colocándose sin recelo al lado del pretendiente don Carlos. El abrazo de Vergara pone fin a las guerras carlistas. La Iglesia nada ha perdido. La amortización de los bienes del clero, fruto éstos de la rapiña eclesiástica, que ha intentado llevar a cabo Mendizábal, en un momento en que la Regencia precisaba del apoyo liberal, es contrarrestada por la Iglesia, que se resarce con el Concordato de 1851.

El país sigue presa del caos y del ma-

(Continúa en pp. 10 y 11)

PRESENTACION

Nuevo paso adelante

Aparece hoy el Suplemento de «AIT». Así lo habíamos prometido a los compañeros y a los lectores de nuestro órgano internacional y así se cumple. Nos cabe esta satisfacción íntima, sin duda compartida por todos los que aman de veras a la Asociación Internacional de los Trabajadores. Creemos que habrá júbilo mutuo al tener el Suplemento en las manos y al leer sus páginas.



no hubiera más medios que ahora en ciertas épocas, en aquellas que la A. I. T. ha llegado a rebasar el millón de afiliados. Quizás, en ciertos aspectos, faltaba iniciativa y audacia.

Hoy, con menos medios lanzamos a la calle un nuevo vehículo de cultura sociológica, de expresión del pensamiento sindicalista revolucionario y esencialmente libertario. Y lo hacemos con confianza, convencidos de que llegará a arraigar, a afirmarse, a tener largos años de existencia. De los sencillos Boletines roneotyp, de los impresos de simple presentación, pasamos a publicaciones que, modestamente lo repetimos, porque así nos lo dicen muchos compañeros e incluso personas ajenas a nuestros medios, van acrecentando el prestigio de nuestra Internacional y nos aportan nuevas simpatías.

No hay obra que no requiera esfuerzo, perseverancia. Nuestra voluntad tenaz no desfallece ante las dificultades. Con escasos medios emprendemos la marcha del Suplemento. Este irá apareciendo periódicamente, al menos cada trimestre, o sea cuatro veces al año. Y trataremos de superarlo cada vez más. Para ello es indispensable que los compañeros nos ayuden. Que se interesen verdaderamente por asegurarse una larga vida. Que adquieran, propaguen y difundan el órgano de la A. I. T. y su nueva publicación. Esta viene a completar y a ampliar la propaganda, a abrir más ancho surco al verdadero pensamiento internacionalista, fiel a los principios de la Primera Internacional de Trabajadores. Viene a sembrar y a esparcir en todas partes y en todos los terrenos del mundo, la semilla del sindicalismo revolucionario, del Movimiento libertario, a los que la acción consciente de los trabajadores debe dar en todo momento impulso decisivo.

Depende de todos y de cada uno el que esta tarea sea fecunda y el que el Suplemento «AIT» tenga buen éxito desde un principio. Confiamos en vosotros, tanto como en nosotros mismos, compañeros y amigos de la A.I.T. para ir dando cima a la obra de la Internacional.

Damos hoy un paso más hacia adelante en la obra positiva que viene realizando nuestra Internacional con el concurso de todos los compañeros y simpatizantes y gracias a la cooperación común.

En los años que lleva de existencia, desde 1922 a la fecha, la A.I.T. no había conseguido presentar unas publicaciones como las de que hoy dispone y lanza en circulación. No es que

A 165972

A. I. T. T.



BDIC

ORGANE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
Association Internationale des Travailleurs — Associazione Internazionale dei Lavoratori — Internationella
Arbetar Associationen — International Working Men's Association — Internacia Laborista Asocio

ADMINISTRATION ET CORRESPONDANCE :
Esgleas, Joseph—A.I.T.-C.N.T.—4, rue Belfort.
C. C. P. 934-56 — TOULOUSE (H. G.)

Mensuel bilingue (Nouvelle Série) ★ 32 Année ★ Num. 34
PRIX: 0,50 NF
OCTOBRE 1960
Abonnement : 6 mois 4 NF — 1 an 7 NF

Rédaction : A.I.T.-C.N.T.
Bourse du Travail
— Place St Sernin —
TOULOUSE (H.-G.)

EDITORIAL

Le mouvement ouvrier international

La faiblesse du mouvement ouvrier international ne réside pas seulement dans le manque de nombre des ouvriers organisés dans chaque pays. Il consiste principalement dans le manque de combativité de la classe ouvrière; dans sa carence de conscience révolutionnaire propre et, par définition, nettement émancipatrice.

En présence des nécessités du moment, les travailleurs, dans la plupart des endroits, se sont préoccupés uniquement d'obtenir des avantages immédiats indispensables. Et ils ont remis à plus tard, s'ils ne l'ont oublié, l'objectif finaliste d'une véritable transformation sociale. En beaucoup d'endroits, les avantages obtenus toujours passagers les ont bernés. Il s'est produit, dans de grandes couches ouvrières un véritable embourgeoisement de mentalité; une castration de l'esprit révolutionnaire, ce qui est le pire de tout.

C'est ainsi que, peu à peu, ils se sont adaptés et ils s'adaptent au milieu capitaliste et étatiste, au lieu de le renverser et de le faire disparaître.

Dans cette position conformiste et décadente, plus que dans son action propre, dans beaucoup de pays on a compté sur l'action politique et, particulièrement sur les partis politiques ouvriers. Tel est, par exemple, le cas de l'Italie, de la Grande Bretagne, de la France, de l'Allemagne pour ne pas citer d'autres nations. Et lorsque la crise, de soi-disant démocratie s'est produite dans certaines d'entr'elles, les ouvriers, divisés par leurs propres partis politiques, par manque d'entraînement dans l'exercice de l'action directe massive et organisée de classe, par défaut d'impulsion révolutionnaire propre, se sont vus réduits à l'impuissance ou ont été obligés de se replier dans une attitude défensive. En face du capitalisme organisé et d'un Etat superlativement armé de moyens répressifs et corrupteurs, ils ont démontré leur impuissance. Et, d'aucune manière, ils n'ont pu songer à une action décisive de grande envergure, appelée à rompre le cercle de fer du système qui a su les faire prisonniers.

Aujourd'hui, la C.I.O.L.S., tout comme la Fédération Syndicale Mondiale, la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens et les syndicats dits autonomes se trouvent dans cette situation. Aucun de ces organismes n'est capable — il n'y pense même pas — de livrer une bataille à fond contre l'Etat ou le capitalisme privé d'entreprise ou étatiste, par ses syndicats, ses sections et fédérations affiliés respectivement, dans une partie quelconque du monde. Et lorsque, dans quelque pays, mettons les Etats-Unis d'Amérique, les syndicats parlent de «radicaliser» leur position, ils ne vont pas plus loin que d'essayer d'exercer une pression plus directe sur les pouvoirs publics ou les entreprises, qui ne dépasse pas une simple et vaine menace. Attachés à leurs compromis d'Etat et aux intérêts de l'«Economie Nationale» directement ou indirectement, lorsque le Pouvoir

public ou le capitalisme montre les dents, ils cèdent et s'inclinent. Ils ne cherchent pas à passer outre à la «doi», à la «convenance nationale». Leur action syndicale s'enferme dans le cercle qui la rend compatible avec eux.

Ce n'est pas celui là, ce ne peut être celui-là, le rôle de l'A.I.T. La mission de l'A.I.T. c'est de galvaniser l'action des travailleurs en position de combat irréductible, en face de l'Etat, contre lui et le capitalisme, en même temps que défendre et élargir les conquêtes immédiates, ainsi que les avantages pour les travailleurs en tous lieux. Sa mission c'est de transformer le système et les systèmes sur lesquels s'appuie l'injustice et l'oppression-démocratique ou totalitaire — par la voie de l'action directe des ouvriers eux mêmes. Et si, aujourd'hui, ils ne disposent pas d'une force suffisante ni de moyens pour cela, ils ne doivent pas cesser un seul instant, en aucun moment, de proclamer énergiquement cette nécessité et ce but, ni de travailler avec ténacité pour l'atteindre.

Si les masses ouvrières continuent à faire la sourde oreille et s'adaptent aux systèmes qu'ils devraient avoir intérêt à détruire et à abolir pour se sauver, c'est tant pis pour eux et pour tous. Ce n'est pas pour autant que nous renoncerons, nous

Une nouvelle vague de répression se prépare en Espagne

Au «Diario Oficial» (Journal Officiel) vient de paraître le texte des modifications introduites dans les lois qui, en 1947, firent tomber, sous la juridiction militaire, une série de délits, apparentés à la rébellion militaire armée ou qualifiés tels.

Aujourd'hui il n'est pas précisé que la rébellion doit être armée pour être jugée par les tribunaux militaires. Voici en quels termes sont rédigés les textes qui modifient et amplifient la loi de 1947:

«Sont considérés comme coupables de rébellion militaire:

1°) Ceux qui font circuler des nouvelles fausses ou tendancieuses afin de troubler l'ordre public intérieur.

autres à nos objectifs finalistes et idéaux. Nous devons nous maintenir fermes dans cette position et dans cette attitude, avec la conviction inébranlable qu'un jour, plus ou moins proche, les travailleurs désabusés du réformisme et des totalitarismes, verront clairement que c'est de notre côté que se trouve la raison. Alors, joints à nous et avec tous ceux qui soutiendront nos principes et nos méthodes, ils lutteront pour la plus juste des causes. Et l'A.I.T. deviendra aussi, plus puissante qu'elle ne l'a jamais été.

de provoquer des conflits internationaux ou de porter atteinte au prestige de l'Etat, de ses institutions, du gouvernement, de l'armée ou des autorités espagnoles.

2°) Ceux qui, de quelque manière que ce soit, se réuniraient pour conspirer ou prendraient part à des réunions, conférences, ou manifestations tendant aux mêmes fins.»

Les grèves, grèves des bras croisés ou les actes de sabotage, pourront également être considérés comme délits de rébellion militaire.

Ces dispositions appliquent aux délits sus-mentionnés les sanctions prévues par le code de justice militaire contre le délit de rébellion, peines qui vont de la réclusion à la peine de mort.

Toutes ces dispositions ont été prises après avoir orchestré une propagande à l'intérieur et à l'extérieur à propos de supposées organisations conspiratives dans lesquelles se seraient trouvés quelques imprudents et inexpérimentés à la tête desquels apparaît quelque figure d'illuminé. Mais, toutefois, rien de sérieux se rattachant à la vie ou aux agissements responsables de ce que nous pourrions appeler partis ou organisations classiques.

Mais le but poursuivi est tout autre. Il s'agit d'avoir sous la main tous les moyens afin de pouvoir étouffer «légalement» toute opposition en Espagne même et surtout celle qui débordant le simple cadre prolétarien, envahit les sphères intellectuelles, les milieux étudiants et le cercle de la bourgeoisie mécontente.

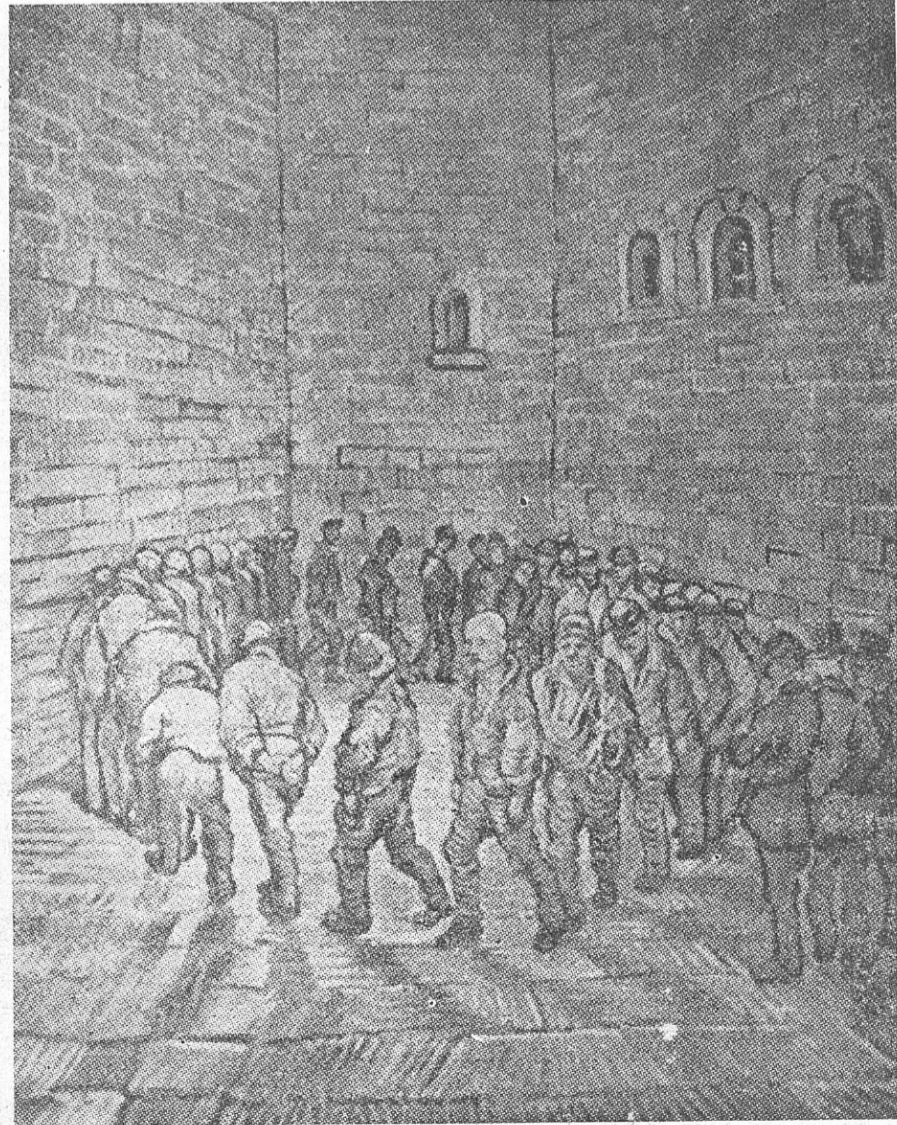
La mesure va contre les ouvriers de la C.N.T., de la U.G.T., des partis socialistes et républicains, contre les communistes, contre les catholiques de gauche et même contre les démocrates-chrétiens et les carlistes. La mesure va contre tous et tout ce qui est susceptible de s'opposer au franquisme ou de s'organiser contre lui. Franco ne désarme pas et les intérêts qui le soutiennent ne sont certainement pas prêts à céder encore le pas à personne.

Ces dispositions mettent en évidence deux choses: que Franco et son régime se préparent à la résistance. Que Franco et son régime redoutent la coalition de tant de forces hostiles, de tant de secteurs agissant contre lui dans un climat d'arrêt forcé et de paralysie industrielle progressive.

Jamais une preuve de force n'avait été plus imminente ni si flagrante. L'Etat policier qui domine en Espagne se prépare, en face des démocraties, dont le concours économique et le soutien politique lui sont indispensables, à livrer le combat avec une apparence de légalité préalablement fabriquée.

Répetons-le: Il a peur de l'opposition, il sait que la lutte sera rude. Mais il n'y renonce pas, il ne la fuit pas, en raison d'impératifs catégoriques et inéluctables dont le principal est l'instinct de conservation.

(De «CNT» - France.)



SYMBOLES DES TEMPS MODERNES

suras y mar. 100

F. D. 2893

U.R.S.S. : « Qui ne travaille pas, ne mange pas »

La presse soviétique mène ces derniers temps une campagne contre le parasitisme, la fainéantise, la spéculation, etc.

La spontanéité n'est ni le trait caractéristique du régime bolchevique ni même une exception dans la vie courante. Toute initiative, toute manifestation d'indépendance, tout acte et toute expression de pensée ou de crique apparemment libres sont exclus s'ils ne sont pas préalablement ordonnés et orchestrés. Même une petite correspondance signalant des abus et irrégularités insignifiantes ne pourrait être insérée dans les journaux si elle ne traduit une attitude déjà déterminée par le Parti. Tels ou tels faits existent et peuvent exister, des phénomènes flagrants peuvent se produire et se reproduire pendant des années, des abus et infractions se commettent quotidiennement, mais tant que le Parti ne prend pas l'initiative de les dénoncer, ils restent officiellement inexistants, bien que tout le monde en parle de bouche à oreille. Et si le Parti se décide, enfin, à signaler un fait archiconnu, c'est qu'il y a d'excellentes raisons que ne sont d'ailleurs pas le plus souvent celles qui sont afficellement affichées.

Cette « règle d'or » s'applique à toutes les manifestations publiques de la réalité soviétique, et le rôle des observateurs impartiaux connaissant cette réalité consiste justement à trouver les vraies raisons de chaque campagne déchainée par la presse.

Le 16 juin 1960, « Pravda » publiait en deuxième page une lettre de Leningrad, signée par huit ouvriers communistes dont deux membres du Parti depuis 1918. Cette lettre, intitulée par le journal « *Le individualistes des jardins collectifs* », révélait que beaucoup de jardins collectifs mis à la disposition des ouvriers étaient répartis, contrairement à la loi, en lopins individuels, transformés en véritables petites exploitations privées qui produisent pour le marché des fruits, des fraises, des légumes, des fleurs dans un « but spéculatif ». Certains avaient construit sur ces terrains des villes et des hôtels particuliers qu'ils louaient pour des dizaines de milliers de roubles. Les auteurs citaient les noms de ces privilégiés où la place d'honneur revenait à une bonne douzaine d'ingénieurs et des chefs responsables.

Le 3 juillet, une seconde lettre semblable provenant de la région de Moscou, publiée cette fois en 6^e page, venait confirmer l'existence des mêmes faits scandaleux. Encore une quinzaine de noms de notables du régime abusant de la « légalité socialiste » sont cités. Mais ici les infractions s'avéraient plus graves, car les auteurs laissaient entendre qu'en vertu d'un décret de 1952, toute construction dans la zone des jardins collectifs dans un rayon de 50 km. autour de Moscou, était interdite et qu'en dehors de cette zone n'était autorisée que la construction de baraquements d'une superficie limitée de 6 à 10 m. carrés. L'existence de ce décret n'a pu empêcher certains « jardiniers » d'élever de grandes villas et d'autres constructions avec terrasses spacieuses, etc. D'autres ont monté un véritable commerce de terrains, et d'autres encore utilisent le travail salarié pour exploiter leurs jardins.

La campagne s'élargit et s'acharne : « Pravda » du 31 publie des extraits de toute une série de lettres faisant écho à celles publiées auparavant. Tous leurs auteurs sont unanimes pour dénoncer les « aspirations de petits propriétaires » chez ces « jardiniers » qui transforment leurs jardins en exploitation de marché, dans le but de réaliser des bénéfices personnels, en utilisant la terre de l'Etat. Ils soulignent que parmi les individualistes figuraient des ingénieurs et techniciens responsables dont les jardins étaient aménagés au compte des usines. Un correspondant de Sverdlovsk précise : « Certains individus effectuent librement la vente des terrains à jardins. Les prix sont fabuleux : 15 à 20 mille roubles par lopin. » Il y a toujours des citoyens qui depuis 15 et 20 ans ont quitté la campagne, abandonnant les terrains qui leur avaient été affectés et s'installant définitivement en ville. Pendant ce temps, ils se sont procuré des logements confortables, et tout en continuant d'en jouir, ils récupèrent, grâce à la tolérance des autorités locales, les terrains abandonnés pour y construire des maisons de campagne. D'autres correspondants laissent entendre que certains « jardiniers quittent avant l'heure les entreprises et se dépêchent d'aller travailler sur leurs terrains particuliers », etc., etc.

Enfin, « Pravda » du 6 septembre publie

un article sous le titre « *Les parasites* », signé Alexey OULESSOV — « deux fois héros du travail socialiste ». Cet article est une révélation. Le « parasite », cette fois, est un agronome qui avait réussi à se procurer près de la ville de Stavropol une parcelle de 30 hectares de terre riche, mise entièrement à sa disposition. Il avait trouvé des affairistes avides et organisé une exploitation typiquement capitaliste, avec les machines et le personnel nécessaires, etc. L'agronome en question, qui pourtant avait été formé, remarque l'auteur, sous le régime soviétique, conserva pour son propre usage un terrain dépassant 1 hectare, destinant le reste aux autres affairistes. Mais il ne faisait rien, c'étaient les autres qui travaillaient son terrain pour lui. Il payait « en nature » en leur distribuant des lopins de cette terre dont il disposait en vrai possesseur.

Parallèlement à cette campagne contre les spéculateurs, « Pravda » a ouvert une autre campagne contre les fainéants sous le vieux mot d'ordre : « *Qui ne travaille pas, ne mangera pas* ». Son numéro du 24 août ouvre le feu en donnant compte-rendu d'une conférence à ce sujet à l'usine d'automobiles « Likhatchev » à Moscou, conférence à laquelle participaient 300 activistes. Les auteurs de cette correspondance, Boyanov et Tarassov, laissent entendre que cette conférence avait été précédée d'un travail approfondi de préparation et de documentation théorique. Les orateurs, se référant toujours dans leurs interventions à Lénine et partant du slogan : « *Qui ne travaille pas - ne mangera pas* », ont parlé de l'existence « des fainéants, des parasites, des spéculateurs ». Un certain Goriatchev cita le cas d'un individu qui depuis 4 ans ne faisait rien et chicanait tout le temps. Il parla aussi d'aspirations de petits bourgeois, d'individualisme, de spéculations et particulièrement de spéculation sur les automobiles, les logements, les villas, etc.

Deux jours plus tard, le 26 août, « Pravda » publiait, comme premier écho de cette conférence, une lettre collective en provenance de l'usine de machines agricoles de Moscou, confirmant le même phénomène. Les correspondants citaient différents cas de jeunes gens qui ne pouvaient ni le voulaient s'habituer au travail. L'un ne travaillait pas depuis plus de six mois, un autre buvait souvent, une femme ne faisait rien depuis plusieurs années, un quatrième, enfin, avait perdu depuis longtemps le goût du travail, etc., etc. Et la lettre de conclure en mettant les points sur les « i » : « *Le mépris des parasites n'est pas une arme suffisante. Il faut les obliger à travailler* ».

La campagne se poursuit. Une page spéciale lui est déjà consacrée dans le « Pravda ». Les numéros du 28 août et du 5 septembre délatent d'autres faits et cas de parasitisme et de spéculation dans d'autres localités : Leningrad, Bakou, etc. Enfin, la « Pravda » du 10 septembre publie le compte-rendu d'une conférence du Comité Central du PCUS sur les problèmes de la propagande idéologique qui couronne, semble-t-il, cette campagne et qui laisse entrevoir le vrai mobile de tout ce bruit. L'existence, des « parasites, des fainéants, des spéculateurs, des malins » est reconnue une fois de plus. Les moyens particulièrement mis en vedette pour remédier à cette situation sont l'éducation par le travail, la propagande idéologique intense, la substitution d'idéaux moraux aux intérêts matériels ainsi que la « *mobilisation plus active de l'opinion publique* ».

Le Parti Communiste de l'Union Soviétique se prépare à célébrer le 43^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. De quoi se félicitera-t-il à cette occasion ? Qu'il a réalisé le socialisme et commenté la réalisation du communisme ? Mais comment pourrait-il réconcilier avec ce « socialisme » et ce « communisme » les faits cités plus haut signalés par le propre organe du Comité Central du PCUS ? Rappelons-les : production privée pour le marché en vue de l'enrichissement personnel, villas et hôtels particuliers construits sur les terrains collectifs et loués pour des dizaines de milliers de roubles, trafic des terrains collectifs donnés en jouissance individuelle, utilisation des salariés pour la production privée, « aspirations de petits propriétaires », existence des personnes qui ne participent pas à la production pendant des années — des « fainéants qui mangent », malgré tout.

Comment peut-on expliquer l'existence de tels faits de spéculation, de parasitisme, de fainéantise sous un régime qui se veut socialiste ? Pourquoi les ouvriers qui travaillent régulièrement à l'usine,

Problèmes du syndicalisme

Nous disions dans notre chronique du mois de juillet qu'une intention de créer un autre mouvement syndical s'était brisée devant un refus officiel.

Le Parti de l'Istiqlal approuvé par Allal El Fassi, ne pouvait accepter les divisions produites dans ses rangs par ses anciens amis et coaligués de l'Union Marocaine des Travailleurs et dans la fièvre qui suivit le changement de gouvernement, avec l'entrée de nouveaux ministres sous la présidence d'un même souverain, l'U.G.T.M. sorti à la lumière, acceptée par ce même Istiqlal.

Les luttes intestines entre différents partis syndicaux pour l'hégémonie dans les lieux de travail se produisit immédiatement. Et la U.G.T.M. commença sa campagne de combat contre la prédominance de l'Union Marocaine dans les différents centres ouvriers.

Nous enregistrons alors des cas comme celui-ci : la Direction de la Compagnie des Transports Marocains eut besoin de faire passer un examen aux hommes chargés de l'entretien des voitures, pour des emplois vacants de chauffeurs. Elle eut recours aux délégués syndicaux de l'U.M.T. pour obtenir les listes des candidats. Les mécaniciens de la Compagnie de Casablanca, affiliés à l'U.G.T.M., virent leurs délégués syndicaux ramener de diverses localités voisines des mécaniciens de l'U.M.T. avec l'intention de leur faire passer lesdits examens, et ceci malgré les protestations des syndicats U.G.T.M. !

Dans les mines de phosphate de Khurribga, on trouve de nombreux cas analogues. Des ouvriers furent l'objet de représailles pour le seul fait que leurs chefs du personnel appartenaient à un syndicat différent. Dans les mines de AIT-AMAR, comme dans les usines de sucre de COSUMA, etc., les incidents de ce genre se multiplièrent. Que représentent ces luttes entre syndicats ? Ni plus ni moins que la lutte pour la conquête de l'hégémonie politique que les éléments de l'Istiqlal ne se résignent pas à perdre en faveur des adeptes de Medhi Ben Barka.

Les uns et les autres syndicats suivent les directives ouvrières de deux fractions politiques d'orientations similaires et de théories parallèles ; seules les rivalités entre les chefs séparent les uns et les autres. Ceci confirme ce que nous affirmions dans notre chronique antérieure sur les possibilités syndicales du pays : seule une attitude servile est à enregistrer. Quels que soient les partis fractionnés, quels que soient ceux qui triomphent, le producteur marocain n'y gagne rien en suivant ses prétendus leaders et sans une véritable orientation de type social et humain.

Seule une propagande patiente, lente, rédigée et écrite en arabe, avec exposition de thèmes simples et de réalités compréhensibles au sujet de la situation actuelle, peut ouvrir un chemin à l'heure présente, avec des perspectives et des résultats certains. L'action de cette propagande est le moyen unique de toucher,

éduqués pendant plus de 40 ans dans un esprit et dans un milieu socialiste, au lieu d'utiliser les jardins qui leur sont affectés pour se détendre et se divertir, en les travaillant en commun, cherchent-ils à se les partager et à les transformer en exploitations individuelles dans un but « spéculatif » ? N'est-il pas absurde qu'un ouvrier pleinement satisfait veuille retourner à la production agricole « périmée » pour assurer des bénéfices supplémentaires ? Comment est-il possible que, dans un pays socialiste où les salaires moyens n'atteignent pas mille roubles par mois, il existe des personnes qui peuvent louer des villas et acheter des terrains pour des dizaines de milliers de roubles ? Comment est-il possible sous un régime socialiste bien organisé où toutes les manifestations de la vie sont rigoureusement contrôlées, que certains individus puissent accaparer des terrains collectifs et y construire des villas et des hôtels particuliers, dans un but spéculatif, malgré l'interdiction formelle de telles constructions ?

Le fait est que tous ces abus, irrégularités, infractions, etc., sont possibles, persistent et s'étendent. Quarante-trois ans après la Révolution d'Octobre, le mot d'ordre essentiel, caractérisant toute la conception, toute la morale du Parti : « *Qui ne travaille pas - ne mangera pas* » reste lettre morte.

Mais pourquoi cette campagne maintenant et contre qui est-elle réellement dirigée.

L'embourgeoisement des hauts digni-

jour après jour, une minorité préparée et indépendante des mythes traditionnels qui absorbent la vitalité du pays.

Peut-être à travers l'industrialisation qu'on prétend réaliser au Maroc, peut-on noter un espoir de possibilités effectives de prises de position libératrices des masses marocaines.

Situation économique marocaine

Les premiers jours du mois d'août s'est réuni le Conseil Supérieur du Plan Quinquennal du Maroc. Du discours prononcé à l'occasion de cette réunion, nous extrairons les lignes suivantes qui en disent beaucoup sur la situation du pays :

« Cinq ans après la proclamation de son indépendance, le Maroc souffre toujours d'un pourcentage de scolarité insuffisant, d'un niveau de vie très bas, d'une domination persistante de l'étranger, d'un chômage forcé et massif, d'un sérieux retard de l'agriculture et d'une pénurie grave de cadres industriels et de personnel qualifié. »

De tous les renseignements recueillis qui permettent de se faire une idée assez claire du problème que représente ce pays, nous extrairons ces informations dont il fut fait état au cours de certaines réunions.

« La population augmente de 2,5 pour 10 annuellement ; actuellement, elle est de deux millions-quatre-cent-mille habitants. Cet accroissement existe surtout dans l'industrie et la mine. L'Agriculture se maintient stationnaire. »

La production qui fut en 1958 inférieure à celle de 1954, croit maintenant avec un pourcentage équivalent, c'est-à-dire 2,5 pour 100.

La production sur le terrain public et la construction, a diminué de 50 pour 100 comparativement avec 1952. Le déséquilibre économique du Maroc a ses origines dans le caractère vindicatif du système qui régit cette économie. C'est un duel entre une économie moderne et une vaste économie basée sur des méthodes archaïques. C'est seulement dans le secteur moderne qu'une certaine expansion s'est produite avec l'emploi de 30 % de la population ce qui, dans la mesure de 66 pour 100 contribue à la production.

Le dynamisme de ce secteur industriel est pourtant encore insuffisant pour vaincre la crise latente consécutive à la demande croissante d'emplois, et à l'exode des masses rurales, nettement défavorisées si on compare leur situation à celle des habitants des villes. Plus de sept millions de marocains, c'est-à-dire plus de 70 % vivent de l'agriculture. Ils exploitent 4 millions d'hectares avec des moyens tout à fait rudimentaires. Ajoutons à cela la mauvaise distribution des terres, et leur morcellement allant jusqu'à l'extrême, ce qui enferme le paysan marocain dans un cercle vicieux qui est celui de sa propre misère.

Les calculs qui ont été faits révèlent que chaque paysan dispose chaque an-

(Suite page 3)

taires est chose normale, inévitable, insurmontable. Cette campagne n'y peut rien. Les individus visés dans les lettres et les articles faits sur commande ne sont que des boucs émissaires. Ce qui est plus grave, c'est que les « aspirations de petits propriétaires », l'« esprit de petits bourgeois » gagnent les masses populaires — ouvriers, employés, kolkhoziens, qui insatisfaits de leurs salaires, cherchent à s'assurer des travaux supplémentaires et y réussissent bien. Les kolkhoziens sur leurs petits lopins individuels et les ouvriers et employés sur les terrains de jardins collectifs, qu'ils se partagent et cultivent individuellement, produisent pour le marché et réalisent ainsi des revenus supérieurs à ceux que l'économie étatisée leur apporte.

C'est contre ce phénomène que le parti veut réagir. Et comme le relâchement relatif intervenu après la mort de Staline et avec la propagande démagogique de Khrouchchev rendent aujourd'hui plus difficile l'application des mesures strictement administratives, le parti cherche à faire sortir les travailleurs de l'Etat de passivité dans lequel les a plongés la dictature, à provoquer une réaction par la base, à « mobiliser l'opinion publique », pour trouver l'appui et la justification des inévitables mesures administratives. Voilà la vraie raison de tout ce tapage dans la presse qui marque, malgré tout, encore une fois, l'échec d'un système inopérant et inhumain.

G. ORLOV

Le Congrès travailliste

Lors de la rédaction de cet écrit, les tumultueuses séances du Congrès du Parti Travailliste britannique, qui se déroule dans la ville de Scarborough, ne sont pas encore terminées.

Les débats sont passionnés et le résultat incertain dans ce Congrès où les droites et les gauches s'affrontent, se disputent l'hégémonie du gouvernement. Cela, dans des moments particulièrement difficiles pour le travaillisme anglais, dépourvu de nombreuses de ses grandes personnalités que la mort a fauchées à la veille d'un nouveau passage possible au Pouvoir.

Jusqu'à présent, le Parti Libéral étant virtuellement éliminé de la compétition politique, le roulement s'établissait entre le Labour Party et le Parti Conservateur. Les Travaillistes, en nette régression ont déjà perdu une fois le privilège de leur tour. L'opinion est unanime à dire, que le fait de le perdre

par Federica MONTSENY

une seconde fois, dépend essentiellement des positions adoptées dans ce Congrès, face aux multiples problèmes qui se posent en Grande Bretagne.

Mais, il faut réellement avouer que la situation du Travaillisme britannique n'en est pas facile. Qu'il penche à gauche ou qu'il penche à droite, il n'en sera pas moins prisonnier de l'infériorité engrenage que suppose l'exercice du Pouvoir. S'il penche à droite, que ce soit en ce qui concerne les problèmes économiques ou en ce qui concerne la politique générale et la défense, il ne pourra que suivre les traces des «Tories». Etre contraint à suivre la voie déjà tracée par les «Tories» suppose un état de choses aggravant car, ces derniers, lorsqu'ils donnent, bien que ce soit quantitativement la même chose que les Travaillistes, par le fait même d'être un parti conservateur, font apparaître leurs concessions comme étant beaucoup plus importantes et spectaculaires. S'il penche au contraire vers la gauche — unique moyen de conserver les sympathies des masses laborieuses, l'appui financier des Trade Unions et les voix des travailleurs — ils savent d'avance, qu'ils auront à surmonter des problèmes écrasants, devant lesquels toutes les résolutions de ce Congrès seront lettre morte. Ni le désarmement nucléaire, ni les nationalisations, ni la nette prise de position adoptée par les blocs en lutte ne

pourront être politiquement et diplomatiquement soutenus, étant donnée la situation actuelle de la Grande Bretagne et les compromis contractés.

Une fois de plus, la propre expérience du travaillisme anglais démontre l'impossibilité mathématique d'agir simultanément sur deux fronts: l'ouvrier et le capitaliste, le social et le politique. Il y a des intérêts opposés, diamétralement situés qui jamais ne pourront être conciliés. Et, tout Parti au Pouvoir, est condamné à prendre en considération une foule d'impondérables, de type national et international, auxquels reste fatalement subordonnée le sort des travailleurs.

Mais, est-il logique que ce sort soit subordonné à ces intérêts et à ces impondérables? Si l'on a une conception nationale des problèmes, la réponse doit être: oui. Formant partie intégrante d'une nation, d'un tout, les travailleurs

restent indissolublement confondus dans ce même tout. Mais, avec une conception humaine et socialiste des problèmes, que devraient posséder les membres du Labour Party, la classe ouvrière ne veut ni ne doit être victime de la lutte féroce de caractère économique que se livrent les blocs financiers et les puissances militaires. Pour l'ouvrier anglais, de même que pour l'ouvrier français, américain, allemand, italien, espagnol, belge ou russe, le problème de base est celui de son émancipation, celui de son travail, celui de la justice distributive, de son droit à la vie, de sa personnalité en tant qu'homme, celui de l'organisation d'un monde d'où seront bannis les frontières, les intérêts, les trusts, les injustices, l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour le prolétariat, l'énergie atomique, la force nucléaire, les pactes d'agression et de non agression, le colonialisme et les colonies, le Marché Commun et l'Organisation des Nations Unies, forment partie d'un ensemble dans lequel son drame humain et social ne tient aucune place. Ou, plus exactement, dans lequel on ne tient compte de celui-ci que pour extraire de sa sueur des sources de richesses et de son sang les armées destinées à défendre les droits au monopole de tel ou tel groupe national et économique.

Pour le Travaillisme anglais, le problème dont se déroulent les débats, reste dénué de sens. Quels que soient les accords de son Congrès, que son virage se trouve amorcé vers la gauche ou vers la Droite, que ce soit Gattskell ou Wilson qui l'emporte, il ne lui reste désormais qu'une seule alternative: celle d'accéder au pouvoir, avec toutes les conséquences que cela comporta, c'est-à-dire, avec toutes les concessions et le sacrifice anticipé des objectifs socialistes et des intérêts ouvriers; ou bien, celle de demeurer en marge du gouvernement, dans une opposition active et sans prétentions à un nouveau roulement... Perspective ne devant pas séduire les hommes politiques qui constituent ses «élites» de droite et de gauche.

Autre leçon supplémentaire pour ceux qui auraient encore besoin de se convaincre, que, en cette matière comme en tout autre, il faut choisir entre le pont et le gué, entre l'une ou l'autre rive. Ce qu'il est impossible c'est de nager entre deux eaux.

CHRONIQUE MAROCAINE

(Vient de la page 2)
née d'une somme de 100.000 francs, c'est-à-dire de moins de 300 frs par jour. Les artisans locaux qui constituent 2 pour 100 de la population, ne contribuent à la production du pays que pour 1,6 pour 100.

Voici les grandes raisons du grave problème auquel le Maroc doit faire face quelques années après la proclamation de son indépendance. Le plan quinquennal en préparation pourra-t-il freiner cette crise croissante. Nous en doutons. Selon les dires de ceux qui s'occupent de ce plan, les projets gouvernementaux s'étendent seulement sur les emplois directs ou temporaires, soit au total 400.000 emplois pour dix ans. Il est à prévoir pour cette date dans le secteur des emplois masculins un chômage de l'ordre de un million cinq cent mille personnes, mais au total, ce nombre atteindra les proportions de deux millions trois-cent mille pour l'année 1965.

Quels autres commentaires pourrions-nous faire?

Les plans du gouvernement permettront-ils d'agir utilement? Ils devront trouver un palliatif en tenant compte de l'industrialisation du pays qui devrait se poursuivre avec l'apport des capitaux étrangers et d'une dépendance économique évidente. La création de coopératives chargées de la répartition des terres (ces terres qui appartenaient à l'Etat et aux Habous: biens religieux) celles récupérées lors de la colonisation, seront encore bien insuffisantes pour stopper l'exode permanent des masses paysannes dépossédées.

Les véritables racines du problème résident dans les énormes différences sociales qui se rencontrent dans ce pays. Ce pays qui devrait pourtant être avec ses nombreuses ressources, un pays privilégié. La transformation devrait être quelque chose de plus profond qu'un simple plan, lequel ne tient aucun compte des véritables racines du mal et prétend trouver la solution de cet éternel problème de tous les peuples, sans détruire à la source les raisons de cette déplorable et dramatique situation.

CORRESPONDANT



L'O.N.U. NOUVELLE BABEL

Déplacement de centaines de personnalités: chefs d'Etats, experts, spécialistes, gardes du corps, etc., vers Manhattan; des journées et des journées de sessions et de réunions particulières; des dîners officiels, des discours kilométriques dans toutes les langues; des montagnes d'informations et de toutes sortes de paperasses; des gestes théâtraux innombrables, et des pirouettes en tous genres n'ont pas fait avancer d'un millimètre la solution des grands problèmes qui se posent dans le monde.

Des millions et des millions de dollars sont dépensés dans cette nouvelle Babel appelée l'O.N.U., où tout le monde parle, intrigue et personne ne se comprend. Ce n'est pas parce que la traduction des discours est infidèle. Non, ni les personnalités, ne sont pas sourds, mais, plutôt, parce que chacun d'eux parle la langue des intérêts de son Etat respectif, en faisant semblant de défendre ceux de la collectivité humaine. Et même, lorsqu'ils défendent les intérêts de leur propre Etat ses porte-voix ne tiennent aucun compte des intérêts de leur peuple respectif: les préoccupations de l'Etat prennent celles du peuple.

On a vu clairement, au cours de cette nouvelle conférence de l'O.N.U. que, malgré le grand nombre des Etats directement représentés — plus de 80 — et malgré qu'il y en eût beaucoup de nouveaux qui débutaient dans le groupe afro-asiatique et neutraliste, la situation se trouve dominée par l'antagonisme irréductible des deux grandes puissances: U.S.A. et U.R.S.S. et que tout tourne autour d'elles.

Khrouchchev a été le joueur le plus dynamique et le plus audacieux. Il n'a pas obtenu les avantages qu'il escomptait. Mais il faut reconnaître qu'il a su mener son jeu et qu'il a fait du beau travail pro domo sua. C'est-à-dire pour la Russie soviétique. Mac Millan, avec courage lui a donné la réplique sur quelques points. Mais les représentants de l'Etat Américain et du bloc Atlantique soumis à un feu individuel dispersé, se sont vus obligés de rester sur la défensive.

Pour M. «K» la conférence de l'O.N.U. a été un formidable spectacle de propagande. Il ne pouvait pas rêver d'une tribune plus vaste ni plus haute. Le dictateur des Républiques «socialistes» soviétiques a conduit la nef Russe «Baltika» à bon port américain. Et le méphistofélique pilote a torpillé la coque de ce gigantesque paquebot qui s'appelle l'O.N.U., lequel, bien qu'il se maintienne encore à flot, menace de sombrer peu à peu, car il fait eau de toutes parts.

La Société des Nations prouva qu'elle était inopérante.

L'O.N.U. montre son impuissance. Mortellement attaquée, elle survivra si la Chine communiste y entre et si cela intéresse l'U.R.S.S. et ses Etats satellites. S'il n'y a pas possibilité d'un accord minimum entre les deux grandes puissances: U.S.A. et U.R.S.S. nous assisterons au torpillage de l'O.N.U. actuelle et à la formation d'une nouvelle O.N.U. et, ni avec une, ni avec deux, le



SCENES DE L'O.N.U.

L'actualité commentée

monde ne vivra pas plus heureux.

Bien des problèmes restent sans solution: celui de la paix, celui du désarmement, celui du Congo, celui de l'entrée de la Chine, celui de l'Allemagne (Berlin), de l'Algérie, de l'aide à Cuba et autres pays sous-développés. Il y a, enfin, les antagonismes d'intérêts, surtout dans les questions principales et combien d'autres problèmes essentiels que les Etats «démocratiques» ni les Etats «socialistes» ne peuvent, ni ne savent résoudre.

Et pendant ce temps, M. «K» escomptant l'enterrement d'Eisenhower et après avoir lancé ses torpilles, prend tranquillement l'avion pour le Kremlin avec le ferme propos d'aller fêter le 43^e anniversaire de la Révolution Russe en attendant le résultat des élections américaines pour entreprendre une nouvelle offensive dans son style personnel qui lui est bien propre.

PALAFIX

Ce qu'est l'O. N. U.

L'Assemblée générale est l'un des six organes principaux des Nations Unies. Les cinq autres sont: le Conseil de Sécurité, le Conseil Economique et Social, le Conseil de Tutelle, la Cour Internationale de Justice et le Secrétariat. Les 82 membres de l'O.N.U. envoient des représentants à l'Assemblée. Chacun a droit à cinq délégués et cinq suppléants. Chaque membre n'a qu'une voix dans les délibérations.

A la différence des Parlements nationaux, l'Assemblée ne fait pas œuvre législative. Ses décisions n'ont pas force de loi; elles sont pour la plupart exprimées sous forme de recommandations adressées aux gouvernements.

L'Assemblée générale accomplit la tâche par l'intermédiaire de sept commissions dans lesquelles sont représentés tous les membres de l'O.N.U.

LE CONSEIL DE SECURITE

Le Conseil de Sécurité, dont le rôle principal est de «maintenir la paix et la sécurité internationales, conformément aux principes des Nations Unies», comprend onze membres: cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, U. R. S. S.) et six membres non-permanents.

Ces six membres sont élus par l'Assemblée générale pour une période de deux ans. Les membres sortants ne sont pas immédiatement rééligibles.

A l'ouverture de la présente session le Conseil de Sécurité était ainsi constitué:

Membres permanents: Chine, Etats-Unis, France, Grande Bretagne, URSS.
Membres non permanents: Argentine, Ceylan, Equateur, Italie, Pologne, Tunisie.

La présidence du Conseil de Sécurité échoit à tour de rôle aux membres du Conseil, dans l'ordre alphabétique anglais de leurs noms. Chaque président demeure en fonctions pendant un mois.

LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

Treize institutions intergouvernementales spécialisées sont rattachées à l'O.N.U. Ce sont:

- L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (A.I.E.A.), 70 membres;
- L'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.);
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture (F.A.O.), 76 membres;
- Organisation de Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (U.N.E.S.C.O.), 80 membres;
- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.), 67 membres;
- Société Financière Internationale (S.F.I.), 37 membres;
- Fonds Monétaire International, 67 membres;
- Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.), 73 membres;
- Union Postale Universelle (U.P.U.), 96 membres;
- Union Internationale des Télécommunications (U.I.T.), 93 membres;
- Organisation Météorologique Mondiale (O.M.M.), 77 membres;
- Organisation Internationale Consultative de la Navigation Maritime (I.M.C.O.), 33 membres.

A la recherche de la vérité par delà l'esprit de contradiction

(Suite du num. 33 «AIT»).

Disons donc que tout comme un aimant libre de tourner, prend toujours la même orientation, de même la classe ou l'humanité, libre de se diriger à son aise, s'acheminera vers son indépendance intégrale. Malheureusement l'histoire montre que, depuis toujours, les marchands de canons ou de bombes, les étatistes, les réactionnaires, les dictateurs ou les papes ont empêché et empêcheront autant que faire se peut, l'émancipation intégrale des peuples. C'est qu'il est plus facile d'imposer l'autorité que d'obéir aux lois de la solidarité, de l'entraide, de la justice, de la paix.

Ce n'est pas tout. J. R. nous dit : «L'expression, abolition de l'Etat, a besoin d'être interprétée; il s'agit de provoquer l'éclatement de l'Etat, il me paraît donc plus sage de parler de son démantèlement, de son démembrement». Ainsi on s'étend sur des subtilités linguistiques tout comme si démanteler, démembrer n'étaient point similaires des verbes extirper, raser, démolir, supprimer, et... abolir.

Il est vrai que pour J. R., «après démembrement il reste des membres, des membres utilisables». En effet, il en est ainsi, mais au fait, il n'en est de même après démolition, car après celle-ci, il reste des matériaux qui serviront pour construire des édifices nouveaux, autrement dit, après «Abolition» de l'Etat il resterait, je suppose, des individus, lesquels s'ils veulent peuvent s'associer pour une œuvre commune conforme aux nécessités de l'espèce humaine.

Après tout, l'Etat qu'est-il? Est-il une entité concrète, positive, est-il un être un animal, un végétal, un objet? J. R. sait mieux que moi-même que l'Etat, tout comme Dieu, est un symbole, un imaginaire, une intégrale introduite pour faciliter la tâche des exploités, des dictateurs. Disons donc que l'Etat est une obsession. Il en résulte que les obsessionnés par l'Etat, tout en sachant que ce mot ne signifie rien du tout, s'y cramponnent. Ils agissent comme ce naufrage que s'accrocherait désespérément à une paille qu'il prend pour une poutre.

Voici que l'on se gave de mots redondants tout comme si pour transformer la société il suffirait d'énoncer des belles pensées. Bien sûr, la pierre d'achoppement de tout système sera la coordination indispensable pour l'activité des organes autonomes, pourtant la coopération n'implique pas autoritarisme absolu ou bienfaisant, ni subordination ou obéissance bornée et à sens unique. Somme toute, si on examine ce qui souvient a donné lieu à des critiques pernicieuses, on constate que la critique a pris occasion d'un fait banal ou d'une futilité mais que la cause véritable de sa critique plonge ses racines dans inconscient.

J. R. continue: «Le lendemain du grand soir sera un jour comme un autre en ce sens qu'il devra fournir le lait aux enfants, aux personnes âgées, le travail aux salariés de la veille, à tous

le courant électrique et les moyens de locomotion. Loin d'être résolu le problème se posera avec une acuité dramatique». Nous voici aux portes de l'enfer. Malgré cela nous disons que ce qui vraiment dramatique c'est qu'il s'en faut bien que nous fassions la distinction nette, précise entre ce que l'on s'imagine et ce qu'il est réellement, car après tout ou oublie que les ouvriers, les agriculteurs, etc., sont les véritables producteurs et alors à quoi sert-il d'exhiber des épouvantails? En agissant ainsi l'on croit vraiment résoudre le problème social? ou en revanche, on oublie que les moineaux, une fois que l'effet de la surprise est évanoui, se font un plaisir de recouvrir de leurs fientes le crâne de l'épouvantail qui, au bout des arbres fruitiers, lève inutilement les bras au ciel, vers l'espace infini dans le fini?

Bien entendu, lorsqu'on veut noyer son chien on dit: il est enragé. Les ennemis de l'anarchie et de l'anarcho-syndicalisme agissent de même. Pourtant, l'opération financière qui vise à instaurer le franc lourd, montre irréfutablement que la monnaie a la valeur qu'on veut l'attribuer. Disons, donc, que tout comme l'être s'est adapté à la monnaie nouvelle, il peut très bien s'adapter à un système ou la monnaie serait éliminée par un livret attestant notre contribution à l'œuvre commune et donnant droit à une répartition équitable de la production. Quant à ce fantôme qu'on exhibe avec complaisance: «la Vandée raciste, belléciste», disons que si actuellement une poignée de farfelus, je dis bien, une poignée de névrosés imposent à des millions d'ouvriers leurs principes dictatoriaux, je crois que des millions d'ouvriers décidés à se faire respecter, tout en évitant d'employer la violence pour la violence, peuvent «imposer» la paix, la justice et la solidarité à une poignée de maniaques, des ultras. L'Inde est un exemple merveilleux qui confirme ce qui précède. En plus de cela, je suis convaincu qu'il n'existe pas des anarchistes ou anarcho-syndicalistes qui prétendent faire fi de la Sécurité Sociale ou autre administration, car il est faux de dire que les sunnismes veulent tout détruire. Mieux que cela on oublie que les utopistes du XVIIIème siècle, en créant les caisses de secours pour les grévistes, les infirmes, les chômeurs, ont frayé la voie aux assurances sociales.

Quant au ministère de la Défense à quoi servirait-il dans un système internationaliste tel qu'il est préconisé par l'A.I.T. et où les frontières, les races, les classes, les églises n'existeraient même plus comme souvenir d'une époque révolue?

Somme toute, il faut pas se fier aux distinctions rigoureuses échafaudées par des roublards. Il est temps d'apprendre à comprendre que si les êtres en général sont dissemblables, il sont tous soumis aux lois de l'assimilation fonctionnelle. Il s'ensuit que quiconque travaille

Nouvelles du Monde

ETATS-UNIS

L'hypothèse d'une dévaluation du dollar n'est pas écarté si les démocrates triomphaient aux élections présidentielles.

Les réserves d'or conservées dans les caves du Fort Knox se sont affaiblies: à la fin de 1957 celles-ci atteignaient près de 23 milliards de dollars; elles étaient tombées à 20,5 à la fin de 1958 et à 19,5 à la fin de 1959. Elles viennent de glisser maintenant au-dessous de 19 milliards.

La dette publique, qui s'élevait à 40 milliards en 1939 et à 250 en 1949, atteint actuellement 284 milliards.

L'excédant des importations sur les exportations a une tendance à diminuer depuis quelques années (6,1 milliards d'excédant en 1957, 3,2 en 1958, 0,9 en 1959).

Une des parties principales du déficit s'explique par les dépenses militaires à l'étranger (2,8 milliards de dollars par an environ), les dons gouvernementaux (1,6 milliards de dollars) et les prêts et d'autres dépenses extérieures (1 milliard en 1957 et 1958, 1,7 milliards en 1959).

Autre fait les difficultés des producteurs américains à concurrencer les abrications étrangères. Selon les industriels américains 35 à 40 pour cent des machines-outils mises en service aux Etats Unis proviennent maintenant de l'étranger.

Le dollar est vulnérable.

U.R.S.S.

«Les nouveaux procédés de soudure permettent aujourd'hui de remplacer les éléments coulés ou forgés d'un seul bloc par des éléments soudés. L'avantage de cette méthode tient notamment au fait que le poids moyen des pièces de fonderie est diminué d'environ 25 pour cent. Il devient inutile de construire de nouveaux ateliers pour fabriquer les pièces les plus volumineuses.

La mécanisation de l'automatisation des opérations de soudage s'étend rap-

à droit à une juste répartition de la production. Ainsi il apparaît que les réformistes ou les partisans de l'autoritarisme bienfaisant sont des phobiques paralysés par des craintes anxieuses, irraisonnées. Il s'ensuit que les critiques haineuses montrent que l'homme veut faire l'ange et ne réussit qu'à se fourrer dans des impasses.

Après tout la valeur d'une théorie se détermine d'après des principes mis en valeur par des adeptes assimilés et agissant conformément aux dix principes et non pas en suivant des phrases, des concepts redondants, sonores, mais vides. Ainsi, au fur et à mesure que le rideau monte, on voit apparaître le panorama dont certains aspects se dérobent, mais que notre soif de savoir s'efforce de saisir, car les moyens d'éviter les erreurs, les injustices dont se rendent coupables les politiciens, les autoritaires, ne consiste-t-il pas à ne pas les imiter?

LUC BREGLIANO

dement. Les experts soviétiques affirment qu'à cet égard l'équipement industriel de l'U.R.S.S. devance celui des pays occidentaux. On compterait environ 12.000 appareils automatiques pour la soudure et plus de 40.000 machines à souder par points. Ces machines exécutent la soudure des pièces en tous métaux, alliages et matières plastiques. (De «La Tribune des Nations».)

FRANCE

Les rapports de la production automobile accusent une baisse effective. La malaise grandit dans ce secteur. Les stocks augmentent de fortes proportions.

Un accord passé avec la Régie Renault en décembre 1959, permet d'indemniser les heures perdues à 50 % en stipulant que les primes ne subiront aucune modification. Mais, le fonds institué à la Régie Renault et alimenté depuis sa création dispose actuellement de réserves pouvant assurer l'indemnisation des heures perdues pendant cinquante deux semaines. Et... après?

Et dans les autres firmes où cet accord n'existe pas, que va-t-il se passer? L'effort pour trouver des débouchés à l'étranger où il y a la forte concurrence de firmes mieux placées, ne laisse pas entrevoir de très grands espoirs.

BRESIL

Aux élections présidentielles le candidat de l'opposition Janio Quadros a obtenu la majorité, très nettement, face à ses contrincants, le maréchal Lott et Adhemar de Barros.

L'état major janiste déclare que Janio Quadros ne sera pas le Frondizi du Brésil et qu'il propose d'application rigoureuse de la loi de 1953, portant l'institution d'un monopole d'Etat du pétrole, par l'intermédiaire de la Société nationale Petrosas.

C'est à voir...

HONGRIE

«L'Eglise de Hongrie compte aujourd'hui 6 millions de baptisés (sur une population de 9.800.000 habitants). Et la pratique religieuse reste élevée, trois fois plus forte qu'en France, puisqu'elle atteint 30 %.

Un accord signé en 1950, entre les évêques et le gouvernement, règle les rapports entre l'Eglise et l'Etat.

En 1945, dans le cadre de la Réforme agraire, les nombreuses terres que possédait l'Eglise avaient été distribuées aux paysans. Cinq ans après, le gouvernement acceptait de verser une indemnisation annuelle de 13 millions de forints (environ 280 millions de francs) pendant dix années, ce chiffre devant décroître progressivement. Les engagements ont été tenus et le chiffre a même été maintenu. Il permet de donner aux prêtres un complément de salaire de 600 à 2.000 forints par mois, ajouté à la contribution des fidèles. Par ailleurs, c'est l'Etat qui assure l'entretien des églises.

— Une revue mensuelle catholique d'une centaine de pages, tire chaque mois 10.000 exemplaires. (De «Témoignage Chrétien».)

L'Eglise ne peut se plaindre des égards qu'ont pour elle et ses ouailles les «farouches communistes» hongrois. Et elle est édifiante cette attitude des communistes qui consiste à étouffer toute autre opposition et à ne laisser publier dans ce pays aucun autre journal qu'il soit anarchiste ou d'une autre tendance non officielle.

CONGO

La Société des Pétroles d'Afrique-Equatoriale vient de commencer l'exploitation du gisement de Pointe-Indienne, dans la République du Congo (ancien-nement français).

CAMBODGE

La Société des Destilleries d'Indochine a vendu toutes ses installations et ses stocks au Cambodge au gouvernement cambodgien pour une somme payable en francs qui dépasse dix millions de nouveaux francs. Par ailleurs, la firme française participe pour 20 % à la nouvelle société constituée par le gouvernement khémér, et le personnel français reste en place, en sa totalité.

VIETNAM

Le prêt de sept milliards de francs anciens, consenti par la France au Vietnam, en novembre de 1959, à la suite du voyage de Pinay à Saigon, sera affecté à la construction et à l'équipement d'un centre d'industries chimiques situés dans la région de Tourane (pays voisins: Cambodge, Laos, Thaïlande).

Le capitalisme agit et se débraille, comme l'on voit internationalement.

ZEDA

CHOSSES
VECUES

La révolution à Ciudad Real

par Pierre VALLINA

La Révolution n'a pas exactement commencé dans la province de Ciudad Real le 19 juillet 1936, date glorieuse dont on se souvient aujourd'hui, mais dès les premiers jours du mois de Juin de cette même année.

Les fascistes ne cachaient pas leurs intentions perverses et les manifestaient bruyamment par des paroles et des faits. La vague du fascisme croissait chaque jour et se faisait plus menaçante. De plus, ils jouissaient de la protection officielle comme gens de catégorie sociale.

Après l'insurrection des Asturies, nous nous trouvâmes dans la prison de Badajoz plus de mille hommes où il n'y avait de la place que pour trois cents, pourtant, quatre jeunes fascistes détenus au même endroit occupaient un appartement et chacun avait un lit de fer pour dormir commodément.

Que pouvions-nous espérer? Alors que les fascistes, qui préparaient activement notre destruction, nous prenaient par surprise, sans un plan de lutte, et désarmés afin de nous écraser impunément et réduire le peuple espagnol à l'esclavage, tant d'aveugle attitude n'était pas digne d'un révolutionnaire sérieux. Il fallait agir vite, sans perdre un moment. Si tous avaient agi de même le complot eut été étouffé dans l'œuf,

l'élan fasciste éteint avant d'avoir pris de l'ampleur. Et quelle naïveté d'espérer que le gouvernement donnerait des armes au peuple et conduirait la lutte contre le fascisme, quand aux gouvernements que se succédaient durant cette malheureuse République avaient donné des preuves d'une si grande incapacité révolutionnaire, qu'étaient les véritables responsables de cette dangereuse situation.

Almadén est une vieille cité, connue pour ses riches mines de mercure, pour ses idées républicaines, à l'époque comptait de nombreux socialistes et anarchistes, ces derniers surtout parmi les jeunes. Les mineurs travaillaient deux jours par semaine et ensuite avaient d'autres occupations comme bijoutiers, commerçants, agriculteurs, etc... Dès les premiers signes d'intoxication par le mercure, on les licenciat et on les envoyait parmi les eucalyptus pour se reposer à l'air libre un certain temps. Ils touchaient une retraite des vieux et les veuves recevaient une modeste pension. Economiquement, ces gens vivaient très bien, mais abusaient de l'alcool. C'était la ville, après Séville, en laquelle se rencontraient le plus de malades tuberculeux.

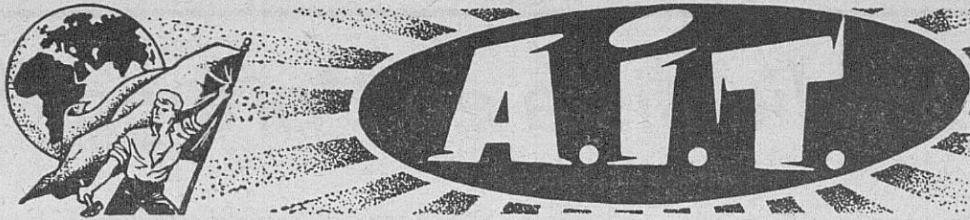
Pendant les jours les plus difficiles de l'agitation, quand les persécutions augmentaient et que nous nous voyions acculés, nous cherchions un refuge à Almadén, où nous étions fort estimés. Pour cela nous nous trouvâmes dans cette ville à la chute de la monarchie, et au moment du soulèvement fasciste.

★

Au courant du mois de Juin 1936, nous reçûmes un jour une invitation de quelques amis militaires venus de Maroc à Madrid. Ils nous demandaient de venir à leur rencontre de toute urgence. Alors, ils nous exposèrent, dans tous les détails, la situation dangereuse dans laquelle se trouvait la zone du protectorat espagnol de Marruecos, où des militaires conspiraient ouvertement et se disposaient à se soulever contre la République pour mettre à sa place un régime fasciste, copié sur celui de l'Allemagne et de l'Italie. Nous décidâmes de nous rendre au Ministère de la Guerre pour informer ces messieurs de ce qui se tramait au Maroc par les militaires espagnols. Nous n'accompagnâmes pas le commissaire parce que la visite nous paraissait inutile pressentant ce qui allait se passer.

(A suivre)

A CHACUN
SELON
SES BESOINS
DE CHACUN
SELON
SES FORCES



LES GEMISSEMENTS,
LES LAMENTATIONS,
VOIRE LES IMPRECA-
TIONS, NE DONNENT
ABSOLUMENT RIEN,
SEULE L'ACTION DI-
RECTE DONNE DES
RESULTATS

BDIC

Núm. 34

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

OCTOBRE 1960

La Révolution Russe

Le peuple russe, en 1917, entreprit sa Révolution, las de la guerre et du despotisme tsariste.

Profitant de la confusion créée par les événements, les éléments qui plus tard furent connus sous le nom de «communistes» s'emparèrent farouchement du pouvoir, ayant recours à tous les procédés et ils instaurèrent leur fameuse «dictature du prolétariat».

43 années se sont écoulées. Un Etat et une structure totalitaire des plus puissants ont été créés dans le grand empire des tsars et ailleurs à l'abri de ce grand mouvement révolutionnaire et populaire qui fut détourné.

Nous croyons utile de reproduire, pour cet anniversaire, quelques jugements critiques exprimés avec une clairvoyance indiscutable et que l'on peut lire dans le livre «La Révolution Inconnue», du camarade Voline.

★

Dans l'éditorial du n° 1 de *Goloss Trouda* (du 11 août 1917): «L'Impasse de la Révolution» le journal, après avoir parcouru rétrospectivement la marche de la Révolution et constaté sa crise (en août, la Révolution russe traversa une période critique), écrivait ceci (1):

«Disons tout de suite que nous concevons et les causes profondes de cette crise et, surtout, l'action révolutionnaire prochaine, d'une manière qui ne ressemble en rien à celle de tous les écrivains socialistes.

S'il nous avait été possible d'élever notre voix plus tôt, au début même de la Révolution, aux premiers jours et semaines de son libre élan, de ses magnifiques envolées et de ses recherches ardentes, illimitées, nous aurions aussitôt, dès ces premiers moments, proposé et défendu des moyens et des actes absolument différents de ceux préconisés par les partis socialistes. Nous nous serions nettement dressés contre les «programmes» et la «tactique» de tous ces partis et fractions: bolchéviques, menchéviques, socialistes-révolutionnaires de gauche, socialistes-révolutionnaires de droite, etc. Nous aurions indiqué à la Révolution d'autres buts. Nous aurions suggéré aux masses laborieuses d'autres tâches.

Les longues années de notre travail à l'étranger furent consacrées à la propagande d'un tout autre ensemble d'idées sur la Révolution sociale et ses voies. Hélas, notre pensée ne pénétrait pas en Russie, séparée des autres pays par des barrières policières.

Aujourd'hui, nos forces se rallient ici. Et nous considérons comme notre premier devoir, comme notre tâche la plus sacrée, de reprendre aussitôt ce travail sur notre propre sol, actuellement le sol de la liberté.

Nous devons agir. Nous devons ouvrir aux masses laborieuses des horizons nouveaux. Nous devons les aider dans leurs recherches.

La force des choses nous oblige à élever notre voix à une heure où la Révolution est momentanément bloquée dans une impasse et où les masses marquent un temps d'arrêt, comme plongées dans une lourde réflexion. Nous aurons à nous employer à fond pour que cette réflexion ne reste pas stérile. Nous devons utiliser ce temps d'arrêt de façon que la nouvelle vague révolutionnaire trouve les masses davantage prêtes, plus conscientes des buts à atteindre, des tâches à remplir, de la voie à suivre. Il faut faire tout ce qui est humainement possible pour que la vague à venir ne se brise, ne s'éparpille pas à nouveau dans un élan sans lendemain.

Dès à présent, nous devons indiquer les moyens de sortir de l'impasse: moyens dont la presse périodique tout entière, sans exception, ne dit pas un seul mot.

L'éditorial du n° 2 («Le Tournant historique», le 18 août 1917) précise: «Nous vivons des minutes critiques. Les balanciers de la Révolution sont en mouvement — tantôt lentement, tantôt convulsivement. Ils continueront ce mouvement pendant quelque temps encore. En-

suite, ils s'arrêteront. Les ouvriers russes sauront-ils en temps opportun, tant que leurs balanciers oscillent encore, jeter sur leur plateau à eux une idée nouvelle, un nouveau principe d'organisation, une nouvelle base sociale? C'est de cela que dépendent beaucoup — sinon totalement — et le futur destin et l'issue de la Révolution actuelle».

L'éditorial du n° 3 («Actualités», le 25 août 1917) s'adresse aux travailleurs dans les termes suivants:

«Nous disons aux ouvriers, aux paysans, aux soldats, aux révolutionnaires russes: avant tout et surtout, continuez la Révolution. Continuez à vous organiser solidement et à rélier entre eux vos comités, vos Soviets. Continuez — avec fermeté et persévérance, toujours et partout — à participer de plus en plus largement, de plus en plus efficacement, à l'activité économique du pays. Continuez à prendre entre vos mains, c'est-à-dire entre les mains de vos organisations, toutes les matières premières et tous les instruments indispensables pour votre travail. Continuez à éliminer les entreprises privées. Continuez la Révolution! N'hésitez pas à affronter la solution de toutes les questions brûlantes de l'actualité. Créez partout les organes nécessaires pour réaliser ces solutions. Paysans, prenez la terre et mettez-la à la disposition de vos propres comités. Ouvriers, préparez-vous à mettre entre les mains et à la disposition de vos propres organismes sociaux — partout sur place — les mines et le sous-sol, les entreprises et les établissements de toutes sortes, les usines et les fabriques, les ateliers, les chantiers et les machines».

En attendant, le parti bolchéviste s'orientait de plus en plus vers son coup d'Etat. Il se rendait parfaitement compte de l'état d'esprit révolutionnaire des masses et espérait en profiter, c'est-à-dire réussir la prise du pouvoir.

Critiquant cette orientation, *Goloss Trouda* écrit dans un article du même numéro 3:

«Une solution logique, claire et simple nous est offerte. Elle s'impose d'elle-même. Il n'y a qu'à la saisir — résolument, audacieusement. Il faut se décider à prononcer l'ultime parole dictée par la logique même des choses: on n'a pas besoin d'un Pouvoir. A la place d'un «Pouvoir», ce sont les organisations unifiées des travailleurs — ouvriers et paysans — qui doivent devenir les «maîtres de la vie». Soutenues par les formations révolutionnaires des soldats, ces organisations doivent, non pas aider quelqu'un à «s'emparer du Pouvoir», mais prendre directement en mains la terre et les autres éléments et instruments de travail, établissant — partout sur place — un ordre économique et social nouveau.

Les simples «habitants» et les «faibles» acceptèrent tranquillement le nouvel ordre de choses. La bourgeoisie — restée sans soldats et sans capitaux — restera, tout naturellement aussi, sans pouvoir. Et les organisations des travailleurs, reliées entre elles, mettront sur pied, d'un commun accord, la production, les transports et les communications, les échanges et la distribution des marchandises sur des bases nouvelles, créant dans ce but, et selon les nécessités réelles, des organes de coordination et des centres indispensables. C'est alors — et alors seulement — que la Révolution aura vaincu.

«Il va de soi que nous ne prétendons pas être prophètes. Nous ne prévoyons qu'une certaine éventualité, une certaine tendance qui peut aussi ne pas se réaliser. Mais, dans ce dernier cas, la Révolution actuelle ne sera pas encore la vraie grande Révolution Sociale. Et alors, la solution du problème — telle que nous venons de la tracer — incombera à l'une des révolutions futures».

Enfin, l'éditorial du n° 9 (du 6 octobre, donc à l'approche de la Révolution bolchéviste) dit:

«Ou bien la Révolution poursuivait sa marche, les masses — au bout des épreuves, des malheurs et des horreurs de toutes sortes, après des erreurs, des heurts, des arrêts, des reprises, de nouveaux reculs, peut-être même d'une guerre civile et d'une dictature temporaire — s'arrêteront, enfin, élever leur conscience à une hauteur qui leur permettra d'appliquer leurs forces créatrices à une activité po-

Aspects de l'automatisation

L'automatisation survient à une étape donnée du développement économique pour ouvrir des horizons nouveaux, en offrant de réduire d'une façon massive les frais de main-d'œuvre, tout en augmentant la vitesse et le volume de la production.

Phénomène fondamentalement nouveau qui ébranle les vieux calculs économiques: et arrive que les machines automatiques coûtent moins cher que les machines classiques!

Des performances sensationnelles

Ces quelques explications aideront à l'examen de quelques exemples concernant les accroissements de productivité résultant de l'automatisation. Il vaut mieux, en effet, quand la chose est possible, considérer, en même temps la vitesse et le volume de la production, les économies de main-d'œuvre, les variations du capital technique, et faire la comparaison des performances des installations automatisées, avec celles des machines qu'elles ont remplacées.

Une machine transfert, produits par «The Cross Co.», aux Etats-Unis, accomplit des opérations diverses de fraisage, dressage, chanfreinage, effilage sur les essieux. Elle vaut 318.000 dollars. Elle a remplacé cinq machines d'un coût total de 540.000 dollars. Sur les anciennes machines trois hommes faisaient dix pièces par heure. Sur la nouvelle, deux hommes en font 24. Soit une productivité trois fois plus grande par homme-heure. Ici, l'économie de main-d'œuvre est de 50 %, c'est la vitesse et, surtout, le volume de la production qui a surtout varié.

Dans une usine américaine d'automobiles, une machine spéciale permet de fabriquer 257 blocs cylindres à l'heure avec 57 ouvriers. Ce travail était accompli auparavant par 1.500 ouvriers. L'économie en main-d'œuvre atteint 90 %.

La «Cimmons Machine Tool corp. d'Albany», aux Etats-Unis, utilise une machine automatique pour fabriquer des parties d'ailes d'avion à réaction. La machine accomplit, en trois heures un quart, un travail qui demandait autrefois 60 heures.

Le dernier bloc construit de l'usine électrique thermique de Nantes-Chevreire a un rendement de 4.600 kwh par homme. La moyenne générale de production de l'E.D.F. était en 1953 de 340 kwh par homme.

Une machine utilisée par la Société «Hispano Suiza», du type machine copieuse, reproduit une ailette de turbo-réacteur en 90 heures, alors qu'il en fallait 350 à 450 avec les procédés anciens. Un turboréacteur de type classique comprend au minimum 1.500 ailettes: l'économie se chiffre en milliers d'heures. La machine s'est trouvée largement amortie lors de la fabrication du premier jeu d'ailettes.

«Raytheon», à Chicago, produisait, il y a quelques années déjà, 1.000 postes de radio par jour avec deux ouvriers. Antérieurement la même fabrication aurait demandé 200 ouvriers. La diminution de la main-d'œuvre atteint 99 %. L'automatisation a permis une augmentation de la production de 400 %.

L'automatisation de la production d'alcool synthétique à l'usine de Soumagait, en U.R.S.S., a permis l'augmenter de plus de 70 % la production, journalière d'alcool et de diminuer le personnel.

L'introduction de l'automatisation dans une usine de sucre en U.R.S.S. a entraîné une augmentation de 7 % de la production, une diminution de 23 % de nombre des ouvriers, une augmenta-

sitive de leurs propres organismes autonomes, partout sur place: alors, le salut et la victoire de la Révolution seront assurés.

Ou bien les masses ne sauront pas encore créer, au cours de cette Révolution, leurs propres organismes coordonnés et consacrés à l'édification de la vie nouvelle: alors la Révolution sera tôt ou tard étouffée. Car, seuls ces organes sont capables de la mener vers la victoire définitive».

(1) Toutes les citations sont traduites du russe.

tion de 40 % de la productivité. Les investissements nécessaires pour l'automatisation ont été amortis en moins de deux ans.

L'automatisation des colonnes de carbonisation de l'usine de soude du Donetz a permis d'augmenter la production annuelle de 42.000 tonnes et les dépenses entraînées par l'automatisation ont été amorties en six mois.

L'usine de Rockford (Illinois), assure sa production avec 30 travailleurs, alors qu'il en faudrait 400 avec les machines classiques. Soit une économie de main-d'œuvre de 93 pour 100.

Dans une entreprise américaine, le prix d'une machine automatique acquise en 1954 fabriquant 180 carters cylindres à l'heure s'élevait à 230.000 dollars. Pour atteindre la même production, il eut fallu, en 1949, six machines d'une valeur totale de 240.000 dollars et, en 1914, 162 machines valant 243 dollars. La comparaison est d'autant plus éloquent que, de 1914 à 1954, la valeur du dollar a sensiblement décliné.

Nouveaux aspects de la concurrence

L'économie de main-d'œuvre, motif puissant d'automatisation, perd beaucoup de sa force lorsqu'il s'agit de passer d'un niveau d'automatisation donné à une automatisation plus poussée. En effet, il est difficile de réduire encore la main-d'œuvre de 90 %! D'ailleurs, les frais de main-d'œuvre deviennent fort peu importants dans l'ensemble des coûts de production. Ce sont d'autres considérations qui incitent l'industriel à poursuivre son équipement en matériel automatisé, des raisons tenant essentiellement au fonctionnement des machines, à leur régularité ou à leur vitesse de production. A ce stade, les ouvriers et les machines n'entrent plus en concurrence, directement du moins.

Qu'en est-il de la concurrence entre les entreprises? Avec la mécanisation, les salaires entrent pour une part importante dans les prix de revient. Les entreprises qui pratiquent une politique de bas salaires obtiennent un avantage économique sur les autres entreprises qui paient des salaires moyens ou des salaires élevés. Si dans un secteur économique, des producteurs utilisent des installations automatisées, la situation devient différente. D'une part ces producteurs bénéficient — étant donné le niveau des prix et l'abaissement de leurs coûts de production — d'une rente importante. Cette rente leur permet d'amortir rapidement leurs investissements et d'être à l'affût des nouvelles techniques d'une part, d'abaisser leurs prix de vente et de porter la concurrence sur le marché d'autre part. La menace est telle que les chefs d'entreprises non automatisées, face à celles qui mettent en œuvre les matériels nouveaux, désirent ne pas se laisser prendre de court. Les luttes de concurrence ont toujours été des facteurs de généralisation des progrès techniques, mais au stade de la mécanisation, on pouvait encore temporiser. L'automatisation pose les questions d'une manière beaucoup plus immédiate, elle est infiniment plus contagieuse. «Automatiser ou périr», telle est déjà l'alternative dans certains secteurs. Ainsi, l'automatisation appelle l'automatisation sur le terrain économique, tout comme sur le terrain technique.

Les grandes entreprises sont les mieux placées

Les résultats d'une enquête américaine sur près de 1.575 entreprises indiquent que 53 % des entreprises employant 1.000 travailleurs et plus ont procédé à une automatisation au moins partielle de leur production. Le pourcentage est régulièrement décroissant avec l'importance des entreprises. Il n'est plus que de 10 % pour les entreprises employant de 1 à 49 travailleurs comme un mauvais critère de l'importance des entreprises, puisque l'automatisation a pour résultat le plus sensible de diminuer la main-d'œuvre. Les entreprises les plus automatisées, par conséquent, se signalent par une main-d'œuvre peu abondante pour un volume de production important. Mais l'automatisation n'est bien souvent que partielle et on peut retenir comme une mesure encore valable de l'importance des entreprises, le nombre des travailleurs employés.

W. G.

Movimiento Sindicalista en Portugal Qué es la A. I. T.

El Movimiento sindicalista libertario en Portugal, que en otros tiempos era fuerte y activo y secundado por una juventud inteligente y dinámica, controlando el 80 por 100 del proletariado portugués, se encuentra en la actualidad en situación muy difícil.

Para esclarecimiento histórico de las causas que originan esta situación haremos un examen de los acontecimientos políticos y sociales de 1926 a 1960. En la primera época Portugal vivía bajo un régimen republicano.

Esta República, que el pueblo había ayudado eficazmente a implantar en 1910, había perdido ya la confianza de los trabajadores, por haberse prostituido innoblemente al aliarse a los enemigos del pueblo, de la verdadera democracia y de la libertad, aliándose servilmente a los reaccionarios jesuíticos y a los enemigos del progreso humano.

Cada vez que los trabajadores realizaban un movimiento de reivindicación, los gobernantes de la democrática república portuguesa se ponían abiertamente al lado de la reacción jesuítica y de la Confederación patronal, creando así el irremediable divorcio entre esta república de déspotas y el pueblo.

Los trabajadores, completamente desilusionados, abandonaron la defensa de la República, que quedó en mano de los verdugos, haciéndose posible el golpe de Estado del militarismo jesuítico del 28 de mayo de 1926.

El pueblo fué el primero en constatar el peligro, pero quienes tenían en su poder las armas y el deber de defender la República negaron estas armas al pueblo.

La cobardía de unos, la traición de otros y la indiferencia de los restantes, fueron el factor principal del movimiento fascista de aquella fecha.

La constatación del ludibrio ha abierto los ojos a los hombres sinceros, que vieron que aquel régimen era la negación completa de los derechos del hombre y de la libertad y reuniendo las fuerzas sanas de la democracia y del pueblo organizaron la revolución que debía estallar en febrero de 1927. Pero, a la hora crítica, sólo se alzó la ciu-

dad de Oporto, que durante una semana luchó con abnegado coraje contra el despotismo fascista. Mas allí aún los militares profesionales y contra la voluntad del pueblo, se rindieron a las fuerzas del gobierno portugués.

Rendición que fué enorme error táctico, ya que un día después era Lisboa la que se lanzaba a la calle en revuelta airada, pidiendo las armas indispensables para combatir al fascismo, armas que le fueron negadas, prefiriendo los hombres políticos pactar de nuevo con el fascismo.

Una vez afianzada la dictadura, los militantes anarcosindicalistas fueron las principales víctimas del rencor y del odio de los vencedores.

La primera víctima fué Miguel Correia, secretario de la Federación de Ferroviarios, militante activo inteligente y dinámico que, al morir en el exilio, dejó a su mujer e hijos en la más espantosa miseria.

Los sindicatos obreros fueron disueltos y sus bienes confiscados. Las agrupaciones de jóvenes sindicalistas libertarios, declaradas fuera de la ley y sus bienes igualmente confiscados, sus militantes presos, perseguidos y maltratados.

Todos los periódicos de tendencias sociales, confiscados. Presos los militantes libertarios y enviados al infierno de Tarrafal. Los que pudieron escapar viven la situación de todos los apátridas.

En estas condiciones no fué posible continuar la lucha y los militantes fueron desapareciendo, dejando tras de sí un vacío imposible de llenar. Las juventudes sindicalistas libertarias eran la verdadera y única escuela de los futuros cuadros de nuevos militantes.

No ha habido uno solo de los antiguos militantes que no haya sido perseguido. Todos estuvieron en las cárceles y fueron cobardes y bárbaramente martirizados, estando aún a la hora actual estrechamente vigilados por la policía salazarista. No pasa una semana sin que alguno de ellos no sea convocado al cuartel general de la policía para hacerse amenazar e incluso maltratar. Viven en estado de constante alarma, no



se atreven a hablar ni incluso a saludarse los unos a los otros.

A pesar de todo ello, a pesar de la edad avanzada de estos militantes, no por ello (ninguno tiene menos de 60 años) se consideran desertados del movimiento. Trabajan constantemente, aprovechando todas las oportunidades, todos los momentos para que los trabajadores portugueses sepan que no están solos, que el Movimiento Libertario portugués aún existe y existirá en tanto quede un militante con vida.

En el último acto de la farsa (las elecciones presidenciales) el Partido Comunista, queriendo justificar su contabilidad ante el patrón o quizá pretendiendo hacer un balance de fuerzas, presentó un candidato comunista para la presidencia del Estado fascista, creyendo con ello arrastrar al pueblo por el mal menor. Hicieron cuantas gestiones estimaron precisas acerca de los trabajadores para atraerlos hacia su candidatura, invitando a todos a un acto de huelga y al mitin que su candidato dió en un teatro de Oporto.

La respuesta fué neta: Fieles a los principios de la C.G.T., nada quisieron saber de estas elecciones ni de la candidatura comunista. El mitin fué un tremendo fracaso.

No quiere decir ello que el Partido Comunista no tenga ninguna fuerza en Portugal. A la merced del régimen, se ha creado una cierta simpatía entre la pequeña burguesía de comerciantes e industriales, que, desilusionados del salazarismo, se vuelven contra el mismo, inclinándose del lado de los comunistas no por convicción marxista, sino como acto de reacción frente a la tiranía.

Pero tenemos la satisfacción de constatar que el pueblo trabajador comprende conscientemente el valor de unos y de otros y no está dispuesto a ayudar a dictadores y políticos, pero sí a luchar firmemente contra todos por su emancipación.

Analizando, la situación verificamos que el movimiento sindicalista portugués está en peligro, que ese mismo peligro se reflejará en nuestra propia organización y que, por lo tanto, nuestro deber es hacer cuanto sea posible para que ese peligro desaparezca. Para que en el momento oportuno el sindicalismo libertario portugués esté en condiciones de ocupar su puesto en la lucha por la emancipación humana.

Pero, y éste es el dilema, ¿qué hacer para que nuestros consejos se vuelvan en concretas realidades? Confiar en la abnegación de aquellos mártires que en la tierra lusitana luchan con desesperado coraje por una causa que ellos saben perdida por falta de refuerzos, de alientos y de la colaboración internacional indispensable?

¿Dejar que el salazarismo gane la batalla, sin prestar una ayuda eficaz a los que hace 34 años luchan sin otras armas que su coraje y su amor por la humanidad?

¿Esperar que los acontecimientos in-

- LISEZ LA PRESSE DES SECTIONS DE L'A. I. T.
- « A. I. T. »
 - « LE COMBAT SINDICALISTE »
 - « C. N. T. »
 - « SOLIDARIDAD OBRERA »
 - « CENIT »
 - « SUPLEMENTO LITERARIO DE SOLI »
 - « SOLIDARITED » (N.S.F.) Noruega
 - « SOLIDARIDAD » (F.O.R.U.) Uruguay
 - « ORGANIZACION OBRERA » (F.O.R.A.) Argentina

La A. I. T. es la auténtica y viviente expresión del sindicalismo revolucionario constructivo, fiel al espíritu de la Primera Internacional.

La A. I. T. es una asociación internacional de trabajadores esencialmente libre y federalista.

La A. I. T. tiende a unir voluntariamente a los trabajadores de todo el mundo, sin distinción de razas ni de creencias y por encima de Estados y fronteras.

La A. I. T. lucha por la integral emancipación de los trabajadores y por la libertad de todos y de cada uno de los hombres.

SU METODO DE LUCHA : La acción directa, aplicada por los trabajadores en la lucha social, con consciente responsabilidad individual y colectiva en su actuación por el mejoramiento de sus condiciones de existencia en todo tiempo y de la preparación desde hoy del advenimiento de un mundo nuevo libre.

SU DIVISA : La emancipación de los trabajadores ha de ser obra de los trabajadores mismos, los asuntos que afecten a los trabajadores deben resolverlos directamente con su participación activa militante.

SUS MEDIOS : La huelga, el boicot, el label, el sabotaje. La Unión y la Solidaridad. La Cultura, la capacitación individual y social y la formación revolucionaria consciente.

SU FINALIDAD : La abolición del Salariado, del Capitalismo, del Estado, de la opresión y de la explotación del hombre por el hombre.

La instauración de una nueva Sociedad, sin clases, libre y justa, sobre las bases sociológicas del COMUNISMO LIBERTARIO, que como antifétesis de todo totalitarismo y síntesis armónica de todas las infinitas posibilidades de libertad, de bienestar y de progreso humano.

Propagad los principios, las finalidades, los métodos de lucha, la prensa de la Asociación Internacional de los Trabajadores.

Constituid grupos de AMIGOS de la A. I. T. en todas partes del mundo donde no haya secciones formadas.

**WORLD
LABOUR NEWS**

PUBLISHED BI-MONTHLY BY THE SYNDICALIST WORKERS' FEDERATION, 25A, AMBERLEY ROAD, LONDON, W.9, ENGLAND
Yearly subscription rate: 2s. 6d

ternacionales vengan en auxilio de aquellos titanes que son diaramente martirizados y perseguidos por el más cruel despotismo de nuestra época?

¿Abandonar a su destino a nuestros hermanos ibéricos sabiendo que su causa es nuestra causa, que su ideal es nuestro ideal, y que su lucha es nuestra lucha? Sabemos que no pueden continuar solos una lucha tan gigantesca, que no son inmortales y que cada vez que uno cae, no existe otro para ocupar su puesto en la lucha.

¿Dejaremos que el proletariado portugués, sin el aliento ideal de sus militantes, caiga en las garras de los arriistas políticos, lo que sería una enorme pérdida para nuestra lucha? ¿No! Eso no puede ni debe suceder. Tenemos el deber de ayudar a los que necesitan de nuestra ayuda. ¿Pero cómo hacerla eficaz?

Hace falta hacer un estudio profundo del problema, encontrar una fórmula que sea capaz de satisfacer a todos, buscando, sin riesgos inútiles, ayudar a los que por su tesón son dignos de esta ayuda.

IGNOTUS

Nouvelles du Japon

Nous pouvons assurer que l'action du peuple japonais contre le pacte d'aide mutuelle entre le Japon et les U.S.A., qui eut pour conséquence le renouveau de la visite projetée par le président des Etats-Unis au pays du Soleil Levant, et ensuite la démission du premier ministre japonais, se doit en partie à l'action des camarades de ce pays.

Depuis quelques années, ces camarades déployaient une grande activité contre la guerre, et contre les armes atomiques en particulier. Ils organisaient de nombreuses visites de manifestation à Hiroshima. Plus d'une fois ils firent le chemin de Tokio-Hiroshima, et vice-versa, à pied, ce qui représente plusieurs centaines de kilomètres. Encadrant les manifestations, les camarades plus détachés du mouvement anarchiste, étaient porteurs de pancartes contre la guerre et contre les armes atomiques. Ils étaient aussi porteurs de drapeaux de la F.A.J.

Le long du parcours, la manifestation fut grossie par d'autres personnes venues de divers villages, personnes qui, sans être anarchistes, sympathisaient avec la cause de ce rassemblement. Ainsi peu à peu, les camarades semaient l'intérêt dans les populations. Avec eux collaboraient des personnes qu'une différence d'idéologie séparait pourtant d'eux. Mais, ennemis de la guerre, ils se faisaient un devoir de lutter contre elle. Ils ne pouvaient oublier la tuerie du 6 août 1945.

Nos camarades entreprirent une campagne contre les bases américaines installées en territoire japonais. Ils maintinrent leurs positions de s'opposer à

toute espèce de guerre. Ils font d'ailleurs partie de l'Organisme International de Résistance contre la Guerre.

Cet Organisme célébrera un Congrès Mondial à la fin de l'année, lequel Congrès se tiendra aux Indes. Tenant compte de la mauvaise situation financière qui ne permettra pas à de nombreux camarades de se rendre à ce Congrès une délégation de la F.A.J. sera désignée pour y assister.

La propagande contre la guerre n'est pas la seule occupation de la F.A.J. Ses activités sont nombreuses. Elle suit avec intérêt la vie politique du pays. Elle ne cache pas les divisions dont souffre le Parti Socialiste. Un leader du même parti suivi de nombreux affiliés, a fondé un second Parti Socialiste. Devant une telle situation, nos compagnons se tournèrent vers les travailleurs: « Objectivement, dirent-ils, nous voyons que le socialisme démocratique dégénère vers le socialisme historique. Actuellement se manifeste un zig-zag dans sa ligne de conduite.

Par conséquent, il sert de planche de salut au Monopole de l'Etat capitaliste. Le nombre des partis socialistes n'a aucune valeur pour les travailleurs, mais leurs dirigeants ne sont pas des travailleurs... Ce sont des ambitieux qui aspirent aux plus hautes charges. Dans leurs mains, l'union des travailleurs est défaite».

Ils fixent aussi leur position à vis du mouvement syndical. Ils essaient d'orienter ce mouvement vers les travailleurs et les conseillent de se libérer de toute tutelle politique. « Les syndicats doivent être dirigés par leurs affiliés ». « Dehors les politiciens ! » dirent-ils au cours d'une allocution aux travailleurs. Il y a quelques mois.

Les politiciens ont beaucoup d'intérêt dans le contrôle des syndicats. Ils voient en eux un tremplin pour leurs ambitions.

La Fédération Anarchiste Japonaise dispose d'un organe de presse officiel « La Nigra Flago », d'où il est tiré une édition en Esperanto pour les personnes donnant détails de la vie du pays et des activités de leurs compagnons.

N. F.

ク ロ ハ タ

LA NIGRA FLAGO

Organo de
Anarkista Federacion Japano.

発行所 クロハタ編集局
東京都港区赤坂三丁目1番地3号 (赤坂三丁目)
編集局代表人 大友正雄

— 毎号20円 (税別) — 1年240円

DESDE CHILE

Sangrienta represión de huelguistas

Los «industriales» Aurelio y Américo Simonetti, viajaron, desde su país natal, con la loable intención de «hacer la América», como se dice vulgarmente. Y vaya si la han hecho. Le tomaron tanto gusto al hartazgo que no titubearon en recurrir a la fuerza pública para reprimir, el pasado mes de julio, una huelga de sus obreros de la «Madeco y Mademsa», por el solo hecho de reclamar un aumento de jornal.

Extraña teoría la de los burgueses. (Ya nos daríamos por servidos si sólo fuese teoría) Para ellos todo está bien: el robo, la estafa, el engaño, el enriquecimiento a costa de los oriundos del país que un día los recibiera «con los brazos abiertos», con sentimiento fraternal, como a unos hambrientos más que merecían una «manita» para que no murieran en el arroyo. Pero para los demás... para los que trabajan y padecen mientras ellos se enriquecen, buenas son las «tortas», los fusilazos, los apaleamientos, el hambre y los piojos. Al menos, los Simonetti tendrán bastante que contar si un día regresan, aunque sea de paseo a la «patria». «Qué bella América — retorarán con los incautos que osen poner oídos a sus injurias —. Aquello es el paraíso».

Si, América es el paraíso de los gordos, de los sin conciencia, de los desalmados, de los canallas de todas las clases y colores. Aquí, como en muchas partes, no se «cucen habas», sino que las «espaldas mojadas» de los siervos del salario, con la completa aquiescencia de todos éstos que aullan durante los periodos preeleccionarios, para a la hora de la verdad, no temblarles el pulso cuando de firmar órdenes represivas contra sus «conciudadanos» se trata contra los mismos que les dieron el voto que los elevó al poder para que viniesen en apoyo de todo lo nefando, de todo lo negro, de todo lo descalificado en los anales del bien y de la fraternidad. Los favorecidos por las «leyes en favor de la clase trabajadora», pueden ser extranjeros o nacionales. ¿Cuándo tuvo patria el gangsterismo organizado? Porque ese general Carvajal, chileno de nacimiento, sabía bien, cuando ordenó disparar contra los obreros en huelga, que los amos eran extranjeros y los huelguistas sus paisanos. Y esos mismos carabineros que apretaron sus infames dedos — garras de fieras más bien — sobre los fusiles, también sabían todo eso. Lo sabían los señores ministros del Interior y del Trabajo, y demás responsables de la represión que enterró al obrero Osvaldo González e hirió de gravedad a 16 obreros más, aparte las tres mujeres y los dos inocentes niños que se debaten con sus gravísimas heridas en el hospital. Todo lo sabían los responsables de este crimen de lesa humanidad que nos ocupa. Uno más entre los centenares de miles de asesinatos represivos legales que engrosa la cuenta del Estado y del capitalismo, unidos al clero y a la política que los ampara con aquello de «Esperad, hijos nuestros, que todo os lo daremos en bandeja». Y lo que dan son

palos, trabajo forzado, miseria, desolación y odio a carretadas.

La huelga se había prolongado ya durante 65 días de opróbulo para los desheredados, de espera siniestra para los poderosos que afilaban sus armas de muerte y destrucción. Y habían ido preparando y adiestrando esa cosa obscena que se llama «rompehuelgas». Porque no faltan tampoco en gran cantidad los desaprensivos, los traidores, los cobardes, los indeseables en el campo obrero. Cuadrillas de rompehuelgas habían sido dispuestas para evitar que la empresa explotadora cediese, ante la firme disposición de sus esclavos que se negaban a ser derrotados en sus justas peticiones. Y los burgueses camuflados de obreros, los representantes más repugnantes de la indignidad, tampoco se preguntaron si sería o no sería justo que con su contribución se facilitase la represión contra sus hermanos de penurias. Y allá fueron tranquilos, en cuadrillas de bandoleros baratos, de servidores infames de un delito que no tiene perdón, al mando de sus poderosos Al Capones que, si les iba bien, les lanzarían un mendrugo como a los perros a cambio de haber contribuido al desastre y la ruina de los suyos.

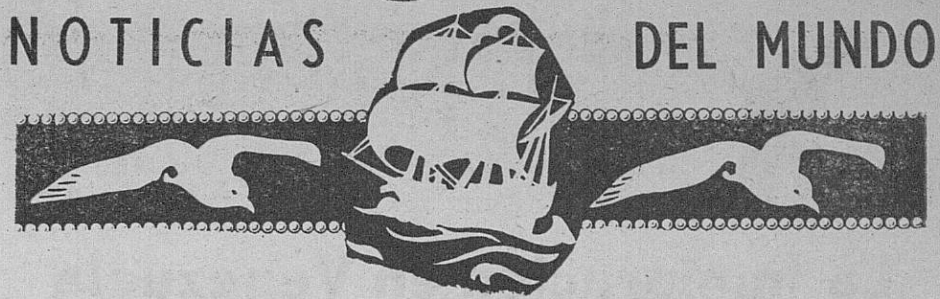
Todos se pusieron de acuerdo y la mañana del fatídico día jueves siete de julio se produjo el encuentro entre los obreros que defendían su derecho a una mejor situación económica que les permitiera seguir adelante con sus marchitos nervios gastados y desvenecados por el continuo servir de tuercas a las máquinas productoras de artefactos de « confort » para la gran sociedad del dinero y del poder, y los rompehuelgas apoyados por la fuerza pública al mando de ese general que una vez más ha dejado bastante bien colocado su apellido de raíz conquistadora. Pero debemos agregar que la presente «conquista» ha sido muy pobre y superlativamente triste. Esto, por sí el no se ha dado ya cuenta de ello.

Si nada se arregla en este mundo a tiros, mucho menos puede solucionarse así el problema de las luchas sociales entre Estados, burguesía y asalariados. Si por parte de los dueños del poder, la más mínima conciencia se extravía, su resultado es la sangre, el dolor exacerbado y las lágrimas. Si existe siquiera un grado de ese sentimiento tan humano, por parte de los mismos, el problema sigue igual, no se soluciona en la presente sociedad de tuyo y mío, pero al menos no hay que lamentar la caída en la barbarie, sin causa justificada o por puro sadismo, que no otra cosa nos parece el hecho de las represiones contra los que producen todo lo que la sociedad necesita para subsistir.

Ibáñez dejó un funesto ejemplo de gobierno en Chile. De seguir así, el actual gobierno tampoco escapará al pensamiento y la acción lapidarias de todas las personas honestas, responsables y amigas de la justicia y el bien. Si se ha de gobernar, como ya dijo Jefferson, se «gobierna lo menos». Es, éste, un buen consejo de adversario.

COSME PAULES

NOTICIAS DEL MUNDO



GRECIA

Puede considerarse Grecia como país pobre y subdesarrollado. Su economía es explotada por capitales extranjeros, ingleses, alemanes, americanos, que son los que obtienen los beneficios y los invierten en otros lugares.

Hay en Grecia actualmente más de 300.000 trabajadores en paro forzoso. Decenas de esas familias proletarias vegetan en una situación desesperada.

El Pentágono se ha preocupado de contar con bases en Grecia y de tenerla entre los países dependientes del Pacto Atlántico. Bien poca o ninguna atención se digna prestar a la triste situación de la gran masa de ciudadanos griegos el Departamento de Estado y la misma Organización Europea de Cooperación Económica.

Toda agitación que se produjera en Grecia, una de las plazas fuertes yanquis, frente a los balcanes bolcheviques, sería atribuida a los comunistas. Pero de las causas que las engendran y fomentan, de las verdaderas, y una de ellas al estado de miseria, se cuidan bien de ignorarlas los que quieren pasar por « protectores » de los pueblos.

ESPAÑA

Acusados de haberles encontrado propaganda contra el régimen, después de ocho meses de detención, cuatro jóvenes han comparecido a mediados de septiembre ante el tribunal militar de Barcelona.

Una pena de doce años de presidio ha sido pedida para uno de ellos; y otras de seis años para dos de los «reos» de tan «tremendo» delito: «propaganda subversiva». ¡Y viva la «democracia orgánica», fórmula franquista de tomar el pelo al mundo, mientras la juventud es condenada a presidio por practicar la libertad de pensamiento!

La farsa de las «elecciones sindicales», en la que deben participar diez millones quinientos mil electores forzosos, bajo la férula franquista y falangista, va a empezar y durará cinco meses. Deberán elegirse 300 mil miembros pertenecientes a 84 Federaciones; más de 800 mil responsables; 25 mil miembros de los comités de empresa y 25 mil otros «representantes de la clase trabajadora». Esto representa a la «base» del sindicalismo vertical. Luego, 131 funcionarios nombrados por el gobierno forman el comité director, es decir, la cúpide autoritaria, que dispone de todos los resortes, hace mangas y capirotos de todo, con el beneplácito del caudillo y de los demás paniaguados jerarcas; gasta los millones de las cuotas, ¡y viva la Pepa!

FRANCIA

Los efectivos mineros de aquí a 1965 deberán disminuir de 23.000 obreros.

Los «Charbonnages de France», que han limitada sus objetivos de producción a más de una décima parte, debe-

rán reducir sus efectivos desde ahora a la fecha indicada, y tal medida comprensiva alcanzará a 83 mil personas.

Los intereses y los beneficios del capital cuentan por encima de todo en el sistema social actual, tan deshumanizado, a pesar de que tantísimos defensores pagados o que se benefician de él continuamente nos cantan sus excelencias.

ITALIA

La Federación Italiana de la Juventud Comunista, que había llegado a contar con medio millón de afiliados, parece que actualmente no llega a cien mil.

Cuatrocientos mil empleados municipales se han declarado una huelga de doce horas, para apoyar su petición de mejoras.

Más de otros cuatrocientos mil obreros del sector industrial también han recurrido a la huelga para conseguir ciertas reivindicaciones.

ALEMANIA

Más de doscientos representantes de familias reinantes y ex reinantes de Europa y de la «nobleza» alemana se han reunido en ocasión de la boda de la princesa Alejandra de Isenburg y Buedingen, con el príncipe Enrique de Hannover, de Gran Bretaña, de Irlanda, duque de Brunswick y de Lunenburg, etc., etc., etc.

Después se dirá que los nobles de alta alcurnia, la aristocracia, las gentes de sangre azul, aspirantes a que vuelvan los «tiempos pasados», que para todas esas grandes familias reales y ennoblecidas con títulos más o menos pomposos, fueron la edad de oro, ya no existen casi. ¡Si abundan y proliferan como benditos de dios, practicando la máxima bíblica del «creced y multiplicaos», y suspirando en la espera de resucitar tronos, imperios y privilegios de tan rancia prosapia como la de sus pasados progenitores!

GUATEMALA

El gobierno guatemalteco ha anunciado que había descubierto un «complot comunista dirigido y financiado por la República cubana contra todos los gobiernos de la América central». Y nada menos que a la víspera de la apertura de las sesiones de la O.N.U.

Vaya fama de «terrorista terrible» que le labran al apuesto Fidel. Para justificar represiones preventivas, a buenos trucos recurren los mandarines guatemaltecos. Y la envidia que le tendrán ahora a Castro, después de sus fogosos discursos en la bahía del Hudson, dejando maravillados con su desbordante elocuencia a los representantes de los Estados en el «templo» de las Naciones Unidas y después de los exitosos rotundos que ha tenido, sin andarse en muchas contemplaciones con los yanquis ni con Franco.

EKIS

UNA VISITA «SOCIALISTA»

Ha llenado las páginas de la prensa sindical marroquí la visita que realizaron durante el mes de septiembre unos cuantos obreros yugoeslavos bajo la dirección de Svetovar Tempo, en tanto que delegación obrera de aquel país.

Dejaremos aparte las consideraciones de orden propagandístico de las declaraciones hechas por la delegación «titista» para examinar de cerca la calidad «obrero» de su presidente.

Vukmanovic Svetovar Tempo, diplomado de la Facultad de Derecho de Belgrado, dirigente militar y político del ejército de la liberación nacional yugoeslavo, ex subsecretario de Estado a la Defensa Nacional; ex ministro de Minas y de la Industria; vicepresidente del Consejo federal de la República Popular Federativa Yugo eslava y diputado a la Asamblea Nacional Yugo eslava.

Ni que decir tiene que no se le puede negar la calidad de obrero y de productor.

PROBLEMAS DE LOS OBREROS AGRICOLAS

La Unión Marroquí de Trabajadores parece que despierta en insólita actividad ante la presencia concurrente a la Unión General de Trabajadores Marroquíes.

Crónica mogrebiana

ACCION SINDICAL EN LAS CIUDADES

Reunido en el corriente septiembre, el Consejo Nacional de los Centros de Trabajo Agrícola, adopta por «unanimitad» diversas resoluciones relativas a la «unidad sindical», que creen amenazada por la presencia de los rivales; protesta contra el anuncio oficioso de nueva legislación sobre el derecho de «huelga» y bajo el título «La tierra para los que la trabajan», presenta las siguientes reivindicaciones:

1º Conclusión de las negociaciones para el establecimiento de las Convenciones colectivas.

2º Marrocanización de los mecánicos y jefes de cultivo.

3º Aumento mínimo de salarios para las categorías más bajas (25 por 100).

No comentaremos, por considerarlo innecesario, el alcance que pueden tener tales resoluciones para la conquista de la tierra por los trabajadores. Pero, si en fin, el título es un poco «llamativo», no dejaremos de reconocer que por algo se empieza.

Un examen, por ligero que sea, de la prensa sindical, nos da a conocer tal simultaneidad de reuniones y proceso de reivindicaciones, que la acción semeja de manera evidente a todas aquellas que conocimos lanzadas por «consigna» superior de obstrucción a determinadas políticas.

En las reuniones celebradas en el curso de una semana por sindicatos diversos (registramos 19 en Casablanca solamente) encontramos como reivindicaciones comunes: Aumento de salarios; pago de los días feriados religiosos; vestuarios y duchas; aumento de la indemnización de transporte; semana de 48 horas; aumento a 21 días de las vacaciones pagadas; dos trajes de trabajo anuales, etc.

Y hemos aquí que cuando anunciábamos en crónicas precedentes que no había conciencia verdaderamente sindical, parece que una se está creando y a pasos agigantados.

¿Será así afortunadamente para el productor marroquí?

El hecho evidente (a río revuelto) es que la creación de la segunda sindical en oposición a la exclusiva dada por la U.M.T., y la posición de los poderes públicos, de apoyo a una u otra, según las ocasiones, desencadena la consiguiente reacción de los desfavorecidos por el apoyo oficial.

Y sea como fuere, nos atendemos a una intensa actividad por parte de ambas centrales sindicales, aun cuando los objetivos no sean determinados por la base. Agitación que ha de crear un ambiente.

Este ambiente, a no dudar, creará una verdadera conciencia sindical, más fácilmente que con la existencia de una sola organización. La necesidad de la hegemonía empujará a los «líderes» a una acción más intensa en defensa de los intereses de los eternos expoliados. ¿Que el objetivo es político? Quizá, pero que malo es despertar a quien se mantuvo dormido... y el obrero marroquí no dejará de sacar sus conclusiones, y madurar a través de las mismas, su reflexión, formando así su verdadera conciencia de clase. Verdaderamente el clima es optimista.

CORRESPONSAL



La inmigración en Venezuela

A pesar de que en el país no existe discriminación racial, tanto en las leyes anteriores como en la Carta Fundamental de la República, que se está discutiendo aún en el Senado, en la cual está ya aprobado el artículo 61 que dice: «No se permitirán discriminaciones fundadas en la raza, en el sexo, el credo o la condición social. Los documentos de identificación para los actos de la vida civil no contendrán mención alguna que califique la filiación, establezca diferencias en los nacimientos o indique el estado civil de los padres...», la política inmigratoria del país es pronunciadamente racista y no solamente discrimina colores; discrimina sexos, edades, condiciones sociales y, sobre todo, credos.

La ley de Inmigración y Colonización en vigor, del 22 de julio de 1936, en su artículo establece tácitamente que los inmigrantes deben ser de raza blanca. Esto en cuanto a lo escrito, en lo que concierne al procedimiento, todo aquél que no inserte su condición de « católico » en los formularios de solicitud sabe de antemano que no se le abrirán las puertas. Lo mismo ocurrirá si su edad es cincuentona y si su « curriculum vitae » lo acusa demasiado revoltoso.

Esta contradicción flagrante entre el documento máximo del país, su Constitución, y los que regularizan los pormenores del piélago de sus actividades sociales es una de las tantas paradojas que registra el país. Algunos legisladores, con buenas intenciones, dieron a éste, desde hace años, algunas leyes democráticas y humanas. La ley del Trabajo venezolana está entre las mejores y la propia Constitución que se está discutiendo ahora tiene un contenido loable. Desgraciadamente, en la práctica, lo que prima acostumbra a ser lo opuesto.

En lo que respecta a la inmigración, éste llevaba, desde 1936, año en que se arrogó la ley de Inmigración vigente, un curso normal y de crecimiento continuo, paralizado en los años 1940 a 1945 por motivo de la Guerra Mundial, que alcanzó su punto culminante en los años 1955, 1956 y 1957, cuando se revistió a los organismos consulares con poderes para que pudieran decidir en otorgar visados sin necesidad de consultas previas con los organismos superiores.

Empero ha ocurrido algo inaudito este año, y en el primer semestre las es-

tadísticas arrojan un saldo deficitario al extremo que 10.992 emigrantes europeos han regresado a sus lares de origen. Es decir, que mientras las autoridades de inmigración recibían, desde enero a junio inclusive, a 18.276 emigrantes, 29.268 dejaban definitivamente el país.

Se trata de un hecho alarmante, que es la consecuencia de la crisis económica que el gobierno de Rómulo Betancourt no ha sabido afrontar. Una crisis que toma sus inicios en 1958 con la fuga de grandes capitales a los que no se les ponen trabas para abandonar el país sumiéndolo en una falta de circulante que va paralizando poco a poco las actividades industriales y comerciales. El paro forzoso es el resultado de todo ello y el emigrante ve alarmado cómo se volatilizan sus pocas economías en un país donde el costo de vida es de los más elevados del mundo.

La reacción natural de la mayoría es la del regreso sobre, todo, que para muchos la adaptación no ha sido demasiado fácil.

Para el país, la « fuga » de los emigrantes reúne una gravedad mucho mayor que la de los propios capitales. Aquellos significan la mano de obra especializada y laboriosa que necesita el país, que trata a todo coste de constituir su propia industria para emanciparse de la tutela de la importación norteamericana.

El ser humano, como capital, hablando en términos económicos, es mucho más valioso y costoso que no importa qué activo industrial o comercial esgrimido en los balances de las empresas. Su poder de producción, de inventiva y de autodeterminación es superior a la máquina y todos los demás valores lo son en la función proporcional que frente al hombre asumen.

Hace tiempo la universidad de Harvard llevó a cabo un estudio sesudo y metódico, como es de esperar de tal institución, para lograr el cálculo más aproximado posible de lo que el Estado y los responsables — padres, tutores, representantes, etc., — invierten para formar un ente social de diez y ocho años. La conclusión fué de 10.000 dólares (1). Vale decir que cada vez que un emigrante franquea la entrada del Terminal de La Guaira el país ve aumentar su activo de 10.000 dólares, porque se interpreta que, debido a la depuración efectuada en los consulados, el emigrante es una persona sana y preparada, tanto en su oficio como en

las normas sociales indispensables para la convivencia.

Por el contrario, el saldo pasivo de 10.000 emigrantes registrados en el primer semestre de 1960 — que continúa aumentando en el segundo — representa una sangría de fuerzas y de capital mucho más alarmante que la fuga de los millones que los capitalistas pusilánimes llevaron a cabo al derrocar el régimen de Pérez Giménez confiándolos a las bancas suizas, canadienses y estadounidenses.

Venezuela tuvo un gesto magnífico al derrocar a Pérez Giménez y su régimen dictatorial en 1958, pero el pueblo declinó muy pronto su mayoría de edad ganada en la lucha callejera y dimitió en favor de un gobierno pusilánime que lo ha llevado a este triste espectáculo actual. Triste e incomprensible a la vez porque el país continúa disfrutando de la sabrosa renta que su subsuelo, rico en petróleo, le proporciona y, sin embargo, no sabe aprovecharla por la hipoteca en que han incurrido sus gobernantes, que procedieron a castigar la revolución en sus comienzos pensando que era más interesante quedar bien con las clases opulentas que con las necesitadas.

El resultado ha sido catastrófico. Las clases oligárquicas se retiraron la confianza a Betancourt y mandaron sus capitales, inclusive aquéllos de vieja raigambre venezolana, al exterior, y fomentaron un ambiente de inestabilidad y golpe de Estado al que no se ha podido poner coto a pesar de que en ningún momento el gobierno ha defraudado las exigencias de la gran finanza y les ha permitido, sin control ni restricción, sacar las dos terceras partes de las reservas que el país tenía en divisas.

Por su parte, las clases menesterosas también han retirado la confianza a unos representantes que se han burlado de las promesas electorales y que, por comulgar con el diablo y el agua bendita, se han quedado en la equidistancia de las dos fuerzas seculares: explotados y explotadores.

El venezolano, sin nostalgias que lo llamen desde el otro lado del Océano, se decide por regresar al interior, donde le espera el conuco protohistórico o se las arregla pidiendo limosna, haciendo el buhonero, robando y otras mil actividades parasitarias y antisociales.

El emigrante, con una puerta abierta que deja antaño, toma el camino de regreso hasta el terruño que pensara pisar nuevamente a lo «Gavilán», con la cartera repleta y el Cadillac en la puerta, y que, para su desventura pisará con los bolsillos escualidos y unos cuantos saños menos para vivir...

VICTOR GARCIA

(1) *El ser productivo sale más barato a la humanidad que el asesino en potencia: el militar profesional. El director de la Academia Militar de Caracas, coronel Alfredo Monch ha declarado a los periodistas que para hacer un oficial el Estado invierte 260.000 bolívares (77.000 dólares)*

CHECOESLOVAQUIA

Checoslovaquia es uno de los países del bloque comunista que más se distingue en los resultados obtenidos en la competición económica puesta en juego entre el Este y el Oeste, en el dominio de la industria.

Un nuevo plan quinquenal 1961-65 va a ponerse en marcha.

La industria metalúrgica está proyectado que debe dar un salto adelante de 58 por 100 con relación a 1960.

La primera plaza en el desarrollo de la industria es señalado a la química, de la cual se fija el porcentaje de aumento de la producción a un 97 por 100.

Dos complejos químicos se preparan para la fabricación de caucho sintético. La rama de materias plásticas habrá de aumentar la producción. La producción de resinas, de barnices y fluoroplastos deberá aumentar. El volumen de petróleo bruto tratado en Checoslovaquia se propone multiplicarlo por 2,7. Serán construidos oleoductos en territorio checoslovaco para conducir el petróleo, conectándolos al oleoducto soviético que pasa por la Ucrania subcarpática y que termina en Hungría.

La segunda plaza de la producción es indicada a la rama mecánica, que deberá aumentarla de 76 por 100 en relación a 1960.

La mecanización en la extracción ha de acrecentarse de un 35 por 100 diario. Para el cobre se señala un aumento de producción de 55 por 100; para el aluminio de 51 por 100; de 111 por 100 para el zinc; para el plomo, de 14 por 100.

La rama de telecomunicaciones llevará a cabo la automatización en 95 por 100 de los centros telefónicos y aumentará

el número de líneas telefónicas de 57,9 por 100 en relación con 1960. Un cable coaxial entrará en función en 1962, reemplazando Praga, Moscú y Berlín.

La industria del consumo efectuará un esfuerzo en 1965 para elevar la producción de 26 por 100. La de alimentación, hay el propósito de que progrese de un 30 por 100. La construcción de viviendas debe llegar a 482.000 unidades más con relación al primer plan quinquenal.

La producción agrícola, que en los anteriores planes había quedado muy atrás de lo que se había proyectado, habrá de aumentar un 52 por 100, con el fin de permitir la exportación de azúcar, de hublón, de malte y de simientes.

Cien mil tractores vendrán a sumarse a los ya existentes.

La producción por hectárea se pretende alcance 26,5 quintales métricos para el trigo, 237 para la remolacha, 180 para las patatas.

El producto social bruto será realizado de 42 por 100 y el consumo de la población se elevará de un 30 por 100, según dicho plan.

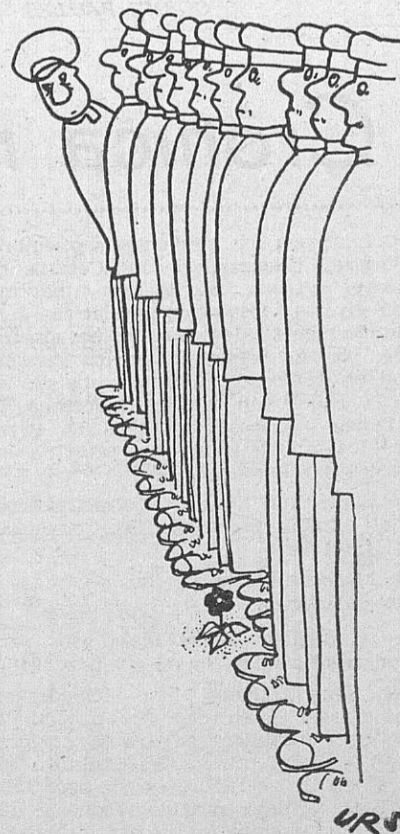
La jornada de trabajo hay el propósito de generalizarla a 42 horas y a 40 en las minas.

Tales son las grandes líneas del nuevo plan quinquenal en Checoslovaquia. ¿Llegarán a alcanzar los resultados señalados?

A los obreros se les pedirá más y más productividad, acelerando el ritmo de su esfuerzo cotidiano. Y a los objetivos de la tecnocracia quedará sacrificado

una vez más el bienestar de la población y de la persona humana, sometida al engranaje del sistema comunista estatal, que no puede echar muy en cara la explotación que se lleva a cabo en el «mundo capitalista».

L. N.



Medios y fines

de la organización obrera

El régimen social presente, basado en el derecho de propiedad privada, defendida por la fuerza emanada del principio de autoridad, crea una situación de miseria y opresión de los trabajadores tan evidente y sin defensiva, que no queda de éstos otro medio de alivio que crear organizaciones defensivas, desde las cuales defender su pan y sus derechos, el uno robado y los otros conculcados por sus seculares enemigos: el capital y el Estado.

Ante esta esclavitud hambreada a que es sometido por las fuerzas del privilegio, el trabajador siente la imprescindible necesidad de organizarse, no sólo para poder mejorar su situación económica, sino también para impedir que se le someta cada vez más a una esclavitud moral y física, ya que el capitalismo no reconoce otros límites para sus ansias explotativas, que la resistencia que a su desenfreno puedan oponerle los trabajadores por medio de sus organizaciones de lucha anticapitalista.

Por lo tanto, la contienda entre los que usufructúan la riqueza — que debiera ser patrimonio común — y los que la producen debatiéndose en la miseria resulta inevitable y el cese de esta lucha no podrá tener fin dentro de este régimen estatal-capitalista, porque su existencia tiene por base principios de explotación y tiranía que chocan con el vivir en el mayor grado de bienestar y libertad.

Y es frente a la agresión y al despojo practicado por los capitalistas que el obrero busca en la agremiación su defensa y se prepara para el contraataque, reivindicando desde ella el derecho absoluto a ser dueño de su trabajo y de su libertad.

De ahí que las organizaciones obreras que se han compenetrado de lo trascendental del problema, orientan sus luchas en tal sentido, fijando el punto de llegada en la instauración de una sociedad que tenga por bases el trabajo liberado y el apoyo mutuo entre los productores, con absoluta ausencia de autoridad y a la que cabría el nombre de sociedad libre de productores libres.

Para que esa meta luminosa pueda ser alcanzada, será necesario que en el pueblo haya una colectividad lo suficientemente numerosa que influyente en las multitudes y que éstas, a su vez, estén saturadas de las ideas filosóficas del anarquismo de tal modo que esa anhelada sociedad de libres sea una necesidad sentida por las muchedumbres explotadas.

Sin esa labor, que bien podríamos llamar de educación social, será absolutamente imposible la instauración de un sistema de convivencia que garantice el bienestar y la libertad para todos los seres humanos. Porque si el sistema social presente se asienta no sólo en las instituciones armadas del Estado, sino también en las ideas que a través de los siglos y las generaciones han inculcado en el pueblo haciéndole creer que su existencia es necesaria y útil hasta el extremo de que sin él los hombres nos devoraríamos los unos a los otros como fieras salvajes, para destruirlo e impedir que sobre sus ruinas surja una nueva tiranía bajo un nuevo aspecto, hay que atacarlo a fondo, destruyendo sin contemplaciones su estructura milenaria, llevando al convencimiento del pueblo la verdad de que el Estado es innecesario y que su misión es someter por la violencia toda rebeldía popular, defendiendo el privilegio que injustamente disfrutaban las castas parasitarias.

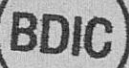
Se hace también necesario poner de relieve el tesoro que constituye la inmensidad de valores morales e intelectuales que existen en el fondo de los hombres, reservas que harían posible la fraternidad humana sobre bases de libertad y derecho y que hoy apenas se manifiestan, debido a que el actual régimen los obstaculiza, ya que en vez de contribuir a su desarrollo, mata y destruye todo sentimiento de amor y de justicia.

Por eso, para que las organizaciones obreras puedan cumplir la misión de independizar al trabajador del yugo opresivo de la tiranía y la explotación, deben fijar con precisión su finalidad social, no sirviendo de instrumento de los partidos políticos ni acatar consignas extrasindicales que la hacen servir de puntales de toda tiranía económica y de todo Estado sea éste del color que sea.

La organización obrera debe ser ins-

(Sigue en pág. 9)

Cincuenta años de existencia y de lucha



La Confederación Nacional del Trabajo de España llega este año al cincuentenario de su vida orgánica. Fundada en el Congreso de Barcelona, celebrado durante los días que van del 30 de octubre al 1 de noviembre de 1910 se mantiene hoy con vitalidad, integridad y firmeza. Después de incesantes luchas, de haber pasado por las más duras pruebas, de haber sostenido las más agueridas batallas sociales, de realizar las más grandes gestas en el terreno de la acción de un proletariado consciente y sólidamente organizado, de haber llevado a cabo una obra imperecedera que prosigue y continúa, sigue en pie, en España y en el Exilio. Es, a pesar de todo, la primera de las organizaciones sindicales españolas. La que cuenta con la mayor confianza de los trabajadores ibéricos; la que conserva todo su prestigio moral ante los ojos del pueblo español. Y es la organización que los mismos adversarios se ven obligados a considerar, porque es fuerza vital y constituye potencia efectiva. Ella es la quevebgkqjsdrétucmfhy tiva. Ella es, también, la que preocupa principalmente, al enemigo. Derrocado el franquismo, lo que será un hecho en fecha no lejana; hundido todo ese aparato burocrático y estatal de los Sindicatos Verticales franquistas, la C.N.T., en el nuevo despertar del movimiento sindical libre español, va a afianzar con poderosa impulsión su primera plaza en el terreno social, en el mundo del trabajo. Así lo creemos nosotros.

La C. N. T. acaba de celebrar en el Exilio un gran Congreso Intercontinental de Federaciones Locales. Tiene más importancia todavía que el de mayo de 1945. Después de tristes experiencias vividas, con sus dictámenes y acuerdos, y sobre todo con el espíritu de las decisiones formuladas directamente desde la base — valga la frase, porque en la C.N.T. no hay ni puede haber dirigismo — viene a consolidarse internamente, a dar más brioso ritmo a sus actividades militantes, a preparar el máximo sus efectivos en todos los órdenes. Para ir realizando sus objetivos, mostrándose a la altura de la misión histórica que ella misma se ha trazado. Viene a enfrentarse, como lo ha hecho siempre, con responsabilidad y decisión con las realidades de los actuales problemas y con las de aquéllos que permite prever el inmediato porvenir ibérico y mundial.

La C.N.T. existe porque es la expresión, la suma y la continuidad de una corriente vital, de una voluntad militante individual y colectiva, vinculados a un ideario doctrinal y táctico consistente, esencialmente sindicalistas revolucionarios y libertarios, federalistas, fundamentalmente antiestales. Vive porque es conciencia militante competente y agrupada solidariamente, integrada idealmente, ejerciendo polo de atracción activa entre los trabajadores españoles, que se impregnan de su espíritu y hacen que la C.N.T. sea su propia organización. La C.N.T. vive, persiste y perdura porque hay una militancia voluntaria, abnegada, sana, consecuente, porfiada en el empeño tesonero de defenderla y mantenerla, sean buenos o malos tiempos, frente a las feroces acometidas y a las represiones del enemigo; frente a las maquinacio-

MEDIOS Y FINES...

(Viene de la página 8)
trumento solamente de emancipación de la clase explotada por el privilegio, buscando siempre la independencia del individuo dentro de una sociedad libre en la que la práctica del federalismo anárquico garantizará su equitativo desenvolvimiento, sistema económico éste que recomienda la Federación Obrera Regional Uruguaya, ya que el federalismo es lo único que ofrece al producir una amplia libertad de trabajo y una equitativa distribución de la riqueza social.

Obrando así no se correrá el riesgo de que el esfuerzo de los trabajadores sea desviado de su cauce emancipador, que serviría para apuntalar a un cualquier régimen de explotación del hombre por el hombre y en el que la humanidad seguiría sufriendo los mismos males que desde siglos viene sufriendo, tal como lo que actualmente viene pasando en la Rusia bolchevique, donde el trabajador continúa siendo tan esclavo como en tiempos del viejo zarismo.

Por eso repetimos: la organización federalista con finalidad anárquica es el arma con que el trabajador podrá abatir al privilegio y con ella se abrirá paso hacia su emancipación definitiva.

PASCUAL MINOTTI

nes adversarias que pretenden crearle problemas, obstáculos y dificultades en su marcha; frente a tirios y troyanos.

Hoy, con el pensamiento fijo en los que sufren desde tantos años en las cárceles y presidios, en toda España; en ese cruento exodo que también ha sido y es el exilio, que tanto ha diezmado también nuestras filas; esparcidos por todos los continentes del mundo centenares de militantes; recordando con tristeza y también con orgullo a cuantos han sucumbido y desaparecido cayendo de pie, sin inclinar la frente, ni ante la adversidad ni ante el enemigo; saludando a los luchadores veteranos y a las nuevas promociones que se mantienen firmes, podemos celebrar este aniversario histórico. Podemos hacerlo con esperanza y alborozo, con la resuelta decisión de multiplicar nuestros comunes esfuerzos, aun en medio de la irreparable pena que roe el corazón, al pensar en los innumerables militantes conocidos y anónimos, todos igualmente estimables, sacrificados en holocausto de nuestra causa, de la causa del Ideal Libertario y de la C.N.T., que es también la del Pueblo, la de la Libertad y de la Justicia Social.

La C.N.T. vive. La C.N.T. existe. A todos sus militantes, a todos sus afiliados, en el Exilio y en España corresponde el deber moral de hacerla cada día más y más fuerte, más potente. De engrandecerla, para que siga siendo la vanguardia del proletariado español e internacional; la más dinámica de las fuerzas llamadas a renovar a España, el más firme sostén del pueblo y de sus derechos y de sus libertades.

GERMINAL ESGLEAS



Algunos datos estadísticos sobre España

EL AGRO ESPAÑOL

— El campo español está formado por 38 % de tierras labrantías; 40 % de prados, dehesas, pastizales; 7 % de bosques. El 15 % puede considerarse improductivo.

— La producción agrícola representa el 90 % del valor del campo español. La ganadería representa el 10 %.

— Los cereales, junto con los barbechos comprenden la mitad del labranza. Olivo y vid: 7 %; leguminosas 1,8 %; frutales: 1,2 %; cultivos hortícolas 1,2 %. El trigo ocupa el 20 % del terreno cultivado. En 1954, año excepcional, la producción alcanzó 4 y 5 millones de toneladas métricas.

— Ganadería: El total de animales domésticos existentes (predominan ganadería menor —16 millones de ovinos—; los ovinos, cabríos y porcinos representan el 79 %) es de 28.500.000 cabezas, o sea que correspondería aproximadamente una cabeza por persona.

— 50.000 grandes propietarios poseen el 51,5 % del suelo español.

700.000 propietarios et 35,2 %.

1.000.000 de pequeños propietarios el 11,2 %.

1.250.000 el 2,2 %.

Cinco millones de campesinos no poseen nada.

LATIFUNDIO Y FEUDALISMO

Grandes hacendados:

Duque de Medinaceli	79.140 Ha.
Duque de Peñaranda	51.015 »
Duque de Villahermosa	47.203 »
Duque de Alba	34.455 »
Marqués de la Romana	29.096 »
Marqués de Comillas	23.719 »
Duque de Arion	17.666 »
Duque de Fernán Núñez	17.732 »
Duque del Infantado	17.171 »

Actualidad comentada Francisco Ferrer

(Viene de la pág. 10)

taba algunos servicios a los propios Aliados, jugando con varias barajas.

Pasados los momentos críticos de la conflagración guerrera internacional, la concepción estratégica de los norteamericanos y la política del Departamento de Estado con la complicidad de Inglaterra y de otros países «democráticos», contribuyó a sacar de serios apuros inmediatos. El pacto para la instalación de bases americanas se firmó. El tío Sam asfajó al Caudillo millares de dólares que le vinieron de perilla al dictador. Así modernizó éste el armamento, equipó su ejército, para mejor tenerlo preparado a los efectos represivos sobre los mismos españoles, si la eventualidad de nuevo se presentara; dejó que las poderosas bases atlánticas como la de Rota se instalaran en suelo hispano; consintió que los oleoductos del «extranjero», desde el sur del Mediterráneo, llegasen hasta Zaragoza...

Pronto van a transcurrir de la fecha del pacto yanqui-franquista diez años. El tiempo pasa veloz. Los acontecimientos se precipitan. El adelanto técnico, innegable de la U.R.S.S., con sus potentes cohetes tele-dirigidos, ha venido a modificar las mismas concepciones de la estrategia Atlántica. Hoy, cuando se habla incluso de la retirada de las fuerzas armadas americanas en Alemania, de equipar al régimen de Bonn con los cohetes «Polaris» suministrados en serie por la U.S.A., las bases de España no le interesan tanto al Pentágono. Por otra parte, la política del Mercado Común Europeo empezando a surtir sus efectos, la integración de Europa, aunque con dificultades, puesta en marcha; solícitas presiones económicas alemanas, inglesas y francesas haciéndose sentir en concurrencia con las americanas, el dictador barrunta su nuevo plan «maquignon». Ya se anuncia que en 1963 el pacto yanqui-franquista quedará denunciado... La elección presidencial en los EE.UU. también puede ayudar a ello. El Caudillo trata de salvarse ganando tiempo; de hacer frente a la desastrosa situación económica de su régimen, mientras perfecciona su aparato represivo, hasta en el Código. ¿De dónde sacará tajada o piensa sacarla? ¿Conseguirá apuntalarse por algún tiempo más? Haga lo que haga, él y su régimen están irremisiblemente condenados.

PALAFOLLS

El Sindicalismo revolucionario rechaza todas las fronteras políticas y nacionales, arbitrariamente creadas

PRESUPUESTOS GENERALES

(En pesetas)

	Ingresos	Gastos
1924	2.777.000	2.941.000
1945	10.564.000	14.564.000

Presupuesto de 1950: 17.940,8 millon. de (En millones de pesetas)

Presupuesto de 1950 17.940,8

Presupuesto de 1954 26.020,7

(De estos 26 mil millones de pesetas, 16 mil millones y pico son destinados a cargas improductivas y a pago de intereses de la Deuda Pública.)

LA BANCA

Banco de Bilbao. — 829 millones de pesetas. (Grandes intereses en los Altos Hornos de Bilbao.)

Banco Central. — 830 millones de pesetas. (Director: Villalonga. ¿Participa Juan March? — Controla la Banca de Valencia, el Banco Vitalicio, la banca popular española. Villalonga preside también la Compañía Española del Zinc, de un capital de 300 millones de pesetas, que monopoliza el zinc español.)

Banca Española de Crédito. — 1.000 millones de pesetas.

Banco Hispano Americano. — 1.121 millones de pesetas. (Controla la Banca Herrero de San Sebastián, de Gijón, la Mercantil de Tarragona.)

Banca Urquijo. — 573 millones de pesetas. (Controla la Sociedad Española de Construcciones Navales; ligada a la Vickers inglesa, a la Compañía de navegación Ibarra, al cemento Asland y participa en los Altos Hornos de la Duro-Felguera.)

Banco de Vizcaya. — 836 millones de pesetas. (Controla 3 compañías de Electricidad, y tiene intereses en Firestone,

El ideario de Francisco Ferrer, claridad meridiana en su fondo y su forma, es de tal transparencia del pensamiento creador y la acción iluminada, que no necesita de intérpretes o traductores ocasionales, para entrar en su égida, en la conciencia de todo hombre, digno de su nombre.

La vigencia espiritual de Francisco Ferrer, en el campo ideológico y de la militancia anárquica no ha conocido eclipses. Ahora, como en la primera hora del esforzado batallar, sigue en alto su gesto de sembrador sobre el surco, marcando los rumbos señeros a la infatigable siembra.

Presente está con su sombra luminosa, como siempre y más que siempre, con su nombre de vida y el de su muerte, en tránsito glorioso, vigente su pensamiento en nosotros, lo de entonces, y aun en los del después, que viene a ser el ayer, el hoy y el mañana, porque el ideal anárquico, no puede ser abatido totalmente, jamás. Ave Fénix, que alza su vuelo victorioso perennemente renovado, de entre las cenizas del tiempo y dispersión de las mismas ideologías superadas.

Francisco Ferrer, ¿un santo laico, al estilo evangélico de tantos que actuaron, prestigiando nuestras colectividades?... Eso, y algo más que todo eso fué el gran victimado de Montjuich, configura con su martirio un signo capitular en nuestro martirologio libertario; un santoral que no tiene más ritos consagratorios que la memore exaltación de su nombre y su obra, siendo que fué, como sigue siendo un ejemplo en grado heroico de la dignidad humana.

Apóstol y mártir fué del pensamiento libertario, más bien y no solamente del libre pensamiento, nuestro Francisco Ferrer, porque tuvo y mantuvo ardiente y actuante en vida la militancia insigne por la libertad; mística militancia que consagró con su muerte, y que sigue manteniendo su sombra esclarescida, jamás evocada en vano.

Apóstol y mártir libertario, pues con su vida y con su muerte lo hizo esta pasión en pensamiento y obra, a imagen y semejanza de aquéllos que durante los siglos medios e intermedios y aun después, ardieron en las hogueras alzadas por el fanatismo dogmático, por la bastarda y absurda en su cristo político romano, cesáreo, que desplazaron al dulce Nazareno, usurpando su nombre y su signo — luz del corazón — en el sentir y pensar de las multitudes gregarias.

Apóstol y mártir, pues. Los mártires, con más poder aún que los héroes y los santos, afirman la perennidad de las grandes corrientes filosóficas, rectoras del pensamiento universal.

El crimen de Montjuich, señalado por la historia del hombre y de los hombres, entre los crímenes máximos de la reacción oscurantista en los últimos tiempos, marca también un gravísimo error de esas fuerzas oscuras.

El fusilamiento de Francisco Ferrer, que levantó en el mundo una marea inmensa de indignación y protesta hizo que los principios de la Escuela Moderna, por la que tanto batalló nuestro apóstol rojo, se universalizaran, a pesar de los momentáneos paréntesis brumosos... Porque en verdad la descarga de Montjuich desarticuló la línea clásica de los tiempos abriendo una puerta más al pensamiento libertario en marcha hacia un futuro, que traerá sin duda el alba definitiva.

Esa descarga de fuego se convirtió en explosión de luz, al herir la sombra del mártir, y todavía sigue resonando como un toque de somatén en la conciencia de los pueblos que sienten la vocación heroica de la libertad.

ANGEL FALCO

(Prefacio al libro «La Escuela Moderna», de Francisco Ferrer, que acaba de editarse en el Uruguay, por la F.O.R.U., Sección de la A.I.T., y que reproducimos en este cincuenta y uno aniversario del fusilamiento de Ferrer, sacrificado por el odio reaccionario y clerical).

Le Gérant: Etienne Guillemau

IMPRIMERIE DES GONDOLES
4 et 6, rue Chevreul
CHOISY-LE-ROI (Seine)



A.I.T.

ORGANO DE LA ASOCIACION INTERNACIONAL DE LOS TRABAJADORES
Association Internationale des Travailleurs — Associazione Internazionale dei Lavoratori — Internationella Arbetar Associationen
International Working Men's Association — Internacia Laborista Asocio

REDACCION : A. I. T. - C. N. T.
Bourse du Travail - Place St Sernin
TOULOUSE (H. G.)

Mensual bilingüe (Nueva Serie) ★ Año 32 ★ Num. 34
PRECIO: 0'50 N.F.
Suscripción: 6 meses: 4 NF. — Un año: 7 NF.

ADMINISTRACION Y CORRESPONDENCIA:
Esgleas, Joseph—A.I.T.-C.N.T.—4, rue Belfort.
C. C. P. 934-56 — TOULOUSE (H. G.)

Valores permanentes de la A. I. T.

BDIC

Algunos se desalientan porque la A. I. T. no está formada por millones de adherentes. Indudablemente, las grandes masas cuentan en el mundo. Pero si los pueblos que no alcanzan diez o quince millones de habitantes tuvieran que desaparecer o suicidarse, hoy que precisamente proliferan tantos pequeños Estados, por la simple razón de que no cuentan con los millones de ciudadanos de los Estados Unidos o de la U.R.S.S., por no hablar de China, estaríamos bien aviados. Lo mismo podemos decir de las organizaciones, de los partidos, de las Internacionales obreras.

La Primera Internacional empezó en el siglo pasado con un número reducidísimo de afiliados. Las primeras asociaciones también. Hoy hay algunas asociaciones proletarias, algunos sindicatos de trabajadores, algunas Internacionales, que cuentan con millones. ¿Tienen más razón ahora que cuando algunas empezaron con humildes orígenes? ¿Qué causas han favorecido su desarrollo? ¿No se ha producido, también, en partidos obreros y de izquierda, en organizaciones sindicales e internacionales, fenómenos inversos?, los han visto reducirse de haber contado con millones de adherentes los han visto reducirse sensiblemente, hasta quedar esqueleticas? ¿Cuáles han sido los motivos?

El análisis de ese fenómeno de desarrollo y de descenso, nos llevaría a muy complejas consideraciones, sobre las que no podemos extendernos en detalles en el corto espacio de que disponemos. Pero de aquí sacamos unas conclusiones inmediatas generales, a saber: Raramente, en país alguno, si no es bajo régimen dictatorial o por procedimiento impositivo, la suma de los obreros organizados libre o voluntariamente, constituye la mayoría del volumen total de la masa trabajadora ocupada en el mismo. La mayor parte de las grandes organizaciones de masas se adaptan poco al medio, aunque en principio hayan tenido pretensiones de renovarlo. Los factores humanos que determinan cambios políticos o sociales históricamente siempre son expresión de minorías activas, aunque en momentos dados grandes masas populares también participen en ellos y los apoyen. Las masas, por inclinación ancestral, son gregarias, indiferentes, atávicas, indolentes y conservadoras; carecen de dinamismo, de inquietudes y de espíritu combativo.

La A.I.T. no cuenta hoy con millones de afiliados. No los ha tenido ni el primer periodo de su fundación, ni luego. Ha perdido muchísimos efectivos, por efectos de las represiones, en Italia, durante el fascismo, en Alemania, en la época nazi, en Argentina, Portugal y España, donde la persecución de los militantes de sus Secciones ha sido y es permanente. Dificulta, también, el crecimiento en número de sus adherentes, la condición de ser antes referida de las masas; el sentido conservador y de adaptación de éstas; su carencia de ape-

tencias estimulantes. El conformismo a las satisfacciones materiales, por mínimas que sean, y con tal de que el obtenerlas no haya de significar gran esfuerzo de lucha y menos acción subversiva, rebelde o revolucionaria, en suma, activa participación directa.

Sólo en España la Sección de la A.I.T. ha sido mayoritaria en el mundo del trabajo. Y se debe a que en el desarrollo de la C.N.T. ha jugado un papel decisivo un factor moral: sus objetivos revolucionarios; definición finalista ideológica; su metodología de lucha y, sobre todo, la presencia dinámica, activa, constante, de los militantes sindicalistas revolucionarios y anarquistas. Precisamente algo de que los que pretenden descubrir «nuevos horizontes» para incrementar los efectivos de la A. I. T. tratan de ignorar, disimular o bien desconsiderar.

Ampliar la base de la A. I. T., hacer de ésta una gran organización internacional por el número de sus afiliados ha sido siempre, sin duda, una preocupación de los militantes de sus Secciones. Lo es hoy, igualmente, de todos ellos y de sus organismos responsables. Pero, para conseguirlo, nunca puede la A.I.T. sacrificar al número su razón de ser; sus características fundamentales; sus principios, sus finalidades, sus métodos de lucha, que es precisamente lo que le distingue de las demás Internacionales.

Que la A.I.T. no tenga razón en los fines que persigue, nadie ha podido demostrarlo. Pequeña hoy en número, puede aumentar éste mañana, en diferentes países. Las masas son también versátiles. Pero la mayor grandeza de la A.I.T. es de índole ética: reside en sus principios, en su limpia trayectoria de lucha. En una fiera independencia frente al Estado y al poder corruptor del capital, que es otra de las cosas que más la dignifican y la honran.

ACTUALIDAD COMENTADA

PORTUGAL, UN PUEBLO QUE SUFRE

Quando los pueblos no se agitan o no gritan sus dolores hasta ensordecer el mundo, se echan en olvido sus sufrimientos por larga e inmensa que sea su tragedia. Tal es, entre otros, el caso de Portugal.

Se ha dicho que la dictadura de Oliveira Salazar, el muy «católico» es una dictadura temperada. En silencio, sin embargo, ella ha ejercido año tras año, la represión más feroz. En algunas cárceles portuguesas puede haber celdas individuales limpias y lavabos, pero los métodos inquisitoriales de los esbirros al servicio del dictador «cristiano», los conoce bien la oposición. ¿Cuántos son, en el curso de estos años, las decenas de personas de todas las clases sociales, de todas las tendencias liberales, republicanas, socialistas, sindicalistas, anarquistas, víctimas de esa dictadura de la que el hombre que la ejerce, como si se tratara de algo paradisiaco, habla con la sonrisa en los labios?

A pesar de toda la propaganda que se ha hecho el régimen a sí mismo, vanagloriándose de lo sana que se encuentra la economía portuguesa, el pueblo lusitano pasa hambre; los salarios, en muchos lugares, siguen siendo míseros. De los seis millones de habitantes con que cuenta Portugal sólo una ínfima minoría de población — y ésta entre los emparentados al círculo político de la dictadura y a los explotadores de brazos e inteligencias humanas — gozan de relativo bienestar. El orden político de Salazar, llamado «nuevo», está muy lejos de haber labrado la felicidad de los lusitanos. Y, en cambio, la libertad, bien esencial, ha sido sacrificada.

El general Delgado, candidato de oposición a la presidencia, en 1958, en unas elecciones que debían considerarse perdidas de antemano para los adversarios del régimen de Salazar, dado los recursos expeditivos con que éste ha contado desde su instauración, decía en su campaña que la política económica del dictador permitía a las «bien famíliás» enriquecerse cuando el pueblo desheredado vive en la más negra miseria. Y, desde entonces, la triste situación del

pueblo portugués ha venido agravándose.

La necesidad de poner término a ese estado de cosas, Portugal entero la siente. Es de esperar que algún día la acción decidida de los portugueses que combaten por la libertad hará triunfar su justa causa.

RELACIONES PARIS-BONN

El pueblo francés y el pueblo alemán, queremos referirnos a los millones de ciudadanos que no son privilegiados de la fortuna, trabajan y siguen su vida cotidiana sin alimantar, sin duda, sueños «revanchistas». Como todos los pueblos, deberían tratar de estrechar sus lazos de buena amistad y de entenderse para todo lo mejor, tratando de alejar lo peor. Pero cuando la política se mete de por medio en los asuntos de las naciones — y siempre se mezcla en ellos porque está en su naturaleza y en su misión — las cosas se enredan y complican con facilidad pasmosa.

Varias entrevistas Adenauer-de Gaulle habían podido hacer pensar que la amistad franco-alemana iba a consolidarse seriamente. Sin embargo, ese acercamiento se revela fragilísimo, a pesar de los pactos de París y de Roma y de todo el montaje de europeización puesto penosamente en marcha. Y estos días ha sufrido grave crisis. A última hora, los buenos oficios del Primer ministro francés cuidando de apaciguar la cólera sorda del viejo canciller, parece que han puesto un nuevo parche a los rotos y descosidos que se han venido produciendo. ¿Durará eso mucho?

Se quiere dar a entender que las discrepancias son sólo de detalle y de procedimiento. De hecho, son de fondo. La Europa de Adenauer no es lo que concibe de Gaulle. Entre las dos concepciones de los dos jefes de Estado, la conciliación es difícil. El primero está por la integración europea y la supra-nacionalidad. Sabe que con ello la preponderancia teutónica queda asegurada, lo mismo en el terreno de la economía que en el político. No ignora, por otra parte, que cuenta con el apoyo del Departamento de Estado americano y con los miramientos, a pesar de todo, de los ingleses. El segundo, prevé que, con la integración, el Estado francés pasa a posición secundaria, y que pierde muchas de las posibilidades que le permiten jugar las propias cartas y hasta la misma carta de Europa. En el fondo quizás, pretende, también, que la política europea y atlántica no dependa totalmente de la exclusiva visión norteamericana.

Bonn y París, no romperán ostensiblemente, a bien seguro. Pero su acercamiento será muy frío, a pesar de que los europeístas galos, muchos «gaullistas», la S.F.I.O., etc., entre otros, lo empujan. Ni que decir tiene que la «construcción de Europa» irá marchando con extrema lentitud.

VIRAJES FRANQUISTAS

Bien aconsejado por sus eminencias grises — las del Vaticano, solícitas y paternalistas unas de ellas — Franco, año tras año, navegando con cierta habilidad, que no por eso ha de evitar el hundimiento de su régimen, ha ido reajustando posiciones, para mejor consolidar su situación. Durante el conflicto mundial, abiertamente al lado del eje nazi, por el que no ocultó sus simpatías, supo desprenderse de la presión de Hitler y de sus servicios — lo que no consiguieron la política de Laval y del «mariscal» en Francia —, mientras pres-

(Pasa a la pág. 9)



ENTRE DICTADORES

A.I.T.

BDIC



ORGANE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
Association Internationale des Travailleurs — Associazione Internazionale dei Lavoratori — Internationella
Arbetar Associationen — International Working Men's Association — Internacia Laborista Asocio

ADMINISTRATION ET CORRESPONDANCE :
Eggleas, Joseph—A.I.T.-C.N.T.—4, rue Belfort.
C. C. P. 934-56 — TOULOUSE (H. G.)

PRIX: 0,50 NF
Mensuel bilingue (Nouvelle Série) ★ 32 Année ★ Num. 33
Abonnement : 6 mois 4 NF — 1 an 7 NF

Rédaction : A.I.T.-C.N.T.
Bourse du Travail
— Place St Sernin —
TOULOUSE (H.-G.)

LE VRAI COMBAT

La paix dans le monde n'est pas pour aujourd'hui. Au Laos, au Congo, en Algérie, ailleurs, le torchon brûle. C'est l'éveil irréversible des nationalités, sous le couvert de l'anti-colonialisme et de l'indépendance, la cause? Ce sont les menées des puissances, des intérêts politiques, économiques, idéologiques qui s'opposent internationalement qui atisent le feu? L'agitation, les convulsions, au froid ou au chaud, tragiques parfois dans divers pays, souffrent sans doute de toutes ces influences. Mais, au fond, la cause essentielle de tout ce désarroi international repose sur l'injustice économique et le pouvoir politique qui donne lieu à une domination réelle des hommes, l'un aidant l'autre. Et le tout s'appuie sur l'Etat et le Capital, malgré la distinction qu'on veut faire entre l'Etat totalitaire, «populaire», démocratique et le Capital, soit sous contrôle étatique, soit aux mains de l'entreprise privée.

Les Puissances, les grandes Puissances s'appuyant sur des blocs politiques et économiques, sur d'anciennes ou de nouvelles féodalités de tout ordre, veulent imposer leur loi. Le colonialisme s'exerce à nos jours, plus que jamais, indirectement, par l'interdépendance économique, même sans la présence d'armées sur le terrain. Mais là où il le faut, les armées d'intervention se déguisent: des minorités agissant sur consignes, surgissent et sont appuyées financièrement. Les armes, le matériel belliqueux arrivent d'un côté et de l'autre et les «durs» hommes «providentiels» apparaissent — préfabriqués ou ménagés, teleguidés par mille moyens distincts — comme par enchantement. Ainsi les situations pourrissent ça et là. Lorsque cela devient nécessaire, les puissances antagonistes montrent leurs dents et leurs forces face à face: Corée, Chine, Formose, Berlin, l'enceinte des bases U.S.A. et U.R.S.S. nous en donnent l'exemple.

Les peuples pâtissent de cette situation les uns plus directement que les autres et le malaise s'étend sur le plan international, avec toujours de sérieuses menaces pour la paix intérieure. Le plus grave c'est que cet état de choses sert davantage au développement et aux desseins des fascismes et du communisme totalitaire qu'à la cause de la libération humaine.

Les peuples peuvent-ils réagir avec efficacité? Avant tout, pour ne pas être mené par des pouvoirs et par des influences étranges, il faut qu'un peuple ait une conscience claire de lui-même, qu'il sache guider directement ses forces, qu'il se soit fixé des buts bien clairs et surtout qu'il ait la volonté inébranlable d'agir pour son propre compte. Malheureusement il y a encore beaucoup de peuples dans tous les continents, en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique, partout, qui ne sont pas parvenus à ce stade d'évolution, de maturité, de rassemblement moral face aux intérêts qui les divisent, ce qui explique en partie beaucoup de leurs tatonne-

ments, de leurs erreurs, de leurs échecs dans leur effort, parfois dramatique, de relèvement, malgré la présence d'un courage et même d'un sens de l'héroïsme indéniables.

Dans l'époque où nous vivons, le départ des peuples est entrepris. Il doit se faire aux lueurs de l'aube nouvelle sur des chemins de vraie liberté et de vraie justice.

Les travailleurs non attachés aux courants totalitaires ou étatiques; les intellectuels engagés volontairement au service de la liberté et de la justice; tous les hommes de conscience libre opposés aux pouvoirs tyranniques et aux féodalités oppressives; les libertaires et les syndicalistes révolutionnaires, surtout, pourraient beaucoup aider cette cause émancipatrice et renovatrice, cet éveil et cette éclosion de consciences des peuples.

Dans ce sens l'A.I.T., nette et directe expression du syndicalisme révolutionnaire mûr et actif, mène depuis de longues années son combat, l'orientant vers la transformation profonde des vieilles structures, dépassées par le progrès et l'essor de nos temps et vers la construction d'un monde nouveau, où tous les

ALLEMAGNE de L'OUEST

La social-démocratie au service du militarisme

Jusqu'au début de 1953, certains leaders de la social-démocratie allemande, prenant la parole dans de grandes assemblées de masse, exhortaient le peuple à empêcher le réarmement atomique de l'Allemagne. Il faut se rappeler à cette occasion que le slogan social-démocrate «pas de service militaire» fut abandonné en 1952, quand le parti chercha à rassembler le plus d'électeurs possible. A l'heure actuelle, la social-démocratie ne diffère plus en rien du parti chrétien au pouvoir: aux ordres duquel elle s'est complètement rangée après avoir abandonné tous ses principes de base.

Mais celui qui est au courant de l'histoire du parti ne peut être ni étonné, ni déçu par cette évolution. Il n'a jamais été ni socialiste, ni antimilitariste. Rien qu'il se baptise aujourd'hui «parti populaire» et «socialiste libre», personne ne pourrait trouver dans son programme la moindre trace de socialisme véritablement libertaire; toute perspective de dépassement du capitalisme ou du communisme autoritaire y manque totalement. Le sociologue hambourgeois, professeur Ralf Dahrendorf, membre du

peuples, dans la paix et en dehors des oppressions et des misères, pourront bâtir, solidaires, leur propre bonheur.

parti social-démocrate, déclarant récemment que les conceptions de Marx n'appartiennent pas au programme de la social-démocratie. Qu'il veuille cependant bien se rappeler que c'est précisément au nom de Marx qu'elle a toujours étouffé tout élan libertaire au sein du mouvement ouvrier, et qu'elle continue à le faire. Il est historique d'affirmer que la tyrannie du socialisme d'Etat nous eût été épargnée si les idées de Proudhon, Bakouine, Kropotkine, Landauer, avaient fait un chemin suffisant. Moi-même, qui appartient encore à la jeune génération, je ne rejette pas la tactique et les méthodes du socialisme d'Etat parce qu'elles ont été réfutées il y a 80 ans par les fondateurs de l'anarchisme moderne, mais parce que la pratique les a définitivement condamnées, parce que nous tous avons dû et devons encore payer leurs erreurs de façon terrifiante.

Mais si la S. D. allemande s'est ainsi remise aujourd'hui au service du militarisme capitaliste, il faut également mentionner que le plus important syndicat allemand, celui de la métallurgie, a à nouveau affirmé qu'il rejette le réarmement atomique, qu'il exige le désarmement total et préconise la socialisation de l'industrie lourde.

Pourquoi donc le plus grand syndicat allemand (6 millions de membres) continue-t-il donc à réclamer le désarmement, la socialisation, à refuser les fusées atomiques, tandis que la S. D. demande la défense nationale, le réarmement, le statu-quo économique? La réponse est simple. Le syndicat des métallurgistes n'est bien entendu pas un syndicat anarcho-syndicaliste, mais sa structure est telle que le travailleur a la possibilité, au sein des entreprises, d'influencer les tactiques et les buts de l'organisation. Le système d'élection au sein de ce syndicat est bien sûr encore très autoritaire à notre point de vue, mais les ouvriers ont la possibilité de prendre des décisions qui ne peuvent être ignorées au sommet. Le dirigeant syndicaliste Brenner a dû réclamer le désarmement atomique et la socialisation parce que telle était la volonté des travailleurs.

Ces décisions ont été un coup dur pour la S. D. : si les ouvriers refusent les armes atomiques, il va de soi qu'ils ne seront pas non plus des électeurs sociaux-démocrates. En réalité, la S. D. est devenue à leurs yeux ce qu'elle a toujours été: indigne de confiance, comme elle l'est devenue aussi pour le mouvement des résistants à la guerre. Il se dessine ici une évolution qui permettra aux pacifistes, objecteurs de conscience, métallurgistes, socialistes libertaires et anarchistes, d'agir de concert contre le parti au pouvoir et contre la S. D. Le jeune objecteur de conscience lui aussi — il y en a 8.000 jusqu'à présent en Allemagne de l'Ouest — ne votera pas non plus social-démocrate, ou démocrate chrétien.

Cette évolution peut devenir une chance pour le socialisme libertaire, parce que nous sommes des adversaires conséquents du capitalisme et parce que nous ne craignons pas une explication idéologique avec le communisme oriental. Nos solutions du problème social impliquent à la fois le dépassement du capitalisme et celui du communisme autoritaire. Et quels que soient nos regrets devant l'évolution militariste du monde, nous n'en avons que plus de motifs pour appuyer toute protestation contre la guerre, pour tout éveil libertaire au sein des masses et pour rester les amis fidèles de la vraie liberté.

UWE TIMM

(Traduit de l'allemand par J. P.)



L'OGRE DE TOUS LES TEMPS

B.D.I.C.



21 00197027

FOIP 2893

Des absurdités de l'économie soviétique

Le personnel dirigeant des usines, des fermes d'Etat et des fermes collectives en URSS touche, en supplément de la rémunération normale, certaines primes en fonction de la réalisation du Plan. Ces primes, selon un article de «*Voprosy Ekonomiki*» (Problèmes économiques), revue mensuelle, organe de l'Académie des Sciences de l'URSS (N° 8 de 1958) s'élèvent à 17-37 %, suivant les entreprises, de la rémunération régulière, sans compter le supplément payé à tout le personnel pour le dépassement du Plan.

Donc, le personnel dirigeant est intéressé à réaliser et à dépasser à tout prix les objectifs du Plan. Et voilà comment on arrive aux absurdités mille fois dénoncées. Mais passons la parole aux dirigeants les plus responsables de ce système absurde et du régime soviétique.

Afanassiev, Président du Conseil Economique de la Région de Leningrad, s'exprime ainsi :

«Avec le système actuel de primes, les entreprises ont intérêt d'être chargées des objectifs diminués, afin de pouvoir les dépasser facilement dans la réalisation».

Gricine, Président de syndicats soviétiques : «Le système de primes au personnel dirigeant des usines pour le dépassement du Plan, actuellement en vigueur, ne tient pas compte du volume de la production réalisé pendant la période précédente, ni de l'introduction de nouvelles machines. C'est pour cette raison que certains dirigeants des entreprises se débrouillent pour avoir des plans à objectifs réduits, afin de pouvoir les dépasser sans effort et toucher les primes. Ceux qui reçoivent des objectifs élevés ne touchent souvent aucune prime, bien qu'ils réalisent un programme beaucoup plus important. Le Comité du Travail et le Gosplan (Plan d'Etat) étudient depuis déjà deux ans ce problème, mais aucun changement n'intervient jusqu'ici».

Ces absurdités — défauts de la planification soviétique elle-même — se manifestent par plusieurs autres aspects, négation flagrante de tout progrès technique et de toute raison humaine. Mais laissons parler les responsables. C'est le tour de Spiridonov, Secrétaire du Comité Régional du Parti à Leningrad :

«Il y a chez nous, à Leningrad, dit-il, une usine modèle de chaussures — l'usine «Voskhod» (essor) où l'on a éliminé même ces petites machines de l'usine «Vpered» (en avant) de faible productivité pour les remplacer par des... cordonniers. Il paraît que l'ancien Ministère du Commerce de l'URSS avait établi des prix aux chaussures produites à la main 2,5 à 3 fois plus élevés que ceux des chaussures fabriquées par les machines, et c'est pour cela que l'usine a l'intérêt de remplacer les machines par le travail manuel».

Mais la pire des absurdités, régulièrement dénoncée depuis des années et jamais éliminée, consiste dans la réalisation du Plan au poids ou en valeur. Un premier exemple tiré de l'intervention de Pavlov, Ministre du Commerce de la République Russe :

«Nous produisons dans le pays entier il s'agit de l'URSS et non seulement de la République Russe) 12 millions de lits métalliques par an. Ces lits sont très lourds : 35 kgs. chacun ; si l'on diminue leur poids de 6 à 8 kgs., l'économie en métal s'élèverait à 75 mille ton-

nes. A l'étranger, les lits métalliques ne pèsent pas plus de 20 à 25 kg. et ils sont très bons».

Donnons maintenant la parole à Khrouchtchev qui traite des mêmes faits et en fournit l'explication :

«Des lustres. Plus les lustres que l'usine produit sont lourds, meilleurs sont ses avantages car la production est évaluée au poids. Et voilà que les usines produisent des lustres pesant plusieurs dizaines de kilogrammes et elles réalisent ainsi le Plan. Mais à qui ce Plan est-il nécessaire, à qui donne-t-il de la lumière? Plus l'usine dépasse le Plan, plus elle dépense de cuivre, et ce cuivre n'est pas nécessaire partout, l'on peut s'en passer car il existe aussi... du fer et du bois...»

«Des meubles. Nombreux sont ceux des consommateurs qui ne veulent pas acheter nos meubles, les meubles soviétiques ; ils cherchent les meubles étrangers. Pourquoi? Ceux-ci sont plus rationnels. Chez nous, les fabrications de meubles planifient en roubles. C'est pour cette raison que la fabrique trouve plus avantageux de produire un grand fauteuil et ce fauteuil sera lourd et, par conséquent, plus cher. Les ébénistes coltent toutes sortes d'objets sur ce fauteuil et cela coûte de l'argent. Le Plan est formellement réalisé, mais à qui ces fauteuils sont-ils nécessaires? Si l'on ne va pas fabriquer des chaises ordinaires, quelles quantités aurait-on à produire pour réaliser le Plan! Et voilà, on s'interroge à l'usine: fauteuils ou chaises? Le choix tombe, bien sûr, du côté du fauteuil».

«La planification au poids s'applique pour nombre d'articles des industries mécaniques. C'est pour cette raison que les machines-outils sont deux fois plus lourdes qu'il n'est nécessaire».

Les machines soviétiques sont, en général, plus lourdes que leurs correspondantes étrangères — le fait est connu. Cela représente des pertes de métal énormes. Gaidoutchenko, spécialiste en chef du Comité technico-scientifique du Conseil des Ministres de la République Ukrainienne s'étend longuement sur ce sujet et précise : «Actuellement, dans notre industrie de constructions mécaniques, il s'en va en copeaux et en limaille environ 4,5 millions de tonnes de métal... Les pertes sans retour dues à la limaille et aux copeaux s'élèvent à 25 milliards de roubles par an. Il y a de quoi faire rêver».

D'après une autre source officielle, la limaille à la grande usine de roulements à billes à Moscou s'élève à 57 % du métal.

Nous terminons, en laissant les lecteurs faire eux-mêmes les commentaires et les déductions qui en découlent. Nous tenons, cependant, à remarquer que nous n'avons aucunement l'intention de sous-estimer les efforts déployés par les soviétiques dans le domaine de l'industrialisation et de la technique. Mais lorsqu'ils identifient toute technique avec le socialisme, il faut savoir que, non seulement leur socialisme n'a rien de socialiste, mais que leur technique dont ils se vantent tellement, ne représente nullement un modèle à imiter. Par contre, les soviétiques ont encore beaucoup à apprendre des capitalistes, tant dans le domaine technique et industriel, que sur le plan... social.

Gr. Balkanski

MAROC

Le malaise économique et social

Il y a peu de temps, la police marocaine envahissait les locaux de l'Union Marocaine de Travailleurs à Safi, malmenant les ouvriers.

A Khouribga, le secrétaire général et les secrétaires adjoints de l'U.M.T. sont détenus par la police, sans motif justifié et conduits à Béni Mellal.

Certains numéros d'«*Avant Garde*», porte parole de l'U.M.T. sont saisis et retirés de la circulation.

Les travailleurs du Syndicat de Transports de la C.T.M. déclarent la grève générale de 24 heures qui paralysa le trafic dans tout le Maroc.

Les ouvriers du Syndicat d'Irrigation de Fquih ben Salah se déclarent également en grève pour une durée illimitée à partir du 21 novembre.

Les ouvriers de la Société de Transports de Méknès, dans le cas où leurs revendications ne seraient pas acceptées et les ouvriers, licenciés en guise de représaille, réintégré à leur poste, menacent eux-aussi de faire grève.

Le Syndicat Unique de Produits Chimiques, lors de son Congrès représentatif groupant 4.000 ouvriers, a réclamé l'augmentation du salaire minimum, de 80 à 130 frs l'heure.

Ce sont d'autant de témoignages de ce malaise sans cesse grandissant au fur et à mesure que se précise la crise économique.

Mais, toute cette agitation à laquelle nous avons fait référence, a trouvé sa tragique culmination dans les sanglants événements de Larache.

LARACHE

Larache est une petite ville qui fait partie de l'ancienne zone du Protectorat espagnol dans le Rif. Ses principales activités sont l'agriculture, la pêche, les conserves. Activités dépendant, presque toutes, de la société LUKUS, puissant et redoutable trust économique.

Lors de la Proclamation de l'Indépendance du Rif, cette zone se trouva plongée dans une situation spéciale. En effet, la législation espagnole par laquelle elle avait été jusqu'alors régie, faisait de ses ouvriers de véritables parias en comparaison avec ceux de la zone sud (zone de l'ex protectorat français).

Aucune législation sociale affective, aucune garantie, contrat et paiement quotidien du travail, salaires de misère, etc...

Après force difficultés, on obtint l'incorporation économique de cette zone deshéritée à l'autre zone et aux lois en vigueur. Elles sont aujourd'hui appliquées dans la totalité du territoire. Il faut bien spécifier qu'elles sont du moins légalement car, en réalité, dans cette ancienne zone espagnole, l'application de la législation sociale était et continue toujours à être, la plupart du temps, sabotée par les autorités elles-mêmes.

Les Syndicats, mis sur pied par l'U.M.T. avaient fini par déclencher une violente campagne pour la normalisation de cet état de choses et spécialement pour la suppression des privilèges dont jouissent les travailleurs étrangers, en particulier les travailleurs espagnols. Cela, en dépit de la législation sociale marocaine et en contradiction avec cette dernière en matière

d'embauchage de main-d'œuvre étrangère.

Caisses d'Assurance Sociales, Allocations Familiales, Colonies de Vacances, étaient et sont concédées par l'entreprise LUKUS aux ouvriers espagnols mais non aux ouvriers marocains, bien que les lois soient les mêmes pour tous.

Des conditions de travail affrayantes ont été dénoncées. Des femmes, accompagnées de leurs enfants (certains âgés de six ans!) sont employées à l'ensachage des piments, au tarif ahurissant de 50 francs par sac. Total atteint par une mère avec ses trois enfants pour une journée entière de travail : 150 francs!

Ainsi donc, depuis deux mois, les syndicats de Larache entreprenaient une véritable campagne pour la simple application de la législation ouvrière légale.

Les autorités locales se montrant hostiles à ces revendications légitimes, les ouvriers firent appel au gouverneur de Tétouan, pour pouvoir célébrer des réunions de pourparlers avec les patrons et les représentants de l'autorité.

Toutes les réunions furent sabotées et le samedi 19 novembre, les autorités firent arrêter les dirigeants syndicaux. Une protestation monstre et une grève à Larache, pour la libération des dirigeants incarcérés virent l'aboutissement de leur objectif et obtinrent la promesse d'une nouvelle réunion pour le lundi 21 novembre.

Les ouvriers groupés, le jour dit, devant les locaux du Syndicat virent arriver les forces de la police en grand nombre. Celles-ci, après la sommation d'usage intimant au rassemblement l'ordre de se disperser et devant sa réponse négative, firent usage de leurs armes. Bilan de la journée: 3 morts, des douzaines de blessés, 600 détenus.

Tout cela (pour quelle raison? Pour empêcher les producteurs de Larache de défendre leurs intérêts légitimes les plus minimes, c'est-à-dire ceux que leur accorde la législation sociale.

Devant de tels faits, l'observateur le plus impartial ne peut s'empêcher de sourire ironiquement en lisant dans la presse une protestation du Ministère du Travail pour les résolutions prises par la Conférence de Tunis en ce qui concerne la situation au Maroc.

Le malaise et le mécontentement s'entendent. Les rivalités entre les deux centrales syndicales, l'U.M.T. et la centrale gouvernementale U.G.T.M. attisent les passions. La crise de travail et la faim les exaltent.

On voit poindre les lueurs d'un ultra-nationalisme racial, inspiré par la constatation d'énormes favoritismes sociaux existants, l'ostentation des richesses et la dissimulation honteuse de la misère et de la souffrance du pays.

Face à cette état de choses, une véritable campagne pour l'explication des véritables causes profondes s'impose. Mais comment et où trouver les hommes capables de mener à bien cette tâche?

La presse étrangère ne peut ni ne doit s'immiscer dans les problèmes intérieurs du pays, sans risques de sévères sanctions. Quant aux organismes nationaux, en incluant à ceux-ci

(Suite page 3)

L'énergification mondiale par les combustibles végétaux

Les agronomes admettent que chaque mètre cube d'eau absorbé par les racines des végétaux fournit 1,2 kilogramme de «Carbone biologique». Le pouvoir calorifique du Carbone est de 8 thermies par kilogramme. Si cette quantité de chaleur était intégralement transformée en énergie mécanique, elle développerait : 2,4 millions de kilogrammes (8 x 427 x 1.000).

En supposant un rendement thermodynamique net de 30 % (par exemple), le kilogramme de carbone produirait donc (en chiffre rond) : un million de kilogrammes (3,4 x 0,30). Il en résulte que le mètre cube d'eau utilisé biologiquement permet d'obtenir 1,2 millions de kilogrammes.

Il est intéressant de comparer ce pouvoir énergétique du mètre cube d'eau avec celui du même mètre cube utilisé sous la forme hydro-électrique.

Théoriquement, un mètre cube d'eau distant de 1.000 mètres (mille) fournit un

million de kilogrammètres.

Pour 1,2 million, il faut donc une hauteur de chute de 1.200 mètres.

En réalité, on doit tenir compte de toutes les pertes d'énergie entre la prise d'eau et l'arbre du moteur électrique récepteur. Un rendement hydro-électrique de 60 % est un chiffre plutôt optimiste, et la hauteur de chute équivalente à l'énergification biodynamique serait donc de 2.000 mètres (deux mille = 1200 : 0,60).

Notons que si le canal de fuite terminal ne se trouve pas au niveau de la mer, l'altitude géographique de la prise d'eau initiale doit être majorée d'autant.

On constate ainsi, en définitive, que l'utilisation énergétique de la pluviosité nationale serait incomparablement plus efficace sous la forme de Carbone biologique puisque les surfaces situées à plus de 2.000 mètres d'altitude ne couvrent qu'une infime fraction (quelques %) de notre territoire.

Evaluons à 60 milliards de kilowatts-heure utiles la consommation française d'énergie électrique (hydraulique et thermique). Rappelons que le kilowatt-heure équivaut à 367.000 kilogrammes (102 x 3.600), soit 0,367 million de kilogrammes, et le pouvoir énergétique du mètre cube d'eau utilisé sous la forme de Carbone végétal représente donc 3,3 kilowatts-heure (1,2 : 0,367). Pour une surface de un kilomètre carré (soit un million de m²) recevant annuellement 1.000 millimètres de pluie (soit une couche d'eau d'un mètre d'épaisseur), l'énergie en Carbone biologique serait donc de 3,3 millions de kilowatts-heure.

Pour 60 milliards de K-H annuels, il suffirait donc d'aménager une surface de captation des pluies de 18.000 km². Je dis dix-huit mille kilomètres carrés (60 milliards : 3,3 millions), soit un peu plus de 3 % (trois pour cent) de la superficie de la France (18.000 sur 550.000).

Ces plantations énergétiques ne fe-

raient aucunement tort aux autres cultures. Elles contribueraient, au contraire, à régulariser le régime des pluies, freiner les vents, combattre l'érosion du sol, diminuer les crues.

Il va sans dire que l'on pourrait affecter à l'énergification biologique toutes sortes de déchets végétaux, tels que : sarments de vigne, élagage des haies, taille des arbres fruitiers, paille et balle de céréales, mauvaises herbes, feuilles mortes, sciure de bois, dosses de billons, copeaux de menuiserie, etc.

Si l'utilisation thermodynamique de la matière végétale se fait sur place, les frais de transport du combustible seraient pratiquement réduits à zéro.

Cette dissémination de l'énergification à base biologique serait manifestement un bienfait économique et social le mot social étant pris ici comme synonyme de sociabilité et non pas d'entassement grégaire de la «main-d'œuvre» dans les usines-casernes héritées du siècle de la «profitable» Machine-à-vapeur, pilier du kakapitalisme esclavagiste et belliste.

Marcel de Coninck
(Ingénieur)

NOUVELLES DE LA PRESSE

CANADA

600 000 chômeurs cet hiver

Le chômage saisonnier sévit largement, non seulement dans le bâtiment, mais dans bien d'autres branches (transports, etc.). Le tourisme d'hiver ne parvient pas à embaucher suffisamment de personnel hôtelier et les sans-emploi dépassent le demi-million. Il y en aura cet hiver au moins 600.000; il faut dire que le personnel féminin augmente chaque année et qu'on travaille plus tôt qu'autrefois.

Ne peut-on résoudre le problème grâce à une péréquation des salaires? Les dockers, par exemple, prévoient à l'avance les mois de chômage et cotisent des assurances en conséquence. 42 millions de salariés sont ainsi protégés par la loi sur l'assurance-chômage. Celle-ci leur assure entre 10 et 30 dollars d'indemnité hebdomadaire (soit entre 5.000 et 15.000 francs légers). Cet écart est variable en fonction de l'âge et selon que l'on a ou non de personnes à charge. Les grosses entreprises complètent ces prestations en les doublant quelquefois.

Mais pour un pays où le salaire minimum moyen hebdomadaire est de 30.000 francs (soit un million et demi de francs par an), l'indemnité de chômage, qui peut sembler inespérée en France, ne résout pas tous les problèmes. Un salarié sur huit sera inactif cet hiver.

Dans le Marché Commun

L'industrie automobile allemande est solidement implantée dans la zone de libre-échange: sur 304.200 voitures exportées par le Marché Commun vers ce groupe de pays en 1959, 209.900 étaient de fabrication allemande, la participa-

tion des voitures françaises n'étaient que de 65.800 unités et celle des voitures italiennes de 28.500.

Inversement, la France domine dans le Marché Commun: elle a vendu à ses partenaires 178.200 voitures, l'Allemagne fédérale pour sa part n'en écoulait que 109.500 et l'Italie 68.500.

DANEMARK

Résultats définitifs des élections législatives

Nombre d'électeurs inscrits: 2.822.687. Pourcentage de la participation électorale: 86,14 pour 100.

PARTIS:	SUFFRAGES:
Social-démocrates	1 024 039
Radicaux	140 609
Conservateurs	436 005
Libéraux agrariens	514 388
Géorgistes	52 232
Socialistes du peuple	149 482
Indépendants	81 094
Communistes	27 345
Parti de Slesvig (minorité allemande)	9 047
Sans parti	109

Répartition de sièges au Parlement: Social-démocrates, 76; radicaux, 11; conservateurs, 32; libéraux-agrariens, 38; géorgistes, 0; socialistes du peuple, 11; communistes, 0; indépendants, 6; parti de Slesvig (minorité allemande), 1.

JAPON

Résultats définitifs des élections législatives japonaises. — Novembre 1961

PARTIS:	SUFFRAGES:
Libéraux-démocrates	22 740 265
Socialistes	10 887 100
Social-démocrates	3 464 144
Communistes	1 156 723
Divers et indépendants	1 260 849

Répartition des sièges au Parlement: Libéraux-démocrates, 296; socialistes, 145; social-démocrates, 17; communistes, 3; divers et indépendants, 8.

EQUATEUR

Plusieurs centaines d'étudiants ont tenté vendredi matin à deux reprises d'envahir l'ambassade des Etats-Unis à Quito en scandant des slogans tels que «A bas les Yankees, vive Cuba!» La police les a repoussés. Toutes les vitres de l'ambassade ont été brisées. Cette manifestation s'inscrit dans la vaste campagne de propagande organisée par le gouvernement afin de stigmatiser l'attitude des Etats-Unis dans le litige de frontière qui oppose l'Equateur au Pérou, les Etats-Unis défendant en effet la thèse péruvienne qui s'oppose à toute révision de la frontière commune actuelle.

ISRAEL

La population non juive

Au début de 1959 les Arabes et les petites communautés non juives en Israël comptaient 221 500 personnes, dont 56 500 vivent à Nazareth, Chefar-Am et dans six villes à majorité juive, 142 500 dans 103 villages, et dont 22 500 sont des Bédouins semi-nomades.

La plus grande partie de la population arabe habite trois régions voisines des frontières: la plus nombreuse (environ 141 000 âmes) une jolie région galiléenne; 41 500 personnes un étroit territoire de la frontière jordanienne, dans la partie la plus étroite du pays, le district central; et 16 000 Bédouins dans le Néguev, également près de la frontière jordanienne.

La population non juive se répartit ainsi:

Musulmans	152 000
Chrétiens	47 500
Druzes	21 500

Le régime d'Israël assure l'égalité devant la loi à tous ses citoyens sans distinction de race, de religion et de langue, leur offre la possibilité de conserver leur propre culture et leurs traditions.

ITALIE

Des étudiants fascistes ont essayé vendredi d'intervenir dans un meeting antifasciste qui se tenait à l'université de Rome, mais la police a réussi à les empêcher. A la suite d'un engagement à coups de poing et de matraque au moins deux policiers ont été blessés, tandis que plusieurs étudiants étaient moins légèrement atteints. C'est la troisième manifestation violente à laquelle se sont livrés des étudiants de Rome depuis deux semaines.

FRANCE

Les demandes de contrats des établissements privés:

Contrats simples: premier degré: 10 020; cours complémentaires: 1 225; second degré: 296; technique: 256.

Contrats d'association: premier degré: 101; cours complémentaires: 38; second degré: 304; technique: 118.

Intégration: premier degré: 1; second degré: 1; technique: 8.

En ce qui concerne les contrats simples les demandes sont les plus nombreuses dans les départements suivants: Ile-et-Vilaine 610, Ardèche 599, Loire-Atlantique 597, Vendée 544, Nord 530. Pour les contrats d'association les demandes sont les plus nombreuses dans la Seine: 47; l'Ile-et-Vilaine: 30; les Bouches-du-Rhône: 28; et le Nord: 25.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Des manœuvres combinées de blindés et de groupes de combat de l'armée américaine se sont déroulés dans les rues centrales de Berlin-Ouest. Il s'agit d'un exercice de routine destiné à éprouver notamment la mobilité des troupes dans les artères à grande circulation de la ville, précise-t-on de source américaine autorisée. Les troupes françaises et britanniques stationnées à Berlin-Ouest n'y participent pas.

ETATS-UNIS

Encadrés de gardes municipaux 8 enfants blancs contre vingt-trois au début de la semaine se sont rendus à l'école intégrée William Frantz, en Nouvelle-Orléans. Cette garde a été rendue nécessaire, déclare la police, en raison des menaces proférées par les partisans

de la ségrégation à l'égard des parents n'ayant pas tenu compte du boycottage.

CUBA

Plus d'un millier d'ouvriers de la compagnie cubaine d'électricité ont parcouru vendredi les rues du centre de La Havane et se sont rassemblés devant le palais présidentiel en scandant des slogans anticommunistes («Cuba, si; Russia, no!»). Cette manifestation précédait de quelques heures la réunion que devait tenir vendredi soir la Confédération des Travailleurs cubains (C.T.C.), d'inspiration communiste, pour «condamner les sabotages du Syndicat de l'Electricité et leurs complices». L'un des hommes visés par cette mesure est précisément M. Amaury Fragnals, secrétaire général du syndicat, et adversaire résolu de la C.T.C., dont le frère a été compromis dans le récent attentat contre des installations de la Compagnie d'Electricité à La Havane.

URSS

La recherche minière. — 22 milliards de tonnes de minerai de fer

«Aussi bien en Europe qu'en Asie, ils ont découvert de nombreux gisements de pétrole, de gaz naturel (comme celui trouvé dernièrement au nord de Boukhara, dans l'Ouzbékistan), de fer et de minerais non ferreux.

Certains de ces gisements ont été découverts grâce à l'emploi coordonné des méthodes de géophysique et de géochimie. Le cas du gisement de fer de Koursk est à cet égard significatif. Depuis le XIX siècle, on connaît l'existence dans la région de Koursk d'une anomalie magnétique. Les géologues soviétiques se sont penchés sur ce problème et, par la géophysique, ont réussi à déceler la présence sous 300 à 500 mètres de morts-terrains, d'une énorme masse de quartz ferrugineux avec concentration sur certains points en hématite à haute teneur.

Des puits de sondage ont confirmé les résultats de la géophysique. Trente équipes de sondage travaillent actuellement à déterminer l'importance exacte du gisement. Mais dès maintenant, on sait que ses réserves sont énormes, de l'ordre, disent les spécialistes russes, de 22 milliards de tonnes d'hématite. Si le gisement de Koursk est exploité, ce sera peut-être le plus grand du monde.

C'est dans des conditions analogues qu'un très riche gisement de cuivre a également été découvert récemment en Ouzbékistan, dans la région d'Almavik.

Pour l'Occident, il y a là de quoi réfléchir. Les géologues soviétiques disposent de tels moyens qu'ils peuvent développer largement leurs interventions sur le tiers du monde, dans tous ces domaines de la recherche géologique et minière. Il est inutile d'insister sur les conséquences politiques et économiques qui peuvent en résulter.»

DU MAROC

(Vient de la page 2)

l'U.M.T. elle-même, dont nous ne discutons pas le labeur et les courageuses réalisations, ils se trouvent trop liés aux passions politiques de l'heure présente.

Mais un fait est toutefois certain: l'éveil populaire est indiscutable et les problèmes sociaux se mettent à gagner rapidement du terrain sur ces préoccupations politiques.

De ce malaise grandissant jaillira la lumière. Et le Maroc est en passe de s'ajouter, lentement mais sûrement, à la liste des pays où le problème social, le problème du producteur assujéti, se détache nettement de la lutte acharnée des hommes d'Etat, pour se placer en marge de ces derniers et contre eux, le cas échéant.

Lorsque les choses en seront arrivées là, les producteurs marocains auront entamé la véritable lutte pour leur libération de toute tutelle.

CORRESPONDANT

NOTE IMPORTANTE

Nous prions nos collaborateurs abonnés et correspondants de bien vouloir se mettre à jour avec l'Administration de l'AIT.

Les Etats en concurrence

L'O.E.C.E. est en train de disparaître. Son trépas est exigé par l'entrée directe du Canada et des Etats Unis dans le système de coopération économique européenne, qui ainsi sera élargi, après signature des accords par les intéressés. Ceux-ci, remplaceront l'O.E.C.E. (Organisation Européenne de Coopération Economique) par l'O.E.D.E.

Ce jeu de quatre lettres d'après le dessous des cartes veut dire beaucoup de choses et fort compliquées. Mais le tout vise à un seul objectif: se placer le mieux possible sur le plan de la compétition économique mondiale.

«L'idée qui a présidé à la réorganisation de l'O.E.C.E. est avant tout qu'il est de l'intérêt aussi bien des Etats-Unis et du Canada que de celui de l'Europe qu'aucun pays n'agisse en ordre dispersé et que ceux-ci doivent harmoniser leurs efforts dans le domaine économique. Les vingt pays membres qui constitueront la nouvelle Organisation estiment en outre que, s'ils doivent réaliser chez eux la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie tout en maintenant la stabilité financière, ces objectifs ne doivent pas profiter à eux seuls, mais à l'économie mondiale tout entière, et qu'il leur appartient en outre de contribuer à l'expansion économique des pays en voie de développement.

La structure de l'O.C.D.E. reflétera ces préoccupations. La situation ainsi que les politiques économiques et financières des pays membres seront examinées par un Comité de politique économique se réunissant à intervalles périodiques et comprenant des fonctionnaires de rang élevé avant une part importante de responsabilité dans l'élaboration de la politique économique générale.»

L'unification de l'Europe. — Les Six et les Sept

F. E. Figueres écrit:

«La Communauté Economique Européenne, ou Marché Commun des Six, a pour rôle historique de souder l'Allemagne à la France, c'est-à-dire, en les unissant, d'éliminer du centre de l'Europe un antagonisme séculaire.

L'Association Européenne de Libre Echange, de son côté, a pour but une Europe englobant tous les pays du continent, sur un plan économique et libéral et sur un plan politique démocratique, dans le respect des entités nationales.

La convention de Stockholm, base de l'Association, est en vérité un docu-

ment non moins impressionnant que le traité de Rome, base du Marché Commun. L'intégration économique et politique de quelques pays est une réalisation importante, mais l'abolissement des barrières douanières protectionnistes ne l'est pas moins.

Le fait que les Sept, considérant impossible, pour des raisons politiques autant qu'économiques, d'adhérer au Marché Commun aux termes du traité de Rome, aient formé leur propre Association et soient en train de la développer rapidement, a une signification historique.

L'Association Européenne de Libre Echange scrute l'avenir et cherche à perfectionner ses institutions de manière qu'elle puisse non seulement jouer son rôle dans l'avenir de l'Europe, mais que ce rôle soit utile pour la formation de l'Europe unie que souhaitent tous nos peuples, et qui est une des conditions essentielles de la paix et de la prospérité du monde tout entier.»

Le même problème des relations entre les Six et les Sept est traité par M. Heinrich Sperker, qui, dans la revue est-allemande «Deutsche Aussenpolitik», commente:

«Les deux pays dirigeants de la Communauté Economique Européenne — l'Allemagne occidentale et la France — ne veulent pas permettre que leurs plans établis dans le cadre de la politique d'intégration puissent être menacés par d'autres projets, quels qu'ils soient. L'attitude des Etats de la Communauté économique européenne à l'égard de tous les efforts tendant à jeter un pont entre celles-ci et l'Association européenne de libre-échange l'a clairement montré. A la conférence des ministres du commerce des pays de l'A.E.L.E. qui a eu lieu en mars dernier à Vienne, outre les diverses questions concernant la zone de libre-échange, la possibilité d'un rapprochement entre les deux blocs économiques aurait aussi dû être étudiée. Peu auparavant toutefois, les Six avaient approuvé à Bruxelles les principes fondamentaux du plan Hallstein. En premier lieu il s'agissait, pour les deux grandes puissances — la République fédérale et la France — de créer à l'encontre des pays de l'A.E.L.E. des faits accomplis pour parvenir aussi vite que possible à un point d'où il n'y a plus de retour possible. En outre les Etats de la Communauté pensent que ce nouveau pas en avant leur permettra de traiter avec l'A.E.L.E. à partir d'une position de force.»

ITALIE

PRIMO PRONI

A Bologne, le 9 d'octobre, le camarade Primo Proni est décédé. C'était un camarade très connu pour ses 70 années de militance anarchiste, très aimé de tous, d'une grande bonté; l'un de ces militants libertaires incorruptibles. C'était un de ces hommes qui bien qu'ayant été la victime de la réaction, n'a jamais interrompu sa lutte pour le triomphe de notre idéal.

Il avait échappé à la déportation pendant la réaction de Crispi, parce qu'il avait fait l'apologie de l'attentat de Bresci au roi d'Italie et s'était réfugié clandestinement en Argentine, où il collabora à « La Protesta », de Buenos Aires, et au mouvement anarchiste argentin. Menacé deux fois d'expulsion, il put s'en tirer, des personnes répondant de son honnêteté et de sa droiture antiréactionnaire. Pendant la guerre 1914-18, il fut déporté pour son activité antimilitariste. Aussitôt libéré, il reprit son action dans la lutte de classes, militant dans les rangs de notre glorieuse U.S.I. et il fut longtemps secrétaire du syndicat révolutionnaire de la Bourse du Travail de Goulogne.

Les réactionnaires et la bourgeoisie de cette cité ne lui ménageaient pas les coups, tâchant de lui faire la vie impossible. Il se vit arrêté plusieurs fois, mais toujours prêt à continuer la lutte aussitôt libre, il la reprenait avec ardeur.

Pendant l'époque de Mussolini il fut menacé de mort par les bandes fascistes. Il souffrit les plus grandes humiliations morales et matérielles, mais il ne se plia pas à la réaction.

Il participa à la Résistance et à la libération malgré son âge avancé, et il continua la lutte avec les autres camarades jusqu'aux derniers jours de son existence.

Il était le père de notre camarade Libertaria; femme du très connu militant de l'U.S.I. Celso Persici.

Tous ceux qui ont connu en vie Proni garderont de lui un bon et inoubliable souvenir.

Le jour des obsèques civiles des centaines de personnes, camarades et amis, l'ont accompagné jusqu'à sa tombe, le drapeau de la Fédération Anarchiste en tête du large cortège porté par un groupe de camarades anarchistes, geste émouvant et symbolique aux souvenirs des luttes et de l'effort de ce vétéran et brave militant qui nous quitte à jamais.

Des vies comme celles de notre cher camarade disparu Primo Proni sont toujours un exemple.

Nous adressons à sa fille Libertaria aux camarades Celso et Vertice Persici et à toute sa famille nos sincères et fraternelles condoléances.

POINTS DE VUE

Clarté doctrinale

La position des anarchistes me paraît devoir être envisagée à ces quatre points de vue: politique, économique, religieux et moral.

POLITIQUE:

Négation de l'Etat que nous pouvons formuler par ce premier droit de l'homme: «Nul ne peut être obligé de tuer ou de se faire tuer». Tout Etat est basé sur cette terrible obligation de ses sujets ou citoyens. Nous ne visons pas à une forme plus qu'à une autre de l'Etat, de même que nous ne préconisons une foi religieuse quelconque. Pas plus religieux que politiques, nous visons à l'élimination de toute religion ou politique. Il en découle que si nous sommes forcés de subir la loi de l'Etat, nous ne devons jamais «volontairement» nous mettre et coopérer avec lui. Vider l'Etat de ses attributions et non pas lui en confier de nouvelles. Toute activité déployée «pour» l'Etat l'est «contre» l'Anarchie. Notre abstentionnisme est conçu non comme désintéressement pour la chose publique, mais comme action directe, extra légale ou illégale, en vue de pourvoir à toutes les nécessités de la vie. L'expérience nous enseigne que tous les conquérants du pouvoir en ont été conquis et ont sacrifié à ses exigences d'oppression et d'exploitation. Un socialiste ministre ne sera pas un ministre socialiste. Le pouvoir use et nous avons vu tous les partis également usés par le pouvoir. Nous constatons en plus que les rivalités d'Etats empêchent le désarmement, autant dire qu'une guerre future n'est nullement exclue.

ECONOMIQUE:

Le principe fondamental du socialisme, l'expropriation, a été délaissé pour des soi-disant nationalisations et socialisations, qui ne son en réalité que des étatisations, auxquelles nous ne pouvons qu'être opposés. Toutes les réformes proposées ne visent en somme qu'au maintien du système capitaliste. Le «droit de regard» dans l'exploitation ne supprime pas cette exploitation; les assurances et réassurances de toute nature prouvent que l'on vise à équilibrer la pauvreté, non à la supprimer. Tous les contrats collectifs sont autant de reconnaissances du privilège patronal, qu'il s'agit d'abolir et nullement de réglementer. On prône surtout la coopération, qui sans doute reste l'une des bases de la société à venir; mais telle qu'elle a été appliquée jusqu'à présent, nous la voyons rentrer dans le giron capitaliste sans rien y changer d'essentiel. Par définition, en régime capitaliste, faire œuvre pratique veut dire faire œuvre capitaliste.

Au siècle dernier, Ernest Renan disait déjà: «On voit venir le jour où tout sera syndiqué». Or, réglementer veut dire avant tout entraver, et parmi ceux qui parlent de «mettre de l'ordre

dans la profession», il y a les fascistes du corporatisme rêvant surtout de museler la classe ouvrière. Le syndicalisme a déjà abouti à l'omnipotence du fonctionarisme syndical et à la suppression de toute autonomie locale. Pour résister à l'ancien patronat un nouveau a été créé, et les deux visent à une même paix leur permettant de vivre bien tranquillement. Le monde ouvrier qui n'a plus retrouvé les quelques libertés d'avant 1914, ne retrouvera même plus celles d'avant 1939. Paix sociale et collaboration de classes ne peuvent signifier que l'acceptation par le prolétariat de son infériorité et le renoncement à son émancipation.

RELIGION:

Le cléricanisme a aujourd'hui en Europe une puissance qu'il n'avait plus que depuis un siècle. Tous les partis, sous prétexte que la religion est chose privée (privat Sache) ont laissé l'Eglise s'imposer de plus en plus dans la chose publique. Nous restons seuls à combattre non seulement la puissance de la prêtaille dans tous les domaines de la vie, mais aussi le fantôme divin dont elle se réclame. L'ancien anticléricanisme a été trouvé ridicule, et il l'était pour autant qu'il n'était pas rigoureusement conséquent, mais la lutte antireligieuse délaissée, le cléricanisme ne pouvait que grandir et sévir toujours plus. A souligner qu'autrefois tous les socialistes se trouvaient d'accord pour prédire que les différents partis bourgeois, cessant leurs divisions, finiraient par se coaliser autour de l'Eglise pour la dernière résistance contre la marée montante du socialisme. Cela vient de se produire après que pas mal de socialistes et de communistes ont été s'agenouiller devant la Papauté. Il y a, d'ailleurs, une équivoque qu'il importe de bien relever. Sous prétexte de «respect pour toutes les opinions», autrement dit que personne ne doit être persécutée pour ses opinions, on en a conclu qu'il ne fallait pas permettre de critiquer les fausses opinions religieuses. Libre aux Eglises par contre de combattre l'irréligion de libres penseurs et de mener toute une campagne pour un spiritualisme beaucoup plus spéculateur que spéculatif. Disons, enfin, que la Papauté étant descendue bruyamment dans l'arène politique ne peut certes plus se réclamer d'un caractère sacré. «Le cléricanisme, voilà l'ennemi!» est vrai plus que jamais.

MORALE:

Tous les penseurs anarchistes ont conclu à la nécessité d'une éthique nouvelle et essayé de l'esquisser: Proudhon, Bakounine, Kropotkine, d'autres encore. La tâche est particulièrement ardue, mais nous nous rendons bien compte qu'avec la mentalité actuelle, l'anarchie ne serait guère d'une réalisation facile.

L'Union Soviétique a-t-elle résolu le problème des nationalités?

LE POUVOIR CENTRAL DOIT LUTTER SANS CESSER CONTRE LES PARTICULARISMES LOCAUX

Le territoire soviétique s'étend sur 10.000 kilomètres d'est en ouest et sur 5.000 du nord au sud. Il ne faut jamais oublier cette notion élémentaire quand on étudie les problèmes qui se posent au gouvernement de Moscou. La cohésion et la direction d'un tel empire sont d'autant plus difficiles que la population n'est pas homogène. La Russie tsariste était, disait-on jadis, «une prison des peuples». Les communistes affirment qu'ils ont résolu d'une manière définitive la question nationale. Mais la presse de Moscou elle-même laisse parfois entendre que la situation n'est pas aussi limpide qu'on le dit. En fait, le pouvoir central doit constamment lutter contre les particularismes de la périphérie et prendre sans cesse des précautions contre les tentatives à l'autonomie.

LES PREMIERS BOLCHEVISTES ET LE FAIT NATIONAL

Les marxistes n'étaient guère préparés à régler les multiples difficultés provoquées par les questions nationales lorsque pour la première fois ils saisirent le pouvoir. En mettant l'accent exclusivement sur le fait de la lutte des classes les fondateurs de la doctrine négligeaient le fait national. Mais dès le début de ce siècle le parti social-démocrate de Russie et sa fraction bolchevique eurent à prendre position. Fallait-il dans le combat contre le tsarisme adopter toutes les revendications des peuples colonisés? Quelle autonomie pouvait-on accorder dans l'organisation révolutionnaire aux groupes ouvriers et socialistes qui représentaient les populations non russes? Il y avait notamment un conflit avec les dirigeants du Bund, le mouvement marxiste qui était destiné aux juifs.

Les bolchevistes s'opposaient également aux socialistes de l'empire austro-hongrois qui, selon eux, définissaient la nation en termes bourgeois. Lénine chargea un jeune révolutionnaire professionnel, qu'on surnommait en ce temps-là Koba et qui devait devenir célèbre sous le pseudonyme de Staline, de fixer une bonne fois la doctrine du parti. C'est ainsi que le futur secrétaire général du parti communiste soviétique passa dès le

S'il est vrai que la vie économique domine et façonne la pensée, nous ne devons guère juger cela comme une fatalité, mais comme une tendance à laquelle nous avons à réagir de toutes nos forces. Dans un monde où la raison du plus fort est toujours la meilleure, nous devons vouloir que la raison du meilleur soit la plus forte. Il en sera le plus souvent ainsi quand toute possibilité d'oppression ou d'exploitation aura disparu. En attendant nous devons ne plus nous laisser asservir et n'asservir à notre tour personne; pratiquer l'entraide au lieu d'une concurrence dite vitale, mais que de terribles expériences ont démontrée particulièrement mortelle. Bien-être et liberté ne deviendront possibles que par la plus large pratique de la solidarité. Dans toute lutte qui ne vise pas à un rapprochement de justice ou à la défense d'un droit ayant pour corollaire le devoir de le respecter en autrui, il y a un gaspillage de biens ou de forces. Autrement on a pu prétendre que les richesses humaines étaient insuffisantes à assurer l'aisance pour tous. Aujourd'hui les matières premières découvertes et les forces de production sont telles, ou peuvent être portées à un tel niveau que tous indistinctement pourraient jouir d'une vie sans privation aucune. C'est dire que l'idéal peut devenir une réalité dès que les hommes le voudront et qu'au lieu de s'épuiser en luttes stériles ils s'adonneront à la plus large entraide.

BERTONI

Le privilège criminel

Mais ce qui est permis à l'Etat est défendu à l'individu. Telle est la maxime gouvernementale. Machiavel l'a dit, et l'histoire aussi bien que la pratique de tous les gouvernements actuels lui donnent raison. Le crime est une condition nécessaire de l'existence même de l'Etat, il en constitue donc le monopole exclusif, d'où il résulte que l'individu qui ose commettre un crime est coupable deux fois: d'abord, contre la conscience humaine, mais ensuite et surtout contre l'Etat, en s'arrogeant l'un de ses plus précieux privilèges.

MICHEL BAKOUNINE

début de sa carrière pour un expert en matière de nationalités. Il avait, il est vrai une raison particulière de s'occuper de ces problèmes: il était originaire de Géorgie, cette région de l'empire des tsars qui offrait à l'observateur une extraordinaire mosaïque de races.

Qu'est-ce que la nation? Dans *Marxisme et question nationale* Staline en donne cette définition: c'est «une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique et de vie psychique qui se traduit dans la communauté de culture». Sa thèse était que la lutte nationale devait rester subordonnée à la lutte sociale et que le socialisme réglerait automatiquement, en vertu de sa seule existence, les problèmes nationaux. «On peut affirmer, écrivait-il, que plus le pays est démocratique moins il y a d'attentats à la liberté des nationalités et plus il y a de garanties contre ces attentats». Il faut évidemment prendre ici le mot démocratique dans le sens que lui donnent les communistes.

En affirmant que la question nationale était un phénomène second par rapport à la lutte des classes Staline niait pratiquement le problème. Mais on pourrait citer des exemples tirés de l'histoire contemporaine pour montrer que les questions nationales ne se posent pas souvent en termes de lutte de classes. Les communistes soviétiques prennent d'ailleurs quelques libertés avec leur doctrine lorsqu'ils appuient les mouvements pour l'indépendance dans les colonies en aidant les «nationalistes bourgeois» et en se désintéressant dans une première étape, des communistes locaux.

Mais en ce qui concerne l'URSS les communistes n'ont pas dévié de la doctrine telle qu'elle a été définie par Staline. La première conséquence, bien avant la révolution, fut que les bolchevistes condamnaient la création de partis révolutionnaires nationaux ou de syndicats séparés. Après la victoire des communistes on peut appliquer à toute leur politique la formule par laquelle ils définissent la culture «nationale dans la forme, socialiste dans son contenu». Cependant ils faisaient une concession importante à la revendication des peuples: ils reconnaissaient en effet le droit de sécession. Ce droit devait être, il est vrai, de plus en plus théorique. Comment pouvait-il en être autrement? Si le pouvoir soviétique accordé à chaque peuple la possibilité d'organiser, en tenant compte de ses particularités, certaines formes de son existence nationale, il ne permet en fait qu'au parti communiste d'exercer l'autorité. Or le parti communiste est l'organisme le plus centralisé qui se puisse concevoir. La plupart des réformes décidées récemment en faveur des services gouvernementaux des républiques fédérées ou autonomes sont largement compensées par le fait que le P.C. reste en définitive le seul maître de la politique et que ses organes locaux ou nationaux sont étroitement subordonnés au comité central.

AU SOMMET DE LA PYRAMIDE DES NATIONALITES: LE KREMLIN

Comment est organisée l'autonomie des nationalités qui composent l'Union Soviétique? Le système n'a guère varié depuis qu'a été promulguée la Constitution de 1936. Il se présente comme une fédération assez compliquée. Les éléments principaux sont constitués par les républiques fédérales, qui ont chacune leur Constitution, leur gouvernement, leurs forces armées. Pour qu'un territoire de l'URSS ait le droit de se constituer en république fédérée il faut qu'il remplisse trois conditions: qu'il ait une frontière avec l'étranger afin de pouvoir exercer son droit de sécession, qu'il compte au moins un million d'habitants et que la population qui donne son nom à la république ait la majorité. Il faut remarquer que cette dernière condition n'est pas toujours remplie puisque selon les résultats du recensement de janvier 1959 les Kazaks ne sont que 29,6 pour 100 de la population du Kazakhstan et les Kirghizes 40,5 pour 100 de celle de la Kirghizie.

Chacune de ces républiques comprend donc des minorités nationales. Les plus importantes de ces minorités bénéficient à leur tour d'un statut particulier: elles s'organisent en républiques autonomes qui ont elles aussi leur Constitution, leur gouvernement, leur Parlement. Si elles sont moins importantes encore, les minorités peuvent se grouper en régions

(A la page suivante)

VULGARISATION SCIENTIFIQUE

Le strontium-90 dans le squelette humain

L'évolution effectuée par la précipitation du «Strontium 90», sur la surface de la terre, se fait en trois étapes: Première, après l'explosion d'une bombe H, le nuage en forme de champignon s'élève vers la stratosphère; deuxième, les particules radioactives sont diffusées à travers la stratosphère; troisième, finalement, les particules entrent dans la troposphère, et lentement, comme une pluie, tombent sur la terre.

Le «Strontium-90» peut être absorbé par l'homme du sol où il est tombé par l'intermédiaire du métabolisme d'une plante ingérée par une vache laitière, par le lait de celle-ci ou le beurre, ou par la contamination répandue sur la superficie des végétaux dont les feuilles et les grains constituent les bases de son alimentation.

Parmi les physiciens qui se sont constamment préoccupés d'alerter le monde, au sujet du danger de la radioactivité libérée par les explosions nucléaires, figurent les japonais Hédeki, Sochochi, Sakata, et Intiro-Tomanga et les français Jean Paul Vigier et Linus Pauling qui, au mois de novembre dernier remirent à l'Académie des Sciences de Paris un exposé selon lequel les 200 explosions atomiques expérimentales qui ont eu lieu entre 1945 et 1958 ont accumulé dans notre atmosphère des matières radioactives qui, par leur longue persistance provoqueront des dégâts et des troubles somatiques et génésiques pour les générations futures.

Dans son édition du mois de juin dernier la revue nord-américaine «Scientific American», commente le témoignage du Subcomité de l'Union d'Energie Atomique lorsqu'il déclara que la chute de

strontium lorsqu'il déclara que la chute de produits irradiés injectés dans les couches élevées de l'atmosphère qui entoure notre planète augmentent du double la quantité de radiation naturelle à laquelle est exposé le corps humain. Et si les expériences nucléaires continuent dans les mêmes proportions que par le passé, la santé publique mondiale se trouvera dangereusement menacée.

Wright Langham, du Laboratoire Scientifique de Los Alamos, se référant à la constance des concentrations du «Strontium-90», qui au cours des cinq dernières années se réduisent seulement à peine de moitié, présenta à l'Union Congressional de Comités, des calculs démontrant que le niveau moyen des «Strontiums-90» dans les squelettes humains augmentent au maximum jusqu'à la moitié de 1960 et que le niveau sera plus élevé chez les peuples d'extrême Orient en raison de leur sous-alimentation.

Un autre des témoignages présentés par l'Union des Comités, Charles L. Dunham, directeur de la Division de Biologie et Médecine de l'Energie Atomique, affirma que le «Strontium-90», dans les os des enfants des Etats-Unis peut s'élever à une moyenne de dix unités (en 1958 la Commission d'Energie Atomique des Etats-Unis déclara que le maximum tolérable de concentration de «Strontium-90», dans les os du corps humain est de deux unités trois dixièmes). Charles L. Dunham dit que dans les soixante-dix prochaines années cette dose pouvait produire 3.500 à 7.000 cas de cancer des os et peut-être le double de cas de leucémie.

Des chercheurs suédois considèrent que les concentrations du «Strontium-90», en se fixant dans les os du squelette humain affectent directement la moelle et doublent et même triplent la probabilité d'entraîner la leucémie.

Le 29 mars de l'année dernière le «New York Times» publia une étude alarmante relative à la radioactivité que les concentrations des substances en provenance des expériences nucléaires avaient accumulées dans une zone de notre atmosphère qui couvre la bande équatoriale de la terre. Et, au cours du reste de l'année, d'autres informations et études ont été publiées, procédant des Etats-Unis eux-mêmes, du Canada, du Japon, de France et de la Suède, invitant l'humanité toute entière à protester unanimement contre les explosions nucléaires de quelque type que ce soit.

Pour le moment ces expériences ont été arrêtées; mais les bombes fabriquées et les endroits où elles doivent être expérimentées sont maintenus en état d'être mises en activité à n'importe quel moment. La protestation universelle contre les armes nucléaires devrait donc continuer sans interruption et obtenir la disparition pour toujours du danger de la radioactivité suspendue dans notre atmosphère et de la menace permanente sur le monde dans lequel nous vivons.

Pierre BARGALLO-CERVELLO



黒旗の下に

Répartition de la population soviétique par nationalités (en milliers d'individus):

Russes	144 588	Estoniens	969	Kalmouks	106	Abazines	20
Ukrainiens	36 981	Peuples du Dagestan	945	Ingouches	106	Vepses	6
Biélorusses	7 829	Oudmourtes	623	Touvintses	100	Chortses	16
Tatars	4 979	Maris	504	Ouzgours	95	Tates	11
Kazakhes	3 581	Kontis	431	Finois	93	Arabes	8
Azerbaïdjanais	2 929	Tchéchénes	418	Karatchaïtzes	81	Beloudjes	7,8
Arméniens	2 787	Ossètes	410	Adegitzes	80	Karaimés	5,9
Géorgiens	2 650	Bulgares	324	Abkhaziens	74	Albanais	5
Lithuaniens	2 326	Coréens	314	Kurdes	59	Yougoslaves	5
Juifs	2 260	Grecs	310	Khakaces	57	Oudines	3,7
Moldaves	2 214	Bouriates	253	Altaitzes	45	Espagnols	2,4
Tchouvaches	1 470	Iakoutes	236	Balkartzes	42	Afghans	1,9
Lettons	1 400	Kabardines	204	Tures	35	Mongols	1,8
Allemands	1 619	Karakalpakés	173	Tcherkesses	30	Italiens	1,2
Tadjikes	1 397	Karéliens	167	Chinois	26	Ijortses	1,1
Polonais	1 380	Hongrois	155	Tcheques	25	Français	1
Moldaves	1 285	Tsiganes	132	Slovaques	14,7	Japonais	1
Turkmènes	1 004	Peuples du Nord	128	Assous	22	Vietnamiens	0,5
Bachkires	983	Gagauzes	124	Bouganes	21	Tophalares	0,6
Kirghizes	974	Roumains	106	Iranziens	21	Autres	17

Les réfractaires

Documents pour l'histoire du mouvement anarchiste en Russie

par K. N. MEDINCEV

Quand faisais remarquer aux réfractaires qu'ils n'agissaient pas bien en n'envoyant pas leurs enfants à l'école, ils nous répondaient: «Nous n'envoyons pas nos enfants à l'école, car nous ne voyons que des écoles étatiques où l'on prépare les enfants à être des soutiens de l'Etat». Contre l'instruction et l'école en général, ils ne disaient rien. Ils étaient même prêts à soutenir l'école de tous les moyens de la commune toute entière. Mais, disaient-ils, «dans les écoles de l'Etat, les instituteurs enseignent qu'il faut respecter l'autorité de l'Etat, respecter le «bien et le mien» et cela justement est contre notre principe de vie, notre vie fraternelle». Quand nous leur demandions s'ils enverraient leurs enfants dans des écoles socialistes, ils répondaient que oui, car ils ne pensaient pas que dans les écoles socialistes, on instruirait les enfants sur l'Autorité, l'Etat, l'Eglise, la Famille et la Propriété, car selon leur compréhension l'école socialiste serait simplement une école libérée de ce qui est inutile, superflu, mauvais.

Malgré cela, tous avaient en main l'Evangile, que d'ailleurs ils critiquaient. Par exemple, à propos des mots: «Qui ne travaille pas ne doit pas manger», ils disaient que tous avaient besoin de manger, tous avaient besoin de vivre et ils opposaient ce raisonnement: «Travaillaient-ils les apôtres, lorsqu'ils marchaient à travers champs mangeant les épis? Ainsi faisant, ils mangeraient certainement le travail des autres». Chacun travaille selon ses possibilités, sa compréhension et principalement volontairement. Chacun vit également selon sa compréhension et vouloir l'obliger à autre chose est superflu et nuisible.

A notre question sur leur point de vue sur la structure économique de la vie humaine future, ils répondaient qu'ils pensaient très peu à cela, mais que selon eux cela était si peu important que cela se réaliserait indépendamment des avantages de la vie réelle. En attendant que chacun vienne au grenier commun et, en échange d'un billet signé, qu'il prenne ce dont il a besoin. Ils ne se disaient pas que dans les besoins des autres, car de tels besoins n'existent pas chez «l'homme-frère». Les besoins actuels disparaîtront, car ils sont le produit de la «vie corrompue» des «hommes corrompus». Dans l'avenir, selon leur façon de voir, ce serait la supériorité de l'esprit et non de la chair. Dans l'avenir, l'homme se délivrera de l'esprit du mal qui ne repose sur rien et ne sera plus que le souvenir d'une vie plus animale que spirituelle; l'animal c'est l'homme. L'esprit du mal est utile à l'Etat et l'Eglise qui le cultivent, car il permet d'opprimer la vie spirituelle des hommes.

Il est à remarquer que chez les réfractaires, la conception psychique domina toujours l'économique, ce fut même plus que cela, car lorsqu'on les séparait dans des cellules isolées, ils ripostèrent comme un seul homme aux coups de l'administration. Ils furent unanimes dans leurs déclarations et dans leurs actes.

Pendant les longues étapes, pendant les longs voyages sur la route de Sibirie que dura plus de huit mois, aux souffrances de l'emprisonnement succédaient et s'ajoutaient pour les réfractaires d'autres souffrances; on les battait souvent, on les ligotait, on les jetait

dans des cachots de forçats, etc. Lorsqu'enfin, ils atteignirent Iakoustk, leurs souffrances étaient à demi terminées. Là, on les séparait par deux dans les districts éloignés de Iakoustk. Nous devons dire que, durant ce voyage extraordinairement long, un grave changement s'opéra dans les conceptions des réfractaires. Avant tout, il faut dire que les brimes du mysticisme s'étaient déjà pour eux dissipées. Dieux et Diable furent remplacés par des valeurs plus réelles: lutte sociale, égalité sociale, lutte de classes, etc. La conversation entre les réfractaires et les exilés politiques avait beaucoup contribué à cela dans les prisons et sur les routes de l'exil. Leur confiance dans la résistance passive fut ébranlée. Ils discutèrent beaucoup entre eux et beaucoup apportèrent des corrections, ils firent des critiques, des réserves, etc. En un mot, quand ils furent installés dans les nouveaux locaux de l'exil, les réfractaires adoptèrent sur les bases fermes du communisme, ce communisme qu'acceptèrent plus tard au Canada les Dukobor, avec cette différence qu'il y avait chez les réfractaires plus de connaissances politiques et chez les Dukobor plus d'expérience.

Peut-être cette circonstance amenée chez les réfractaires de Russie une autre évolution de la compréhension et multiplia-t-elle leurs forces révolutionnaires pour la lutte. Nous pensons notamment que, se trouvant la région de Iakoustk, les réfractaires se rencontrèrent avec les Dukobor exilés là à divers moments et cette rencontre, jusqu'à un moment où les Dukobor furent chassés au Canada, influa beaucoup sur les uns et les autres. De cette influence, ils s'inspirent pour la construction des communautés au Canada.

AUX CAMARADES

Sur les murs de prison d'une des étapes parcourues par les réfractaires, on peut lire, écrits par l'un d'entre eux, ces vers:

— *Avant souffert la violence dans les prisons, — Pénible est notre longue route; — Qu'on nous torture pendant les étapes, — Qu'on nous frappe, qu'on nous déchire, qu'on nous opprime.*

Néanmoins, nous ne trainerons pas — L'oppression tsariste, la charrue sanglante, — Et jamais nous ne travaillerons — Pour le tsar et ses serviteurs. (*)

De nombreuses années plus tard, avant 1905, nous nous trouvâmes dans quelques usines de l'Oural et là nous rencontrâmes la nouvelle génération de sectaires rationalistes du passé et de nos propres yeux nous pûmes nous convaincre que le mouvement religieux de 1860 à 1870 et 80 était devenu politique, sa forme nouvelle se substituait aux considérations religieuses.

Enfin au commencement de la grande révolution russe, dans les usines de l'Oural, il se forma un fort noyau de communistes anarchistes parmi les anciens réfractaires qui n'avaient gardé de leurs sentiments religieux que le côté éthique.

(Traduit du russe en Esperanto par A. Levandowski.)

(*) Traduction littérale.

L'œuvre du prolétariat conscient

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. On l'a dit et répété mille fois. Mais, au moment où les réalités obligent à se définir clairement, il semble qu'on doute de la prémisse, énoncée si souvent, et devenue carrément une affirmation.

On n'a pas confiance dans l'action des travailleurs. On croit qu'ils ont besoin de guides pour continuer leur chemin et qu'ils pourraient plus avancer s'ils ne pouvaient compter que sur leurs propres moyens.

Nous ne nous étonnons pas, nous, que ceux qui sont encore imbus des préjugés, de l'éducation et de la mentalité bourgeoise, considèrent, même de bonne foi, le prolétariat sans moyens ni préparation, comme incapable de s'émanciper pour son propre compte. Ce qui est surprenant c'est que dans les rangs mêmes de ceux qui ont pour but la transformation du système révolutionnaire, qui ont maintes fois montré leurs sentiments révolutionnaires, d'un révolutionnarisme intransigeant, à l'heure des vérités, et, et lorsque l'action est le plus nécessaire, ils nous donnent à entendre que les murs et les ponts sont nécessaires; que nous devons participer aux illusions démocratiques et qu'il convient même que nous ayons confiance en ces hommes comme auxiliaires indirects aux fins que par éducation et conviction, intérêts et égoïsmes d'une autre espèce mis à part, jamais ils n'ont été ni peuvent être les leurs.

Il est certain que l'Histoire ne donne aucun exemple qu'une classe sociale ait pu faire une révolution triomphante par ses propres moyens; mais, pas davantage l'Histoire ne peut nous fournir d'exemple qu'une classe sociale, confiant à une autre (ou même à des éléments de propre classe investis de pouvoir) les fruits d'une révolution, n'ait été trahie.

Si l'émancipation des travailleurs ne peut pas être l'œuvre exclusive des travailleurs eux-mêmes, quelle classe sociale va-t-elle participer à elle? La bourgeoisie? Ce serait absurde de le penser. La bourgeoisie peut se convertir en auxiliaire d'une révolution de type social du point de vue de ses propres erreurs, du discrédit et de l'immoralité du système social qui ne représente jamais un caractère d'adhésion volontaire à ce qui doit mettre fin à sa domination sociale.

Il est possible, oui, que quelques hommes de la bourgeoisie collaborent à une

œuvre de transformation sociale, comme simples éléments prolétaires, sortis par hasard des rangs révolutionnaires, ou agissant cachés parmi eux, finissant par devenir les auxiliaires inconditionnels de la bourgeoisie et de l'Etat. Mais la contribution de ces hommes au but poursuivi par le prolétariat conscient, ne pèment à personne de supposer que ce soient eux, précisément les mentors du mouvement émancipateur, ni que celui-ci doive s'assujettir à des normes rétrogrades de développement qu'ils voudraient peut-être lui imprimer. Le mouvement du prolétariat conscient, en lutte pour son émancipation, à un mouvement et à un rythme propres, expression des nécessités et de l'idéalité par la partie la plus consciente qui y participe et ceux qui desvient l'aider, ce ne doit pas être pour le faire dévier de sa route, ni pour mystifier son esprit, mais pour le fortifier en lui apportant leur contribution volontaire et dévouée.

Les conditions dans lesquelles doit se développer le mouvement ouvrier ne doivent pas être des éléments étrangers aux ouvriers eux-mêmes, qui doivent justement les signaler. Les ouvriers ne sont pas des orphelins de l'intelligence, ni du jugement pour ne pas savoir choisir ce qui leur convient ou qu'il est le meilleur chemin. Encore que d'aucuns ne veuillent s'en convaincre, et malgré l'évidence, l'époque de la «minorité» des masses des travailleurs, l'époque de la tutelle directe, si elle n'est pas encore passée, par malheur, totalement à l'histoire, elle a fait une criarde faillite. Et aujourd'hui il faut compter avec la partie du prolétariat conscient; avec les parties dont personne ne tiendrait compte, ni prendrait en considération si eux-mêmes n'avaient soin de réclamer énergiquement leurs droits et de faire remarquer, avec non moins d'énergie, qu'ils sont, eux aussi, quelque chose dont on ne saurait désormais se passer; moins encore les traiter avec le dédain supérieur des temps passés.

Nous avons dit que les travailleurs ne doivent pas oublier leur propre préparation ni leur but final, ni s'écarter du chemin qu'ils ont à suivre; mais il est bon de le rappeler.

A titre d'aucune espèce de convenance il ne doit y avoir aucun virage dans la trajectoire révolutionnaire suivie ou à suivre. Les modalités nouvelles dans la lutte, qui veulent se présenter comme chose excellente, ne peuvent pas être plus anachroniques. La classe ouvrière ne doit pas être le jouet de l'irresponsabilité politique.

Dans les circonstances actuelles il faut que le prolétariat se pénétre de l'idée qu'il ne doit et ne doit devoir rien à personne. Ceux qui sont quelque chose ou peuvent quelque chose, là où les travailleurs ne doivent pas se laisser traîner, ceux-là, oui, doivent tout à l'inconscience prolétaire, en tous cas, ce seraient les obligés du prolétariat s'ils avaient la moindre pudeur. Mais on sait de où conduisent ces sortes d'expériences.

Les travailleurs doivent compter sur leurs propres moyens et ils doivent faire sentir leur volonté par dessus la situation que peuvent créer les forces adverses ou celles qui sans l'être d'une manière ouverte, se convertissent de fait en auxiliaires de celles qui défendent, à feu et à sang, le «statu quo». Aujourd'hui comme hier il est nécessaire d'aller droit vers la transformation de la société. Ce doit être l'idée fixe, le nord de l'action. Et il est indispensable d'agir en ce sens.

On nous objectera que pour un but semblable quelques conditions préalables sont indispensables qui facilitent la préparation des classes laborieuses. Et ces conditions, qui les garantiront? La démocratie bourgeoise? Qui coira à cette ingénuité ou à cette mesquinerie, comme on voudra l'appeler? Entre la démocratie conservatrice du capitalisme et de l'Etat et le prolétariat qui est obligé de les détruire pour s'émanciper, il ne peut pas y avoir de compénétration. Et ces conditions favorables au développement révolutionnaire c'est folie de penser que la démocratie va les fournir au prolétariat si celui-ci n'est pas capable de les imposer ni de les garantir par ses propres efforts.

Dans ces conditions, il serait plus qu'absurde de supposer même qu'un régime dictatorial ou réactionnaire, sans masque, peut offrir de meilleures garanties pour le développement de l'action prolétarienne. Cet argument personne ne peut s'en servir. Mais personne ne peut nier, non plus, qu'indépendam-

México y la revolución

México está en pleno examen de su conciencia revolucionaria.

Por una parte están los elementos que, «en aras de la consolidación de la revolución mexicana», ocupan lugares de preeminente influencia, orillando en lo posible el interés de los trabajadores a cuyo esfuerzo deben sus actuales y fáciles posiciones. En otro lado están los herederos de aquellas gestas prometedoras de 1910 que culminaron en la estabilización de algo que no era precisamente la inspiración de los Magón, los Guerrero, Moncaleano, Librado Rivera y tantos otros que dieron la libertad a la vida por anular todo vestigio de esclavitud y de miseria. En esta lado permanecen gentes que heredaran el sentido materialista de las conquistas de la revolución. Y hasta cierto punto incorporaron a su pensamiento joven, algunas de las esencias de carácter ideológico que impulsaron los avances sociales en la letra, en el espíritu, pero no fraguaron en realidades positivas.

Periven aún resabios ancestrales en la política del país. Y todos los avances de carácter social, han quedado limitados a las interpretaciones del gobernante y a la elástica orientación que el líder sindical da a las aspiraciones proletarias.

Las orientaciones más o menos claras, libertarias, nacidas en el seno de la ferocida «Casa del Obrero Mundial», fenecieron todo su significado al advenimien-

to del régimen político commandant, si el prolétariat a quelques avantages et est quelque peu respecté, c'est parce qu'il a su le conquérir et qu'on a peur de sa force.

La décession révolutionnaire manifestée par les travailleurs, avec toute leur énergie, en partant de leurs organisations de classe sur le terrain économique et social, exerce une influence déterminante sur tous les régimes politiques et s'appuyant sur cette vérité, qui confirme l'histoire des luttes ouvrières, les prolétaires, au lieu de vivre à la gauche ou à la droite, en se laissant porter à l'action politique, doivent se compénétrer davantage et davantage entre eux, hors de toute tutelle, pour que cette décision révolutionnaire et syndicale fasse sentir toute la pression dont elle est capable et rende le maximum d'efficacité. Et il n'y a pas de doute que les ennemis d'aujourd'hui, en politique s'entend, se jetteront demain dans les bras les uns des autres au nom des intérêts «sacrés» auxquels les ouvriers ne doivent ni respect ni considération.

NE marge du mouvement révolutionnaire des travailleurs conscients, il est possible qu'il y ait quelqu'un qui lutte aussi pour un idéal de libération sociale.

Nous ne prétendons pas, nous autres, que tout le monde se groupe dans les organismes de lutte des travailleurs. Ce que nous soutenons par contre, c'est que dans le mouvement du prolétariat conscient il peut et il doit y avoir de la place pour toutes les inquiétudes, pour toutes les aspirations, sans prétention aucune de la part de ce prolétariat d'essayer d'absorber les éléments extérieurs ni d'exercer sur eux un contrôle spirituel ou matériel contre la nature libre de l'homme.

Ce qui ne doit pas exister dans les organisations ouvrières c'est de se soumettre à des partis politiques quels qu'ils soient et surtout quand ces partis politiques n'ont pas d'autre but et ne vont pas plus loin que ceux de la démocratie bourgeoise.

Le prolétariat organisé et sans organisation qui n'admet pas l'action politique, doit se rendre parfaitement compte de la nécessité dans laquelle il se trouve de grouper ses forces. Il doit se rendre compte de cette nécessité avec la claire volonté de la résoudre pour son propre compte. Que s'il comptait organiser ses forces et les grouper en escomptant un résultat d'un événement quelconque d'ordre politique il souffrirait la plus pénible des déceptions et il en paierait cruellement les conséquences.

Des événements politiques il n'y a rien à espérer. Ce qui importe et de toute urgence c'est d'être prêts à les affronter, comme ils seront et comme ce sera et de tenir bon vers notre but immédiat et final.

PAYROT

to del sentido político de la Revolución. Los hombres que sinceramente luchaban, y tenían más o menos clara idea de la corriente manumisora, fueron perdiendo las esperanzas al ver la horfandad de este pueblo en la interpretación de sus propios deseos y aspiraciones sociales. El ostracismo marcó serios impactos entre los viejos luchadores, y la reducción de actividades fué en ascenso hasta quedar limitado a las simples relaciones de grupo.

Un compañero mexicano, viejo luchador de la época feliz, me decía hace unos días: «En aquellos tiempos, los únicos compañeros que tenían una clara visión del problema revolucionario transformador de nuestros movimientos, eran los amigos Ricardo Flores Magón, su hermano Enrique, Moncaleano, Sarabai, Guerrero y Rivera, como los más destacados. El pueblo, casi analfabeto, de una primaria conciencia de clase, estaba propenso a la adhesión hacia el que más demagogia demostraba tener para llevarse como soporte para planes que no tenían precisamente la efectividad de servir a los trabajadores ansiosos de pan y libertad.

En incipencia social, las masas campesinas, las más afectadas y las más numerosas, pero las más influenciadas por el cura, se adherían a quienes más hábilmente sabían conmovir con sus arengas demagógicas.

Los años habían ido extendiendo el manto del olvido sobre las promesas de antaño. Y pese a las diatribas constantes de los que advenían al campo de las investigaciones sobre las causas del atasco de las conquistas de la revolución, no ha salido todavía el sustituto de los Magón para recordar el camino que conduce al pleno recuperamiento de lo comenzado.

Muchos escritores han tronado, y están tronando diariamente contra los mercantilizadores de la Revolución. Pero estas críticas caen en terreno relativamente baldío, puesto que está cercado por los intereses que constituyen el cinturón de seguridad para la vigencia de los nuevos «adalides» que, en nombre de los postulados revolucionarios, se convirtieron en esclavos voluntarios de los intereses del Estado.

No hace muchos días que el general Cárdenas, dándose cuenta de los caminos que le van abriendo ciertos privilegios partidistas o clasistas, dió una andanada que causó escándalo. Y hasta cierta alarma.

El latifundismo, que fué siempre el cáncer del antiguo régimen, parece haber brotado de nuevo. O haberse descubierto una raíz del mal. Millares de campesinos que habían confiado en las virtudes de una reforma agraria que falló por vicios de secular arraigo, se vieron despojados de sus pequeñas parcelas. Un multimillonario, iba aprovechando la miseria del campesino, provocada por las irregularidades administrativas, y vicios burocráticos del sistema ejidal, para adquirir nuevamente las tierras y someter a precario, de nuevo, a los que dejan su sudor en la tierra.

Cárdenas, dándose cuenta del problema, de la gravedad del mismo, ha arremetido contra tales desafueros. Y ha levantado gran polvareda por su frase lanzada vigorosamente al espacio diciéndole que: «Habremos de hacer nuevamente la revolución para acabar con el estado de cosas presente». Pero algún amigo suyo, de ayer, se ha permitido exclamar: «¿Y por qué no arrumbaba de una vez con todo, cuando ocupó la presidencia de la república mexicana?» Este comentario ha despertado también ciertas críticas contra el Divisionario en el que tanta fe tenían los explotados del agro.

Nosotros, imparciales observadores, y un poco obligados al análisis, a indagar sobre el origen de la situación en que se halla ahora el problema candente de la tierra en México, nos hemos entretenido en buscar algo en la raíz de aquel grito que dió Zapata, el creador del agrarismo, cuya inspiración sentimental re-

(Pasa a la pág. 8)

LIBROS

«EN MEDIO DE LOS ESCOMBROS»

original de Conrado LIZCANO
Es una novela que acaba de ver la luz.

Obra de texto nutrido, escrita con estilo sencillo, directo.

El drama humano del Sindicalismo Revolucionario inmerso en las grandes ruinas acumuladas por la dictadura franquista en una de las más viejas y típicas regiones de España.

La lucha del militante contra el medio; el triunfo del ideal contra el medio y el hombre.

Un tema vibrante, que interesa y apasiona.

«En medio de los escombros» es un libro que deberían leer todos los compañeros.

3,80 NF. ejemplar.

Descuentos a paqueteros.

Los beneficios de la edición el autor los destina al «Fondo España».

Para pedidos dirigirse en FRANCIA: al Servicio de Librería «CNT», 4, rue Belfort, Toulouse.

MEXICO: a Jaime R. Magriña, Balboa 1103, México 13, D.F.

La editorial Collana Libertaria, ha editado L'ANARCHIA, de E. Malatesta, con una biografía de L. Fabbri.

★
Editado por «Il Corvo» —Via del Vigna, 8 - Livorno - Italia— ha aparecido el tercer fascículo de La Enciclopedia Anarquista.

LOS GRANDES PROBLEMAS DE LA HORA

No hay más que una solución para los pueblos

Quizá nunca el mundo se había visto en tan terrible encrucijada.

Convaleciente de las espantosas heridas de una guerra desencadenada y producida para apuntalar el sistema capitalista en todo el orbe, las mismas fuerzas que la incubaron y que la dirigieron lanzan ya las grandes líneas para una nueva y más terrible carnicería.

La sociedad burguesa, herida de muerte, llevando en los flancos clavada el arma que ha de terminar con ella, recurre, en los estertores, a todos los remedios heroicos.

Y asistimos, impotentes muchas veces, pero con lucidez desgarradora, a la más maquiavélica de las emboscadas que se ha tendido a los pueblos para llevarlos, una vez más, al degolladero, esterilizando todas las fuerzas de oposición, neu-

complicada que nosotros, descendiese o ascendiese un ser viviente, milagrosamente parachutado en nuestra bola, su asombro no tendría límites al ver cómo un número en realidad reducido de hombres era el dueño de la situación mundial, operando sobre el temor, la ignorancia y el desconcierto de una mayoría aplastante y abrumadora, por la misma mecánica espiritual que hace que, entre los salvajes — no estamos aún muy lejos de la prehistoria —, los brujos de las tribus dominen ilimitadamente sobre ellas.

¿Es que este hombre comprendería que 30 millones de seres en un país como España, pongamos por caso, sean dominados y dirigidos por cuatro millones de privilegiados, de castas dominantes y de sicarios a su sueldo? ¿Es que esos cuatro

por Federica MONTSENY

tralizando todas las influencias morales que pudieran levantar bandera de oposición y de lucha.

Las masas obreras mundiales, las organizaciones revolucionarias, tendrán bastante conciencia de clase, inteligencia y lucidez suficientes para encontrar el único camino de salvación en el dédalo de problemas incesantemente creados, entre la multitud de obstáculos cada día levantados al paso de una concepción nueva de la sociedad y de la vida?

Esta es la gran, la angustiosa pregunta que debemos formularnos.

★

Al terminar la guerra de 1914-1918, asistimos a un período de euforia y de ilimitadas posibilidades para las multitudes laboriosas. La revolución rusa y las perspectivas que ella abría para el mundo; la revolución en Alemania; la ocupación de los lugares de trabajo en Italia; el brote del sindicalismo revolucionario en España; la embriaguez de una victoria que se adjetivaba de la democracia y de la civilización, para los pueblos de las naciones aliadas, con la exaltación al Poder de los socialistas en casi toda Europa, determinó un largo período de transición que permitió al capitalismo medir las fuerzas de los movimientos revolucionarios mundiales y estudiar a fondo sus posibilidades de subsistencia y los medios que poner en práctica para organizar metódica y científicamente el abortamiento de todos los planes en perspectiva.

Y, lentamente, se fueron organizando la asfixia de la revolución de octubre en Rusia; el amordazamiento de la revolución popular en Alemania, con el asesinato de Kurt Eisner y las matanzas de los comunistas en Munich; la caída de Bela-kun en Hungría; la organización del partido fascista en Italia y la ascensión al Poder de Mussolini; la creación del nacional-socialismo en Alemania; la represión sangrienta del sindicalismo en España, comenzada por Miláns del Bosch en 1919; la traición de Briand en Francia, doblada con la deserción absoluta de Jouhaux, abandonando la C.G.T. a la influencia política; las claudicaciones del socialismo en Inglaterra, al convertirse Ramsay Mac-Donald en el más firme sostén de la Monarquía inglesa. Las dictaduras se fueron multiplicando en América del Sur, y en la del Norte el monarquismo y las concepciones autocráticas del capitalismo moderno, a lo Taylor y a lo Ford, prepararon la mentalidad de pueblos jóvenes para la oposición doctrinal al socialismo, creando intereses individuales, en las propias masas obreras, frente a los intereses colectivos.

Así abortó y se malogró una de las posibilidades internacionales de revolución mundial que se han ofrecido a los pueblos después de 1793.

Y hoy el panorama de la post-guerra de 1918, con variantes, se repite, agravado, para el mundo capitalista, por la ausencia absoluta de espejismos en las multitudes, que hoy ya no se llaman, en país alguno, a engaño. Que hoy saben lo que pueden esperar de sus pretendidos dirigentes y que no se han hecho jamás, desde que empezó la guerra, ilusión alguna sobre el fin de la misma y el móvil secreto que la movía y que la determinaba.

Pero hoy, como en 1918, o más que en 1918, el problema mayor, el que se yergue, insoluble y trágico, es la desorientación y la falta de confianza en sí mismas de esas multitudes.

A veces me digo que, si de otro planeta, que hubiera sabido organizar la vida en forma más racional y menos

millones podrían subsistir ni una hora a partir del instante en que los 25 millones restantes o la gran mayoría de estos, se pusieran de acuerdo para arrebatarles el Poder y para suprimirlos?

¿Es que, internacionalmente, esta imagen gráfica de España no puede ser aplicada a todos los pueblos?

Mas la inteligencia del capitalismo mundial ha consistido en crear las condiciones favorables al mantenimiento de su hegemonía, apuntalándose merced a una obra de disgregación sistemática de todas las fuerzas tendentes a la cohesión, minándolas y desviándolas del objetivo fundamental: supresión de la causa destinada a producir siempre el mismo efecto.

De hecho, asistimos a la más gigantesca absorción de elementos un día activos de oposición al régimen que se había visto hasta ahora. Internacionalmen-



te, los partidos socialistas desaparecen como fuerzas obreras y revolucionarias, incorporándose moral y materialmente a los intereses creados por el sistema capitalista. Los comunistas, por las complicadas necesidades de su política internacional, se incrustan asimismo en el sistema y, aunque pretendan socavarlo, servir mundialmente el interés del Partido y obedecer las directrices del Komintern, serán fatalmente devorados en ese juego. Lo han sido ya; de hecho y de derecho, hoy la Unión Soviética, dirigida por el partido comunista, es otro imperialismo político y económico. Las organizaciones obreras dirigidas por la Segunda Internacional, por la CIOSL, por la Federación Sindical Internacional no son hoy más que comparsas al dictado del capitalismo y de los Estados. Han caído fatalmente, en la órbita de una dirección política que obedece las consignas de cada uno de los bloques de intereses enfrentados, que nada tienen de común, ni unos ni otros, con los verdaderos intereses del proletariado mundial, con la causa de la libertad y de la justi-

El amor a la verdad

El amor desinteresado por la verdad, es algo tan raro como productivo y de aquí que también sea rara la convicción de los hombres. Indudablemente lo uno es una causa de lo otro, porque si los hombres no tuviesen miedo a la verdad, serían mucho más francos para con sí mismos y semejante franqueza les evitaría muchos desastres. ¡Ah! si todos supiésemos ver las ventajas de la franqueza. ¡Si uno supiese escuchar los consejos que da la experiencia en forma de remordimientos! No, es una gran equivocación esto de pretender que los perezosos viven tranquilos. La pereza es algo indefinidamente insaciable, cuyo único reactivo se encuentra en la actitud de la actividad y sin que entre en acción semejante reactivo ocurre lo que ocurre siempre: que hombres de verdadero valer intelectual se pasan la vida soñando en la miseria y otros cuyo único valor estriba en la acción, logran no tan sólo ver coronados sus cálculos, sino que los desapan con creces y se rien de los sabios que dejan atrás.

Un amigo mío dijo en cierta ocasión la frase exacta para juzgar y aún explicarse esto que a primera vista parece una arbitrariedad y que, sin embargo, es lo más natural del mundo; dijo mi amigo que todo el mal de determinados individuos estribaba precisamente en una cierta promiscuación entre sus prácticas y sus teorías, esto es: contraposición entre las ideas y su realización.

Esto de la promiscuación es realmente algo inmoral y lo afirmo ante la evidencia de los resultados, no dejando de comprender, sin embargo, que es una verdadera lástima que así ocurra, por-

cia, con los ideales socialistas y con las necesidades de transformación económica de una sociedad que se descompone.

¿Qué queda, fuerte, sólido, interpretando la fe y la esperanza de las masas humanas, ofreciendo sus soluciones integrales y atacando el problema de fondo y de frente? Las dos actitudes y los dos movimientos paralelos: los principios del socialismo decrta y las tácticas del sindicalismo revolucionario.

El Movimiento español se ha recobrado; si la ambición ha hecho mella en algunas conciencias vacilantes o turbias, en otros la propia experiencia del Poder no ha hecho más que afirmar y dar valor nuevo a las posiciones y a los juicios clásicos, demostrando hasta la saciedad la razón que tenían, en su crítica de la intervención en la política y en el Estado, mentalidades tan claras y tan realistas como Bakunin y como Malatesta, los espíritus más lúcidos y más prácticos que ha tenido el anarquismo mundial.

En Italia se asiste hoy al mismo forcejeo. Al calor de la experiencia de España, también han surgido elementos que, en nombre de un pretendido positismo, hablan de la creación de un partido libertario que intervenga en las luchas políticas y que, al cabo de 60 años, descubra como nuevos los argumentos expuestos por los socialistas para justificar la traición de Marx y Engels a los principios básicos que dieron vía a la Primera Internacional. En Sud-América, con el nombre de Socialismo y Libertad se pretende crear también una corriente política dentro de la concepción originalmente anarco-sindicalista. Todo esto está condenado al fracaso.

Debemos demostrar la fortaleza inextinguible de las ideas no contaminadas por el contagio del Poder, no emponznadas por el virus de la política, alejadas de la órbita de absorción del sistema capitalista frente a la obra de disgregación, de infiltración y de división ha pretendido iniciarse, siguiendo las tácticas inauguradas por la burguesía y el Estado con éxito en Estados Unidos, en Inglaterra, en Francia, en Italia, en Argentina, en España, en la U.R.S.S. y otros lugares.

Ante lo que ocurre y vemos no cabe más que la multiplicación vestigiosa de nuestra acción, que centuplicar las formas de influencia entre las multitudes, que estimular, de manera metódica y constante, la confianza en sí mismas de esas masas, amodorradas, desorientadas, desviadas del camino verdadero.

Y que aprovechar, con la rapidez genial de decisión que caracterizaba a Bakunin, con el instinto revolucionario que marcó la acción y la vida de este hombre realmente excepcional, que, con visión profética, se anticipó a su tiempo y previno el propio presente que vivimos, todas las coyunturas favorables.

Vamos a asistir a momentos realmen-

que de lo contrario habría entre los hombres muchos más contentos que descontentos; esto es: habría muchos más vencedores que fracasados.

¿Cuáles son las cualidades necesarias para hacer a un hombre perfecto? Un cerebro lúcido, un corazón afectuoso, un juicio sólido, un cuerpo sano. Sin lucidez, no podríamos solucionar acertadamente los complicados problemas que se nos presentan en la vida; sin afecciones o sentimientos, correríamos el riesgo de caer en el egoísmo; sin salud, seríamos insuficientes, aún a pesar de nuestra buena voluntad, pues por buenas que fuesen nuestras intenciones, si el buen juicio no las afirmase resultarían más desfavorables que provechosas.

Alguien objetará: ¿qué tiene que ver todo esto con la convicción? Pues sencillamente: son razones que van dirigidas a formarlas para que no influyan demasiado en ella los sentimientos, en cuyo caso, la convicción pasaría a fortalecerse en el terreno arenoso de lo sentimental, cuyo terreno tiene la doble desventaja de ser infecundo e inconsistente.

El verdadero medio de instruirse a sí mismo — dice Stuart Mill —, consiste en examinarlo todo cuidadosamente y en no retroceder jamás delante de ninguna dificultad; en no aceptar ninguna doctrina, por más autorizada que sea, pues todas las autoridades deben de estrellarse —por una mayor ley de razón— contra la firme convicción que despierta una idea suficientemente reflexionada, o mejor dicho, incrustada por convicción en el suelo de la justicia.

Pérez Guzmán

te únicos. Se está gestando retrasada a voluntad por la necesidad de armarse y de reponerse una lucha gigantesca ante la cual la última guerra no será nada. Por encima de las estepas de las montañas y de los mares dos formidables bloques de intereses se acechan disputándose la hegemonía del mundo. Todos pretenderán hacer servir a las masas obreras no como soldados — las bombas atómicas, los aviones dirigidos por radio, harán innecesaria la presencia de los ejércitos —, sino como fuerzas políticas de retaguardia, como paracatistas al servicio de uno u otro de los bloques enfrentados.

Y sólo nosotros, los anarquistas, debemos quedar y quedaremos, desafiándolo todo, como fuerzas al servicio de la humanidad, como Cristos repitiendo el Sermón de la Montaña. Y no siendo crucificados. Y redimiendo a los hombres de la maldición bíblica. Y diciendo a los pueblos: Lázaro, levántate y anda. E infundiendoles la confianza en sí mismos, la fe en su destino, la conciencia de la propia fuerza. Y hundiendo el sistema podrido, enterrándolo para siempre. Y sentando las bases de una nueva Sociedad más racional y más justa, levantada sobre verdades esenciales y sobre principios eternos: el pacto entre iguales, el apoyo mutuo, la solidaridad humana, la socialización de la economía; las riquezas y el trabajo común; la federación de los hombres y de los pueblos.

CONFERENCIA INTERNACIONAL DE LA W. R. I.

Del 21 al 28 de diciembre, en Gandhigram, Estado de Madras, India del Sur, la War RESISTERS' INTERNATIONAL celebrará su Gran Xa. Conferencia Trienal.

Participarán en la misma diversas entidades y a ella asistirán numerosas delegaciones.

Diversas alocuciones serán pronunciadas, entre ellas, las de José Abileah (Israel); G. Anthony Bishop (Australia); Stanley Holliday (Irlanda); Ralph Hegnauer (Suiza); Niels Jonassen (Dinamarca); Juan van Lierde (Bélgica); Stuart Morris (Gran Bretaña); Alwar Sundell (Finlandia); William Sutherland (Ghana); Hein van Wijn (Holanda) y T. Yamaga, nuestro compañero de la Federación Anarquista Japonesa.

La A.I.T. ha sido invitada a esta Conferencia y estará directamente representada.

Con ocasión de este gran Comicio de los Resistentes Internacionales contra la guerra, se celebrarán varios importantes actos.

Daremos referencia más amplia en un próximo número de «AIT».

Crónica de la F.O.R.A.

BDIC

EL NOMBRE

CAMPO DE IMPUNIDAD

A partir del flojo y amable concepto, ya de uso general, de que los gobiernos, en el mejor de los casos, son pésimos administradores de los bienes públicos, se puede ir ajustando dicho concepto hasta llegar a los conocidos casos de muchos gobiernos que configuran verdaderas organizaciones compuestas en su mayoría de gentes dedicadas al robo en gran escala, actuando con el beneplácito de los organismos encargados de impedir esas actividades, y realizando múltiples operaciones dolosas que les permiten acumular en muy poco tiempo cuantiosas fortunas, siempre bajo el amparo de leyes que favorecen sus delictivas maniobras.

En este sentido, los gobiernos habidos en este país vienen arrastrando un historial de actuaciones delictuosas cada día más refinadas y agrandadas, de tal suerte, que hechos que en tiempos remotos se daban en insignificante cuantía sólo por zonas reducidas donde el caudillo político dictaba órdenes de saqueo a su gente, y el comisario del sector protegían a los ejecutores de las depredaciones, hoy auspician los de gran envergadura las mismas leyes y cubren su ejecución las diversas policías —aérea, marítima y terrestre—, para que todo se cumpla sin ningún riesgo material para los autores del pillaje organizado desde arriba.

Este tipo de delincuencia en gran escala ejercida con protección de leyes y servidores de las mismas puede decirse que tomó forma de actividad pública con rango casi de honradez meritoria, durante los tenebrosos años de la tiranía peronista.

El actual gobierno, como heredero legítimo de aquel detestable farrago de causas y efectos —de ideas funestas y hábitos perniciosos—, sin caudal de fuerzas propias y sanas para poder diluir en ellas tantas y tan malas inclinaciones sin sufrir peligrosos trastornos, no podía esperarse evolución en otro sentido que en el de superar y multiplicarse los malos hábitos. Y el resultado no se hizo esperar mucho tiempo. En virtud de esa infusión servida al frondismo, o de esa inyección inoculada en su torrente sanguíneo, el frondismo ya ha sobrepasado y dejado muy atrás al gobierno de la tiranía en el refinamiento de técnicas y estrategias para el ejercicio de la depredación y el saqueo de los bienes del pueblo.

LA PREPONDERANCIA EMPRESARIA MANIFIESTA UN AUQUE DESENFRENADO

En el terreno sindical, presa de primer orden ahora codiciada por los gobiernos de todo el mundo, el gobierno frondista no ha podido avanzar por ninguno de los tres campos en que está fraccionada la C.G.T., aglomeración sindical que sirvió dócilmente a los planes del dictador Perón. Tropezó una y otra vez el sucesor de Perón con las mismas dificultades que éste venía encontrando en los últimos tiempos de su despótico reinado, cuando la parte empresaria pudo vigorizar la iniciativa del ataque. En aquellos últimos tiempos, ya aciagos y difíciles para su régimen, el dictador estuvo defendiendo abiertamente a la parte patronal bajo el burdo pretexto de que se habían descapitalizado hasta tal punto las industrias y el comercio, que si se les exigía un centavo más de aumento salarial se provocaría el cierre de las fábricas, y a renglón seguido, vendría el colapso de la producción y del desempleo en masa de obreros y empleados. Decía esto, pasando por alto que hasta entonces estuvo sosteniendo, que nunca la parte empresaria había acumulado fabulosas ganancias en tan alto grado. Se trataba de un cuento de miedo que sus creyentes asimilaban con sabor de verdad, y que al dictador le sirvió de trampolín para no confesar paladinamente que los empresarios habían tomado la iniciativa para la lucha de imponer condiciones a su gusto y paladar. Y aquella misma presión del capitalismo y aquel cuento del encantador de gente ingenua, siguen haciendo marcar la pauta al actual gobierno.

LA DISPERSION BACTERIAL

Todas las grandes epidemias dejan, a más de las profundas cicatrices producidas por la mordedura del virus en su primera etapa, su ponzoñosa secuela, la que en algunos casos produce mayores estragos que los ocasionados por la epi-

demia durante la fase virulenta del comienzo.

Al escapar del país el tirano y sus más allegados jerarcas, la masa de fanáticos que les seguía a todas partes para aplaudirlos, quedó flotando y sin rumbo como un enorme cardumen de arenques después de haber sido atrapados y sacudidos por violentos maretazos.

Con fines demagógicos encarados a obtener el futuro liderazgo de la masa cegatista, y por cálculos electoralistas para escalar a la presidencia de la Nación, Frondizi cifró un negocio redondo en el aprovechamiento de esa masa, a la que colmó de halagos y atiborró la mente de promesas, las que habría de cumplir cuando fuera presidente. Realizado con resonante éxito el negocio de la Presidencia de la Nación para sí, y no logrando el puesto de conductor de la masa obrera controlada por la C.G.T., que con tanto ahínco había defendido el unicato de la misma el heredero de la tiranía durante la campaña electoral, él mismo se encargó de poner a la CGT. sobre la mesa de disección para descuartizarla, azuzando las rivalidades existentes entre las camarillas de las tres tendencias que se disputan el reconocimiento jerárquico de la central obrera reformista ante el gobierno.

Durante la faz más álgida y tirante de la lucha violenta entablada entre el gobierno y el ala llamada izquierdista de la CGT., en la cual actúan las dos tendencias que reclaman la vuelta de Perón al poder, constituidas por bolcheviques y peronistas, Frondizi, quien orienta todas sus decisiones por el guión del cálculo y no por el de las ideas declaradas, al fracasar como aspirante a conductor de la CGT., encomendó a los militares el desmembramiento de las células belicosas que propician el retorno del tirano a toda costa. Los militares, que deseaban llegara el momento de tener las manos libres para destruir las milicias de la CGT., armadas por Perón, y la Alianza Libertadora Nacionalista, con estructura y acción similar a la de los «SS» del nazismo hitlerista, se encuentran ahora en su salsa y en su hora de desquite, porque bajo la tiranía de Perón sufrieron la nada halagüeña amenaza de ser suplantados por las mencionadas milicias.

No obstante los puntos de ventaja que actualmente lleva Frondizi en la lucha sobre sus enemigos de hoy —ayer aliados—, la aventura demagógica lograda con la adquisición de la masa peronista y bolchevique para asegurar el triunfo electoral, a nadie debe escapársele que la turbia maniobra le está costando un precio muy caro, porque si bien a ella le debe el escalamiento a la primera magistratura y la conquista de los Cuerpos legislativos de casi todo el país, a ella también le tiene que cargar la muerte política de la pequeña fracción radical escindida del radicalismo por él representada, al tener que desasirse de ese conglomerado que le es ahora extremadamente hostil.

Y por idéntico proceso de confabulaciones siniestras, a ciertos partidos políticos de contextura enclenque y a determinadas agrupaciones minúsculas pseudoanarcogramistas que están esforzándose muy activamente en absorber ejemplares aliancistas y masa de esa procedencia para dar la sensación de que crecen, crecimiento que se aprecia, pero que se realiza a expensas de quedar los organismos de origen convertidos en unidades peronistas con dominio dependiente del Comando Peronista, también les están creando gravísimos problemas. ¿Han entrado en el cerco por error, o porque les atraía el ambiente? Mientras no se produzca alguna reacción contra las fuerzas sitiadoras, la hipótesis del error, tiene que quedar descartada.

La operación constituye en sí una decisión de ingreso global a la C.G.T., ingreso que en principio había sido resultado en reuniones de personas notables en materia de enjuagues gremiales, notables que desde hace tiempo vienen maquinando el vuelco de la F.O.R.A. en el crisol de la C.G.T.

«NO HAY MAL QUE POR BIEN NO VENGA»

Si el proletariado que tan engañado y esquilmo ha sido por los jerarcas y dirigentes de la C.G.T., en verdad desea orientar sus pasos hacia lo que siempre fué firme, valiente y honrado baluarte de defensa de los trabajadores (la F.O.R.A.), ese proletariado mucho saldría ganando con que la C.G.T. —y todo

Al anarquismo internacional le ha nacido modernamente una corriente que se avergüenza de aplicar el nombre de anarquismo al conjunto de nuestras ideas: vergüenza, estrategia revolucionaria o disquisiciones etimológicas. Proponen algunos que se llame a nuestro movimiento socialismo libertario —Gastón Leval y su grupo en Francia—; otros propusieron que se llamara socialismo y libertad —la creación del movimiento de ese nombre en concomitancia con el marxismo no ortodoxo—; y otros ya le comienzan a llamar socialismo humanista o humanitarismo... Algunos, incluso, que le atribuyen la paternidad de la palabra a Proudhon, califican al gran federalista como de poco afortunado en la creación o aplicación de esa expresión al conjunto de esas ideas que se agrupan bajo el denominativo común de anarquismo.

Quiénes editamos este periódico pensamos que hay mucho de error, snobismo, desconocimiento e involución ideológica en esas corrientes despreciativas de nuestro nombre. La definición que de anarquía hace el léxico burgués, corriente y corriente, simbolizando con esa expresión los peces males de la vida social, y la influencia que sobre el pensamiento de las multitudes puede tener esa definición interesada del léxico autoritario no ha de hacernos desdenar nuestro nombre, que es glorioso y perfectamente ajustado a nuestro pensamiento.

Anarquía expresa de manera tan acertada lo que nuestro pensamiento es y significa que dudamos que pudiera encontrarse otro nombre que expresase tan fielmente las verdaderas esencias de nuestras ideas. Anarquía es la negación —an— de las bases mismas de la sociedad basada esencialmente sobre la autoritaridad —arquía— impuesta y avasalladora. No hay fundamento alguno de la sociedad actual que no se basamente sobre el autoritarismo, sobre la arquía, sobre el sometimiento del individuo a fuerzas externas, a poderes que los trascienden y que lo atormentan. El eje mismo de la sociedad actual es la arquía feroz, rígida, esclavizadora, inalterable.

Los principios mismos del pensamiento oficial, del pensamiento que rige la vida social y que impregna la mentalidad general, son principios de arquía, de autoridad en todas las acepciones que pueden encontrarse a la expresión. Anarquía, pues, es la negación, la destrucción, la abolición de la arquía; la supresión de una sociedad basamentada en el poder autoritario. Entonces para expresar lo que en nuestras ideas hay como enemigas, como negación de la sociedad presente, la palabra anarquía ha sido un felicísimo hallazgo, dado que, en ese sentido, dudamos que pudiera encontrarse la manera de expresar tanto y tan bueno con tan pocas letras.

Como expresión de los basamentos de la sociedad del porvenir, de las normas fundamentales que rijan todas las facetas del vivir en una sociedad basada en esa libertad que es inherente a la propia naturaleza humana y cuya conquista ha sido el objetivo de todo el devenir histórico, no hay palabra alguna con la cual definir de manera tan clara y tan categórica como lo hace la palabra anarquía esa ausencia total de autoridad, de imposición; de libre presencia, permanente acuerdo, de ayuda mutua, de personalidad consciente y plena que propicia el conjunto de nuestras ideas.

¿Hay, acaso, expresión alguna tan clara, tan precisa, tan categórica y tan comprensible para sintetizar toda la filosofía, esa amplia y profunda filosofía, que representa el conjunto de nuestro pensamiento? Nuestra arreligiosidad, nuestro respeto a la personalidad humana, nuestra acuciosidad por el conocimiento de las leyes de la naturaleza... y todas las facetas de nuestro pensamiento encontrarán expresión más feliz para significarlas que la sonora, musical, austera y gloriosa de ANARQUIA?

(Editorial de «Tierra y Libertad», México, diciembre).

DONATIVOS A FAVOR DE «AIT»

José Cossio Sánchez, París 100 NF.
F. L. de Montauban (Tarn) 10 NF.
José Sossio Sánchez, París 100 NF.

México y la revolución

(Viene de la pág. 6)

volucionaria no alcanzaba demasiado a ver que una transacción en plena revolución social, era una franca capitulación contra el eterno enemigo de los que sufren hambre y sed de pan y justicia. Y éste es el caso de los que querían «Tierra y libertad», cuyo grito agrupó en torno del mártir del agrarismo a las clases campesinas del país.

En nuestro análisis hemos hallado elementos de juicio que nos han llevado a la conclusión de que aquel grito sincero, no estaba provisto de un estado de conciencia capaz de encaminar los pasos de Zapata hacia la meta superior, hacia la plena conquista de aquel postulado todo alma, pero incompleto de interpretación social y cultural.

Zapata capituló moralmente ante Madero, al disponerse a aceptar ciertas restrictivas conquistas que habían costado ríos de sangre campesina. Este es el punto de partida en que falló una de las más alegóricas y más fervientes figuras de la revolución agrarista, impulsada y sostenida por elementos puramente campesinos, sin jefes que los engañaran, pero sin la conciencia necesaria, sin la capacidad emprendedora que suele garantizar la efectividad de las conquistas de esta naturaleza.

Ahora, todos los problemas giran alrededor de la cuestión agraria, no resueltos cuando era la hora oportuna. Son las fallas de toda revolución que no ha podido o no se ha sabido orientar y consolidar a base de una integral interpretación transformadora del sistema viejo y feudal, para instaurar otro sobre ba-

ses de equidad, de justicia y de libertad.

Los resultados, como casi siempre, han sido favorables a las nuevas y aprovechadas clases. Las desventajas, las penalidades, han sido reservadas, como premio a sus esfuerzos, a los trabajadores.

Y si bien es cierto que muchos coinciden en que las conquistas revolucionarias han quedado esfumadas, o reservadas para minorías «selectas», no es menos cierto que no se ven con perfecta claridad las tendencias nuevas que impidan una nueva estafa a los que siempre lo ponen todo en la balanza, para beneficiarse lo menos posible de los resultados de un cambio y de una transformación del sistema capitalista a otro igualitario y libre.

Ojalá, México, el México que trabaja, que sufre y que crea, halle su camino. Y ojalá, también, que los nuevos mentores de una orientación social y transformadora, no tropiecen en su camino con la misma piedra de la conveniencia personal o partidista que impiden, en todo momento, la estabilización de todas las conquistas revolucionarias.

En este juego, en esta lucha, se nota la ausencia demasiado notable de los anarquistas mexicanos. De los continuadores de la obra de los Flores Magón que, si bien son muy bien recordados por panerigistas actuales, no lo son con la devoción doctrinal a que deberían entregarse cuantos entienden que su obra es la única que puede garantizar la redención del campesinado y del obrero industrial.

H. PLAJA

NOTA IMPORTANTE

Finalizando el año, rogamos a los compañeros suscriptores y paqueteros hagan un esfuerzo para ponerse al corriente con la Administración de «AIT».

Le Gérant : Etienne Guillemau

IMPRIMERIE DES GONDOLES
4 et 6, rue Chevreul
CHOISY-LE-ROI (Seine)

El Consejo Federal

DESDE CHILE

Cómo se destruye un gremio

El liderismo ha causado más daño al movimiento obrero mundial que todas las represiones, infiltraciones enemigas, componendas y leyes sociales en «beneficio de los trabajadores» juntas. Cuando el líder se viste con ropajes propios, lo mismo que si se califica defensor de determinadas corrientes políticas, religiosas o gubernamentales, es malísimo; pero cuando un líder tiene la desfachatez de nombrarse «revolucionario» y «anarcosindicalista», es cien mil veces peor. A los primeros es posible atacarlos de frente y abatirlos con sus propias armas, siendo bastante fácil reparar después los daños causados con su actuación malévola; pero, ¿de qué modo desbaratar los enredos, los infundios, las ambiciones de quien o quienes se amparan bajo las banderas de la Revolución Social? Dado el caso que estos últimos sean definitivamente descubiertos como simuladores de un «revolucionarismo» que no sienten y por fin alejados del gremio al que pertenecen, el mal que han hecho es poco menos que irreparable, porque al quedar desprestigiados entre los trabajadores conscientes, siempre les deja un amargor de desconfianza para con sus compañeros que es el puntal más fuerte en favor del explotador, pues encierra de lleno las esencias pestilentes del «divide y vencerás».

La desilusión y el retraimiento de los voluntariosos militantes activos de cualquier gremio afectado por un elemento de esos que se ha hecho pasar por «líder anarcosindicalista» es la estela pestilente que resalta, envenenando el ambiente, una vez que el individuo de marras llega a la meta traicionera de su ambición sin nombre, «Ya no se puede confiar en nadie», es la frase que desanima a los consecuentes de ayer, dando pábulos para que los autoritarios, que siempre están a la expectativa de lograr cualquier posición de dominio en los gremios o sindicatos orientados revolucionariamente, se apoderen de los mismos y sea muy difícil entonces hacerles soltar el timón de la barca. Porque éstos saben bien que calumniando razonablemente al líder que pasaba por revolucionario y hacer extensiva la calumnia a toda corriente verdaderamente liberatriz, su base de sustentación y de dominio mata a dos pájaros de un tiro, al pájaro malo y sobre todo al más importante: el bueno que es el que les quita el sueño. O sea que se permiten atacar de lleno y con sarcasmo a las ideas que aquél decía representar, dejando poco menos que desarmados y con los brazos cruzados a los que sintiendo las ideas no pueden defenderlas de ataques tan bien planificados. Y es durante este lapso de natural indecisión, en medio de los dimes y dires en que los picaros llevan la voz cantante a sabiendas de que la oportunidad se les presenta viento en popa, cuando se hace posible que, por ejemplo, un Gremio como el de Estucadores de Chile, orientado desde hace más de treinta años por recia militancia anarquista, con un historial de lucha abierta y consecuente, digna de los mayores elogios, caiga de la noche a la mañana en las zarpas bolcheviques y esté a punto de ser devorado por los buitres.

¿Cómo calificar una traición tan grande en nombre del «liderismo de acción directa»? ¿Cómo reparar el daño ocasionado al gremio de referencia y a los trabajadores en general? No encontramos las frases acertadas que califiquen tamaño desaguisado.

No vamos a dar el nombre de este individuo sin conciencia, para no hacerle propaganda. Empezó con palabra fácil, pero idiota, arrastrándose de escalón en escalón en el gremio y decidiéndose por fin a vivir si trabajar a costa de sus «compañeros». Y logró el puesto clave que tanto deseaba: Consejero Nacional. Desde allí, el terreno se le presentó expedito y ahora lo tenemos candidato a Diputado en las actuales elecciones. ¿Diputado por el Gremio? —se preguntarán algunos. Pues no, mis amigos: si bien es cierto que si se presentase a Diputado por el gremio, la falta sería muy grave,

pues un gremio como el de Estucadores jamás habría pensado en ingresar en el estercolero de la política en ninguna forma, ni siquiera llevando como representante a un «compañero de cartel», este «anarcosindicalista» de pacotilla se presenta a diputado pagado precisamente por los peores enemigos de los estucadores: La Asociación de Constructores de Chile. Los «pulpos», como los llaman los obreros del gremio, el enemigo directo, reconocible a millares de kilómetros de distancia por ellos. Creemos suficiente dejar a la meditación del estimado lector este asunto, en la seguridad de que él se encargará de sacar las conclusiones pertinentes. Por nuestra parte preferimos tragar saliva y aguantar firme parando el golpe con la debida entereza. Consideramos, por lo demás, lógico el desenlace de una actuación tan sumamente torcida como la que nos ocupa. Y por lo tanto, comentamos, pero no nos asombramos, reconocemos un hecho que dados los procedimientos no podía suceder de otra manera.

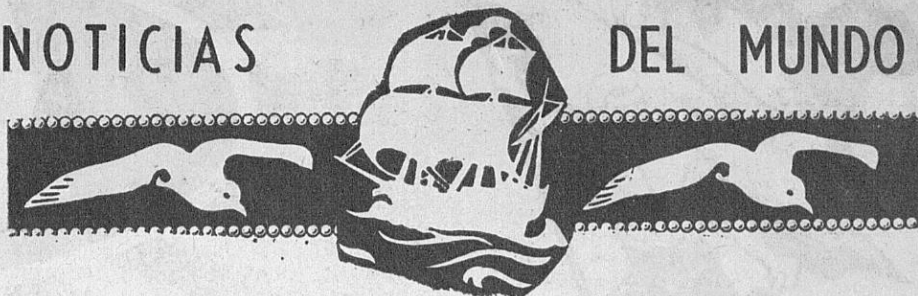
Ahora son los bolcheviques quienes dirigen el gremio de Estucadores de Santiago. Los afiliados, los militantes, los obreros, ya no son tales, mientras tanto ellos gobiernen. Son masa, número, votos, material utilizable para todos los fines de explotación humana. Los «pulpos» pueden considerarse satisfechos, ya que son los que más van ganando en la partida. Si no se produce una sana reacción a tiempo, para ellos vendrán los años de las vacas gordas; y para los bolcheviques también. Todo ello a costas y daños cargados sobre las espaldas sufridas de los trabajadores del ramo de la construcción.

Esta es una prueba más, entre millones, en contra del liderismo sindical. El proletariado consciente lo ha de tener en cuenta, si no quiere sucumbir antes de tiempo. El líder que se eleva en su seno es la araña suspendida en su tela que acecha el momento propicio para devorar la presa. Es un bicho malo, temible, que precisa ser desmascarado y arrojado por la borda sindical. Quien tenga oídos para oír que oiga.

COSME PAULES

NOTICIAS

DEL MUNDO



ALEMANIA

Una mejora en las relaciones germano-soviéticas podría operarse si el problema de Berlín no se agudizara.

El que este hecho se produzca parece que tienen tan secreto interés el astuto canciller Adenauer como el Ladrón Kruschew, a pesar de sus tiras y aflojas.

Y todo ese juego tiende a afianzar la posición de cada uno. La de Alemania, con relación al bloque occidental, es cada día más ventajosa.

REPUBLICA ARABE UNIDA

Los contactos personales de Nasser y Kruschew en la O.N.U. no fueron tiempo perdido.

Las cosas en el continente africano han seguido muy distinto camino a las que han sido ambiciones del dictador de Egipto. No le ha sido tan fácil arrinconar a Neguib como desembarcarse de otros contrincantes en el tablado africano.

La Liga Árabe ha perdido mucho de su influencia y no podrá jugar un papel preponderante ni en el porvenir. Pero Egipto contará siempre como una de las fuerzas más importantes en África. Y como piensa en un futuro desquite sobre Israel o al menos en la amenaza que representa la presencia de ese Estado que cuenta con sólidos apoyos internacionales, se preocupa de ampliar los suyos, sin inclinarse demasiado abiertamente a un lado u a otro de los dos bloques en pugna.

La U.R.S.S. desea explotar al máximo esa situación, y lo hace con ciertos miramientos acerca de Nasser, pues quisiera contar a Egipto como aliado o al menos tener la seguridad de que mantendrá una posición «neutral».

Desde luego, Nasser va tan a lo suyo como puede ir el propio Nikita.

INGLATERRA

Gaitskell, que a pesar de todo ha con-

servado la jefatura del Labour Party, aunque éste lleve trazas serias de escandalo, con gran regocijo de los «torys», ha pronunciado un discurso en el que anuncia lo que él considera deberían ser los objetivos de Gran Bretaña en política extranjera.

Señala el líder de los laboristas cuatro puntos: admisión de China en la O.N.U.; creación de una zona desmilitarizada en Europa Central; mantenimiento de África al margen de la guerra fría y precisiones sobre la misión de la O.T.A.N.

Macmillan no dejará de sonreír al constatar tanta coincidencia en la apreciación de la «política extranjera británica», venida de la parte de un adversario que cada día se siente más inclinado al sacrificio de ser ministro de la Corona, aunque sea saliéndose del Labour. Para que éste llegue a gobernar de nuevo en Inglaterra las cosas están muy verdes aún.

FRANCIA

Los rumores de preparación de un «golpe de Estado», a raíz del referéndum y de la situación creada en Argelia, han venido circulando insistentemente estas semanas últimas.

La presencia de Salan en Madrid y la huida de Lagarrade, de Susini y otros del «proceso de las barricadas», refugiados actualmente en la España franquista, ha dado, entre otros manejos más o menos oscuros de los «ultras» de Alger y de los de la metrópoli, mayor cuerpo a esos rumores.

Por el momento, nadie se atreve abiertamente a ponerle el cascabel al gato. El «pronunciamento», quedará probablemente para mejor ocasión. Pero los mismos militares que habrían de jugar el papel decisivo, no parecen resueltos en promover un alzamiento que, sin duda alguna, degeneraría en guerra civil.

EKIS

CRONICA MARROQUI

—No ha mucho, la policía marroquí, invadía los locales de la Unión Marroquí de Trabajadores en Safi apaleando a los obreros.

—En Khouribga el secretario general y el secretario general adjuntos de l'UMT son detenidos por la policía sin motivo justificado y conducidos a Beni Mellal.

—Algunos números de «Avant Garde» órgano de la U.M.T. son retirados de la circulación.

—Los trabajadores del sindicato de transportes de la C.T.M. declaraban la huelga general de 24 horas que paralizó el tráfico en todo Marruecos.

—Los obreros del Servicio de Irrigación de Fquih ben Salah, declaran igualmente una huelga ilimitada a partir del 21 de noviembre...

—Los obreros de la Sociedad de Transportes meknasis, amenazan en el caso de no ser aceptadas sus reivindicaciones y reingresados los obreros represaliados de declarar una huelga a partir de fecha determinada.

—El Sindicato Unico de productos químicos, en su Congreso representativo de 4.000 obreros pide el aumento del salario mínimo de 80 a 130 frs. la hora.

—Pruebas, todas ellas, de que el malestar crece, al crecer la crisis económica. Pero toda esta agitación a que hacemos referencia ha tenido su culminación en los sangrientos sucesos de Larache.

LARACHE

Sus principales actividades son la agricultura, la pesca y las conservas, actividades dependiendo casi todas ellas de la Sociedad «Lukus», fuerte y potente trust económico.

A la proclamación de la Independencia, el Rif se encontró colocado en situación especial, pues la legislación española a que habían sido sometidos los obreros hasta aquella hora, hacía de ellos verdaderos parias, en comparación con sus compatriotas de la zona sur (zona del ex protectorado francés).

Ninguna legislación social valedera, ninguna garantía, contrato y pago diario de jornales, salarios de hambre, etcétera, etcétera.

Costó, pero llegó a obtenerse la incorporación económica de esta zona, al res-

to del Marruecos y las leyes sociales en vigor, lo son hoy en todo el país.

Hemos de decir legalmente, porque la realidad es que en la antigua zona española la aplicación de la legislación social era y es en muchos casos saboteada por las mismas autoridades.

Los sindicatos, puestos en pie por la U.M.T., habían de desencadenar pronto una violenta campaña por la normalización de estas cosas y especialmente por la supresión de los privilegios de que venían gozando los obreros extranjeros y especialmente los españoles, a pesar y en contradicción de la legislación social marroquí en materia de contratación de mano de obra extranjera.

Caja de Ayuda Social, Alocaciones Familiares, Colonias de Vacaciones, eran y son concedidas por la empresa LUKUS a los obreros españoles, pero no a los marroquíes, aun cuando la ley es la misma para todos.

Y las condiciones de trabajo espantosas han sido denunciadas; mujeres acompañadas de sus hijos, (algunos de ellos de seis años!) son empleadas para el relleno de sacos de pimientos, a la tarifa de ¡50 francos por saco!

Total recaudado por una madre con sus tres hijos en un día: ¡150 francos!

Así, pues, desde hace dos meses, los sindicatos de Larache comenzaban un verdadero combate, por la simple aplicación de la legislación obrera en vigor.

Las autoridades locales, mostrándose reacias a estas reivindicaciones, los obreros se dirigieron al gobernador de Tetuán, para llegar a celebrar reuniones de conjunto con los patronos y representantes de la autoridad.

Todas las reuniones fueron saboteadas y el sábado 19 de noviembre las autoridades hacían detener a los dirigentes sindicales. Una protesta monstruo y una huelga en Larache logró su objetivo: la liberación de los dirigentes encarcelados, y obtuvo la promesa de una nueva reunión para el lunes 21 de noviembre.

Los obreros reunidos ese día delante de los locales del sindicato, vieron llegar abundantes fuerzas de policía. Y

después de la conminación de rigor a rendirse, y ante la negativa de los reunidos, la policía hizo uso de sus armas. Balance de la jornada: tres muertos, decenas de heridos, 600 detenciones...

Y todo ello ¿por qué razón? Por impedir a los productores de Larache la defensa de sus intereses mínimos, es decir, aquéllos que se encuentran dentro de la legislación social.

Ante tales hechos, el observador más imparcial ha de sonreír irónicamente al leer en la prensa una protesta del Ministerio del Trabajo por las resoluciones de la Conferencia de Túnez sobre la situación en Marruecos.

El malestar y el descontento cunden. Las rivalidades entre las dos centrales sindicales, la UMT y la central gubernamental UGTM, encienden las pasiones; la crisis del trabajo y el hambre las exaltan y se ven apuntar destellos de un ultranacionalismo racial inspirado en la constatación de las enormes diferencias sociales existentes, de la ostentación de riquezas y la ocultación vergonzosa de la miseria de un país.

Frente a ello, una verdadera campaña de explicación de las verdaderas razones se impone. ¿Pero quién se encuentra capacitado para realizarla?

La prensa extranjera no puede ni debe inmiscuirse en los asuntos interiores del país sin riesgo de severas sanciones. En cuanto a las organizaciones nacionales, incluyendo entre ellas a la UMT, cuya valiente labor y trabajo no discutimos, se encuentran demasiado ligadas a las pasiones políticas del momento.

Pero el hecho evidente es que el despertar es indiscutible y que los problemas sociales van ganando el terreno a esas mismas preocupaciones políticas. Del malestar creciente saldrá la luz. Y Marruecos habrá de incorporarse así, paulatina, pero seguramente, a la carrera infinita de los países en que el problema social, el problema del productor sojuzgado, se desliga inevitablemente de la lucha encarnizada de los hombres de Estado, para ponerse frente a ellos intus.

Y cuando eso sea así, los productores marroquíes habrán comenzado la verdadera lucha por su liberación de toda tela.

Corresponsal

WORLD LABOUR NEWS

PUBLISHED BI-MONTHLY BY THE SYNDICALIST WORKERS' FEDERATION, 25A, AMBERLEY ROAD, LONDON, W.9, ENGLAND

Yearly subscription rate 2s 6d



A.I.T.

ORGANO DE LA ASOCIACION INTERNACIONAL DE LOS TRABAJADORES
 Association Internationale des Travailleurs — Associazione Internazionale dei Lavoratori — Internationella Arbetar Associationen
 International Working Men's Association — Internacia Laborista Asocio

REDACCION : A. I. T. - C. N. T.
 Bourse du Travail - Place St Sernin
 TOULOUSE (H. G.)

Mensual bilingüe (Nueva Serie) ★ Año 32 ★ Núm. 36
 PRECIO: 0'50 N.F.
 Suscripción: 6 meses: 4 NF. — Un año: 7 NF.

ADMINISTRACION Y CORRESPONDENCIA:
 Esgleas, Joseph—A.I.T.-C.N.T.—4, rue Belfort.
 C. C. P. 934-56 — TOULOUSE (H. G.)

Internacionalismo consecuente y eficaz ACTUALIDAD COMENTADA

El contacto con el pueblo y con las masas trabajadoras debe ser una de las preocupaciones permanentes de todo internacionalismo activo. Constituiría un grave error, para todo movimiento que tiene por finalidad la transformación social, creer que sin hondas raíces populares podría influir decisivamente en la marcha de un pueblo.

La conciencia militante se condensa generalmente, sin duda alguna, en pequeñas minorías. Pero es indispensable que las ideas motoras penetren en las multitudes y que éstas aprendan a moverse bajo propio impulso con claros objetivos finalistas. Esta clarificación se impone, hasta para las reivindicaciones concretas, en las que hombres y masas expresan sus necesidades inmediatas. Por ello sería sumamente conveniente que en el área internacional los sindicalistas revolucionarios y los anarquistas del mundo entero cooperasen en esa labor de clarificación ideológica, combativa y constructora frente a las propagandas reformistas y moscovitas, a las de los defensores del sistema capitalista y estatal y a las de todas las otras corrientes que son adversarias nuestras. La orientación netamente sindicalista revolucionaria y libertaria se hace sentir hoy en todas partes como una de las necesidades más urgentes. Y esta labor no la hará nadie por nosotros.

La A.I.T. no puede quedar limitada en su desarrollo por el complejo que en algunos ejerce impresión deprimente, y que otros están interesados en que lo sea de hecho, de sus actuales efectivos. Un anchuroso porvenir nos es abierto y alcanzarlo, acrecentando nuestra fuerza y nuestro potencial en todos los órdenes, depende principalmente de nosotros mismos. No somos los militantes libertarios y sindicalistas revolucionarios tan poco numerosos en cada país, que, concertados para ello, no podamos realizar una seria obra. Sin caer en errores de espejismos, teniendo bien presentes realidades y dificultades, mostrando en la práctica nuestro voluntarismo militante, podemos llegar a obtener resultados positivos y hasta muchos de los que los decaídos y decepcionados de esta hora podrían suponer como inasequibles.

No es tampoco extraviándonos por pretendidos nuevos senderos, que nos obligarían a dar otras infructuosas vueltas por pantanosos terrenos ya recorridos y en los que los descabros del movimiento obrero internacional han sido más que evidentes, que consiguiáramos llegar antes a la meta. Nuestra trayectoria debe ser recta y consecuentemente orientada.

A aquellos que apuntan contra la integridad de los principios como motivo de decadencia orgánica, podemos objetarles que esa integridad es afirmativa mientras que el cisma

representa siempre una dispersión de esfuerzos. La renovación de un organismo, cuando se le quiere de verdad, debe impulsarse desde su seno y no al margen de él. La solidez de un organismo internacional, aparte de la aportación activa de sus militantes, estriba principalmente en la propia cohesión de sus adherentes. Esta cohesión, no significa unilateralidad absoluta en la apreciación de los problemas, de las situaciones ni aún en el desarrollo de las mismas actividades en zonas geográficas distintas o en terrenos que tienen sus propias características. Mas el hecho diferencial no puede abonar, en nuestra concepción sindicalista revolucionaria, el campo a la desviación ni a la inconsecuencia. Una orientación clara y consecuente, aun en su diversidad de matices, contribuye a hacer convergentes los comunes esfuerzos y, por lo tanto, más eficaces. En nuestro mundo actual no solo cuenta la calidad, la intensidad de las energías desplegadas, sino su cohesión, su fuerza expansiva, su potencia de irradiación y penetración, lo mismo que su aplicación directa hacia objetivos determinados y concretos que respondan a los propios fines perseguidos.

No sería admisible la pretensión que la A.I.T. se convirtiera en vetea, con movimientos a merced de los vientos que más fuerte soplasen según las circunstancias. En tiempos serenos o en los tempestuosos, debe seguir siendo ella norte y guía para los trabajadores. Y organización sindicalista revolucionaria de bien definidos contornos.

Nuestro común esfuerzo internacional debe tender a vincularla más y más al pueblo, a los trabajadores, a las masas, en todas partes, sin que pierda contenido ni ninguna de sus características fundamentales.

EL DRAMA ARGELIANO

Los recientes trágicos acontecimientos de Argelia demuestran la intensidad y la hondura de un drama, cuyo final, esperado con inquietud y hasta con temor por todos, nadie puede prever. Mucho del presente y futuro destino de Francia y de la misma Africa, quizás del mundo, dependerá del sesgo que vayan tomando los acontecimientos en esas tierras africanas, que conocen desde antes a los horrores de una lucha cruenta.

La emancipación de los pueblos bajo tutela colonial es una de las características de nuestra época en el ámbito internacional y constituye en cierto modo un movimiento irreversible. Francia ha tenido el acierto de resolver sin violencias extremas en los llamados países de la Comunidad y hasta en los que se han separado de ella, en el mismo Marruecos y en la propia Tunisia, el acceso de esos pueblos a la independencia. Pero en el caso de Argelia han jugado y juegan tan complicados factores, algunos de ellos psicológicos, íntimamente ligados a intereses y feudalismos enraizados y obstinados en sobrevivir, otros de orden étnico, innegables, aunque su presencia no quiera reconocerse, y también de tipo internacional, que han hecho cada día más difícil hallar una salida conciliadora. Los «ultras» de uno y otro lado son los que llevan en ello la mayor responsabilidad y los que principalmente han contribuido a que la razón de las armas primara hasta ahora sobre todas las demás, con sus inevitables consecuencias.

De Gaulle no ha podido hacer prevalecer sus puntos de vista «conciliadores». Con los acontecimientos últimamente acaecidos una fosa más profunda, insalvable casi, se ha abierto entre las comunidades calificadas europea o argeliana.

Y no obstante, por encima de los odios acumulados, la tregua, se impone en interés de los propios países afectados y del mundo entero. Se acorte o se alargue el conflicto, se haga más dramático, más inmensamente trágico, la paz se hará y habrá que llegar por el camino de la negociación. Si ésta puede ser directa, será tanto mejor para Francia y para la propia Argelia. La internacionalización del conflicto vendría aún a complicar mayormente las cosas. Pero a la corta o a la larga Argelia, como sea, obtendrá su independencia. Es un signo

de los tiempos y está escrito en los hechos.

FRACASO DE LA O.N.U. EN EL CONGO

La situación en el Congo continúa siendo inestable y confusa. Han surgido tantos poderes que ya ninguno sabe hasta donde puede alcanzar su jurisdicción. De la noche a la mañana la relación de fuerzas varía, y cada una de ellas se impone donde puede. Mobutu, Kasavubu, Lumumba, etc., parecen llevar el juego. Pero todos ellos están cogidos ya entre las mallas de las potencias que han contribuido, con sus antagonismos a hacer más difícil e inextricable el problema congolés.

Ni la U.R.S.S., ni la U.S.A. ni la misma Bélgica quieren soltar presa. Cada una quiere arrastrarla a su propio campo. Y tira de los hombres más o menos representativos en el tablero de esa parte de Africa, para moverlos a su gusto.

La intervención de la O.N.U. quiso ser simbólica, para consagrar el valor y la eficacia de ese organismo internacional a los ojos del mundo como instrumento de paz y para restablecer el orden en un punto neurálgico. Pero el fracaso de la O.N.U. en el Congo con tal misión y en ese sentido, no puede ser más evidente. Los «casos azules», las fuerzas armadas de las distintas naciones puestas al servicio del citado organismo, no solo se han mostrado impotentes, sino bien movidas por los hilos de quienes se colocan por encima de la O.N.U. contagiadas por las propias simpatías, aunque aparenten jugar su juego. Los poderes dados a Hammarskjöld, aunque hubiesen sido mucho más amplios, habrían obtenido parecidos resultados.

En el Congo las cosas, en lugar de marchar por el camino de un arreglo, continuarán aún por largo tiempo sin solución. Probablemente, contra toda otra apariencia que podría llevarnos a hacer pensar lo contrario, y aunque su país parece hoy en día codiciarse más en alza, no será Mobutu el que llevará finalmente ventaja.

Entretanto los congoleños irán pagando más que nadie las consecuencias de la situación que se les viene creando, más que de la que ellos mismos, con sus rivalidades, atizadas, se han creado.

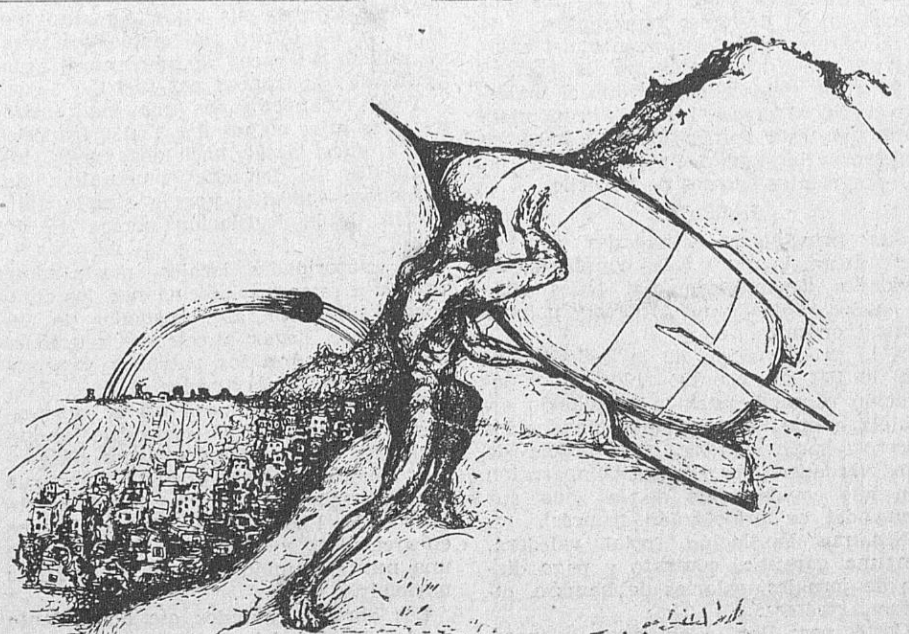
EL IMBROGLIO DEL LAOS

Desde mucho tiempo el Laos es juguete de los contrapuestos intereses de los dos bloques. La situación ha ido «quadrando» y las diversas facciones contrincantes se han movido por causa ajena a la causa del propio país.

Las tropas del general Phumi han sido descaradamente abastecidas en armas y otras cosas por los yanquis. Chinois y moscovitas hacen lo mismo con las guerrillas del Pathet-Lao y con quien parece que puede contribuir a llevarles las aguas a su molino o bien a apuntalar la posición neutralista.

Nadie juega limpio en sus manejos allí donde se produce ese caos. Huido el príncipe Suwanna a Camboche, Kong-Lé no se rinde y se obstina todavía en situarse. El nuevo gobierno constituido por Quinin Pholsena, antiguo ministro de la Información del príncipe citado, no lleva muchas trazas de poder sostenerse, por más esfuerzos que haga el capitán Kong-Lé. Posiblemente conseguiría afianzarse algo si los Pathet-Laos aceptaran entrar en una coalición de carácter nacional. Pero difícilmente darán un tal paso.

Durante largo tiempo en el Laos, aunque triunfe momentáneamente Phumi, el general de la contra-revolución apoyado por los norteamericanos, el país continuará siendo teatro de sangrienta lucha. — PALAFOLLS.



AMENAZAS PARA LOS PUEBLOS